

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



LE FIGARO LITTÉRAIRE
L'UNIVERS INÉPUISABLE
DU PÈRE DES « TROIS
MOUSQUETAIRES » NOTRE SUPPLÉMENT

VOYAGE
LE TRAIL, UNE NOUVELLE
FAÇON DE COURIR
LE MONDE PAGE 28



PROCHE-ORIENT

Guerre au Liban : Netanyahu pris en étau entre Trump et son opinion publique **PAGES 4 ET 5**

RUSSIE

Avant le « Davos » russe, des drones ukrainiens frappent Saint-Petersbourg **PAGE 6**

ÉTATS-UNIS

Bill Pulte, le « petit Trump » nommé à la tête du renseignement **PAGE 7**

VATICAN

Une femme à la tête de la communication du Saint-Siège : derrière le symbole, un vrai changement de cap **PAGE 10**

SOUVERAINETÉ

La stratégie de l'Europe pour réduire sa dépendance aux technologies américaines **PAGE 20**

CHAMPS LIBRES

- Les chroniques d'Eugénie Bastié et de Luc Ferry
- Le tête-à-tête de Charles Jaigu
- L'analyse de Jean-Pierre Robin

PAGES 16 ET 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi : Présidentielle 2027 : Bruno Retailleau peut-il profiter de l'affrontement entre Édouard Philippe et Gabriel Attal ?

OUI 57% **NON 43%**
VOTANTS : 59 621

Retraites : le relèvement de l'âge légal de départ vous paraît-il inévitable ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

CONTRASTES RUNNING

2027 : face aux retraites, le grand malaise des candidats

Les Français, dont l'âge de départ à la retraite est le plus bas d'Europe, devront travailler davantage pour sauver leur modèle social. Une décision impopulaire qui embarrasse les présidentiables.

À un an de la présidentielle, la question des retraites s'invite déjà dans le débat. Face à la dégradation de ses comptes publics, la France n'a d'autre choix que de remettre ce sujet

sur le métier, après que le gouvernement Lecornu a suspendu la réforme Borne de 2023 pour s'attirer les bonnes grâces des socialistes et faire adopter le budget. Un dossier hautement

inflammable, sur lequel les candidats à l'Élysée peinent à afficher une ligne claire. Après avoir évoqué un recul de l'âge de départ à 67 ans, Édouard Philippe se fait discret, tandis

que Gabriel Attal veut supprimer la notion d'âge et se concentrer sur la durée de cotisation. Au RN, le dogme de la retraite à 62 ans enfonce un coin entre Marine Le Pen et Jordan

Bardella, tandis que LFI défend toujours la retraite à 60 ans. Chez LR, Bruno Retailleau, lui, assume qu'il faudra travailler plus longtemps et repousser l'âge légal à 65 ans.

➔ **ÂGE LÉGAL, SOUS-INDEXTION : LES PISTES D'ÉCONOMIES SUR LA TABLE** ➔ **LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE CONNAÎTRE LE VRAI COÛT DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES** ➔ **PEUT-ON ÉVITER QUE LA FUTURE RÉFORME SOIT CONTESTÉE ?** **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**



Boualem Sansal et Bruno Retailleau : « La France doit engager un vrai rapport de force avec l'Algérie »

Alors que paraît *La Légende*, récit de la détention de Boualem Sansal dans les geôles algériennes, Le Figaro TV a réuni l'écrivain et Bruno Retailleau. Un dialogue sans concession sur la crise entre Paris et Alger. **PAGES 14 ET 15**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Comme un boomerang

L'échéance présidentielle est encore lointaine, le sujet met tout le monde mal à l'aise, mais il va bien falloir s'en emparer : comment sauver notre système des retraites ? Dans un mélange d'idéologie et de démagogie, les autruches de gauche et d'une partie de la droite déploient des trésors de mauvaise foi pour expliquer que le problème n'existe pas. Les experts les plus pointus démontrent l'impasse démographique dans laquelle sombre le mécanisme de la répartition ? Les institutions les plus sérieuses tirent le signal d'alarme sur le péril financier qui menace ? Rien n'y fait. À l'issue de tractations honteuses sur le budget 2026, il s'est trouvé une majorité irresponsable à l'Assemblée pour suspendre la réforme Borne, qui repoussait l'âge de départ de 62 à 64 ans. Sans surprise, le boomerang revient à pleine vitesse. La semaine prochaine, le Conseil d'orientation des retraites présentera ses nouvelles prévisions, qui démontreront une nouvelle fois l'évidence : lorsqu'il ne reste que 1,5 actif pour un retraité et lorsque l'on vit en moyenne vingt-cinq ans après avoir cessé de travailler, l'équation devient insoluble. Au dernier

pointage, dans dix ans, le déficit se creusera chaque année de 15 milliards. La réalité est qu'il n'existe d'autre alternative que de remettre l'ouvrage sur le métier. Et qu'il va falloir assumer des solutions impopulaires. La première, passant par une augmentation des cotisations, serait une folie au pays des prélèvements records. La deuxième, consistant à tailler dans les pensions, fait son chemin au nom de la solidarité entre générations. Avec un revenu mensuel moyen de 1800 euros, elle ne fait cependant pas l'unanimité, loin s'en faut, ni ne suffit à résoudre le problème. La voie la plus efficace, suivie par tous les pays semblables au nôtre, où l'on reste en activité jusqu'à 65, 67 et parfois même 70 ans, est de travailler plus longtemps. Elle n'interdit pas de faire preuve d'imagination dans les mécanismes pour y parvenir, pourvu qu'ils ne nuisent pas à son rendement. Ni de stimuler, parallèlement, un système de retraite par capitalisation, comme il en existe partout ailleurs. ■

Disparition de Lyhanna : la justice et la police en question

Une enquête administrative commune aux ministères de la Justice et de l'Intérieur a été diligentée pour faire la lumière sur d'éventuels dysfonctionnements dans le traitement judiciaire réservé à Jérôme B., principal suspect dans la disparition de la jeune fille. L'homme de 41 ans a été visé par plusieurs plaintes, certaines pour des faits remontant à 2017, mais n'a jamais été interpellé, ni auditionné, pour des raisons procédurales. Une rigidité judiciaire qui semble avoir prévalu sur la dimension humaine du dossier. **PAGES 8 ET 9**

ISABELLE LANGLOIS PARIS

Liste points de vente
isabellelanglois.com
29, rue Danielle Casanova, Paris 1^{er}.

Présidentielle : les candidats embarrassés face

Jim Jarrassé

Confrontés à la nécessaire réforme du système, les prétendants à la présidentielle, conscients de l'explosivité du sujet, préfèrent temporiser.

C'est le *New York Times*, en 1959, qui a le premier utilisé la métaphore au sujet du financement du système scolaire américain : « C'est un problème du même ordre que d'avoir un éléphant au milieu de la pièce. C'est tellement gros qu'on ne peut l'ignorer. » La comparaison pourrait être reprise tel quelle en 2026 s'agissant des régimes de retraite français. À moins d'un an de l'élection présidentielle, bon nombre de candidats sont conscients que le financement de notre système par répartition sera l'une des questions incontournables du scrutin. Tout en évitant ou en contournant soigneusement le sujet... « C'est une bombe qui explosera au visage du premier qui ouvrira le paquet-cadeau », s'amuse un député Renaissance.

La cote d'alerte, pourtant, a été atteinte depuis longtemps. « Le modèle social reposant sur une démographie faible et des prestations élevées ne peut plus tenir », pose l'ex-ministre de l'Économie Bruno Le Maire. « Ce n'est plus un abcès à crever, c'est une maladie qui ronge en profondeur », ajoute l'un de ses prédécesseurs. Lundi prochain, le Conseil d'orientation des retraites (COR) dévoilera aux partenaires sociaux un nouveau rapport rappelant la situation critique et les leviers pour résorber le déficit : hausse des cotisations, baisse des pensions ou relèvement de l'âge de départ, solution qui a les faveurs du COR. Dans sa dernière simulation, les experts réunis par Gilbert Cette prévoient un dérapage à hauteur de 5 milliards d'euros, soit 0,2% du PIB. Si rien n'est fait, il atteindra 1,4 point en 2070. Et c'est la survie même du systè-

me, hérité du Conseil national de la Résistance, qui sera menacée.

Reposant sur un principe de solidarité entre générations, il devrait logiquement être au cœur des préoccupations de la gauche. Mais l'essentiel de ses cadres en restent à l'état du constat. À l'instar de Raphaël Glucksmann, qui établit ce diagnostic dans son livre *Nous avons encore envie* (Allary), paru la semaine dernière : « En 1945, la France comptait quatre actifs pour un retraité. Elle compte aujourd'hui 1,7 actif pour un retraité. (...) Ceux qui ont une espérance

« En 1945, la France comptait quatre actifs pour un retraité. Elle compte aujourd'hui 1,7 actif pour un retraité. (...) Ceux qui ont une espérance de vie en bonne santé plus longue doivent partir plus tard »

Raphaël Glucksmann

Extrait de son livre

« Nous avons encore envie » (Allary)

de vie en bonne santé plus longue doivent partir plus tard. » Interrogé quelques jours plus tard lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-Public Sénat », le candidat de Place publique n'a pourtant pas dévoilé de piste précise sur le recul de l'âge : « On proposera notre réforme, ne vous inquiétez pas », s'est-il contenté de répondre, assurant travailler avec la CFDT sur ce sujet. Les Écologistes, eux, sont encore moins précis : parmi les 478 propositions formulées par le parti en vue de la présidentielle, aucune ne concerne les retraites...



À gauche, comme souvent, seuls les Insoumis ont - au moins - le mérite de la clarté. Depuis 2017, Jean-Luc Mélenchon propose invariablement de rétablir la retraite à 60 ans avec 40 années de cotisation. Soit l'annulation de toutes les réformes prises depuis 2010, alors que, dans le même temps, le nombre de retraités atteint, selon l'Insee, 17,2 millions de personnes, en hausse de 2 millions. « Il est catastrophique que seuls les Insoumis soient audibles sur

cette question », déplore un ancien ministre socialiste.

Longtemps favorable, comme LFI, à la retraite à 60 ans, le RN a revu sa proposition pour la réserver uniquement aux Français ayant cotisé 40 ans et commencé à travailler avant 20 ans. Mais, avec quelques mots dans une interview au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, temple de la droite libérale allemande, Jordan Bardella est venu remettre en question un dogme mari-

niste. « Nous étudions la possibilité d'un relèvement de l'âge de départ, à assuré le potentiel candidat, semant le trouble au sein du parti. D'autant que Jordan Bardella a ouvert dans la foulée le débat sur une dose de retraite par capitalisation, chère à la droite et au patronat. « Il y a la volonté de rassurer un électoral qui ne votera pas pour nous au final. Je ne comprends pas », souffle un député RN. Ce mercredi encore, les cadres du RN s'opposaient par médias

Âge légal, sous-indexation : les pistes d'économies sur la table

Jean Cittance et Julie Ruiz Perez

L'épée de Damoclès va tomber. Si rien n'est fait pour redresser la barre, le système de retraite français est condamné à s'enfoncer dans le déficit. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) et la Cour des comptes ont dressé ce même constat alarmant. Selon le COR, le déficit annuel du système pourrait atteindre 1,4% du PIB en 2070. En 2025, la Cour des comptes prévoyait quant à elle un déficit de 15 milliards d'euros environ par an à partir de 2035, et ce sans prendre en compte la suspension de la réforme de 2023, votée en décembre. Différents leviers existent pourtant pour écopier l'eau du navire, dont l'exécutif et les parlementaires pourraient être tentés de se servir.

Alors que la préparation des budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027 bat son plein, le spectre d'une mise à contribution des retraités ou des actifs pour maintenir le système à flot fait son retour. Fin mars, en amont de son rapport annuel attendu la semaine prochaine, le COR s'est réuni pour analyser « les effets macroéconomiques des principales mesures susceptibles de garantir l'équilibre financier du système ». À cette occasion, trois études (de l'Observatoire français des conjonctures économiques, de la Direction générale du Trésor et de Paris School of Economics) ont rappelé de concert que la mesure la plus économiquement vertueuse - mais politiquement explosive - reste le décalage de l'âge de départ à la retraite.

Parmi les pistes sur la table pour juguler le déficit du système, le COR rappelle que ce mécanisme serait « le seul levier expansionniste », car le relèvement de l'âge effectif de départ à la retraite se traduirait par « une augmentation de l'offre de travail et du niveau d'activité ». En repoussant par exemple d'un an le moment où les Français s'arrêtent de travailler, ce sont entre 210 000 et 240 000 emplois qui pourraient être créés, selon le COR. Il en résulterait même « une amélioration de la situation



En France, les retraites représentent près de 25 % de la dépense publique et 14,6 % du PIB. SEVENTYFOUR-STOCKADOB.COM

des finances publiques dans leur ensemble - au-delà du seul champ des retraites - via des recettes fiscales et sociales supplémentaires », ajoute l'organisme public. Plus de Français qui travaillent, ce sont plus de cotisations, plus d'impôts versés à l'État ainsi que plus de consommation, donc plus de recettes de TVA.

Un sujet majeur

Rien de bien nouveau dans ce raisonnement. En juin dernier, le COR affirmait déjà que, « pour équilibrer structurellement le système de retraite chaque année jusqu'en 2070 via le seul levier de l'âge de départ à la retraite, il serait nécessaire de porter cet âge à 64,3 ans en 2030, 65,9 ans en 2045 et 66,5 ans en 2070 ». Actuellement, le curseur est bloqué à 62 ans et 9 mois, alors que la réforme de 2023 prévoyait un passage progressif de l'âge légal de départ à 64 ans d'ici 2030. Le recul du gouvernement sur l'âge de départ a certes permis à Sébastien Lecornu de se maintenir à Matignon, mais cette concession a un coût : 2,2 milliards d'euros. Politiquement, le sujet demeure explosif. Le prochain président de la République ne pourra pourtant pas faire l'impasse sur ce sujet majeur, sur lequel

tant de responsables politiques se sont pourtant déjà cassés les dents.

Le rapporteur général (Les Républicains) du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Juvin, mène d'ailleurs en ce moment une mission sur la question. Il doit rendre ses conclusions dans les prochaines semaines. Au fil de ses recherches et de ses entretiens, il s'est forgé une conviction : « la question des retraites, c'est la grande question des finances publiques. Un candidat à la présidentielle qui prétend rétablir les comptes publics sans toucher ni aux retraites ni à la santé, il ne faut pas le croire », insiste-t-il. Et pour cause, les retraites représentent près de 25% de la dépense publique et 14,6% du PIB. Alors que la Commission européenne prévoit un déficit public de 5,7% pour la France l'an prochain, l'élu insiste sur les conséquences de l'inaction. « Si on ne réforme pas le système nous-mêmes, le FMI ou la Commission vont frapper à notre porte - ou plutôt enfoncer la porte - et dire qu'il faut prendre des mesures. Parmi ces mesures, il peut très bien y avoir une baisse des retraites. »

Pour éviter ce scénario catastrophe, Philippe Juvin propose un « pacte

sociétal » construit autour de trois axes. D'abord, recréer un fonds de réserve des retraites qui investirait sur les marchés, une sorte de capitalisation au niveau étatique. Il avance ensuite l'idée, comme beaucoup à droite, de reculer l'âge de la retraite à 67 ans. Enfin, il souhaite que les retraites soient désormais sous-indexées par rapport à l'inflation. Il va remettre son plan à « tous les candidats » de la prochaine présidentielle. Mais, en attendant, il n'est pas opposé à une non-indexation des retraites dans le budget 2027.

L'idée a déjà été mise sur la table par Michel Barnier, François Bayrou et Sébastien Lecornu. Aucun de ces trois premiers ministres n'a toutefois réussi à la mettre en œuvre. Chaque année, les pensions sont en effet rehaussées, en fonction de l'inflation (+2,2% en 2025 et +0,9% en 2026). Le budget de la Sécurité sociale pour 2026 prévoyait initialement un gel des pensions en 2026 et une sous-indexation jusqu'en 2029, avec à la clé près de 15 milliards d'euros d'économies. Une mesure finalement abandonnée. Tout comme le rabot de l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités. L'exécutif souhaitait remplacer cette niche fiscale par un abattement forfaitaire de 2 000 euros, pour augmenter l'impôt des retraités les plus aisés. Une proposition enterrée qui pourrait faire son grand retour cette année.

En plus d'être une chausse-trappe politique, s'attaquer au montant des pensions de retraite pourrait de surcroît avoir des effets négatifs sur l'économie. À l'inverse de l'augmentation de l'âge de départ, la sous-indexation réduit le revenu des ménages concernés, « ce qui entraîne une contraction de la consommation, un ralentissement de l'activité (-0,1 point) et un recul de l'emploi à court terme (environ 10 000 postes) », notait le COR au mois de mars. Il en va de même pour une hausse des cotisations, patronales ou salariales, laquelle entraînerait jusqu'à 50 000 suppressions de postes en seulement deux ans, selon les trois études commandées par le COR. ■

Le gouvernement des pensions des

Sortez les calculettes, une « opération transparence » est prévue dans le prochain budget de l'État. Ce dernier saut de haies budgétaire avant l'élection présidentielle sera discuté à l'automne au Parlement, afin de fixer les recettes et dépenses publiques pour l'année 2027. Le ministre des Comptes publics, David Amiel, a annoncé sur Radio J le 18 mai vouloir « clarifier, ministère par ministère, les dépenses qui relèvent du fonctionnement du service public actuel et celles qui relèvent en fait des retraites ». David Amiel reprend ainsi une antienne chère à l'ancien inspecteur général des finances Jean-Pascal Beaufret, qui martèle depuis des années que la présentation des comptes publics serait faussée.

« Quand on regarde les budgets des ministères, on confond deux choses : l'argent qui va immédiatement au fonctionnement du service public et l'argent qui sert à payer les retraites », explique le ministre des Comptes publics, prenant en exemple le budget de l'Éducation nationale. « Sur 90 milliards d'euros, près d'un tiers, 30 milliards, ne sert pas à financer l'école de nos enfants, les salaires de nos enseignants, mais les retraites passées ! » Le macroniste entend donc « faire la transparence » sur ce sujet explosif. « Ça n'a jamais été fait et ça permettra d'éclairer utilement le débat public. » « Il faut que cela figure noir sur blanc dès septembre prochain. Ces chiffres ne sont pas cachés mais ne sont pas mis en évidence », précise-t-on à Bercy.

L'affirmation mérite explication. De l'enseignant à l'éboueur, en passant par le policier ou la sage-femme, un travailleur sur cinq relève aujourd'hui en France de l'emploi public, avec près de 6 millions d'agents répartis sur tout le territoire. La part de la fonction publique dans l'emploi a beau baisser, le nombre de fonctionnaires continue, quant à lui, d'augmenter. Malgré cette hausse, l'État est contraint d'abonder chaque année un compte d'affectation

au casse-tête des retraites



De gauche à droite: Raphaël Glucksmann, président de Place publique, Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, Édouard Philippe, président d'Horizons, et Jordan Bardella, président du Rassemblement national. SÉBASTIEN SORIANO ET FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

interposés sur la ligne à tenir. Lorsque Louis Aliot assumait qu'un candidat pouvait avoir « sa propre vision des choses », indépendante de celle du parti, Jean-Philippe Tanguy, proche de la triple candidate, défendait mordicus le départ de 60 à 62 ans. « L'âge de départ ne veut rien dire ! », a tempéré sur LCI le président du parti.

Comme lui, d'autres candidats sont tentés de « casser le thermomètre » de l'âge légal de départ en proposant une refonte complète du système. C'est le cas de Gabriel Attal. Conseillé par l'économiste Éric Weil, il propose de supprimer ce verrou pour laisser le travailleur libre de déterminer son âge de départ en fonction de sa durée de cotisation. Le patron de Renaissance confierait aux

« Il faut arrêter de mentir aux gens en leur faisant miroiter des trucs qui n'existent pas. Nous, on assumera l'effort dans la justice »

Un soutien d'Édouard Philippe

partenaires sociaux la gestion du système, à charge pour eux de respecter l'équilibre financier. Enfin, comme Jordan Bardella, il prône aussi un étage de retraites par capitalisation. « Le principal échec du macronisme, ça aura été l'incapacité à libérer des choses, assure un très proche. Il faudra qu'on change notre façon de faire ». « Une réforme sans âge légal, aucun pays au monde ne fait ça, attaque un soutien d'Édouard Philippe. On veut vraiment une situation où tout le monde partira à 50 ans avec une toute petite retraite ? Il faut arrêter de mentir aux gens en leur faisant miroiter des trucs qui n'existent pas. Nous, on assumera l'effort dans la justice. »

Le candidat d'Horizons cultive pourtant lui aussi un flou stratégique sur la question des retraites. En 2022, il proposait de pousser le curseur de l'âge de départ jusqu'à 67 ans. Une borne qu'il ne reprend plus aujourd'hui, se

contentant de défendre le maintien d'un âge légal - « une contrainte collective qu'il faut tenir » - et de rappeler qu'il faudra « travailler plus longtemps ». Idem sur l'idée de soumettre sa réforme par référendum : après avoir évoqué en 2025 son intention de consulter les Français sur le sujet, il se montre aujourd'hui beaucoup moins affirmatif. « On verra comment la campagne présidentielle se déroule », a-t-il temporisé la semaine dernière sur France Inter. « C'est très casse-gueule, c'est le meilleur moyen de plomber le début de son quinquennat », analyse un député Renaissance.

Car là réside toute la complexité d'une réforme des retraites, qui en fait un objet politiquement explosif : tout le monde sait qu'il faut faire évoluer le système, mais personne ne veut être concerné. À cette équation éternellement insoluble s'ajoute une préoccupation plus récente sur la répartition de la charge entre générations : les boomeurs ayant cotisé toute leur vie estiment légitimement avoir droit à une retraite décente, quand la Gen Z assiste impuissante à l'effondrement du système censé assurer leur future allocation. « Ça va être un autre débat de la présidentielle. Il faudra faire attention à ne pas opposer les générations entre elles, et on s'y emploiera », assure un proche de Gabriel Attal.

Dans ce maëlström, Bruno Retailleau pourrait se distinguer par la clarté de ses propositions. Le patron des Républicains plaide, comme Valérie Pécresse en 2022, en faveur de la retraite à 65 ans, mais il se fait moins vocal sur le sujet depuis qu'il est candidat. Il va aussi devoir convaincre en interne de la pertinence de sa proposition : une partie de la base et des députés LR plaide contre une mesure d'âge brutale, comme ils l'ont montré en s'opposant à la réforme Borne de 2023, qui prévoyait de repousser l'âge de départ à 64 ans. Elle a depuis été suspendue, rendant encore plus délicate pour le futur président toute tentative de réforme. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Peut-on éviter que la future réforme soit contestée ?

Prévenons le prochain président de la République, quel qu'il soit : sa réforme des retraites, quelle qu'elle soit, sera rejetée par l'opinion, conspuée dans la rue, dénoncée par les acteurs sociaux, et le soutien de sa majorité diminuera à mesure que les sondages baisseront. Cette prévision alarmiste peut surprendre alors que la totalité des postulants à l'Élysée annoncent d'ores et déjà qu'ils remettront l'ouvrage des retraites sur le métier. Un an, n'est-ce pas assez pour préparer les esprits, affiner un projet et, sinon parvenir à un consensus, du moins obtenir, par la victoire dans les urnes, un mandat clair pour réformer ?

Depuis près de quarante ans que la question du financement des retraites revient sur la table, le cycle est identique : le constat semble solidement établi, et le gouvernement et sa majorité mettent en avant le « courage » de réformer. Arrivent les premiers cortèges et les premières réactions des catégories touchées. Les mêmes qui sommaient l'exécutif de « tenir bon » l'invitent alors à « entendre la rue ». Sans oser nier le bien-fondé de la réforme, les soutiens initiaux en viennent à déplorer des erreurs de méthode, une insuffisance d'écoute des partenaires sociaux, un excès de précipitation, une absence d'équilibre... Faites du « systémique » - la retraite par points de Macron 1 -, on vous reproche la complexité du dispositif ; faites du « paramétrique » - le report de l'âge légal de Macron 2 -, on vous reproche la brutalité de la mesure.

En concédant au PS la « suspension » de la réforme Borne de 2023, Sébastien Lecornu, avec l'aval d'Emmanuel Macron, n'a pas rendu service au prochain président. Jusqu'à présent, en dépit des contestations et malgré quelques concessions, les gouvernements



ont quand même toujours tenu et, surtout, aucune majorité nouvelle n'est jamais revenue sur un texte voté avant elle et, finalement, digéré. Là, le signal a été donné qu'une réforme vitale pour la pérennité du système pouvait être la monnaie d'échange d'un accord politique. Cela n'aide pas à faire accepter la gravité de l'enjeu pour la suite.

D'Édouard Philippe à Raphaël Glucksmann, de Bruno Retailleau à Gabriel Attal, tous en conviennent et l'affirment haut et fort : d'une manière ou d'une autre il faudra travailler plus. Même Jordan Bardella reconnaît que le statu quo ne sera pas possible. Il n'y a que Jean-Luc Mélenchon qui prétende revenir à la retraite à 60 ans en faisant payer « les riches ». Mais afficher une intention générale audacieuse ne suffit pas pour conjurer la contestation des modalités précises d'un projet. Car, que l'on augmente l'âge de départ ou qu'on supprime cette référence, que l'on épargne les retraités ou qu'on les mette à contribution, il y a inévitablement des perdants dans une réforme destinée à financer le système. Et, tant que le projet restera flou, l'opinion redoutera le « loup ». Le seul moyen d'atténuer le choc le moment venu est à la fois de dire clairement que la réforme ne fera pas plaisir et de ne pas attendre la campagne pour présenter un projet le plus détaillé possible. Mais qui y est prêt ? Et qui est prêt ? ■

veut faire connaître le vrai coût fonctionnaires

spéciale, le « CAS Pensions », de plusieurs milliards d'euros, afin de pouvoir verser les retraites des anciens fonctionnaires. Une contribution rendue nécessaire en partie par le déséquilibre démographique actuel de la fonction publique.

Le ratio entre les Français qui travaillent - et donc cotisent pour payer les pensions de leurs aînés - et les retraités est en effet de plus en plus faible. Dans la fonction publique, le tableau est encore plus noir, avec environ un agent seulement qui cotise pour un fonctionnaire retraité. En tant qu'employeur public, l'État paie donc une contribution équivalente à 82,28 % du salaire pour les personnels civils et 126,07 % pour les militaires. Un écart gigantesque avec le taux moyen versé dans le secteur privé (17 %).

Cette contribution publique pharaonique s'explique en partie par les règles spécifiques qui régissent ce système, regroupant à la fois un régime de base

et un régime complémentaire. Par ailleurs, le solde cumulé du CAS Pensions ne pouvant pas être déficitaire, une convention comptable aboutit donc à ce que la contribution employeur de l'État permette l'équilibre des comptes. Au-delà de la cotisation due par l'État, s'ajoute donc une sorte de subvention pour équilibrer le régime, sans qu'il soit pour l'instant possible de différencier ce qui relève de la cotisation ou de la subvention.

De quoi alimenter ainsi la thèse de Jean-Pascal Beaufret, selon qui la participation importante de l'État dans le financement du système devrait être considérée comme une source d'aggravation du déficit public et non comme un simple mécanisme financier. « Ce n'est guère crédible que les retraites, 25 % de la dépense publique, n'aient pas du tout contribué aux déficits publics », explique ce spécialiste des comptes publics. Selon ses calculs, le solde du système de retraite était ainsi déjà déficitaire de 69 milliards d'euros en 2023, alors que la Cour des comptes le considérait comme excédentaire de 8,5 milliards.

Selon un document annexe au budget de l'État pour 2026, la part du budget consacrée aux pensions de retraite reste à peu près stable (environ 10 %) mais pour une dépense conséquente. En 2024, le CAS Pensions a cumulé près de 68 milliards d'euros pour payer les retraites des fonctionnaires. En soulevant le capot de la participation exacte versée chaque année pour équilibrer les comptes en sus des cotisations, le gouvernement ouvre également la voie à une réforme du taux de cotisation farineux actuel. Face à un déficit croissant du système de retraite, les comptes devront toutefois rester à l'équilibre. Cette « opération transparence » permettra alors au moins de savoir combien de deniers publics sont mis à contribution chaque année, afin, peut-être, d'infléchir les futures évolutions du système. ■



Sur 90 milliards d'euros, près d'un tiers, 30 milliards, ne sert pas à financer l'école de nos enfants, les salaires de nos enseignants, mais les retraites passées !

David Amiel
Ministre des Comptes publics

LES CROISIÈRES LE FIGARO

Golf & Pro-Am

Des Canaries à la côte andalouse

> DU 25 MARS AU 4 AVRIL 2027

> avec Bernard PASCASSIO

Mettez le cap vers les îles Canaries jusqu'aux rivages andalous en faisant escale le long du littoral marocain. Jouez six somptueux parcours en formule Pro-Am ou en Loisir : Tecina, Abama, Lanzarote, Mazagan, La Reserva et La Hacienda.

OFFRE EARLY BOOKING*

CROISIÈRE
À bord du Dumont d'Urville
11 jours/10 nuits
à partir de **6 300 €****
Forfait Pro-Am : 4 100 €
Forfait Loisir : 2 700 €

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
01 57 08 70 02
lesvoyagesfr.fr

EN PARTENARIAT AVEC **PONANT**

* Offre premiers inscrits. ** Tarif Early Booking par personne sur la base d'une occupation double en cabine Deluxe, taxes portuaires incluses. Il varie en fonction des disponibilités de la croisière et peut être modifié sans préavis. Document non contractuel. Droits réservés. Crédit photo : Shutterstock.

Guerre au Liban : Netanyahu pris en étau entre Trump et son opinion publique

Stanislas Poyet Correspondant à Jérusalem

Contraint par son parrain américain à annuler des frappes sur Beyrouth, le premier ministre israélien se voit critiqué par ses adversaires comme par ses alliés.

Benyamin Netanyahu a une nouvelle fois mesuré le prix de sa dépendance américaine. Le premier ministre israélien avait ordonné des frappes sur Dahiyé, la banlieue sud de Beyrouth, place forte du Hezbollah. Selon les premières informations, les avions israéliens étaient déjà en route lorsque Donald Trump a imposé leur rappel. Les détails de la conversation ont fuité sur le site Axios. Le langage du président américain fut fleuri. « Tu es un p... de taré », aurait-il lancé à Netanyahu, avant d'ajouter : « Sans moi, tu serais en prison. C'est moi qui sauve ton c... Tout le monde te déteste maintenant. Tout le monde déteste Israël à cause de ça. »

L'opposition a immédiatement exploité l'épisode. Naftali Bennett a dénoncé « un gouvernement qui a perdu le contrôle de la souveraineté israélienne », quand son partenaire dans la course électorale, Yaïr Lapid a déploré qu'Israël soit devenu « État client à part entière ». « Jamais un premier ministre israélien n'a accepté docilement une exigence comme celle-ci », a

surenchéri Gadi Eisenkot, l'ancien chef d'état-major aussi lancé dans la course électorale. « Nous devons frapper le Hezbollah partout où il se trouve, et ne pas lier les mains de l'armée israélienne », a-t-il ajouté. Même Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale et allié indispensable de Benyamin Netanyahu, a appelé à dire « non » à Trump et à frapper le Hezbollah « partout où il se trouve ».

L'épisode n'est pas isolé. Déjà en juin 2025, lors de la guerre avec l'Iran, Donald Trump avait imposé à Israël de suspendre une opération militaire et s'était vertement emporté contre Netanyahu devant des caméras de télévision alors qu'il s'apprêtait à reprendre l'offensive malgré le cessez-le-feu. Cette fois encore, Benyamin Netanyahu a obtempéré. Officiellement, son gouvernement assure que la ligne n'a pas changé. Si le Hezbollah continue de viser le nord d'Israël, l'armée frappera Beyrouth. Mais l'image politique est douloureuse. Aux yeux de ses adversaires, le premier ministre n'a pas seulement évité une escalade. Il a donné le

spectacle d'un dirigeant rappelé à l'ordre par son protecteur américain.

Cette dépendance est d'abord stratégique. Depuis l'élargissement régional de la guerre, Israël a besoin des États-Unis pour ses munitions, sa défense antimissile, sa couverture diplomatique et la gestion du front iranien. Au Liban, les États-Unis fixent les lignes rouges sur l'extension des frappes, en particulier à Beyrouth, et sur le niveau d'escalade acceptable au regard de ses négociations avec l'Iran.

Cette dépendance est aussi personnelle. Benyamin Netanyahu, affaibli par ses procès pour corruption, sa responsabilité dans le massacre du 7 Octobre et la perspective d'élections d'ici à octobre, dépend de Trump comme d'un garant. Il ne peut se permettre une rupture avec lui. Le président américain lui offre encore une protection diplomatique et politique rare, au moment où Israël reste engagé sur plusieurs fronts et se retrouve de plus en plus isolé. Mais cette

protection se paie en discipline. Quand Donald Trump estime que le front libanais menace ses négociations avec l'Iran, le premier ministre israélien dispose de peu de marge. Il peut promettre de frapper la « Dahiyé » devant son opinion, mais in fine, le dernier mot est prononcé à Washington.

Benyamin Netanyahu se retrouve donc pris entre Donald Trump qui entend refermer le front libanais pour préserver ses discussions avec Téhéran et l'opinion publique israélienne lar-



Le Hezbollah entend poursuivre sa guerre

Georges Malbrunot

Plus que jamais défendu par l'Iran, qui lie la situation au Liban à sa guerre contre les États-Unis, le Hezbollah rejette « l'équation » américaine pour ramener le calme au pays du Cèdre. « Nous n'accepterons aucun cessez-le-feu partiel », a assuré mardi un de ses hauts responsables, Mahmoud Qomati. « L'ennemi sioniste doit savoir que toute agression contre la banlieue (sud de Beyrouth) peut entraîner une réponse plus forte », a-t-il ajouté, menaçant d'une riposte de la milice chiite libanaise en cas d'attaque israélienne sur la capitale libanaise.

Pourtant, la veille, les autorités libanaises annonçaient avoir reçu « la confirmation de l'acceptation par le Hezbollah de la proposition américaine prévoyant une cessation mutuelle des attaques ». « Dans le cadre de l'arrangement proposé, les frappes israéliennes sur Dahiyeh (la banlieue sud de Beyrouth) cesseraient en échange de l'engagement du Hezbollah à s'abstenir de lancer des attaques contre Israël, le cadre du cessez-le-feu devant être élargi pour couvrir l'ensemble du territoire libanais », ajoutait le texte de cet accord, arraché par le président du Parlement libanais, Nabih Berri, qui sert d'émissaire entre la formation chiite et l'Administration américaine.

Aux termes de cet arrangement, l'armée israélienne et son ennemi le Hezbollah s'accordaient à limiter leur affrontement au sud du Liban, région dévastée par la guerre que le Hezbollah a provoquée en attaquant l'État hébreu le 2 mars en représailles aux frappes israélo-américaines contre l'Iran. Mais cet arrangement n'a tenu que quelques heures. Si dans la nuit de lundi à mardi, des frappes israéliennes ciblaient encore plusieurs villages du sud du Liban tandis que le Hezbollah attaquait un char Merkava dans le village de Hadatha, toujours au sud du pays, dès le lendemain, Tsahal élargissait son action en visant les environs de Beyrouth, tandis

que le Hezbollah en faisait de même en lançant deux « aéronefs » en territoire israélien. Les frappes transfrontalières se poursuivent donc malgré les promesses d'apaisement de Washington, où des diplomates libanais et israéliens ont poursuivi mercredi leur quatrième session de négociations depuis le 2 mars.

« Pourquoi cesser ces frappes qui font mal à Israël alors qu'il bombarde le Liban », explique un proche du Hezbollah pour qui « le Parti ne s'engagera pas à cesser de bombarder le nord d'Israël ».

« Le Hezbollah subit beaucoup de pertes humaines, mais pendant les quinze mois de cessez-le-feu qui ont précédé le conflit, ils ont restés discrets, ils ont fourbi leurs armes et là, ils ont renversé la situation »

Un expert militaire occidental au Liban

Enhardi par l'efficacité de ses drones et la résilience de son protecteur iranien face à la puissance de feu américaine, la milice chiite fait régulièrement état de combats « directs » avec Tsahal au-delà de la zone que celle-ci contrôle dans le sud du Liban, que ce soit à Zawtar el-Charqiyé, au nord du fleuve Litani, à dix kilomètres du point de la frontière israélienne le plus proche, ou aux alentours du château de Beaufort, conquis dimanche dernier par Tsahal, non loin de la ville de Nabatiyé.

« Leurs drones à fibre optique font des dégâts », constate un expert militaire occidental au Liban, où 27 soldats israéliens sont morts en trois mois d'affrontements. « Et cela va continuer, ajoute-t-il, car les Israéliens n'ont pas trouvé de parade pour se protéger. Ils sont démunis face à ces drones qui arrivent à grande vitesse, c'est une vraie bascule dans la guerre. Certes, le Hezbollah subit beaucoup de pertes humaines, mais

pendant les quinze mois de cessez-le-feu qui ont précédé le conflit, ils ont restés discrets, ils ont fourbi leurs armes et là, ils ont renversé la situation. »

« Le Hezbollah doit cesser le premier les tirs contre Israël », avait plaidé dimanche Marco Rubio, le chef de la diplomatie américaine auprès du président libanais, Joseph Aoun. Pas question, lui répond la milice pro-Iran, qui rejette coûte que coûte son désarmement, réclamé par les États-Unis, Israël, de nombreux pays arabes et l'Union européenne. « Le désarmement, c'est l'anéantissement, et nous ne pouvons pas l'accepter », vient ainsi de réaffirmer le chef du Hezbollah Naïm Qassem dans un discours à la télévision, pour qui le monopole de l'État sur les armes, exigé par Beyrouth, « constitue un projet israélien ».

Pour un diplomate basé au Moyen-Orient, « le Hezbollah a pris des risques pour l'Iran en acceptant d'entrer en guerre contre Israël en solidarité avec Téhéran, qui le lui demandait. Il attend maintenant que la République islamique ne le lâche pas », ajoute-t-il. Le message a été reçu à Téhéran. « L'Iran considère que franchir les lignes rouges au Liban et à Gaza équivaut à une guerre directe », on fait savoir lundi les tout-puissants gardiens de la révolution iraniens, tandis que le pouvoir iranien rappelait conditionner tout accord pour mettre un terme à la guerre au Moyen-Orient à un cessez-le-feu au Liban.

Et tant pis si le jusqu'au-boutisme du Hezbollah lui coûte le soutien de membres de sa base, la communauté chiite, jetés sur les routes de l'exode par les ripostes israéliennes aux frappes des miliciens. « Même si beaucoup de chiïtes n'osent pas parler clairement, on entend de plus en plus tenir à l'égard du Hezbollah le même langage que celui qu'affichaient des Libanais hostiles aux Palestiniens durant la guerre civile, confie un responsable d'une municipalité du sud du Liban. Ils voient que le Hezbollah se fiche des morts, de leurs maisons, comme s'ils devaient subir et rester silencieux. » ■

Des pilotes français d'hélicoptère

Nicolas Barotte
Envoyé spécial à Phalsbourg

Les capitaines Adrien et Melchior reviennent du Proche-Orient. Dans un hangar du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (RHC) à Phalsbourg, ils racontent leur expérience devant des écrans vidéo qui diffusent en boucle des images d'interceptions de drones Shahed. La silhouette des appareils iraniens et les tirs en rafale qui les font exploser donnent aux séquences des airs de jeu vidéo. Pilotes de Tigre au 5^e RHC et au 1^{er} RHC, ils ont mené des missions de lutte anti-drones au profit des Émirats arabes unis (EAU) dans les premières semaines du conflit entre les États-Unis et Israël contre l'Iran.

Au titre des accords de défense avec les EAU et pour défendre ses emprises dans la région, la France a déployé des moyens de défense aérienne : des avions Rafale, des systèmes sol-air à courte distance, mais aussi des hélicoptères. Leur mission : intercepter les drones lancés par l'Iran. Mardi, l'armée de terre, soucieuse de montrer sa capacité d'adaptation aux nouvelles réalités de la guerre, a organisé une rencontre avec la presse et des équipes à peine revenues d'opération. « C'était ma première opération extérieure », raconte le capitaine Melchior, chef de patrouille sur hélicoptère Tigre. Il occupe la place arrière sur l'appareil, celle du tireur.

Les premières interceptions de drones par des hélicoptères ont été menées par la marine contre la menace houthiste en mer Rouge en 2024. La tactique a été reprise par l'aviation légère de l'armée de terre. Hasard ou signe que les nouvelles formes de conflit avaient bien été prises en compte, les pilotes de la 4^e brigade d'aérocombat (BAC), qui comprend le 1^{er} et 5^e RHC, avaient prévu de s'entraîner à l'interception de drones depuis un hélicoptère quand le conflit a été déclenché fin février. « Nous avons pu effectuer une dernière campagne de tir pour tous

les équipages quelques jours avant notre envol vers le Proche-Orient. Cela nous a permis d'arriver avec beaucoup plus de certitude sur notre capacité à pouvoir détruire des drones », raconte le capitaine Melchior, qui avait aussi participé à la toute première campagne de tirs contre des drones, organisée en 2025. Le 5^e RHC a fourni l'essentiel du détachement.

« Des zones de défense nous étaient attribuées par le partenaire (les EAU, NDLR). On volait à peu près trois soirs sur quatre pendant environ trois heures. Après avoir décollé, on rejoignait une zone d'attente - notre "box", en anglais », poursuit le jeune homme. Le siège est inconfortable et les missions parfois éprouvantes pour le corps. Depuis le poste de commandement à terre, un contrôleur tactique se chargeait de surveiller la menace grâce à des capacités radar. Ils sont « les yeux » des pilotes d'hélicoptère. Ceux-ci ne sont pas dotés de moyens de détection lointaine. « Si le contrôleur tactique identifie une piste (radar) qui paraissait hostile, il nous guidait vers elle, c'est-à-dire qu'il nous disait quel cap prendre pour nous permettre d'intercepter le drone », reprend le capitaine Melchior. À une dizaine de kilomètres de la cible, la caméra thermique de l'hélicoptère était en mesure de percevoir l'appareil ennemi.

L'aérocombat, dont la pertinence avait été mise en doute au début de la guerre en Ukraine par les déboires des hélicoptères russes décimés par la défense sol-air de courte portée ukrainienne, retrouve ses galons. Pour intercepter des drones à bas coût, le canon de 30 mm des Tigre offre une meilleure rentabilité qu'un missile tiré par un avion de chasse. Celui-ci vole par ailleurs trop vite par rapport au drone, ce qui rend son interception plus difficile. À 2000 mètres, le Tigre peut faire feu. « Le canon est téléopéré. Le travail du "gunner" va être de garder le drone dans la caméra pour ne pas le perdre », raconte le capitaine Adrien. Une fois la cible dans son viseur, l'horizon dégagé pour ne pas faire de dommage



« Benyamin Netanyahu aurait pu éviter toute cette humiliation s'il n'avait pas publié un communiqué annonçant des frappes imminentes. Il l'a fait pour des raisons de politique intérieure, afin de satisfaire sa base électorale, qui s'oppose à toute restriction des actions militaires israéliennes », explique Elizabeth Tsurkov, chercheuse israélo-russe. Selon une enquête du centre de recherche israélien INSS, 59 % des Israéliens souhaitent élargir la guerre contre le Hezbollah. Parmi les électeurs de l'actuelle coalition, cette proportion grimpe à 84 %. Plus révélateur encore, 57 % de l'ensemble des personnes interrogées soutiennent l'établissement

« Benyamin Netanyahu aurait pu éviter toute cette humiliation s'il n'avait pas publié un communiqué annonçant des frappes imminentes. Il l'a fait pour des raisons de politique intérieure, afin de satisfaire sa base électorale »

Elizabeth Tsurkov
Chercheuse israélo-russe

d'une « zone de sécurité » en territoire libanais, et 82 % parmi les partisans de la coalition. Après le 7 Octobre, la peur d'une infiltration par une armée terroriste semble l'emporter sur le souvenir du fiasco de l'occupation israélienne du Sud-Liban jusqu'en 2000.

À quelques mois d'élections qui s'annoncent difficiles pour le premier ministre, la crise révèle l'impasse stratégique israélienne au Liban. Israël a infligé de lourdes pertes au Hezbollah et multiplié les frappes dans le sud du pays. Mais le mouvement chiite conserve une capacité suffisante pour maintenir le nord d'Israël sous pression. Le Liban, lui, n'a ni la volonté politique ni la capacité militaire d'imposer réellement son désarmement. Face aux électeurs, Benyamin Netanyahu se présente comme l'homme qui a maintenu la dissuasion israélienne. Il apparaît aussi comme l'homme qui ne peut mener ses guerres sans l'aval d'un président américain inconstant. ■

gement convaincue de la nécessité de continuer la guerre. Dans le nord du pays, les habitants vivent depuis des mois au rythme des alertes, des drones explosifs et des tirs du Hezbollah. Beaucoup ont quitté leurs maisons. D'autres y sont revenus sans croire au retour d'une sécurité durable. Pour eux, un cessez-le-feu qui ne désarme pas le Hezbollah et ne l'éloigne pas de la frontière ne ressemble pas à une solution, mais à une pause entre deux salves.

Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, lors d'une conférence de presse à Jérusalem, le 19 mars.

RONEN ZVULUN / REUTERS

re racontent leur lutte contre les drones iraniens

collatéral, il peut faire feu. La plupart des interceptions au Proche-Orient ont eu lieu au-dessus de la mer.

« Ce n'est ni plus facile ni plus difficile qu'une autre cible. Mais nous n'avons jamais eu à traiter une menace air-air », dit-il. Au Sahel, où l'armée française a été déployée durant la dernière décennie, les menaces étaient exclusivement au sol.

« Estimer le rayon de létalité des débris »

Au Proche-Orient, les drones ne visaient pas les hélicoptères. L'explosion de l'engin et ses débris constituaient les principaux risques. « Avant la mission, nous avons beaucoup discuté avec des spécialistes des explosifs pour estimer le rayon de létalité des débris », explique le capitaine Adrien. Les Tigre français n'ont pas été endommagés. Mais des hélicoptères émiriens, également employés pour la lutte antidrones, sont revenus criblés d'éclats. La « disponibilité » des Tigre, c'est-à-dire leur capacité à être employés, est l'une des principales faiblesses du matériel. Mais elle a été bonne durant le déploiement, précise-t-on.

Si seuls quelques drones ont été interceptés par les hélicoptères français sur les centaines tirés par l'Iran, « 100 % des cibles ont été neutralisées », se félicite-t-on au sein de la 4^e BAC. Ces interceptions ont eu lieu durant les premiers jours du déploiement, l'intensité des frappes iraniennes a ensuite diminué. Mais la mission n'est pas encore terminée. D'autres équipages se relaient sur place.

« Si la préparation et l'entraînement sont évidemment essentiels, c'est à la guerre qu'on apprend vraiment à faire la guerre, pour paraphraser le général Pershing », explique le général Hautreux, qui commande la 4^e BAC. « Dans le Golfe, nos hélicoptères ont dû s'intégrer à un environnement complexe, interarmes, interarmées, interalliés, dans lequel chaque acteur de la troisième dimension doit être identifié et doit pouvoir identifier les autres pour éviter évidemment les tirs fratricides », dit-il. Avant d'être déployés, les Tigre de l'armée française ont dû être équipés dans l'urgence d'une « liaison 16 », un système de communication permettant aux forces alliées de connaître leurs positions respectives. Cette intégration

n'avait jamais été faite auparavant pour des questions d'économie budgétaire. « Les opérations agissent comme un véritable accélérateur de développement de nos capacités. C'est vrai aussi avec un autre exemple, le missile air-air Mistral. Cette capacité avait été abandonnée depuis des années sur le Tigre parce que jugée non prioritaire », ajoute le général.

D'autres innovations sont en cours. « La brigade s'entraîne à opérer ses hélicoptères pour des missions de lutte anti-drones à bord des frégates de la marine nationale, en vue d'une participation éventuelle à une opération d'envergure dans la région qui viserait à sécuriser la liberté de navigation », explique l'officier. Si rien n'est décidé pour l'instant, l'armée française se tient prête à agir, en coalition, pour sécuriser le trafic dans le détroit d'Ormuz quand un cessez-le-feu durable sera trouvé. Les hélicoptères de l'armée de terre pourraient alors être mis à contribution. ■

Le capitaine Melchior lors d'une démonstration de vol tactique d'un hélicoptère Tigre sur la base du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat, à Phalsbourg, mardi.



OLIVIER ARANDEL / PHOTOPOURLE.PARISIENNAXPRESS

La condamnation de Daniela Klette ravive le traumatisme de la « bande à Baader »

Aude Bariéty de Lagarde Correspondante à Berlin

Après plusieurs décennies de cavale, l'ex-membre de la Fraction Armée rouge (RAF), aujourd'hui sexagénaire, a écopé de treize ans de prison pour des braquages commis entre 1999 et 2016.



Daniela Klette, le 27 mai, lors de son procès devant le tribunal de Verden.

SINA SCHULDT / VIA REUTERS

Un jour de février 2024, des membres de la police criminelle de Basse-Saxe sont intervenus dans un immeuble du quartier berlinois de Kreuzberg. Ils y ont arrêté une femme, qui se présentait sous le nom de Claudia Ivone, appréciée de ses voisins, amatrice de capoeira, cette pratique brésilienne relevant à la fois de la danse et de l'art martial. Dans son appartement, la police a retrouvé un fusil d'assaut, des pistolets, des munitions, des faux papiers, des perruques, des cagoules, près de 250 000 euros en espèces, 1,2 kg d'or, ainsi que des documents liés à une série de braquages survenus entre 1999 et 2016. La sexagénaire, paisible en apparence, n'était autre que Daniela Klette, ex-membre de la sanglante Fraction Armée rouge (RAF), en cavale depuis des décennies. Après des années de recherches infructueuses, cette arrestation a été qualifiée de « coup de maître » par les autorités.

À l'issue d'un procès long de près de 70 jours, Daniela Klette a été condamnée, ce mercredi 27 mai, à treize ans de prison par une juridiction de Basse-Saxe. Seuls les braquages commis après la dissolution de la RAF par la native de Karlsruhe (Bade-Wurtemberg) accompagnée deux complices toujours en fuite, Burkhard Garweg et Ernst-Volker Staub, étaient jugés devant le tribunal de Verden. Mais cette décision a fait ressurgir en Allemagne le spectre de la « bande à Baader », cette organisation terroriste d'extrême gauche active entre les années 1970 et les années 1990. À l'audience, « il ne devait être question (que de ces braquages), comme l'avait souligné à plusieurs reprises le juge. Mais bien sûr, l'enjeu était bien plus important. C'est un chapitre de l'histoire allemande qui était jugé. Même si cela ne figurait pas ainsi dans l'acte d'accusation », a ainsi écrit la *Süddeutsche Zeitung* dans un long article intitulé « Ce qui reste de la terreur ».

Ce « chapitre de l'histoire allemande » commence au début des années 1970. Dans le sillage du mouvement étudiant de 1968 naît la Rote Armee Fraktion (RAF), qui se lance dans une « guérilla urbaine », enchaînant les assassinats ciblés et les attaques à la bombe. La République fédérale allemande (RFA) est plongée dans une ère de terreur qui sera ultérieurement surnommée les « années de plomb ». Plusieurs « générations » de membres de la RAF se succèdent, la deuxième (représentée par Brigitte Mohnhaupt, Christian Klar, Peter-Jürgen Boock...) ayant principalement pour objectif de faire libérer les membres de la première (notamment Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Ulrike Meinhof...).

En 1977, les « années de plomb » arrivent à leur apogée avec l'« automne allemand ». « À cette époque, la RAF - deuxième génération - comptait une vingtaine de membres. Jamais, ni avant ni après, l'organisation n'a été plus forte qu'à ce moment-là. Ce fut le point culminant de la menace terroriste exercée par la RAF », explique Tobias

Wunschik, spécialiste du terrorisme de gauche en RFA. Le 5 septembre, le président du patronat allemand, Hanns Martin Schleyer, est enlevé. Le 13 octobre, un avion de la compagnie Lufthansa, qui devait relier Palma de Majorque (Espagne) à Francfort, est détourné par un commando palestinien, agissant de concert avec la RAF. Après la libération des otages du vol de la Lufthansa, plusieurs membres majeurs de la première génération de la RAF, dont Andreas Baader, sont retrouvés morts en prison, et Hanns Martin Schleyer est tué.

Trois attentats

Daniela Klette, Burkhard Garweg et Ernst-Volker Staub font, quant à eux, partie de la troisième génération. En 1998, la RAF s'autodissout, mais les méfaits de certains de ses membres ne s'arrêtent pas pour autant. Pour financer sa vie clandestine, le trio Klette-Garweg-Staub se lance dans une série de braquages qui lui aurait rapporté plus de 2 millions d'euros. Ceux qui sont parfois surnommés « les retraités de la RAF » échappent pendant plus d'un quart de siècle aux autorités allemandes, jusqu'à l'arrestation de Daniela Klette, en février 2024 à Berlin. Ses acolytes, eux, courent toujours. « Vivre en permanence dans la clandestinité est pourtant devenu beaucoup plus difficile ces dix ou vingt dernières années qu'auparavant », commente Tobias Wunschik.

Les grands moyens sont déployés pour le procès de la sexagénaire, qui commence fin mars 2025 dans un ancien centre équestre de Basse-Saxe réaménagé pour l'occasion. Le 29 avril dernier, le parquet requiert quinze ans de détention. Un mois plus tard, c'est finalement une peine de treize ans de prison qui est prononcée par le tribunal de Verden, sous les cris de plusieurs personnes présentes réclamant la « liberté pour Daniela ». L'avocat de la défense annonce aussitôt son intention de faire appel; Daniela Klette devrait donc être à nouveau jugée prochainement pour cette série de braquages.

Dans une procédure distincte, elle est poursuivie pour avoir participé à trois attentats, contre un bâtiment de la Deutsche Bank à Eschborn (Hesse) en février 1990, contre l'ambassade américaine à Bonn (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) en février 1991, et contre la prison de Weiterstadt (Hesse) en mars 1993. Par ailleurs, la police recherche toujours activement Burkhard Garweg et Ernst-Volker Staub. Aujourd'hui âgés de 57 et 71 ans, les deux hommes font l'objet d'une notice rouge Interpol. La piste d'Ernst-Volker Staub s'est évaporée depuis longtemps. En revanche, les enquêteurs ont pu déterminer que Burkhard Garweg avait longtemps vécu dans une caravane de chantier dans le quartier berlinois de Friedrichshain. Lors de son arrestation, Daniela Klette a eu le temps de prévenir ce dernier par SMS. Selon la presse allemande, ce message disait peu ou prou : « Ils m'ont eue. » ■

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Des sites énergétiques et militaires ont été atteints, mercredi, à quelques heures de l'ouverture du Forum économique.

L'attaque était de toute évidence programmée : Saint-Petersbourg a été, tôt mercredi, la cible d'un raid massif de drones ukrainiens, le jour même de l'ouverture, sur les bords de la Neva, du Forum économique international (Spief), grand rendez-vous annuel souvent qualifié de « Davos » russe, auquel doit participer Vladimir Poutine.

Mercredi matin, une épaisse colonne de fumée était visible depuis le centre-ville et des explosions ont été entendues, à la suite de ces bombardements, effectués par des dizaines de drones, qui ont atteint des infrastructures industrielles dans trois districts de la ville (Kronstadt, Kirovsky et Krasnoselsky) et de sa région, cette dernière ayant conservé son nom de Leningrad. Les dégâts les plus importants ont été constatés dans le district de Loujsky, où quatre maisons individuelles ont subi des dommages mineurs, sans faire de blessés.

À Kiev, Volodymyr Zelensky a déclaré que des drones ukrainiens avaient frappé le terminal pétrolier de Saint-Petersbourg, l'un des plus importants de la mer Baltique. La zone, avec ses raffineries et ses ports d'exportations d'hydrocarbures, a été régulièrement attaquée par les forces ukrainiennes, ces derniers mois. Des chaînes Telegram russes ont effectivement signalé un incendie au terminal pétrolier d'Ougolnaya Gavan, qui fait partie du Grand Port de Saint-Petersbourg. « Des cibles purement militaires, notamment la base aérienne de Kronstadt, ont également été atteintes », a écrit le président ukrainien sur sa chaîne Telegram.

À Saint-Petersbourg, où ont commencé à affluer des centaines de participants au Forum, les attaques ont entraîné d'importantes perturbations dans les transports et les communications. Une trentaine de vols prévus à l'aéroport de Poulkovo ont été annulés. Dès le petit matin, les habitants de « Piter », comme l'appellent familièrement les Russes, ont commencé à recevoir des SMS les informant de menaces potentielles et d'une instabilité du réseau internet mobile.



Une épaisse colonne de fumée était visible depuis le centre de Saint-Petersbourg, mercredi matin, après les bombardements effectués par des dizaines de drones ukrainiens sur des infrastructures industrielles de la ville russe. ALI CURA / ANADOLU VIA AFP

Avant le « Davos » russe, des drones ukrainiens frappent Saint-Petersbourg

En s'en prenant à Saint-Petersbourg - ville natale de Vladimir Poutine -, à l'orée du Forum, l'Ukraine entendait ternir d'emblée ce grand rendez-vous annuel. Les drones ukrainiens sont

« Dans un contexte où l'économie russe montre des signes d'essoufflement, le Forum économique international représente toujours pour Moscou sa principale plateforme d'affaires pour attirer les investissements étrangers »

tombés à 17 kilomètres seulement du grand centre d'expositions, en bordure de la ville, où se tient l'événement. Ce dernier a, certes perdu de son aura depuis 2022, et les participants occidentaux, européens notamment, y ont largement été remplacés par les délégués des pays du « Sud global ». Dans un contexte où l'économie russe, massivement centrée sur l'effort de guerre, montre des signes d'essoufflement, le Spief représente toujours pour Moscou sa principale plateforme d'affaires pour attirer les investissements étrangers.

Le Forum, qui se tient jusqu'à samedi, accueillera pour la première fois depuis plusieurs années une délégation américaine officielle, conduite par Rodney Cook, directeur de la Commission des

beaux-arts de l'Administration américaine, ainsi que l'a indiqué Iouri Ouchakov, le « sherpa » de Vladimir Poutine. C'est lui qui est en charge, notamment, de la commande de la nouvelle salle de balle controversée de la Maison-Blanche.

De même, l'Allemagne sera de retour avec une délégation d'entreprises. Celles-ci souhaitent protéger leurs investissements en Russie, (plus de 100 milliards d'euros) et maintenir leur position sur un marché de plus en plus concurrentiel face à la Chine, a justifié Matthias Schepp, le président de la chambre de commerce germano-russe, cité par RIA Novosti.

Parmi les représentants de l'ONU présents au forum figureront Rebecca

Grynspan, secrétaire générale de la Cnuced, et Scott Ritter, inspecteur américain de l'ONU en matière d'armement. Selon Bild, Fernand Kartheiser, député européen luxembourgeois, participera également à l'événement. Sans surprise, une délégation économique nord-coréenne a fait le voyage.

Dans un autre style, nul doute que les réseaux sociaux russes - pour autant que l'internet fonctionne -, ne manqueront pas de suivre quelques « vedettes » dont la venue est annoncée : Candace Owens, figure de la sphère complotiste américaine, l'acteur américain russophile Steven Seagal, et Errol Musk, le père du fondateur de SpaceX qui a régulièrement ses entrées à Moscou. ■

Ce nouvel équilibre militaire que l'Amérique impose à l'Europe

Nicolas Barotte

Le pas de deux américain a de quoi décontenancer. Mais il dessine le nouvel équilibre militaire entre les deux rives de l'Atlantique. D'un côté Washington somme les Européens d'accélérer encore leur réarmement et menace de retirer certains composants stratégiques de leurs plans de déploiements militaires en cas de crise sur le continent. De l'autre, des discussions semblent ouvertes pour une extension de leur engagement nucléaire au sein de l'Otan. C'est « l'Otan » 3.0 élaborée par le sous-secrétaire à la politique de Défense, Elbridge Colby, le penseur de l'architecture de sécurité trumpiste. Il sera d'ailleurs reçu vendredi à Deauville par la ministre déléguée aux Armées, Alice Rufo, à la veille des cérémonies d'anniversaire du débarquement de Normandie.

Il devrait apporter des clarifications. Mercredi, le commandement américain pour l'Europe a « notifié » aux alliés la réduction de la contribution américaine au « modèle de force » de l'Otan. « Le modèle de forces de l'Otan a longtemps reposé sur une dépendance malsaine vis-à-vis des forces américaines », a déclaré le général Alexis Grynkewich, qui est aussi le commandant suprême de l'Otan. « Le président Trump, le secrétaire Hegseth et d'autres ont clairement indiqué que cela devait changer, et cela changera. La possibilité d'un conflit simultané sur plusieurs théâtres d'opérations l'exige », a-t-il ajouté, dans un communiqué dans lequel il indique où les autres alliés devraient faire un effort : l'aviation, les drones, la marine, soit un éventail très large. Il n'a pas évoqué les capacités dites critiques, comme les moyens de commandement ou de renseignement, qui font défaut à la plupart des Euro-

peens. Cette réduction des capacités est en partie virtuelle : elle renvoie à l'effort qui était annoncé et promis par les États-Unis en cas de guerre en Europe. Les plans de défense du continent reposaient cependant sur cette anticipation. « L'adaptation des Européens est en cours, mais il faudra inventer une nouvelle façon européenne de se défendre », analyse un haut gradé français.

Selon le Financial Times, les États-Unis discuteraient aussi de la possibilité de déployer des forces nucléaires additionnelles au-delà des six pays accueillant déjà des avions à « capacité duale ». Aujourd'hui, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Turquie participent à la mission « DCA » de l'Alliance (Dual capable aircraft). Étendre la mission DCA ne signifie pas nécessairement installer de nouvelles bases nucléaires en Europe, mais permettre à des pays disposant d'avions américains F35 d'assumer cette mission, décrypte un expert du sujet.

Les questions de dissuasion sont, par définition, entourées de secret et d'ambiguïté. Mais la dissuasion « intégrée » des États-Unis, censée couvrir ses alliés, paraît désormais pleine d'incertitude, y compris aux partenaires de Donald Trump. Dans la dernière stratégie de sécurité nationale, elle n'était pas mentionnée. Dans les scénarios de l'Otan, les leaders améri-

cains ont rappelé leur engagement en matière de dissuasion. Mais jusqu'à quel point ?

La mission DCA de l'Otan est limitée, en comparaison des dissuasions souveraines, comme celle des États-Unis pour la défense de leur territoire ou de celle de la France. Elle repose sur des capacités nucléaires stationnées en Europe, c'est-à-dire sur des bombes B61 à gravité sous contrôle américain, et sur un système de « double clé ». Les avions emportant ces armes peuvent

« La dissuasion ne repose pas uniquement sur les capacités, mais aussi sur des perceptions communes »

Les experts du groupe d'étude nucléaire constitué par plusieurs instituts européens

être pilotés par des Européens. Mais pour que ces armes soient utilisées, l'autorisation doit être donnée par le pays hôte et par le président américain. « En réalité, il n'y a qu'une clé », persifle une source militaire française. La décision d'une escalade ou d'une riposte nucléaire serait prise au bout du compte à Washington.

Face à l'inconnue américaine, le chef de l'État Emmanuel Macron a proposé, en mars, une dissuasion « avancée » à ses partenaires

européens. Neuf pays ont ouvert la discussion, la Norvège étant le dernier en date. « Pour certains pays qui ont construit leur défense au sein de l'Otan, c'est un pas à franchir », observe un haut gradé français. La dissuasion avancée française n'est pas un partage du nucléaire.

« La dissuasion ne repose pas uniquement sur les capacités, mais aussi sur des perceptions communes », préviennent les experts du groupe d'étude nucléaire constitué par plusieurs instituts européens, dont la conférence de Munich en Allemagne. « Si la Russie en vient à croire que les États-Unis pourraient hésiter à recourir à l'escalade nucléaire pour défendre l'Europe, alors que l'Europe elle-même manque de cohésion politique, de dispositifs institutionnels ou de moyens militaires pour surmonter cette réticence, la coercition nucléaire devient plus attrayante », écrivent-ils dans un rapport rendu public en février.

En affichant un engagement sur la dissuasion, les États-Unis entendent prévenir une escalade aux extrêmes avec la Russie. Mais ils n'empêchent pas un affrontement conventionnel limité en Europe. Le déficit de capacités sur le continent laisse un « vide » dans l'échelle de l'escalade. Sans moyens de riposte conventionnelle limitée face à une agression russe, notamment grâce à des moyens de frappes à très longue portée, les Européens exposent leur vulnérabilité. ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE

Bill Pulte, le « petit Trump » nommé à la tête du renseignement américain

Mayeul Aldebert Correspondant à Washington

Sans aucune expérience dans le domaine de la sécurité nationale, ce riche homme d'affaires n'est pas apprécié au sein de l'Administration Trump.

Le nom du nouveau patron du renseignement américain a d'abord inquiété les élus démocrates. Pour succéder à Tulsi Gabbard, Trump a choisi un fidèle va-t-en-guerre qui l'a épaulé dans sa croisade contre ses adversaires politiques. Sans aucune expérience dans le domaine de la sécurité nationale, Bill Pulte, 38 ans, était jusqu'ici à la tête de l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA), dont il doit garder les rênes.

C'est à ce poste qu'il aurait gagné le surnom de « little Trump » (« petit Trump ») au sein du cabinet présidentiel, en jouant un rôle primordial dans les poursuites judiciaires engagées par l'Administration contre les ennemis de longue date du président. Il a par exemple ciblé la démocrate et procureur générale de New York Letitia James et le sénateur californien Adam Schiff en ouvrant des enquêtes sur des soupçons de malversations immobilières. Il s'en est également pris au président de la Fed, Jerome Powell, ainsi qu'à la gouverneur Lisa Cook, accusée de fraude pour un prêt immobilier personnel.

En tant que nouveau directeur du renseignement national, Pulte sera chargé de mettre en œuvre la politique de la Maison-Blanche auprès des 18 agences de renseignement américaines, dont celles du département de la Défense (CIA, NSA, services de renseignements des armées) mais aussi du ministère de la Justice (FBI, DEA). Certes, le poste est un intérim, en attendant une désignation formelle avalisée par le Sénat, mais il peut être amené à durer, à l'image du procureur général Todd Blanche qui remplace Pam Bondi depuis le 2 avril dernier. Les opposants démocrates ont donc dit craindre que les poursuites contre les adversaires politiques de Trump n'empirent. Le président « récompense son larbin en l'installant au sommet de la communauté du renseignement de notre pays », a tacle la sénatrice Elizabeth Warren.

Bill Pulte est un partisan parmi les plus dévoués de Donald Trump. Il a surgi dans l'entourage du milliardaire de façon inattendue lors de son premier mandat. À l'époque, il n'a pas encore la trentaine. Originaire de Detroit, il est l'héritier d'une famille qui a fait fortune dans l'immobilier. Son grand-père, William John Pulte, a fondé l'une des plus grandes entreprises de construction immobilière des États-Unis. Bill Pulte a étoffé ce patrimoine en créant une société de capital-investissement en Floride, dans le Michigan et l'Illinois. Mais le jeune homme, qui a à l'origine fait des études de journalisme, est inconnu et veut désormais entrer en politique. Il s'achète donc une



Bill Pulte, héritier d'une famille de promoteurs immobiliers de Detroit et fidèle soutien de Donald Trump, est chargé de superviser les 18 agences de renseignement américaines (ici s'adressant à la presse, devant la Maison-Blanche, à Washington, le 9 janvier). SIPA USA VIA REUTERS CONNECT

notoriété de manière singulière. En costume, il se filme sur la voie publique en train de distribuer de l'argent aux passants qu'il rencontre.

Il offre des liasses de dollars, donne une voiture flambant neuve, ou encore invite au restaurant. Le philanthrope des rues gagne alors des centaines de milliers d'abonnés sur Twitter (depuis rebaptisé X). « Je veux créer une culture du don, de l'amour et de la positivité dans le monde », dit-il même, tout en assurant qu'il n'a bien sûr aucune arrière-pensée pour lui-même.

Puis, il interpelle le locataire du Bureau ovale, qu'il ne connaît pas. « Si Donald Trump retweete ça, je donnerai 30 000 dollars à un vétérán. » Le milliardaire républicain mord à l'hameçon. Bill Pulte devient une petite célébrité en ligne et chante les louanges de Trump à

la télévision. Il entre désormais dans le cercle des loyaux serviteurs... et des précieux donateurs. Il devient un habitué du club de Mar-a-Lago et investit dans la campagne pour la réélection de Trump en 2024.

« Nous n'avons pas besoin d'un directeur du renseignement instrumentalisé, nous avons besoin de professionnels »

John Thune
Président républicain du Sénat

Mais depuis sa nomination à la tête de la FHFA, outre les critiques démocrates sur le remaniement brutal de

l'agence et ses méthodes jugées agressives, Pulte s'est attiré de nombreuses inimitiés au sein même du cabinet. Selon ses détracteurs, il passerait une bonne partie de son temps à s'arroger les faveurs du président américain. Le *Wall Street Journal* raconte qu'il se rend régulièrement à la Maison-Blanche muni de pancartes colorées pour appâter Donald Trump avec des propositions chocs.

Il aurait par exemple surgi dans le Bureau ovale avec une liste de membres de l'Administration et leurs photos barrées en rouge en assurant à Trump avoir identifié plusieurs personnes, responsables de fuites dans la presse. Il serait aussi à l'origine d'une proposition que le président républicain avait formulée en novembre et qui avait été accueillie froidement

dans les rangs républicains : la création d'un prêt hypothécaire sur 50 ans. Selon *Politico*, l'hostilité qu'il suscite dans l'Administration a même presque viré au pugilat. Le média a rapporté que le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, aurait menacé de lui « casser la gueule » lors d'un dîner privé, lui reprochant de le dénigrer auprès du président américain.

« Nous n'avons pas besoin d'un directeur du renseignement instrumentalisé, nous avons besoin de professionnels », a aussi déclaré à CNN mardi le président républicain du Sénat, John Thune. Malgré ces tensions et l'insistance de proches du président pour s'en débarrasser, Trump l'a maintenu en poste, et même aujourd'hui récompensé. Dans l'univers trumpiste, la loyauté n'a pas de prix. ■

303 lingots d'or, 35 montres de luxe, un faux CV... l'étrange affaire de ce curieux agent qui embarrasse la CIA

Hélène Vissière
Washington

La CIA se retrouve de nouveau au cœur d'un scandale embarrassant. Entre novembre et mars dernier, David Rush, un haut fonctionnaire de l'agence d'espionnage a effectué plusieurs demandes pour obtenir « une quantité significative de devises étrangères et des dizaines de millions de dollars en lingots d'or pour des dépenses liées à son travail », affirme l'enquête du FBI. Mais, lorsque les agents de la CIA ont inspecté le local de stockage où était censé être entreposé cet argent, ils n'en ont trouvé qu'une faible partie et ont été « incapables de localiser » le reste. Finalement, mi-mai, le FBI a procédé à une perquisition au domicile de David

Rush, en Virginie, et a découvert 2 millions de dollars en devises étrangères et « approximativement 303 lingots d'or », d'un poids d'environ 1 kg, soit, au cours actuel, une valeur de plus de 40 millions de dollars. Les enquêteurs ont aussi mis la main sur 35 montres de luxe, dont beaucoup de Rolex, poursuit le document du FBI.

Comment ce cadre de 49 ans, employé, dit-on, à la Direction de la science et de la technologie, la division qui développe des outils high-tech pour les missions d'espionnage, a-t-il réussi à persuader ses supérieurs de lui confier une telle somme ? Et que comptait-il en faire ? Mystère. Les autorités américaines n'ont pas donné de détails.

Il n'y a pas que la gestion financière de la CIA qui suscite des questions. L'affaire a révélé que ses méthodes de recrutement laissent aussi à désirer.

David Rush a postulé à trois reprises à un emploi à l'agence, et a fini par être embauché en 2009. Et, dans chaque cas, il a menti outrageusement sur ses diplômes et son expérience militaire. Il a prétendu avoir une licence de la Clemson University et un master du Rensselaer Polytechnic Institute.

Or, apparemment, il n'a jamais mis les pieds dans ces deux établissements. Il a également clamé avoir été pilote dans la marine. S'il s'est bien engagé dans ce corps d'armée en 1997, il ne semble pas avoir suivi de formation pour apprendre à voler et, selon ses états de service, travaillait comme technicien informatique. Il a quitté la marine en 2015 avec un rang de lieutenant, mais a prétendu, jusqu'en 2025, être officier de réserve, ce qui lui a permis de déclarer qu'il participait à des périodes d'entraînement et de

toucher ainsi 77 000 dollars d'indemnités pendant ces dix ans.

L'embauche de David Rush est d'autant plus ahurissante que les candidats à un poste au sein de l'agence sont soumis habituellement à une sélection très dure, avec une vérification minutieuse de leurs antécédents, de leur éducation, de leur entourage, de leurs anciens emplois... Et Rush a continué à embellir son CV au cours de ses dix-sept ans de carrière afin

Les candidats à un poste au sein de l'agence sont soumis habituellement à une sélection très dure, avec une vérification minutieuse de leurs antécédents

d'obtenir des promotions. Il était titulaire d'une habilitation secret-défense et avait accès à des informations classifiées. Selon le *New York Times*, il a travaillé un temps, lors du premier mandat de Donald Trump, avec Stephen Feinberg, l'actuel secrétaire adjoint à la Défense.

Il a été arrêté et placé en détention provisoire en attendant son audience. Il a été inculpé de détournement de fonds publics pour avoir touché indûment des indemnités comme officier de réserve. Il ne fait pas en revanche l'objet de poursuites sur le fait d'avoir gardé de l'or et des devises chez lui. « À la suite d'une enquête interne de la CIA ayant révélé de possibles infractions à la loi, son directeur, John Ratcliffe, a transmis le dossier au FBI pour l'ouverture d'une enquête judiciaire », a précisé une déclaration des deux agences. ■

Disparition de Lyhanna : justice et police renvoyées

Paule Gonzalès et Emma Ferrand

Une enquête administrative commune aux ministères de la Justice et de l'Intérieur est diligentée pour éclairer les « éventuels » ratés, alors que plusieurs plaintes avaient déjà été déposées contre Jérôme B.

Pour identifier les dysfonctionnements qui semblent manifestement avoir eu lieu, Laurent Nuñez et Gérard Darmanin entendent, ensemble, faire toute la lumière sur ce qui a conduit au drame de la petite Lyhanna, 11 ans. Ils diligentent une enquête administrative sur le traitement d'une plainte pour viols sur mineure, antérieure à l'affaire actuelle, qui aurait été laissée en jachère. Elle avait été déposée par la mère de Rosa, une autre petite fille, en août 2025, et visait déjà Jérôme B., aujourd'hui soupçonné de l'enlèvement de Lyhanna, dans le Gers.

« J'en ai parlé avec le garde des Sceaux et nous avons décidé sur cette question (les actes d'enquête réalisés depuis le dépôt de la plainte, NDLR) de diligenter une enquête administrative, qui sera confiée à l'Inspection générale de la justice et à l'Inspection générale de la gendarmerie nationale pour identifier évidemment d'éventuels dysfonctionnements », a annoncé le ministre de l'Intérieur mercredi à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement.

À Fleurance, six jours de recherches, d'espoir qui s'amenuise, et d'angoisse

Léopold Paitier
(envoyé spécial à Fleurance),
Ambre Lepoivre et E. F.

C'est une course contre la montre qui s'est engagée vendredi 29 mai en fin d'après-midi. À 18h45 ce jour-là, la disparition inquiétante de Lyhanna, 11 ans, était signalée par ses parents à la gendarmerie de Fleurance, dans le Gers. Depuis, dans cette petite ville de 6 000 habitants, le prénom de l'adolescente est sur toutes les lèvres.

Au collège Hubert-Reeves, où l'élève de sixième est scolarisée, « on ne parle que de ça », racontent plusieurs camarades de classe. De nombreux Fleurantins ont par ailleurs participé durant le week-end à une battue organisée par les gendarmes, qui a permis de prélever « un certain nombre d'objets, d'indices ». Rien de suffisant, toutefois, pour retrouver la trace de la jeune fille brune aux yeux marron.

« Le temps joue contre nous », concède le colonel Philippe de Laforcade, commandant du groupement de gendarmerie du Gers. Sur le terrain, entre 170 et 180 gendarmes, accompagnés de chiens renifleurs, poursuivent chaque jour leurs fouilles méticuleuses dans les bois et les zones isolées situées entre Fleurance et Auch, 25 kilomètres plus au sud. Les plongeurs sondent les points d'eau de la région, traversée par le Gers.

Mercredi, cinq jours après la disparition de la collégienne, « le volume du dispositif a été reconduit ». Les enquêteurs ont été épaulés par des chasseurs et des pêcheurs, fins connaisseurs de la topographie des lieux. Ils ont « été répartis en plusieurs groupes, encadrés par les gendarmes », ce qui porte à « environ 230 » le nombre de personnes déployées sur le terrain,

C'est que, depuis trois jours, les zones d'ombre ne cessent de grandir autour du traitement policier et judiciaire de l'individu soupçonné dans la disparition de la petite Lyhanna. Au point que, durant le Conseil des ministres, Laurent Nuñez et Gérard Darmanin se mettent d'accord sur une enquête conjointe.

Comme le fait remarquer un proche du dossier, « depuis le début, tous les voyants étaient au rouge ». Autrement dit, dès le 18 août 2025, quand la mère d'une autre enfant saisit une gendarmerie du Gers pour porter plainte contre Jérôme B. pour le viol répété de la petite Rosa, âgée de 10 ans, entre septembre 2024 et mai 2025. Selon nos informations, dès le 22 août, les gendarmes procèdent à l'audition de la petite fille et de sa mère dans le cadre sécurisé de la maison de protection des familles. Puis, le 11 septembre, Rosa est examinée par les médecins d'une unité d'accueil pédiatrique enfant en danger (Uaped). Ils constatent des lésions anales et vaginales, provoquées par des pénétrations. L'enfant aurait été également prise en charge au titre de séquelles post-traumatiques.

Toujours selon nos informations, le parquet de Toulouse aurait déjà été en relation avec les enquêteurs de la gendarmerie afin de procéder et de « valoriser », comme on dit en langage judiciaire, le plus d'actes possibles, en sachant qu'il aurait à se dessaisir du dossier. Dès le 28 septembre, la chaîne policière et judiciaire aurait eu « assez d'éléments probants pour donner crédit à la dénonciation » de la mère de Rosa.

Mais c'est là le premier hiatus : selon le code de procédure pénale, la juridiction compétente n'est pas celle du domicile de la victime mais celle du mis en cause, donc souvent du lieu de la commission des faits. Autrement dit, pour entendre Jérôme B., la procédure devait être transmise au parquet d'Auch. Cette dernière n'arrive que le 15 octobre au bureau d'ordre du parquet de Toulouse. Il entame les démarches de dessaisissement de

la juridiction au profit de celui d'Auch et transmet la procédure le 28 octobre 2025.

Certes, au regard de la temporalité judiciaire, connue pour sa lenteur insoutenable, surtout pour ces « procédures nomades » qui transitent par divers ressorts avec diverses fortunes, l'avancée du dossier aurait été continuée depuis la plainte. Mais demeure une béance : alors que les faits sont jugés crédibles par les enquêteurs et que le mis en cause est parfaitement identifié, à un aucun moment Jérôme B. n'est interpellé pour être auditionné. Il n'a jamais été inquiété jusqu'à la disparition de Lyhanna, alors que tous les

Lors de sa conférence de presse, la procureur de la République d'Auch, Clémence Meyer, a insisté sur le fait que, durant ces cinq premiers mois de l'année 2026, « des actes d'enquête ont été menés »

voyants étaient au rouge depuis un an. Ni durant cette première phase de l'enquête à Toulouse, où les règles de compétence se sont appliquées avec une rigidité qui a prévalu sur la dimension humaine du dossier.

« Les risques de réitération sur cette dernière étant réduits, la notion d'urgence n'a pas joué pour accélérer le dossier. Et sans doute personne n'a imaginé se trouver devant un délinquant sériel », analyse un magistrat. Il n'a pas davantage été inquiété lorsque le parquet d'Auch a récupéré le dossier - le 4 novembre 2025, selon nos informations - puisque l'urgence n'a pas été actionnée. Il faut attendre le 9 janvier 2026 pour qu'un nouveau service de gendarmerie reprenne le dossier. Lors de sa conférence de presse, la procureur de la République d'Auch, Clémence Meyer, a insisté sur le fait que, durant ces cinq premiers mois de l'année 2026, « des actes d'enquête ont été menés », a-t-elle assuré en citant « des compléments d'audition de la mère de Rosa et de témoins ainsi que des réquisitions

téléphoniques ». Mais elle n'a pas été plus disert sur la chronologie des neuf derniers mois.

En revanche, elle a révélé « un renseignement judiciaire contre le suspect en 2017, qui a été classé en février 2018 sans suite, faute d'infraction caractérisée au regard de l'âge de la jeune fille (17 ans, NDLR) ». La magistrate a également dévoilé une autre plainte. En janvier 2024, le parquet d'Auch a récupéré, « sur dessaisissement du parquet de Béthune, une plainte datant de 2022 pour des faits de viols ayant été commis en 2020 au domicile du mis en cause, à Montestruc-sur-Gers. » Il concerne une mineure, née en 2013. Pour autant, les examens médico-légaux et psychologiques n'ont pas présenté d'éléments et de charges suffisants pour poursuivre l'intéressé. Le classement est intervenu le 28 mai 2024 pour infraction insuffisamment caractérisée. Aujourd'hui, la procureur n'exclut pas une réouverture du dossier.

Mais ce n'est pas seulement le circuit police-justice qui mérite d'être



chatouilles, qu'il avait pas mal joué avec elle », a livré sa mère au micro de M6. « On ne parle pas d'agression sexuelle pour l'instant. On parle de prendre par les hanches, de prendre par les épaules », a répondu l'avocat de la famille, M^e François Roujou de Boubée, sur RTL. Après cet événement, les parents de l'adolescente avaient coupé les ponts avec la famille B., mais dans le bourg de Fleurance, la rumeur laisse entendre que le suspect apportait encore régulièrement des goûters à Lyhanna.

Certains témoignages assombrissent un peu plus le profil de cet homme, qui semble chercher régulièrement le contact avec les mineurs. La mère d'une adolescente, amie de la fille aînée de Jérôme B., raconte au Figaro avoir récupéré son enfant deux heures seulement après l'avoir déposée chez lui. « Elle n'arrêtait pas de pleurer », décrit celle qui n'a toutefois jamais obtenu de confessions incriminantes de la part de sa fille. Dans les villages alentour, « tout le monde se connaît », nous

dit-on, et nombreux sont ceux qui avaient remarqué que le discret quadragénaire s'asseyait « toujours au premier rang pour les spectacles des enfants », confie une habitante de Lectoure, dont la petite-fille est scolarisée dans la même école que les enfants de Jérôme B. Cette femme le croise souvent dans les environs, se baladant « en jogging, bedonnant et le regard fuyant ».

Depuis plusieurs années, la trajectoire de Jérôme B., dont le casier judiciaire est vierge, est émaillée de soupçons d'abus sexuels sur des mineurs (voir ci-dessus). En 2017, une main courante a été déposée par la mère d'une lycéenne de 17 ans qui affirmait entretenir une « relation consentie » avec Jérôme B., alors âgé de 32 ans. En 2020, l'homme a été entendu après une plainte pour des faits de nature sexuelle sur mineure. En février 2021, l'ancien agent d'entretien qui exerçait dans des lycées du Gers depuis 2018 a été licencié au terme d'une procédure disciplinaire liée à son « comportement inapproprié envers une

lycéenne ». Le père de famille est surtout visé depuis le mois d'août 2025 par une plainte pour des viols répétés sur une enfant de 10 ans, mais il n'a jamais été auditionné dans le cadre de cette enquête qui est toujours en cours. Il a également fait l'objet d'une plainte pour viol datant de 2024 et d'une autre déposée ce mercredi.

En garde à vue, le quadragénaire a réfuté toute implication dans l'enlèvement et la séquestration, mais ses déclarations ont été jugées « incohérentes et imprécises »

Les parents d'élèves décrivent volontiers cet homme comme « jovial », « courtois » et « poli ». Mais certaines conversations passées refont surface sous un jour nouveau : « Lors d'une fête d'anniversaire, on parlait du choix du

à leurs négligences

remis en cause. D'autres administrations aussi. Depuis septembre 2018, il était employé par la région Occitanie pour assurer des remplacements en tant qu'agent polyvalent d'entretien/petite maintenance dans divers lycées du Gers. C'est alors que Jérôme B. fait

«M. Jérôme B. n'a jamais fait partie des effectifs», affirme le département. La mairie de Lectoure assure également ne jamais avoir embauché l'individu

l'objet d'accusations de harcèlement sexuel de la part d'une lycéenne. Mais en 2020, «après une procédure disciplinaire suite au signalement d'un comportement inapproprié» envers une élève du lycée Maréchal-Lannes de Lectoure, la région a finalement «mis fin à son contrat». Elle l'avait embauché alors que «son casier judiciaire (bulletin n° 2) était vierge», tient à

préciser son employeur. À l'issue de l'incident à Lectoure, ni la région ni l'Éducation nationale n'auraient fait de signalement auprès de la justice. «Les vérifications sont en cours», assure Clémence Meyer.

Ne pas être inquiété a sans doute été pour Jérôme B. une invitation à vivre dans l'impunité. Rien ne l'aurait empêché de continuer à travailler auprès d'élèves, à nouveau comme agent d'entretien ou autre, en se faisant recruter par le Conseil départemental du Gers, en charge des collèges, ou par des communes aux alentours, en charge des écoles primaires. «M. Jérôme B. n'a jamais fait partie des effectifs», affirme le département. La mairie de Lectoure assure également ne jamais avoir embauché l'individu. Les communes de Fleurance et Montestruc-sur-Gers, elles, n'ont pas souhaité répondre à ce sujet.

Aujourd'hui, c'est le pôle criminel d'Agen qui mène l'enquête concernant la disparition de Lyhanna, les trois autres procédures étant susceptibles d'être regroupées. ■



collège car nos enfants allaient passer en classe de sixième, raconte l'un d'eux. Jérôme avait évoqué, sans qu'on lui demande, un établissement du côté de Lectoure (où il a travaillé, NDLR) en disant qu'il y aurait des relations inappropriées entre adultes et élèves. » Cet élément jugé autrefois anodin revêt aujourd'hui une connotation étrange. Faut-il y voir une confession déguisée ou une simple blague de mauvais goût ?

Les nombreuses accusations visant Jérôme B. font planer une grande inquiétude sur cette affaire. Quel sort a pu être réservé à Lyhanna, une jeune adolescente discrète et timide, qui n'a rien d'une fugueuse ? En garde à vue, le quadragénaire a réfuté toute implication dans son enlèvement et sa séquestration, mais ses déclarations ont été jugées «incohérentes et imprécises» par le procureur d'Auch, Clémence Meyer. Selon la magistrate, les premiers jours d'enquête ont mis en évidence des charges suffisantes pour justifier l'ouverture d'une information judiciaire, désormais entre les mains du procureur

Alertés par les parents de Lyhanna, les militaires de la gendarmerie de Fleurance ont entamé les recherches pour retrouver la jeune fille dès le 29 mai, en fin d'après-midi.

MATTHIEU RONDEL/AFP

reur d'Agen, Olivier Naboulet. Devant le juge d'instruction, le suspect «n'a pas souhaité s'exprimer ni répondre à d'éventuelles questions», a indiqué le magistrat, avant d'annoncer son placement en détention provisoire. Face au silence de Jérôme B., les gendarmes n'ont d'autre choix que de poursuivre les analyses téléphoniques et de vidéosurveillance, les auditions de témoins, le porte-à-porte et les battues, envoyant au compte-goutte les traces et indices qu'ils prélèvent aux experts scientifiques. Partagés entre l'angoisse et la combativité, les parents de Lyhanna gardent quant à eux l'espoir qu'elle soit retrouvée vivante. ■

Discrète, souriante, attachée aux siens... Qui est l'adolescente de 11 ans disparue dans le Gers ?

Lyhanna fait «1,57 m», porte un «haut, dos nageur, style marinière, et un short noir». C'est la dernière description visuelle, donnée dans l'avis de recherche, que l'on a de cette jeune fille brune aux yeux marron, élève de sixième au collège Hubert-Reeves de Fleurance, dans le Gers.

Originaire de la région, elle vit avec ses parents à une dizaine de kilomètres de cette commune, dans un petit village d'à peine 200 âmes. Sur les réseaux sociaux de ses parents, son visage revient sans cesse : des sourires en gros plan, des instants du quotidien saisis à la volée. Des publications qui témoignent, sans équivoque, d'un amour débordant. «Elle est très joviale, toujours avec le sourire, elle parle beaucoup», confie sa mère, Charly Rameau, à France 3 Occitanie. Son père, Martial Bernard, la décrit comme une adolescente avenante et sociable.

D'après l'avocat du couple, M^e François Roujou de Boubée, Lyhanna est «très attachée à sa famille et proche de ses parents». Une famille, semble-t-il, soudée et bien entourée. Depuis la disparition de la jeune fille, la famille et les amis des parents de Lyhanna se retrouvent presque chaque jour près de la base de loisirs, située à l'entrée de la commune. L'endroit même où le suspect, Jérôme B., dit aux enquêteurs avoir déposé Lyhanna après les cours, le vendredi 29 mai.

Ce mercredi 3 juin, à la sortie des cours, trois élèves sont assis sur un banc, à la pause de midi. Ils sont en classe de sixième B, comme Lyhanna. Le portrait qu'ils dressent est celui d'une fille «plutôt timide», «réservée», attentive en classe, «à l'écoute». Elle était dans la «moyenne au niveau des notes», selon l'un d'eux. Une élève plutôt discrète, sans être effacée, qui suit les cours sans jamais vraiment chercher à se faire remarquer. Une description qui contraste avec celle de ses parents, comme si Lyhanna avait une autre attitude à la maison.



Sans être effacée, Lyhanna est décrite par ses camarades de classe comme une jeune fille timide.

AFP PHOTO/FAMILY HANDOUT

Dans l'enceinte de ce collège d'environ 300 élèves, l'adolescente a ses habitudes, ses amis, et vit les petites péripéties d'une jeune fille de 11 ans. «Elle s'était disputée, quelques jours avant sa disparition, avec un autre camarade, avant de se réconcilier avec elle», rapporte une mère dont l'enfant est proche d'elle. Rien qui ne sorte de l'ordinaire parfois tumultueux des relations en sixième : «À cet âge-là, les enfants sont comme ça», ajoute-t-elle en expliquant dans un sourire que, un matin, son fils avait noué une «amourette» avec Lyhanna, achevée le soir même.

Harcèlements récurrents

Sa meilleure amie n'est autre que Sofia, la fille de Jérôme B., le suspect aujourd'hui mis en examen. Les deux filles ne sont pas dans la même classe, mais leur complicité ne fait aucun doute aux yeux

de leurs camarades, qui les voient régulièrement ensemble dans les couloirs du collège et à la sortie.

Depuis l'école primaire, la fillette subit du harcèlement, selon ses parents, qui l'ont rapporté à la presse. «Des élèves la frappent, la volent. On a beau faire remonter ça à la directrice, rien n'est fait», lâche son père avec une certaine amertume. Près du collège, plusieurs élèves et même certains parents attestent qu'«il y a beaucoup de harcèlement dans cet établissement», confie une mère de famille. Son fils est lié à d'autres élèves qui en sont victimes. Une autre renchérit : «Lyhanna semblait être une petite un peu exclue. Il suffisait qu'elle réponde mal à quelqu'un pour se retrouver mise à l'écart», rapporte-t-elle d'après les récits de son fils.

Ses camarades de classe croisés ce mercredi nuancent ce tableau, sans toutefois vraiment le démentir. Une jeune fille qui se présente comme l'une des «meilleures amies» de Lyhanna confirme que ce harcèlement était prépondérant. À l'inverse, d'autres le qualifient de «minime», parfois lié à des petites querelles amoureuses. L'un d'eux cite une brouille d'un jour à peine, vite résolue et déjà oubliée, comme cette amoureuse racontée par la mère de famille. «Elle avait fait un bisou à un ami, mais elle ne voulait pas le reconnaître», expliquent-ils. Rien, en apparence, qui manifeste un mal-être ou un désespoir.

La piste de la fugue, liée à ce potentiel harcèlement, est très tôt balayée par la famille. «Lyhanna est une enfant peureuse, affirme son père. Elle faisait du théâtre et, une fois, alors qu'on était en retard de cinq minutes pour aller la chercher, on l'a retrouvée assise en train de pleurer. Donc, non, elle ne serait jamais partie toute seule.» Dans son journal intime, retrouvé par ses parents, aucune pensée sombre, aucun mot qui laisserait entrevoir une telle intention. ■

L. P. (Envoyé spécial à Fleurance)

NOUVEAU

LE FIGARO MAGAZINE
présente

FIG MAG JEUX

100% LACLOS

40

40 GRILLES DE MOTS CROISÉS DE MICHEL LACLOS

Une édition collector du grand maître des mots

Grille n° 29

Édition collector

Le Figaro Magazine rend hommage au pape des verbiéristes. Une compilation de 40 de ses meilleures grilles pour vous faire découvrir ou apprécier à nouveau l'art de croiser les mots.

7€₉₀ | EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux
et sur www.figarostore.fr

Une femme à la tête de la communication du Vatican : derrière le symbole, un vrai changement de cap

Jean-Marie Guénois

Rome est sous le choc de cette décision surprise du pape, qui va encore réduire l'influence italienne au Saint-Siège.

C'est la plus audacieuse des nominations de Léon XIV depuis son élection. Le pape américain a choisi, le 2 juin, une femme laïque pour être ministre de la Communication du Vatican. Maria Montserrat Alvarado, surnommée « Montse », est une Mexicaine naturalisée américaine de 39 ans. Elle parle l'espagnol, l'anglais et le français. Elle remplacera le 1^{er} novembre prochain Paolo Ruffini, un laïc italien de 70 ans, qui avait été

nommé par François au poste de pré-fet du dicastère de la Communication, titre officiel de la fonction.

Avec 550 salariés, ce secteur de la communication est le plus gros employeur du Saint-Siège et son premier poste budgétaire. En 2015, ce dicastère créé par François a intégré plusieurs entités, dont le Conseil pontifical pour les Communications sociales, Radio Vatican, *L'Osservatore Romano* et la Librairie Éditrice Vaticane (LEV) notamment. Le site Vatican News, dont les productions sont traduites en une quarantaine de langues, en est aujourd'hui la principale émanation.

Si cette manager devient la première femme laïque jamais nommée au Vatican à un poste de niveau ministériel, c'est surtout son actuel employeur qui fait parler à Rome, pour avoir été en conflit ouvert avec le pape François. Maria Montserrat Alvarado est en effet présidente et directrice des opérations de EWTN News, la puis-

sante chaîne de télévision catholique américaine fondée en 1981 par « Mother Angelica », une figure du catholicisme des États-Unis. EWTN diffuse en anglais et en espagnol et affirme toucher 400 millions de foyers dans près de 160 pays.

Très critiquée sur le pontificat de François, EWTN a en effet essuyé l'une des plus violentes attaques publiques du pape jésuite. Lors de ses voyages, il avait l'habitude de rencontrer à huis clos ses frères jésuites pour un échange à bâton rompu dont le contenu était toujours publié par *La Civiltà Cattolica*, la revue de référence de la Compagnie de Jésus à Rome. Lors de sa visite en Slovaquie en septembre 2021, le pape leur a alors confié à propos de cette télévision : « C'est une grande télévision catholique qui continuellement parle mal de moi sans se poser de problème. Je peux personnellement mériter des attaques et des injures, mais l'Église ne mérite pas cela : c'est une œuvre du

diabole. Je l'ai dit à quelques-uns d'entre eux. » Lors de son voyage en Irak, quelques mois plus tôt, en mars 2021, François avait effectivement pris à partie le reporter de EWTN dans l'avion papal : « Votre télévision devrait arrêter de dire du mal de moi ! ».

Journaliste, gestionnaire et lobbyiste

À l'époque, Maria Montserrat Alvarado ne travaillait toutefois pas chez EWTN. Elle aurait même contribué, depuis son arrivée en 2023, à construire des liens plus apaisés entre ce média et le Vatican.

Le pape Léon XIV l'a choisie pour une autre raison. Il entend faire des économies dans l'actuel univers médiatique du Vatican, mais aussi créer une vraie rupture dans cette organisation dont le management est exclusivement italien. Le pape américain suit les requêtes de nombreux cardinaux, excédés par le nombre d'employés de ce dicastère comparé à d'autres sec-

teurs du Vatican, en sous-effectif. Une situation économique qui n'épargne pas Radio Vatican, bastion jésuite et noyau historique de cette entité, que François n'avait pas réussi à alléger.

C'est donc une femme à poigne que Léon XIV a recrutée, mais également une fine politicienne. Plus que journaliste, elle est gestionnaire et lobbyiste, formée en management politique à l'université internationale de Floride puis en sciences politiques à l'université George Washington. Elle fait ses preuves comme manager chez EWTN, une entité médiatique moderne, télévisuelle et numérique. Mais c'est surtout à la Fondation Becket, une association de protection des libertés religieuses, qu'elle s'est fait remarquer par son habileté et sa capacité à défendre des dossiers difficiles dans un contexte hostile. Ainsi, elle a porté avec succès la cause de la protection de la vie devant la Cour suprême des États-Unis. ■

« Pendant plusieurs semaines, j'ai eu l'impression de vivre dans une réalité parallèle, raconte un professeur qui enseigne depuis près de vingt ans au lycée Jean-Renoir de Bondy (Seine-Saint-Denis). Je faisais cours, les élèves semblaient calmes, l'établissement tranquille. Tout paraissait normal. Mais, sur les réseaux sociaux, notre lycée a fait l'objet d'une campagne de dénigrement relayée par un collectif d'élèves, des personnalités de La France insoumise, des activistes comme Assa Traoré, Le Média (site d'actualité en ligne proche de LFI, NDLR), Paroles d'honneur (média français issu du Parti des indigènes de la République), et même SOS Racisme... »

Un mois après les accusations de racisme qui ont déferlé sur les réseaux sociaux, visant notamment une conseillère principale d'éducation (CPE), mais aussi le proviseur, son adjointe et quatre autres membres du personnel, l'enseignant se dit encore « estomaqué, comme beaucoup de collègues ». « Samuel Paty est beaucoup revenu dans nos conversations, avec toutes les précautions d'usage. Il ne s'agit pas de comparer. Mais, quand je passais devant les affiches du film *L'Abandon*, ça faisait écho. Nous nous sommes sentis démunis et abandonnés », explique-t-il.

Que s'est-il passé au lycée Jean-Renoir, établissement « vitrine » de la ville de Bondy, bel exemple de réussite face aux déterminismes sociaux ? Tout commence le 23 avril avec la publication d'un audio de quinze secondes sur le compte Instagram d'Amal Bentounsi, élue d'opposition LFI à Meaux et fondatrice du collectif Urgence notre police assassine, devenue une figure de la dénonciation des violences policières après la mort de son frère, abattu en 2012 d'une balle dans le dos au terme d'une course-poursuite. « Elle faisait partie du gang... euh... des Blacks ? », entend-on sur cet extrait. Une phrase prononcée par la CPE lors d'un entretien mené de concert avec le proviseur, face à une élève impliquée, selon nos informations, dans une affaire de harcèlement. La lycéenne, en classe de première ST2S, a enregistré cet échange, qui a duré au total plus de treize minutes. L'extrait, publié sur le compte d'Amal Bentounsi, est rapidement dépublié, mais il a eu le temps de circuler sur les réseaux sociaux, parmi les ados et au-delà.

Le même jour, le compte @racisme.jeanrenoir, qui regroupe « les élèves mobilisés du lycée Jean-Renoir de Bondy », est créé sur Instagram. Il appelle aux témoignages de victimes de racisme, en donnant quelques exemples : « Moqueries visant les cheveux des élèves », « Propos déplacés envers des jeunes filles voilées » ou « Comportements laissant apparaître des préférences ou des discriminations ethniques ». Le 1^{er} mai, sur Instagram toujours, le collectif « décortique » l'expression « gang des Blacks » qui « stigmatise », « discrimine ». « Dissimuler "Black" dans une phrase est perçu comme un évitement linguistique et montre que la personne employant ce terme éprouve un malaise concernant la question raciale », écrit-il, très doctement.

Le 4 mai, au retour des vacances de printemps, c'est l'emballement. « Nous ne



L'entrée du lycée Jean-Renoir de Bondy (ici, en 2023).

JACQUES WITTSIPA

Comment ont réagi les 160 enseignants du lycée face à l'affaire ? Ils ne sont pas tous sur la même longueur d'onde. « La majorité a estimé que l'on ne pouvait accepter de voir des collègues jetés en pâture sur les réseaux sociaux, explique un représentant d'un autre syndicat. Mais certains estiment qu'il s'agit du seul moyen d'expression dont disposent les lycéens », ajoute-t-il. Dans un texte commun daté du 7 mai, FO, la CFDT, la CGT et le Snes de l'établissement expliquent avoir « conscience » que leur établissement « n'est pas épargné par les questions de racisme qui traversent la société », « regrettent » que les élèves « puissent en être victimes » et s'en disent « désolés ». Ils soulignent cependant que le personnel est « mis en danger » par « la publication d'enregistrements tronqués et de messages menaçants et accusatoires sur les réseaux sociaux ». De son côté, la section locale de Sud, à l'extrême gauche, appelle à faire de l'établissement « le terrain d'une résistance collective à toutes les discriminations, plutôt que l'espace de ses reproductions ».

Objectiver la situation

Le 15 mai, les employés du lycée ont écrit au recteur de Créteil. « Nombreux sont ceux qui se sentent abandonnés », expliquent-ils dans ce courrier qui évoque la nécessaire « protection ». Le 27 mai, le rectorat a reçu des responsables syndicaux, une CPE, ainsi qu'un représentant des parents. Avant cela, le 19 mai, il avait échangé avec les députées LFI Nadège Abomangoli et Aurélie Trouvé. Depuis ce 27 mai, le recteur de Créteil a fait savoir au personnel du lycée qu'une « adresse académique », à disposition de l'ensemble de la communauté éducative, serait ouverte jusqu'au 12 juin, pour recueillir des témoignages, non anonymes, cette fois.

Face aux allégations de racisme proférées sur les réseaux sociaux, « le but est d'objectiver la situation », explique le rectorat au Figaro. Un comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement (Cesce) sera par ailleurs mis en place à la rentrée dans l'établissement, pour mettre sur la table les questions de discrimination. Quid de la suspension de la CPE à titre conservatoire, en attendant de décider de son sort ? « Ce n'est pas une sanction, mais une mesure de protection », explique-t-on. La situation est « beaucoup plus apaisée qu'il y a une quinzaine de jours », mais « les réseaux sociaux ont une vie qui leur est propre », indique encore le rectorat, qui a fait mention, sur la plateforme de signalement des contenus illicites en ligne Pharos, de la circulation de noms de plusieurs personnes.

« Ce rendez-vous du 27 mai nous a rassurés », expliquent aujourd'hui plusieurs représentants syndicaux. Nous sommes sur la même longueur d'onde que le rectorat. Il a parfaitement compris que nous sommes confrontés à une affaire de manipulation politique. » Depuis, les posts injurieux ont cessé sur le compte @racisme.jeanrenoir. « C'est plus calme. Les vacances arrivent. Mais nous savons qu'il y aura des conséquences à moyen et long terme », observe cependant un enseignant. « Le rectorat veut la paix sociale », estime de son côté un parent d'élève, qui remarque que la jeune fille qui a enregistré son proviseur et la CPE est « toujours au lycée ». ■

Bondy : un engrenage délétaire après des accusations de racisme

Caroline Beyer

Pour avoir employé l'expression « gang des Blacks » lors d'une réunion dont des extraits ont fuité sur internet, une CPE du lycée Jean-Renoir a été violemment prise à partie sur les réseaux sociaux.

nous laisserons pas faire par une direction raciste. Si vous pensiez que nous vous harcelions, cela n'est que le début », explique le collectif de lycéens sur les réseaux sociaux. Il y publie des photos des banderoles qui s'affichent ce jour-là sur les grilles du lycée et alentours (« C'est vous le vrai gang de racistes » ou encore « La direction dehors »). Les images sont également diffusées par la députée LFI Nadège Abomangoli, élue en Seine-Saint-Denis et vice-présidente de l'Assemblée nationale. Suivent, le lendemain, une manifestation de lycéens devant l'établissement et une vidéo de la mobilisation, postée par Assa Traoré et Amal Bentounsi. Les élèves y témoignent, visages floutés, en citant la CPE. En commentaire, cinq autres noms de membre du personnel sont mentionnés. La vidéo est ensuite supprimée, puis republiée quelques jours plus tard sans le nom de la CPE.

Le 5 mai au soir, le personnel apprend que la CPE est suspendue par le rectorat, à titre conservatoire. Quelques jours plus tard, sur Instagram, Amal Bentounsi et le collectif de lycéens saluent à l'unisson « une première avancée » et demandent « le remaniement de l'équipe de direction ». « Ce n'est pas parce que vous avez des enfants métis aux cheveux crépus et un mari noir

(...) que cela vous exonère de toute responsabilité », publie, à l'adresse de la CPE suspendue, le compte @racisme.jeanrenoir, le 21 mai. Au cours des mobilisations qui ont lieu sur place au mois de mai, on voit passer l'incontournable Amal Bentounsi, mais aussi Nadège Abomangoli, Assa Traoré ou encore Mehmet Ozguner, candidat LFI recalé à la mairie de Bondy, lors des municipales 2026.

« Récupération politique »

« Les professeurs qui enseignent ici depuis des années seraient racistes, dans un lycée du 93, avec des élèves noirs et des Arabes ? Il faut dire les choses comme elles sont ! Je n'accepte pas d'entendre que l'établissement Jean-Renoir est raciste. Et je ne suis pas blanche, lâche une représentante de la FCPE du lycée Renoir, parent d'élève depuis plus de dix ans. Des blocages de lycéens, il y en a eu, mais là, c'est autre chose. C'est de la récupération politique, par des adultes. » Selon des sources concordantes, l'origine de cette affaire serait une « opération de vengeance ». Le 16 avril, une jeune fille est exclue de l'établissement lors d'un conseil de discipline, après un incident survenu quinze jours auparavant, au cours duquel elle aurait bousculé la proviseur adjointe. Ce jour-

là, sa sœur profère des accusations de racisme. La jeune fille en question, qui a des liens familiaux avec Amal Bentounsi, aurait récupéré le fameux enregistrement, fait par une autre élève, le 16 mars. La question est de savoir qui l'a diffusé sur les réseaux sociaux.

Le lycée Jean-Renoir, gros établissement de 1000 élèves comptant une moitié de boursiers, fait figure de modèle du genre. En 2026, son taux de réussite au bac général s'élevait à 94 %. Depuis une vingtaine d'années, il fait aussi partie de ces lycées qui ont passé une convention avec Sciences Po Paris et qui préparent des élèves prometteurs à accéder à l'école de la rue Saint-Guillaume. Plus d'une cinquantaine d'entre eux l'ont intégrée. Ici, le turnover du personnel n'est pas la règle, comme bien souvent dans les établissements difficiles de banlieue. Le proviseur est en poste depuis près de dix ans. Si les abayas et autres signes religieux ont pu être tolérés dans l'établissement - « On est dans le 93, comment faire autrement ? », interroge une mère d'élève -, la circulaire d'interdiction de ces longues robes noires, depuis la rentrée 2023, n'a pas généré de tension, affirme un représentant syndical. « Le lycée Renoir fait ce qu'on attend de lui sur ce territoire, voire mieux », résume ce professeur.

Les ondes de tempête s'aggravent avec le réchauffement

Anne-Laure Frémont

Le phénomène, lié aux cyclones tropicaux, a pris de l'ampleur au cours des dernières décennies, menaçant particulièrement les deltas fluviaux densément peuplés.



Une vue aérienne prise le 7 septembre 2005, après le passage de Katrina, montre un quartier de La Nouvelle-Orléans (Louisiane) dévasté par l'ouragan qui a fait environ 2 000 victimes.

Les cyclones tropicaux comptent parmi les phénomènes météorologiques les plus destructeurs. Les régions côtières, notamment les deltas fluviaux, sont particulièrement vulnérables : ces zones densément peuplées, situées à très basse altitude, sont sous la menace des « ondes de tempête », des forces dévastatrices associées à ces cyclones. Dans une étude publiée lundi dans la revue *Proceedings of the National Academy of Sciences*, des chercheurs chinois constatent une augmentation de l'intensité de ces phénomènes au cours des dernières décennies.

Les ondes de tempête sont liées à une élévation du niveau de la mer qui se superpose à la marée et peut durer des heures. « Elles sont contrôlées par trois phénomènes principaux : la pression atmosphérique (quand elle diminue lors d'une tempête), le niveau de la mer (augmente) ; le vent (quand il souffle vers la côte, il transporte les masses d'eau vers les terres) ; et enfin les vagues qui déferlent », explique Xavier Bertin, directeur de recherche au CNRS à l'université de La Rochelle. Il note que pendant la tempête Xynthia, en 2010, l'onde de tempête a pu atteindre 2 mètres par endroits.

Inondations meurtrières, érosion côtière, recul du trait de côte : les dégâts peuvent être très lourds, que ce soit à court ou long terme. Au Bangladesh en 1970, au passage du cyclone de Bhola, l'onde de tempête avait dépassé 10 mètres dans cette zone de delta très basse et très peuplée. Au moins 300 000 personnes avaient perdu la vie dans la catastrophe. Les auteurs de l'étude, Chemin Tan et Yi-Peng Guo, de l'université de Nankin, rappellent également que « l'ouragan Katrina en 2005 a provoqué la plus grande onde de tempête jamais enregistrée aux États-Unis, causant plus de 100 milliards de dollars de pertes économiques et faisant environ 2 000 victimes ».

Pour mener à bien leurs travaux, les chercheurs chinois ont compilé les données sur les trajectoires des cyclones tropicaux et les niveaux d'ondes de tempête à travers le monde entre 1982 et 2024. Ils constatent qu'au cours de cette période, la hauteur des ondes de tempête a augmenté de 20 % à l'échelle mondiale, à un rythme de 0,85 centimètre par décennie. Ils remarquent aussi que le niveau des ondes de tempête a augmenté plus rapidement dans l'hémisphère Sud que dans l'hémisphère Nord - à raison de 0,89 centimètre par décennie - et surtout dans le Pacifique Est (+38,2%) et Sud (+31%). Pour

ce qui est des océans Atlantique et Indien, ils constatent également une tendance à la hausse mais qui n'est pas « statistiquement significative ».

Cette hausse globale de 0,85 cm par décennie peut sembler faible, « car l'onde de tempête générée par les cyclones tropicaux ne tient pas compte des marées astronomiques ni du niveau moyen de la mer », précise l'auteur principal, Chemin Tan, membre de l'Académie chinoise des sciences. Le niveau moyen des ondes de tempête n'est que d'environ 18 cm ; cette élévation correspond donc à une augmentation de 20 % au cours des dernières décennies », ce qui est selon lui « particulièrement notable ».

« Pour faire un cyclone tropical, il faut de l'eau à plus de 28 degrés. Si on réchauffe l'océan, la zone à risque va s'élargir à la fois dans l'espace, en s'éloignant de la bande tropicale, et dans le temps, avec une saison des cyclones plus longue »

Xavier Bertin Directeur de recherche au CNRS à l'université de La Rochelle

Un résultat statistiquement solide, convient Xavier Bertin, qui n'a pas participé aux travaux. « Ils se basent toutefois sur une simulation rétrospective globale avec une résolution spatiale de 10 km, insuffisante pour prendre en compte les différents effets liés aux ondes de tempête. Cela peut conduire à sous-estimer complètement l'impact de ces événements. Pour bien les représenter, notamment sur les îles tropicales, il faudrait une résolution de l'ordre de quelques dizaines de mètres maximum. » Il ajoute qu'étudier ces phénomènes est complexe en raison d'un « problème de sous-échantillonnage », les cyclones restant relativement rares : « Il y a peu de chances qu'ils repassent plusieurs fois au même endroit, plusieurs fois par an. »

Les auteurs de l'étude n'en observent pas moins un signal. Et leur méthode statistique suggère que « la migration vers les pôles de l'activité cyclonique tropicale » est « un facteur clé amplifiant les ondes de tempête dans les deux hémisphères ». Comment expliquer ce déplacement vers les hautes latitudes ? « Il s'agit d'un sujet complexe sur lequel il n'existe pas encore de consensus définitif », note l'auteur principal, qui indique que la variabilité interne du climat comme le réchauffement climatique ont contribué au déplacement des cyclones tropicaux vers les pôles.

« Pour faire un cyclone tropical, il faut de l'eau à plus de 28 degrés. Si on réchauffe l'océan, la zone à risque va s'élargir à la fois dans l'espace, en s'éloignant de la bande tropicale, et dans le temps, avec une saison des cyclones plus longue », abonde Xavier Bertin.

L'auteur de l'étude note aussi que « l'intensification des cyclones tropicaux majeurs joue un rôle important dans l'amplification des ondes de tempête dans plusieurs bassins ». Dans ses derniers rapports, le Giec note en effet qu'au niveau mondial, la proportion de cyclones tropicaux majeurs (de catégorie 3 à 5) a augmenté au cours des quatre dernières décennies et que cette tendance va s'accroître au fur et à mesure que le climat se réchauffe. Leur intensité moyenne pourrait ainsi augmenter de 13 % pour un réchauffement global de 2 °C. Une tendance qui, associée à la hausse du niveau des mers, aura aussi un impact sur la dangerosité des ondes de tempête. ■

Détruire les polluants éternels, « n'est pas un rêve, mais une réalité »

Propos recueillis par Vincent Bordenave

La chimiste belge Véronique Gouverneur est parvenue à briser les liaisons réputées indestructibles des Pfas, ces polluants omniprésents dans notre environnement. Elle est récompensée cette année par le grand prix scientifique de la Fondation Simone et Cino Del Duca.

Véronique Gouverneur, chimiste belge et professeure à l'université d'Oxford, vient de recevoir le grand prix scientifique 2026 de la Fondation Simone et Cino Del Duca, décerné sur proposition de l'Académie des sciences et doté de 275 000 euros. Une récompense qui couronne vingt-cinq ans de recherche en chimie du fluor, et un projet baptisé The Future We Want : repenser de fond en comble la production des composés fluorés, omniprésents dans nos médicaments, nos batteries et nos matériaux, pour la rendre à la fois plus sûre et plus respectueuse de l'environnement.

LE FIGARO. - Vous présentez une méthode chimique qui permet de venir à bout des polluants éternels... Est-ce que vous pouvez rapidement présenter son fonctionnement ?

VÉRONIQUE GOUVERNEUR. - Il me faut d'abord revenir sur l'origine de ma démarche. Tout le fluor industriel provient d'un minéral naturel, le spath fluor, du fluorure de calcium. Depuis 250 ans, la seule solution connue consistait à le traiter à l'acide sulfurique concentré, à haute température, pour produire un gaz : le fluorure d'hydrogène, qui est probablement l'un des produits chimiques les plus dangereux sur cette planète. Des accidents mortels ont eu lieu régulièrement au fil des décennies.

Dans un premier temps, mon laboratoire a développé une alternative. Nous avons découvert comment activer le spath fluor, non pas sous condition acide, mais sous condition basique, pour



« Je devais réconcilier mes compétences en chimie du fluor et mon amour pour la nature », déclare Véronique Gouverneur. STEVE CANNON

produire directement de nouveaux réactifs de fluoration, ou des sels bien établis, tels que le fluorure de potassium, de sodium, de lithium. Sans jamais passer par le gaz toxique. Cette invention a été publiée dans la revue *Science* en 2023. C'est ici qu'arrive le volet Pfas. Les Pfas sont des molécules dont la chaîne carbonée est liée au fluor, ce qui les rend stables et utiles industriellement... mais aussi difficiles à éliminer naturellement. Dans notre laboratoire, nous pouvons désormais utiliser les Pfas comme source de fluor. Nous arrivons à les minéraliser complètement, à récupérer leur contenu en fluor et à le réutiliser directement dans l'industrie pour fabriquer, par exemple, du

Lipitor (un médicament contre le cholestérol, NDLR), des électrolytes pour batteries. C'est ce que nous appelons une économie circulaire du fluor. Ces technologies résolvent plus qu'un problème. Le spath fluor est une ressource stratégique dont les réserves mondiales sont essentiellement concentrées en Chine, au Mexique et en Afrique du Sud. Décentraliser la production de composés fluorés, combiné à une stratégie de recyclage, c'est aussi une question de sécurité économique et industrielle.

Chimiquement, comment faites-vous ? La méthode repose sur la mécanochimie : les déchets Pfas sont mélangés à des sels de phosphate de potassium, puis broyés à haute fréquence avec des billes d'acier pendant environ trois heures. L'énergie mécanique brise les liaisons carbone-fluor, réputées quasi-indestructibles. Le fluor est alors récupéré sous forme de fluorure de potassium, directement réutilisable pour synthétiser des médicaments ou des électrolytes pour batteries. Aucun solvant, aucune haute température, aucun acide.

L'une des principales difficultés avec les Pfas, c'est l'étendue du problème. Il existe plusieurs milliers de molécules différentes. Votre méthode fonctionne-t-elle pour toutes ? La méthode de destruction que nous avons publiée dans *Nature* en 2025 montre une efficacité sur une grande diversité de Pfas. Dans notre étude, nous en avons sélectionné à peu près trente Pfas, pour représenter la réalité chimique dans toute sa diversité : des fluoroplastiques, des télomères, des systèmes fonctionnalisés tels que des

acides carboxyliques ou acides sulfoniques, dont certains sont dangereux pour la santé. Le principe de circularité est général, et depuis, de nombreux laboratoires à travers le monde s'engagent dans la même direction. Nous l'avons prouvé expérimentalement : à partir d'un simple ruban de Téflon de plomberie, nous pouvons récupérer le fluor et fabriquer un composé aromatique fluoré, élément clé du Lipitor ou de certains antibiotiques, par exemple. Ce n'est pas un rêve, mais une réalité !

C'est une solution qui paraît simple pour un problème pourtant si complexe...

C'est une question qu'on me pose régulièrement. Il faut souvent parcourir un chemin complexe pour trouver une solution simple. Cela fait vingt-cinq ans que je travaille en chimie du fluor. La solution est arrivée car, dans mon laboratoire, nous avons formulé la bonne idée au bon moment, mais surtout, avec les bonnes personnes. Il faut du courage pour qu'un jeune doctorant ou un postdoctorant accepte de travailler sur un problème que personne n'a réussi à résoudre depuis des décennies, voire des siècles. En effet, plusieurs brevets montrent que d'autres groupes ont tenté de s'attaquer au spath fluor. C'est Gabriele Pupo, le premier postdoctorant de mon laboratoire, qui a accepté de prendre ce risque. Il est aujourd'hui le PDG de la société Fluorok que j'ai créée en spin-off à l'université d'Oxford.

En matière d'environnement, on voit souvent la chimie comme un problème. Pour vous, elle est une solution ?

Absolument. Il est très facile de critiquer la chimie, mais il est important de comprendre qu'elle sauve des vies, nous procure un confort de vie exceptionnel ; elle est omniprésente dans nos vies quotidiennes. Il y a bien sûr des défis, et le problème global des Pfas et son impact sur l'environnement constitue l'un d'eux. Pour moi, c'était une évidence : je devais réconcilier mes compétences en chimie du fluor et mon amour pour la nature.

Le problème des Pfas, c'est avant tout un manque de vigilance concernant les effets à long terme sur la santé humaine, et un problème de gestion des déchets. Ce n'est pas propre à la chimie du fluor : pensez au plastique, par exemple. Notre rôle de scientifiques, c'est d'apporter des solutions. Dans mon laboratoire, nous avons découvert des solutions, mais pour avoir un impact sur la société, il était essentiel de créer une entreprise. Je suis résolue à aller jusqu'au bout, à démontrer que nos technologies sont viables à grande échelle et économiquement compétitives.

Pour autant, vous ne revendiquez pas une solution miracle. Pourquoi ?

Le problème des Pfas est multidimensionnel : contamination et détection, décontamination et destruction. Nos travaux portent sur la destruction et le recyclage du fluor. Concernant la contamination de l'environnement, la meilleure analogie est sans doute celle du plastique, « il faut d'abord fermer le robinet », en d'autres termes, il faut régulariser la gestion des déchets à l'échelle mondiale. Ce qui n'est pas une mince affaire. ■

Thibaud Jouffrit

Un mois après leur finale à Madrid, l'Ukrainienne, très émue par la guerre qui touche son pays, retrouve la Russe à Roland-Garros.

Leurs retrouvailles promettent des étincelles. Un mois après la finale du tournoi de Madrid, l'Ukrainienne Marta Kostyuk et la Russe Mirra Andreieva s'affrontent ce jeudi, en demi-finale de Roland-Garros, sur le court Philippe-Chatrier. Ce duel indécis s'annonce surtout sur fond de tensions autour du conflit russo-ukrainien, sujet brûlant régulièrement évoqué dans le monde du tennis. Et d'autant plus sur le circuit féminin où trois Russes (Andreieva, Kalinskaya, Shnaider), une Biélorusse (Sabalenka), évoluant sous bannière neutre, ainsi que deux Ukrainiennes (Kostyuk, Svitolina) ont garni le tableau des quarts de finale. Depuis le début de la quinzaine à Paris, la novice Kostyuk, au rendez-vous d'un dernier carré de Grand Chelem pour la première fois à 23 ans, se mue en porte-parole de sa nation. « Nous avons encore vécu une nuit très difficile en Ukraine, surtout à Kiev. Tant de personnes ont perdu la vie. Je souhaite dédier ce match au peuple ukrainien et à sa résilience, déclarait-elle, mardi, très émue à l'issue de sa victoire face à sa compatriote Elina Svitolina (6-3, 2-6, 6-2). Je tiens aussi à souligner le rôle d'Elina, son impact incroyable sur le tennis ukrainien, sur les Ukrainiens et sur moi. C'est une battante exceptionnelle. »

En larmes sur le Court central, consolée par Marion Bartoli, la 15^e joueuse au classement mondial ajoutait à propos de son quotidien : « Je ne suis plus les informations la nuit, j'ai coupé les notifications depuis longtemps, cela m'empêcherait de dormir. Je dois faire la part des choses : je suis ici, en sécurité, pour jouer au tennis. Le matin, je vérifie les nouvelles et j'écris à ma famille. C'est tout ce que je peux faire. » Un discours qui fait écho à celui qu'elle avait tenu dans la foulée de son entrée en lice réussie Porte d'Auteuil, contre l'Espagnole d'origine russe Oksana Selekhmeteva. « Je suis très fière de moi aujourd'hui. Je crois que ça a été l'un des matchs les plus difficiles de ma carrière. Ce matin, un missile est tombé et a détruit un bâtiment à 100 mètres de la maison de mes parents. J'ai pleuré une partie de la matinée », racontait la native de Kiev, là encore terrassée par l'émotion.



Que ce soit l'Ukrainienne Marta Kostyuk ou la Russe Mirra Andreieva, l'une de ces deux joueuses accédera pour la première fois à une finale du Grand Chelem.

STÉPHANE MAHE/REUTERS, STÉPHANIE LECOCQ/REUTERS

La demi-finale Kostyuk-Andreieva sur fond de guerre en Ukraine

Portée par un supplément d'âme, Marta Kostyuk réalise jusqu'ici la meilleure saison de sa carrière sur terre battue, où elle est invaincue depuis le début de l'année (17 victoires consécutives). Son succès à Madrid, le premier en WTA 1000, face à Mirra Andreieva (6-3, 7-5), a marqué les esprits. Sur et en dehors du court. Durant la cérémonie de remise du trophée, l'Ukrainienne avait cité le nom de ses adversaires croisées sur son parcours. En passant sous silence celui d'Anastasia Potapova, joueuse d'origine russe qui a opté pour

la nationalité sportive autrichienne sans jamais s'opposer publiquement à la guerre, et celui d'Andreieva, qu'elle avait refusé de saluer à la fin du match.

« C'est leur responsabilité, pas la mienne »

Kostyuk joint les actes aux paroles. Et n'hésite pas non plus à mettre la pression aux joueuses russes. « Ce sont des adultes. Elles savent ce qu'il se passe, elles ont accès à l'information. Elles ont choisi une stratégie qui leur convient. J'aimerais qu'il y ait des positions plus

claires, surtout quand votre pays tue des civils, lançait-elle calmement mardi en conférence de presse. Je ne sais pas comment elles peuvent dormir tranquilles. Daria Kasatkina est un exemple : elle s'est exprimée publiquement, malgré les pressions, et a changé de nationalité (Kasatkina représente l'Australie depuis mars 2025). Rien ne vous empêche de prendre position si vous y croyez vraiment. Après quatre ans, les choses sont claires : on sait de quel côté elles se situent. C'est leur responsabilité, pas la mienne. »

Le message est passé... mais ne semble pas perturber plus que cela Mirra Andreieva. « Il n'y a pas d'adversaire facile à vaincre, surtout en demi-finale d'un Grand Chelem. Peu importe l'adversaire, je joue avant tout contre une balle. J'essaie de me concentrer sur mon plan de jeu », érudait la 8^e joueuse mondiale, qui ne connaissait pas encore l'identité de son adversaire ukrainienne lors de son passage devant les micros. Ce sera donc Marta Kostyuk, envers qui elle s'était montrée élogieuse, sans cacher ses sanglots, après sa défaite de Madrid : « J'aimerais te féliciter, Marta, toi et toute ton équipe, pour cette superbe victoire ainsi que pour ton parcours sur terre battue. Tu as remporté deux tournois d'affilée (Rouen et Madrid), tu joues vraiment très bien. »

Sur le plan tennistique, ce choc russo-ukrainien pourrait atteindre de jolies hauteurs. Aucune des deux femmes n'a encore disputé de finale en Grand Chelem. Et l'occasion est belle d'aller disputer samedi la coupe Suzanne-Lenglen après la chute surprise ce mercredi de la numéro 1 mondiale, Aryna Sabalenka, biélorusse et elle aussi concernée par le conflit. ■

Sabalenka, nouvelle victime d'un tournoi insaisissable

Le soleil tape moins fort, mais le vent tourbillonnant a brutalement emporté la Biélorusse Aryna Sabalenka aux racines pas suffisamment accrochées. Face à la Russe Diana Shnaider (n° 25), la numéro 1 mondiale a servi pour le match à 6-3, 5-3, avant de s'effondrer, d'encaisser 9 jeux consécutifs et de s'incliner (3-6, 7-5, 6-0), sans être en mesure d'esquisser la moindre riposte. Après Elena Rybakina (n° 2, au 2^e tour), Iga Swiatek (n° 3, en 8^e de finale), Coco Gauff (n° 4, au 3^e tour),

Jessica Pegula (n° 5, au 1^{er} tour), Amanda Anisimova (n° 6, au 3^e tour) et Elina Svitolina (n° 7, en quarts de finale), la tête de série n° 1, finaliste de l'édition 2024, s'est effacée, victime d'une terre impitoyable. Diana Shnaider se hisse pour la première fois en demi-finales en Grand Chelem. Pour un match de gauchères contre l'inattendue Polonaise Maja Chwalinska (114^e mondiale), issue des qualifications et tombeuse de la Russe Anna Kalinskaya 7-6 (7/3), 6-3.

Pour la première fois depuis l'US Open 2021 (Daniil Medvedev et Emma Raducanu), un tournoi du Grand Chelem va couronner deux lauréats inédits. **Simple dames (demi-finales), ce jeudi à 15 heures :** Kostyuk (Ukr/15)-Andreieva (Rus/8) ; Chwalinska (Pol)-Shnaider (Rus). **Simple messieurs (quarts de finale), mercredi :** Cololli (Ita/10) bat Auger-Aliassime (Can/4) 4-6, 6-4, 6-4, 6-4 ; Berrettini (Ita)-Arnaldi (Ita). **J.-J.E.**

Solitaire du Figaro Paprec: jusqu'au bout le suspense...

Thomas Champion Envoyé spécial à bord du bateau « Express »

Le verdict de la 57^e édition était attendu dans la nuit de mercredi à jeudi au Havre, avec, à quelques heures de l'arrivée, Nicolas Lunven bien placé pour s'imposer une troisième fois et entrer dans la légende.

Lorsque les concurrents ont abordé les ultimes heures de cette troisième et dernière manche de la Solitaire du Figaro Paprec, le suspense restait entier. Après avoir laissé derrière eux les côtes bretonnes et franchi les principaux points stratégiques du parcours, ils se sont engagés dans une Manche aussi tonique que redoutée. C'est là, dans ce dernier couloir maritime, que s'est jouée une partie du dénouement d'une édition particulièrement intense. Les malheurs des uns faisant le bonheur des autres, l'abandon surréaliste de Tom Dolan, premier au classement général, est venu bouleverser l'ordre établi.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le skipper irlandais n'a rien pu faire pour éviter les rochers de l'île de Sein. Malheureusement, il lui a été impossible de sortir de piège rocaillieux et c'est la mort dans l'âme qu'il a été contraint de se faire hélitreuiller par la marine nationale. La place de premier devenant vacante, la bataille a fait rage dans le groupe des chasseurs. Deuxième au classement général provisoire après deux étapes, Nicolas Lunven s'est retrouvé idéalement placé pour s'imposer une troisième fois dans la

Solitaire après ses triomphes de 2009 et 2017 et rejoindre dans la légende les Desjoyeaux, Eliès, Le Cam, Le Cléac'h et Poupon. Le skipper de PRB, qui comptait 21 minutes d'avance sur son concurrent direct, Alexis Thomas (Wings of the Ocean) au classement général au départ de l'ultime parcours, le devançait également de près de deux milles, mercredi au pointage de 17 heures, avant la dernière soirée décisive en Manche.

Auteur d'une Solitaire de très haut niveau, Alexis Thomas se sera bagarré jusqu'au bout pour rester au contact, plusieurs marins restant également à l'affût du moindre faux pas, prêts à profiter d'une bascule de vent ou d'une erreur de trajectoire pour bouleverser la hiérarchie à l'image de Paul Morvan (Foricher-French Touch), le jeune bizut Paul Loiseau (région Bretagne - CM Espoir) ou encore Martin Le Pape (Paprec).

Depuis le départ de cette étape finale, les marins avaient dû composer avec une succession de conditions complexes. De longues heures de près dans un flux instable, des passages sous grains et un sommeil réduit à quelques microsiestes avaient progressivement usé les organismes. Dans ces conditions, la fatigue

était devenue un adversaire aussi redoutable que les concurrents eux-mêmes. Sous une grisaille persistante et dans des conditions qui s'étaient durcies au fil des heures, les marins vivaient une fin de Solitaire rapide et particulièrement stressante. Un empannage mal négocié, un réglage imparfait ou une option tactique moins favorable pouvaient rapidement coûter plusieurs places. Avec des marins évoluant à la limite de leurs ressources physiques et mentales, le facteur humain aura une nouvelle fois joué un rôle déterminant.

Huit abandons lors de la dernière étape

Cette édition 2026 restera également comme l'une des plus éprouvantes de ces dernières années. Lors de cette troisième étape, pas moins de huit concurrents ont été contraints à l'abandon, victimes d'avaries (déchirures de voile, dématage) ou d'incidents de navigation. Une série de renoncements qui illustre l'extrême dureté des conditions rencontrées depuis le départ de l'épreuve. Dès l'envol de Perros-Guirec, le 17 mai dernier, les écarts se sont révélés extrêmement serrés. Entre gros temps dans le

golfe de Gascogne, phases de petit temps au cap Finistère, passages techniques le long des côtes et longues séquences tactiques, aucun concurrent n'était parvenu à prendre un avantage décisif. Les changements de leaders s'étaient multipliés et la régularité avait souvent davantage payé que les coups d'éclat, Tom Dolan, vainqueur en 2024, s'imposant finalement à Vigo.

La deuxième étape avait confirmé cette tendance. Les favoris avaient dû batailler à chaque instant pour conserver leur position dans une pétrole tenace, tandis que plusieurs jeunes navigateurs avaient démontré qu'ils étaient capables de rivaliser avec les références du circuit. Les regroupements successifs avaient maintenu une pression constante sur l'ensemble de la flotte, le bizut Paul Loiseau rentrant dans l'histoire avec son succès d'étape à Pornichet. Et la troisième manche achevée dans la nuit de mercredi à jeudi a conclu une Solitaire du Figaro Paprec 2026 avec un dénouement à la hauteur de sa réputation. Une édition exigeante, spectaculaire et indécise, qui a rappelé une fois encore pourquoi cette épreuve reste l'une des plus belles et des plus redoutables écoles de la course au large. ■

EN BREF

Football : les Bleus en rodage à Nantes, Mbappé chasse Giroud

Première revue d'effectif pour l'équipe de France sur la route de la Coupe du monde en Amérique (11 juin-19 juillet). Ce jeudi soir, à Nantes, Didier Deschamps revient sur ses terres avec les Bleus et un match amical face à la Côte d'Ivoire (21 h10, TF1). L'occasion pour le sélectionneur, formé au FC Nantes (1985-1989), de s'étonner contre un autre participant à la Coupe du monde, vainqueur de la CAN en 2024. Manière aussi de préparer le premier match du Mondial face au Sénégal (16 juin). Avec des entraînements lancés vendredi dernier, les vice-champions du monde seront en rodage sur la pelouse de la Beaujoire et les champions d'Europe du PSG (Dembélé, Doué, Barcola, L. Hernandez, Zaïre-Emery) ainsi que le battu d'Arsenal (Saliba), devront être dispensés du rendez-vous. L'attraction de la soirée sera notamment Kylian Mbappé, qui sort d'une saison ratée et sans trophée avec le Real Madrid, et qui n'est plus qu'à une unité du record de buts en sélection d'Olivier Giroud (57 réalisations). Un deuxième match amical des Bleus est prévu lundi prochain à Villeneuve-d'Ascq contre l'Irlande du nord.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

conférences

La prochaine Rencontre des Ternés

aura lieu le mercredi 10 juin 2026, à 20 heures, sur le thème :

Scrutins locaux et enjeu national : Que nous disent les élections municipales de l'avenir démocratique et institutionnel français ?

avec Benjamin Morel, constitutionnaliste et maître de conférences à l'université Paris-Panthéon-Assas.

Entrée libre. Église Saint-Ferdinand-des-Ternés, 23, rue d'Armaillé, Paris (17^e).

deuils

Marie-Catherine Boutin, née Consigny, son épouse, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

François-Vital BOUTIN

survenu le 27 mai 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Lubin, à Noisy-le-Roi, le vendredi 5 juin, à 14 h 30.

Elisabeth Courcoux, son épouse, Antonin, Victor et Stella, ses enfants,

M-Thé Courcoux, sa maman, Benoît et Adeline, ses frère et sœur,

et toute sa famille

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Jérôme COURCOUX

survenu le 2 juin 2026, à l'âge de 60 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph-des-Épinettes, 40, rue Pouchet, Paris (17^e).

Ni fleurs ni couronnes.

Une référence au chanteur Prince serait un beau clin d'œil.

Bazoches-lès-Bray (Seine-et-Marne).

M. Jean-Louis Charle, son époux,

Isabelle Charle, Béatrice Charle, Martine et Antoine Servais, Éric et Véronique Charle, Agnès et Christophe Verbrugge, ses enfants,

Marine et Jean-Baptiste, Thibault et Apolline, Martin, Guillaume, Anne-Claire, Gauthier, Constance et Matthieu, Tiphaine et Victor, ses petits-enfants,

Timothée, Victoire, Gabrielle, Émile, Gustave, Garance, ses arrière-petits-enfants,

Mme Anne-Marie Charle, M. et Mme Alain Charle, son beau-frère et ses belles-sœurs,

ainsi que tous ses neveux et nièces

vous font part du rappel à Dieu de la Résurrection de

Mme Jean-Louis CHARLE

née Brigitte Marteau, le 31 mai 2026, dans sa 92^e année, munie des sacrements des malades.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 6 juin 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Bazoches-lès-Bray.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Bazoches-lès-Bray.

Son épouse et ses filles

font part du rappel à Dieu de

Emmanuel CHEVALIER

le 29 mai 2026.

81, rue de Courcelles, 75017 Paris.

Catherine Deburge, son épouse,

Éric Deburge, son fils,

Alain et Anne Deburge, Anne Dannaud, Marie-Claude Gaullier, ses frère, sœur et belles-sœurs,

ses neveux et nièces

ont la douleur de vous faire part du décès de

Bertrand DEBURGE

survenu le 30 mai 2026, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hubert de l'Orne d'Alincourt, Sophie-Charlotte et Jérôme Gauthier, Anne-Frédérique et Jean-Damien Chagnon, ses frère, sœurs et beaux-frères, Juliette, Philippine, Marine, Capucine, Paul-Alexandre, Camille, Brune et Louis-Arthur, ses neveux et nièces,

vous font part du rappel à Dieu de

François-Nicolas de l'ORNE d'ALINCOURT

le 31 mai 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, à 14 heures, en la basilique Saint-Urbain de Troyes (Aube), suivie de l'inhumation au cimetière de Mesnil-Saint-Loup.

Nantes, Le Cellier, Héric (Loire-Atlantique). Paris. Le Mans.

Christophe et Virginie Delaunay, Guénola et Patrick Gaschignard, Cécile Delaunay, Xavier et Marie Delaunay-Roquebert, ses enfants,

ses 14 petits-enfants et leurs conjoints,

ses 20 arrière-petits-enfants

ainsi que les familles Couillaud, Viot Coster, Dubigeon

vous font part du rappel à Dieu de

M. Claude DELAUNAY agent de change honoraire, président honoraire du tribunal de commerce de Nantes, oblat bénédictin, chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier grand croix de l'ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem,

le 2 juin 2026, à l'âge de 96 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Pierre de Nantes.

Il a rejoint son épouse, Thérèse, née Couillaud, décédée le 8 novembre 2024.

Ronce-lès-Bains (Charente-Maritime).

Jacques Loustalot (†), son époux,

Christophe et Delphine Ardaillon, Isabelle et Franck Veissière, Nicolas et Julia (†) Ardaillon, Chantal et Thierry Deschamps, Bernard et Florence Loustalot, Françoise Loustalot et Vadim de Grève, ses enfants et beaux-enfants,

Benoît Ardaillon, Noé Klopocki, Augustin, Charlotte et Edmond Ardaillon, ses petits-enfants,

ainsi que toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

Annie LOUSTALOT

survenu le 30 mai 2026, à l'âge de 82 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juin, à 15 heures, en l'église de Ronce-lès-Bains, à La Tremblade.

L'inhumation se fera au cimetière de Chenereilles (Haute-Loire).

Fleurs naturelles uniquement.

Paris (7^e).

Clarisse, Marina et Ghislain, ses enfants, Tanguy, Mathilde, Robin, Brieuc, Abel, Brune, Bertil, Archibald, ses petits-enfants,

Alba, Charlie, Iris, ses arrière-petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Francine PAULIN

née Rebois, survenu le 30 mai 2026, dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillo, à Paris (7^e), ce jeudi 4 juin 2026, à 14 heures.

Saint-Germain-en-Laye, Le Mesnil-le-Roi (Yvelines).

Hervé et Marie-Laure Petit, Catherine et Alain Hûe de la Colombe, Béatrice et Alain Prats, Caroline et Christophe (†) Arnoux, ses enfants et leurs conjoints,

ses 15 petits-enfants et leurs conjoints, ses 33 arrière-petits-enfants,

Mme Christian de Rémusat, sa sœur,

les familles Caillar, Magdelain, de Rémusat, Humbert-Delvincourt et Tarbé de Saint-Hardouin, ses neveux et nièces,

font part du rappel à Dieu de

Mme Claude PETIT

née Monique Caillar, le 31 mai 2026, dans sa 100^e année, munie des sacrements de l'Église.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 5 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain, 4, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Germain-en-Laye, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, au cimetière ancien de Saint-Germain-en-Laye, 78 bis, rue Léon-Désoyer,

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille Rousseau,

Alain et Sabine, Jean-Guy (†), Gilles (†), Isabelle, Benoît et Valérie, ses enfants,

Aude, Zdenek, Caroline, Antony, Gautier, Noor, Ombline, Maxime, Tiphaine, Margaux, Jean-Baptiste, Paul, Clémentine, Mathilde, Robin, ses petits-enfants,

Matthieu, Antoine, Paul, Jeanne, Thibault, Valentin, Manon, Marin, Adeline, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Guy ROUSSEAU

contrôleur général des armées (2S), commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de guerre des TOE, croix de la Valeur militaire,

rappelé à Dieu, le 29 mai 2026, dans la paix et la sérénité.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de Sablé-sur-Sarthe, suivie de l'inhumation au cimetière de Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).

Une messe à son intention sera célébrée le samedi 6 juin, à 18 h 30, en l'église Saint-Eutrope des Portes-en-Ré (Charente-Maritime).

Patrick et Anne Leclercq, Nadine Marichalar Vigier,

leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu de

Jean VIGIER

chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

à Boulogne-Billancourt, à l'âge de 102 ans, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 juin, à 15 heures, en l'église de La Belliole (Yonne).

Paris. Lyon.

Régine Fournier-Piard, son épouse,

Marie-Séverine, Emmanuelle, Donatien, Marie-Estelle, ses enfants, Anouck, Mahé, Lorédan, Élise et Joseph, ses petits-enfants, sa famille, ses fidèles collaborateurs de la Compagnie foncière Seine et Rhône

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie PIARD

président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris, survenu le 1^{er} juin 2026, à l'âge de 82 ans, à La Brousse.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Étienne, à Étréchy (Essonne), le mardi 9 juin, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

familiepiard@proton.me

Véronique Salmon, son épouse,

Aymeric et Tingting Salmon, François-Xavier Salmon, Lionel et Constance Salmon, ses enfants, Agathe, Grégoire et Pierre, ses petits-enfants,

ainsi que toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Yves SALMON

le 2 juin 2026, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 6 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, Paris (16^e), suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière de Fère-en-Tardenois (Aisne).

famille.salmon1941@gmail.com

Michel, Philippe, Véronique Voss, ses enfants, Arthur, Thomas, Lucca, Simon, Paul, Antoine, Suzanne, ses petits-enfants,

ont l'immense chagrin de vous faire part du décès de

Mme Anne-Marie VOSS

née Lehman, survenu le 30 mai 2026, à la veille de ses 90 ans.

L'enterrement aura lieu le mercredi 10 juin, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris (14^e) et sera célébré par le rabbin Yann Boissière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Voss, 10, rue Guynemer, 75006 Paris.

messes et anniversaires

À l'occasion du 231^e anniversaire de la mort de

Louis XVII

à la tour du Temple, l'Institut de la Maison de Bourbon

fera célébrer une messe, accompagnée par le chœur Canta Oraque, le lundi 8 juin 2026, à 19 heures, en l'église Sainte-Élisabeth-de-Hongrie, 195, rue du Temple, à Paris (3^e).

CARNET DU SOIR

Boualem Sansal, le charme au-delà de la légende



Monique Raimond et Boualem Sansal, au Cercle de l'Union interalliée, à Paris. FARIDA BRECHMIER

Frédéric Brun

Boualem Sansal arrive avec dix minutes d'avance, Françoise Doussin-Steinlein, l'épouse de l'ambassadeur d'Allemagne, à vélo. Deux formes de cette liberté tant prisée par l'écrivain.

Son nouveau livre est sur le point de sortir. Paris suffoque de chaleur. L'écrivain ne semble pas captivé par cette actualité brûlante qui préoccupe tant les participantes du déjeuner organisé par Monique Raimond pour son Cercle des lettres, qu'elle anime inlassablement au sein de l'Interallié. Il préfère goûter à la chaleur de l'accueil qui lui est réservé.

La « légende »

Rien de la beauté des lieux ne lui échappe. Le grand escalier, au style démonstratif, a tout pour captiver le nouvel académicien, même s'il est peu sensible aux circonstances poeuses. Denis de Ker-gorlay, président du prestigieux cercle parisien, et Nadège Alexandre-Forestier, descendante du philanthrope Henri de Rothschild, lequel céda après la Grande Guerre cet hôtel particulier du faubourg Saint-Honoré, apprécient. D'un pas ample et souple, Boualem Sansal rejoint les dorures du salon Foch. Sa réputation le précède, son charisme l'entoure. La « légende » est bien là. L'écrivain prend place et une vichyssoise d'artichaut est servie. Le temps est suspendu. Le natif de l'Atlas goûte à ce raffinement classique. Guidé par sa

mère passionnée de littérature, il choisit de s'ancrer dans la culture française. L'écriture sera son passeport pour la vie. Enfant, dans les rues du quartier Belcourt d'Alger, il croise l'auteur de *L'Étranger*.

« Camus plaisait aux femmes parce qu'il était beau, et à nous parce qu'il aimait le foot! », plaisante l'écrivain. L'anecdote enchante ces dames. Évoquant *Le Serment des barbares*, son premier livre, Monique Raimond décrit un roman unique, brossant un portrait et une histoire sans concession de son pays. « *Cette vision critique est magnifiée par une langue poétique et passionnée, et l'attachement indéfectible à votre pays natal se lit à chaque phrase* », souligne-t-elle dans son allocution d'introduction. Un lien que la captivité n'a pas distendu, même si, avec une grande pudeur, l'écrivain confie à Catherine Joubert, sa voisine, qu'il a bien cru ne jamais sortir vivant des geôles de Koléa. Tout de même s'était-il senti favorisé par rapport à ses co-détenus, car il avait le droit de recevoir la visite de sa famille et de lire Victor Hugo. La truite de Baigorry à la grenobloise du chef Fabrice Giraud fait l'unanimité. La liberté d'expression ne réside pas que dans les sujets graves. La conversation se prolonge après le clafoutis aux cerises. L'assistance est conquise, demande des signatures.

Boualem Sansal a promis de revenir pour sa soirée des écrivains du 2 décembre. Rendez-vous est pris. ■

QUE FAIS-JE ?

Ode à la poignée de main

Quentin Périnel

À l'issue d'un match d'anthologie à Roland-Garros, Joao Fonseca et Novak Djokovic se serrent respectueusement la main. Un geste de savoir-vivre obligatoire... qui n'a pas toujours la même saveur. *L'Équipe* a d'ailleurs compilé dans un article truculent les dix pires poignées de main à l'issue d'un match de tennis. Il n'y a de fait qu'un vainqueur et les émotions donnent parfois lieu à des situations improbables.

La poignée de main est un geste ancestral que l'on retrouve dès l'Antiquité grecque, sur des stèles du V^e siècle avant Jésus-Christ. Homère évoquait ce geste dans *L'Iliade*. Pendant plusieurs siècles, ce rituel est réservé à une certaine « élite » politique ou diplomatique. Mais très vite, cette forme de respect gagne l'ensemble des

strates sociales. « *En se serrant la main, on se met en position d'égaux à égaux* », explique l'anthropologue Emmanuel Désveaux. À notre époque où les repas déconstruits sont tendance - sujet d'une précédente chronique -, les salutations ne le sont pas moins. Certains se « topent » la main, se « checkent » et l'on assiste parfois à des chorégraphies incongrues. La bise a également très belle notoriété, chez les hommes compris, entre amis voire dans le monde professionnel. Pourquoi pas. Reste qu'avec son côté solennel, presque sacré, d'à peine deux secondes... ou d'une vingtaine si l'on pense à celle de Donald Trump (qui a la facétieuse habitude de broyer la main de son interlocuteur), une belle et élégante poignée de main se doit d'être franche et limpide. Le pire écueil? Une main molle, qui frétille à peine, et qui donne envie de prendre congé à peine saisie! ■



LE FIGARO le carnet du jour

Un événement culturel ?
Mettez-le en lumière
Publiez votre annonce dans
le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

Boualem Sansal et Bruno Retailleau : « La France doit

ENTRETIEN

À l'occasion de la parution de « La Légende » chez Grasset, récit de sa détention en Algérie, Boualem Sansal a rencontré Bruno Retailleau pour un échange sans détour sur la crise franco-algérienne. Les deux hommes, qui se connaissent et s'apprécient, ont confronté leurs expériences et leurs analyses sur le plateau du Figaro TV. Avec un constat partagé : seule la fermeté pourra permettre d'établir des relations saines entre Paris et Alger.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devechio
et **Sacha Beaud'huy**

LE FIGARO. - Boualem Sansal, vous avez publié ce 2 juin *La Légende* chez Grasset. Pourquoi ce titre ? La légende, c'est vous ?

BOUALEM SANSAL. - Ce sont les prisonniers qui m'ont surnommé ainsi. Je ne savais trop pourquoi. J'ai été arrêté le 16 novembre et mis au secret absolu pendant une semaine entière. Personne, pas même l'administration algérienne, ne savait où j'étais. Je le saurai plus tard, j'étais entre les mains des services secrets, qui m'ont enfermé dans une sorte de caserne, quelque part dans les environs d'Alger. Pourquoi ? Je l'ignore. Le jour même, j'ai été porté disparu, par mon épouse, des amis, des journalistes, mon éditeur, Gallimard, qui se demandaient tous où j'étais passé. La rumeur a enflé, en Algérie, en France, en Europe. Lorsque les prisonniers de Koléa, une prison très dure, la plus grande d'Algérie, située à 60 kilomètres d'Alger, ont vu arriver celui qui alimentait les rumeurs depuis une semaine, ils m'ont instinctivement appelé : « la Légende ».

Je crois qu'ils ont fait un transfert sur moi. Ils se disaient : « Cet homme a la France et l'Europe derrière lui, qui exigent sa libération immédiate et menacent le régime de Tebboune de sanctions. » Ils se sont persuadés que le régime finirait par tomber sous la pression, il était déjà divisé, isolé, ruiné, il paniquait au point d'arrêter un simple écrivain. Ils ont vu là un espoir pour eux. Je suis devenu le symbole de la liberté d'expression et de la lutte contre la dictature. La vie en société repose sur ça : la liberté de s'exprimer, de se contredire. La société, l'économie, la nation tiennent par cela. Si l'on ferme les canaux de communication, de discussion et de débat, la société étouffe et meurt.

Dans toutes les dictatures, et l'Algérie en est une effroyable, l'État n'est qu'un ballon de baudruche. Les dirigeants se maintiennent au pouvoir en écrasant le peuple, en éliminant les dissidents. En réalité, ils ne réussissent jamais à le faire taire, d'où les révoltes populaires fréquentes dans ces pays. Mais, attention, même dans les grandes démocraties, comme la France, l'Allemagne, la Belgique, etc., la liberté d'expression est menacée, très menacée.

Dans votre livre, vous parlez presque avec détachement de cette période d'emprisonnement. Vous attendiez-vous à être arrêté ?

B. S. - Quand on vit dans ces dictatures et qu'on veut malgré tout s'exprimer, défendre ses idées, réclamer des réformes, revendiquer des droits, on s'attend à tout. J'avais subi les foudres du régime algérien. En 2003, j'ai été durement sanctionné. J'ai été limogé, ostracisé, mes livres ont été interdits. La chute a été rude : j'étais haut fonctionnaire, j'enseignais, j'écrivais, j'avais une vie sociale très active. Et me voilà civilement assassiné. Nous vivions sur le maigre salaire de ma femme, professeur de maths dans un lycée, puis elle-même fut forcée de prendre sa retraite. Mes revenus littéraires

en France faisaient l'appoint, mais guère plus. Le plus dur n'est pas le manque d'argent, c'est de ne pas pouvoir s'exprimer.

Bruno Retailleau, vous étiez ministre de l'Intérieur lorsque Boualem Sansal a été emprisonné par Alger. Vous vous êtes tout de suite emparé de l'affaire. Était-ce votre rôle de ministre de l'Intérieur ? Emmanuel Macron vous a reproché de sortir de votre rôle...

BRUNO RETAILLEAU. - Nos positions étaient évidemment divergentes avec Emmanuel Macron sur ce dossier. Plusieurs raisons expliquent l'engagement que j'ai adopté. Une raison personnelle, d'abord : deux jours avant son arrestation, nous nous étions appelés au téléphone pour trouver un moment afin de déjeuner ou dîner ensemble. Nous nous connaissions, sans avoir noué une amitié de longue date, et j'admirais déjà l'œuvre de Boualem. Ensuite, j'avais été marqué par la réaction algérienne qui avait suivi la reconnaissance française de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental : Alger avait rompu tout lien avec la France, y compris la coopération sécuritaire pendant les Jeux olympiques. Autrement dit : avant même mon arrivée au ministère de l'Intérieur, la relation franco-algérienne était au plus bas, et, lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai été immédiatement confronté à la dimension sécuritaire et migratoire de cette crise.

Il y avait enfin une troisième raison : la liberté d'expression. Je trouvais proprement stupéfiant qu'en France, patrie littéraire, on ne défende pas un écrivain français - Boualem a obtenu la nationalité française en 2024 - emprisonné par le régime algérien, et dont la seule faute était d'être trop libre et de trop aimer la France. J'étais convaincu que, face à ce régime autocratique, la seule voie pour obtenir la libération de Boualem était d'engager un bras de fer.

Vous étiez choqué qu'on ne défende pas davantage Boualem Sansal... Cela signifie-t-il que la diplomatie ne faisait pas son travail ?

B. R. - Le problème était plus global. Au départ, la diplomatie ne pouvait guère faire davantage. J'estime d'ailleurs que la coexistence de deux lignes n'a pas été inutile : l'une ferme, que j'incarnais vis-à-vis d'Alger, et celle, plus classique, que portait Jean-Noël Barrot. Je considère néanmoins que la France cède trop facilement face à un régime qui pratique constamment le chantage. Et puis, il faut rappeler le silence assourdissant de la gauche tout au long de cette affaire. Cette même gauche française, prompt à signer des pétitions et à brandir la liberté d'expression, est restée muette pour Boualem. J'ai même entendu certains avancer qu'il l'avait bien cherché. Cette gauche préfère défendre un régime autoritaire plutôt que la liberté d'un écrivain. C'était profondément choquant, d'autant que la plupart n'avaient jamais lu son œuvre. Aimer la France, c'est défendre ses compatriotes. Voilà quelqu'un qui prenait des risques considérables pour défendre la France, sa langue, ses valeurs, son honneur, et le gouvernement ne faisait rien. C'est cette indignation qui m'a conduit à tenir une ligne politique conforme, selon moi, à l'intérêt de la France et à celui de Boualem. Le cas de Christophe Gleizes, également détenu en Algérie, illustre ce que coûte une diplomatie trop accommodante : cette affaire m'a été dissimulée et, faute de bras de fer, notre compatriote journaliste demeure emprisonné. Pour Boualem, au contraire, le bruit médiatique et politique a

Enfin, on pourrait presque remercier Tebboune : sans le vouloir, il a déclenché une alerte, une prise de conscience

Boualem Sansal Écrivain

contraint le régime à agir. Il faut comprendre la nature du régime algérien : il a fait de la France le bouc émissaire de ses propres échecs. Plus la France s'efface, plus le régime se conforte. La une récente d'*El Watan* (quotidien algérien, NDLR), dépeignant le ministre français des Affaires étrangères en des termes agressifs, en est une illustration saisissante. Alors que le régime nous insulte, nous lui envoyons des ministres en signe de bonne volonté. Alors qu'il ajoute un couplet antifrançais dans l'hymne algérien, nous continuons notre autoflagellation mémorielle autour de la colonisation. Je suis résolument opposé à cette politique de la repentance perpétuelle.

Pensez-vous que la guerre civile algérienne a ressuscité cette tendance à faire de la France un bouc émissaire ?

Boualem Sansal et Bruno Retailleau, le 27 mai, lors de l'enregistrement de l'émission « Esprits libres », diffusée ce jeudi sur Le Figaro TV Île-de-France.

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO



B. R. - En réalité, le régime, qui a besoin des islamistes, a décidé d'occulter la décennie sanglante des années de plomb. Du coup, il exacerbe, en l'instrumentalisant, la mémoire de la guerre d'indépendance. Le président Tebboune, qui, contrairement à ses prédécesseurs, n'a pas combattu, survalorise cette « rente mémorielle ».

Boualem Sansal, pensez-vous avoir été emprisonné sur ordre direct d'Abdelmadjid Tebboune ?

B. S. - C'est lui-même qui le dit. Avant que je sois jugé, il avait déclaré à un journaliste qui lui posait la question : « Boualem Sansal est un imposteur, un traître et un bâtard. C'est un agent de la France, payé pour salir l'histoire de l'Algérie. » Certains ont dit que mon arrestation était le prix de ma naturalisation. Je crois qu'en me frappant, il frappait la France, et cela lui faisait plaisir. C'est primaire comme comportement.

Qu'est-ce qui a été le plus difficile, en prison ?

B. S. - Tout est difficile. On est privé de tout, la discipline est féroce. J'ai été condamné à 5 ans de prison. Vu mon âge et mon état de santé, c'était une condamnation à mort déguisée. Le plus dur, je crois, et tout y contribuait, c'était l'humiliation. J'étais humilié en tant qu'homme, en tant que Français, en tant qu'Algérien. On m'a traité comme un chien, insulté, isolé, et on m'a privé de mon avocat. On voulait me faire sentir que je n'étais rien.

Bruno Retailleau, lorsqu'on est ministre de l'Intérieur, dispose-t-on d'informations sur ce qui se passe ? Saviez-vous dans quelles conditions Boualem Sansal était détenu ? Existait-il au moins des canaux de discussion avec le régime ?

B. R. - Non, les canaux de discussion avaient été rompus. Les éléments dont je disposais me parvenaient notamment par Jean-Paul Scarpitta, en lien avec Naziha, l'épouse de Boualem, mais de manière très fragmentaire. Officiellement, je n'avais accès à aucune information directe. J'ai su à un moment qu'il était détenu à Koléa et qu'il avait été transféré. S'agissant de son traitement contre le cancer, on m'indiquait qu'il était correctement pris en charge. Ces informations n'étaient pas de première main, mais elles émanaient de personnes en qui j'avais confiance.

Était-ce un dilemme moral, d'agir, dans la mesure où Boualem Sansal risquait de mourir en prison ?

B. R. - Cette question m'a effectivement tarabouillé. Je me suis demandé quelle était la meilleure ma-

nière de lui être utile. J'occupais cette fonction de ministre de l'Intérieur, et je voulais m'en servir pour le libérer, sans lui nuire pour autant. Il faut également savoir que l'emprisonnement de Boualem Sansal s'est rapidement imbriqué avec d'autres dossiers. Dès le mois de février, l'attentat de Mulhouse, perpétré par un clandestin algérien refusé à quatorze reprises par les autorités algériennes, a renforcé ma conviction que la fermeté s'imposait avec l'Algérie. Il faut rappeler que 40 % des étrangers placés en centre de rétention administrative sont des ressortissants algériens. Beaucoup sont dangereux. Or Alger viole les accords de 1994, qui l'obligent à réadmettre sans délai tout ressortissant expulsé. J'ai donc cherché à faire respecter ces accords, pour protéger les Français. Certains invoquent l'État de droit pour refuser la fermeté. Mais l'État de droit, c'est précisément de faire respecter le droit, y compris par des États étrangers. Il m'était insupportable de voir la France demeurer passive face aux insultes et au mépris de ses intérêts.

Comment régler le problème de la non-exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF) ?

B. R. - Ce problème demeure entièrement non résolu. Il ne pourra l'être que dans la fermeté. Le déséquilibre actuel est flagrant : la France délivre chaque année près de 200 000 visas aux Algériens, tandis que le régime algérien, en violation des accords de 1994, pratique le compte-gouttes pour la délivrance des laissez-passer consulaires pour reprendre ses ressortissants. Cette situation est intenable. Un bras de fer s'impose, et il faut l'assumer. Un levier supplémentaire sera disponible avec le règlement européen « retour », issu de la directive retour pour laquelle je me suis fortement engagé : il offrira la possibilité d'éloigner des individus vers des centres situés hors de l'Union européenne, y compris en Afrique, ce qui s'appliquera aux ressortissants algériens. Plusieurs instruments seront donc disponibles.

Par ailleurs, la question des visas a été l'une des causes de mon départ du gouvernement. Lors des négociations du contrat de gouvernement, après la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon, j'avais expliqué au président de la République qu'un ministre de l'Intérieur ne peut pas réguler l'immigration en gérant uniquement les sorties : il lui faut également agir sur les entrées. Je souhaitais donc que la compétence en matière de visas relève du ministre de l'Intérieur plutôt que des Affaires étrangères. Le président de la République me l'a refusé.

engager un vrai rapport de force avec l'Algérie »



On a aussi évoqué le retour de Bruno Le Maire comme facteur ayant motivé votre départ du gouvernement...

B. R. - La nomination de Bruno Le Maire a été l'élément déclencheur. Elle m'a été dissimulée, ce qui était une rupture de confiance. Lorsque j'ai vu le retour d'un ministre dont la politique avait creusé 1000 milliards de dette, lorsque j'ai constaté que mes demandes sur l'immigration m'étaient systématiquement refusées, j'ai pris mes responsabilités. La suite a confirmé le bien-fondé de ce choix : abandon de la réforme des retraites, hausses d'impôts en lieu et place d'une réduction des dépenses publiques. J'étais entré au gouvernement pour faire barrage à la gauche, pas pour faire une politique de gauche.

Si vous aviez eu les mains libres comme ministre de l'Intérieur, qu'auriez-vous fait ?

B. R. - Vous avez raison : de manière générale, je n'ai pas été en mesure de conduire la politique que je souhaitais sur la question algérienne. Si j'avais eu les mains libres, j'aurais pris toutes les mesures de fermeté vis-à-vis de la nomenclature algérienne qui, à Alger, tape sur la France, tout en bénéficiant de notre hospitalité.

Il est urgent de normaliser notre relation et de refonder une doctrine d'État, à partir de nos intérêts nationaux : stricte réciprocité d'application des accords bilatéraux et défense intransigeante de nos ressortissants et de notre souveraineté. Il faut tenir une ligne ferme sans faire de tête-à-tête. Je me souviens que le président de la République avait, le 6 août 2025, adressé une lettre à François Bayrou appelant à plus de fermeté tout en s'opposant à mes initiatives en ce sens !

Boualem Sansal, vous racontez dans votre livre que des détenus ont composé une chanson en l'honneur de Bruno Retailleau. Est-ce vrai ?

B. S. - Oui, Bruno Retailleau était un héros dans notre prison, et peut-être au-delà. Les Algériens détestent le régime et saluent tous ceux qui le critiquent. Et lui tiennent tête. On voyait en lui celui qui allait le terrasser. Mais, pour revenir à ce que vous disiez au début, j'étais dans une situation délicate. Je savais que ce qu'il faisait et disait pouvait me porter préjudice. Il défendait la France face au régime algérien et, en même temps, il cherchait à me faire libérer. J'étais pour le régime algérien un moyen de pression sur la France, sur Bruno Retailleau. C'est compliqué de trouver le bon chemin. Mais je sais qu'il faut dépasser la question personnelle. Ce n'est pas seulement Boualem Sansal qu'il faut défendre. Ce n'est même

pas seulement la liberté d'expression. Ce qu'il faut défendre, c'est l'honneur de la France et des Français. Même s'il faut, en cours de route, sacrifier quelques personnes. La France ne peut pas continuer à se laisser faire comme ça, elle est arrivée à un niveau d'abaissement par le régime algérien qui n'a pas d'équivalent dans le monde, c'est absolument inacceptable, y compris pour les Algériens. Beaucoup ont honte de voir leur gouvernement se comporter comme des voyous. Voir la France traînée dans la boue jour après jour ne plaisait pas du tout aux prisonniers. Pour eux, elle est le symbole de la liberté, elle abrite des millions d'Algériens. Bruno Retailleau était pour eux le symbole de la dignité française, de la dignité pour tous.

La France devrait engager un véritable rapport de force. Quand on veut protéger son pays, on fait tout pour que le rapport de force soit toujours de son côté. Le régime algérien l'a parfaitement compris. Pour lui, la négociation est une faiblesse, une trahison. Je pense que l'immense majorité des Français, et des Algériens, le comprennent bien. Ce qu'a fait Bruno Retailleau en instaurant ce rapport de force est tellement évident qu'il n'est même pas besoin de le rappeler.

Certains disaient que Bruno Retailleau n'avait pas à s'occuper des affaires étrangères. Mais bien sûr que si. Il n'était pas que ministre de l'Intérieur, il était membre du gouvernement et il était ministre d'État.

Le problème est profondément français. Il est le fait de ceux qui veulent que l'on se frappe éternellement la poitrine à propos de la colonisation. Comme si l'histoire coloniale interdisait désormais à la France de refuser quoi que ce soit à l'Algérie. Nous en sommes arrivés à une forme de masochisme volontaire. Il n'est même plus nécessaire d'accuser les Français : ils s'accusent eux-mêmes. Emmanuel Macron revendique presque l'honneur d'être celui qui a le plus multiplié les gestes envers l'Algérie. Qu'ont-ils apporté ? Ils ont affaibli et abaissé la France, et encouragé le pouvoir algérien à faire plus.

Vous racontez dans le livre avoir écrit à plusieurs reprises au président Tebboune, car vous ne vouliez pas être gracié.

Pourquoi refuser cette grâce présidentielle ?
B. S. - Parce qu'une grâce n'annule pas la peine. Vous restez un coupable jusqu'à expiration de votre condamnation. Ainsi, moi, qui ai été condamné à cinq années de prison ferme, je ne serai au regard de la loi algérienne un homme libre qu'en novembre 2030. Moi, je veux un nouveau procès, qui m'acquitte.

J'ai servi de monnaie d'échange. Accepter la grâce, c'est accepter une condition de soumis. Je suis un homme libre et je veux le rester. Et si l'on ne peut pas me défendre, je me défendrai seul jusqu'au bout. J'espère qu'un jour je pourrai porter cette affaire devant la justice internationale pour attaquer M. Tebboune, et non l'Algérie. L'Algérie est un pays, je n'ai rien contre lui.

Vous racontez que votre libération est intervenue de manière brutale, sans que vous soyez prévenu. Puis vous avez découvert que c'étaient les Allemands qui venaient vous chercher...

B. S. - Je n'avais aucune information. La rumeur qui circulait en prison était que le président allemand avait écrit à Tebboune pour lui demander un geste d'humanité pour moi. Tebboune ne voulait rien accorder à la France, l'Allemagne a servi de passeur. En apprenant cela, j'ai écrit à Tebboune. Je lui ai dit que j'avais entendu cette rumeur, et que je refusais jusqu'à l'idée d'être gracié. Je lui ai dit ce que je voulais : un vrai procès, devant une vraie justice, avec mes avocats, et des observateurs internationaux.

On ne dit jamais rien aux prisonniers. Un jour, à l'aube, on m'a sorti de ma cellule et emmené à l'aéroport et là j'ai été mis dans un avion pour l'Allemagne. À Berlin, je me suis demandé quel était mon statut : réfugié politique, invité, prisonnier ? Lorsque j'ai rencontré le président Steinmeier, je lui ai posé la question. Il m'a répondu que je pouvais rester comme je pouvais repartir.

Après avoir rencontré le président allemand, vous rencontrez Emmanuel Macron.

Lui dites-vous malgré tout merci ?

B. S. - Bien entendu, je l'ai remercié, et très chaleureusement. J'ai aussi remercié Jean-Noël Barrot, ils se sont battus pour moi...

Mais ils se sont eux-mêmes limités. La France est un grand pays. Elle dispose de nombreux moyens. Elle a traversé toutes les guerres du monde. Ce n'est tout de même pas M. Tebboune, un ancien sous-préfet qui a pris du galon, qui va nous faire peur. Il nous faut sortir de cette attitude de soumission, elle est malsaine, débiliteuse, et taper du poing sur la table. Peut-être que cela ne dérange pas certains responsables d'être humiliés, mais je pense que le peuple, lui, refuse de l'être. Il faut l'écouter, il est très en colère.

Je considère que la France cède trop facilement face à un régime qui pratique constamment le chantage »

Bruno Retailleau
Président des Républicains

Bruno Retailleau, comment expliquez-vous cette attitude de soumission des pouvoirs publics français vis-à-vis du pouvoir algérien ? Y a-t-il une crainte de la diaspora algérienne en France ? Une culpabilité liée à notre passé colonial ?

B. R. - Je pense que la première raison, c'est cet esprit de repentance. Les progressistes ont intériorisé l'idée d'une France nécessairement coupable, condamnée à la repentance. Nous nous plaçons ainsi en position d'infériorité face à un régime qui, évidemment, en joue habilement. Les Ottomans ont colonisé pendant des siècles l'Algérie : qui le reproche à la Turquie aujourd'hui ? La seconde raison, c'est la diaspora : cette crainte que la fermeté vis-à-vis du régime algérien ne soit perçue comme une mise en cause des Français d'origine algérienne, ce qui est un amalgame dangereux sur lequel le régime veut jouer. Il faut impérativement distinguer le peuple algérien du régime qui le gouverne. Ce régime survolise délibérément la mémoire coloniale pour occulter les pages sombres de son histoire récente : les années de plomb, la guerre civile. Kamel Daoud, Prix Goncourt, en est une illustration douloureuse : condamné à trois ans de prison par la justice algérienne, il n'a pas pu assister aux obsèques de sa mère - pour avoir écrit *Houris*, un roman sur la guerre civile. Nous sommes perdants sur toute la ligne : naïfs et soumis. Ce que le peuple français, comme le souligne Boualem, ne supporte plus. La France respecte l'Algérie et son peuple. En retour, les Français exigent le même respect et aspirent à des relations d'égal à égal.

Vous avez écrit un manifeste contre l'islamisme. Pour régler ce problème, faudra-t-il aussi régler la question du rapport avec l'Algérie ?

B. R. - Il faut rappeler que les Frères musulmans ont été interdits dans dix pays : neuf d'entre eux sont musulmans. Ce sont donc d'abord les nations musulmanes elles-mêmes qui ont mené ce combat. Nous, Français et Occidentaux, ne devons pas

nous soumettre aux islamistes : nous devons les combattre par tous les moyens disponibles. Dès mon arrivée à Beauvau, on m'a remis un dossier établi par un ambassadeur et un préfet consacré à la menace des Frères musulmans. Les conclusions étaient très nettes : infiltration du tissu associatif, menaces sur les institutions républicaines et la cohésion nationale. Faudrait-il ne rien faire ? Non. Boualem Sansal, dans plusieurs de vos œuvres, notamment *Gouverner au nom d'Allah*, vous avez décrit avec précision le basculement de l'Algérie : je pense au voilement des femmes, d'abord perçu comme un simple folklore. Évidemment, la France n'est pas l'Algérie, mais l'islamisme est désormais une menace existentielle en Europe.

Boualem Sansal, voyez-vous des points communs entre l'islamisation de la France aujourd'hui et celle qu'a connue l'Algérie ?

B. S. - Pour moi, ce n'est plus un sujet de débat. On se posait la question dans les années 1990 : la montée de l'islam et de l'islamisme allait-elle s'amplifier jusqu'à menacer les institutions françaises ? Aujourd'hui, la réponse est connue. L'islam et l'islamisme ont terrassé l'Algérie et traversé la Méditerranée. Ils se sont installés en France, ils l'ont gangrenée. Elle est désormais menacée en profondeur dans toutes ses institutions, publiques et privées. C'est cocasse mais on peut dire que LFI est un parti semi-islamiste, que le drapeau français a commencé à verdigriser, que l'école est une mēdersa en devenir, que la mosquée a islamisé le paysage urbain. Vous parliez tout à l'heure de la langue. Oui, il n'y a pas que l'islamisation, il y a aussi l'arabisation, puis la tiers-mondisation. Où donc est la France d'antan ?

Mon premier roman a été publié en France il y a vingt-cinq ans, et je disais déjà que ce qui arrivait en Algérie finirait par arriver en France. Aujourd'hui, c'est fait. Je crains que les Français ne soient un jour contraints de chercher refuge ailleurs. Regardez ce que Bruno Retailleau disait tout à l'heure : on commence à craindre la réaction d'une partie de la diaspora algérienne. On évite d'être trop ferme avec le régime algérien pour ne pas créer de tensions en France. Cette diaspora est importante et, pour diverses raisons, elle se sent parfois menacée ou inquiète. Mais elle est aussi courtisée par certains partis politiques, et poussée à une certaine forme de radicalisation.

Il faut regarder ce qui vient après. C'est aussi pour cela que l'élection présidentielle de cette année est littéralement vitale. Finalement, on pourrait presque remercier Tebboune : sans le vouloir, il a déclenché une alerte, une prise de conscience.

Vous êtes écrivain et votre arme a toujours été la plume. Voyez-vous encore la France comme le pays des lettres, alors même que vous avez dû vivre sous protection en raison de vos idées ?

B. S. - Le problème de la France n'est pas seulement qu'elle est combattue et menacée par l'islam et l'islamisme. Elle est aussi combattue et menacée par certains Français porteurs d'idéologies importées : le wokisme, le mondialisme, l'islamo-gauchisme, etc. Aujourd'hui, certains livres sont quasiment interdits. Certaines personnes sont empêchées de s'exprimer. Il devient très difficile, pour quelqu'un comme moi, d'être invité dans une université ou à Sciences Po pour y donner une conférence.

Pourquoi ? Parce que ceux qui décident sont souvent les étudiants eux-mêmes. Une petite partie d'entre eux, très agissante, est proche de mouvances islamistes ou de La France insoumise. Il faut donc reprendre la main et rendre à l'école et à l'université leur vocation première. Cela demandera de la volonté politique, chose de plus en plus rare.

Bruno Retailleau, en tant qu'homme politique, avez-vous parfois le sentiment que votre liberté d'expression est encadrée ?

B. R. - Je suis plutôt connu pour dire ce que je pense, y compris par des formules qui ont parfois suscité des polémiques lorsque j'étais au gouvernement. J'adhère pleinement au constat de Boualem : la liberté d'expression ne se heurte pas qu'aux murs d'une prison, elle achoppe aussi sur la meute. Bien sûr, le paysage médiatique n'a plus rien à voir avec celui que j'ai connu il y a quinze ans. Des espaces de diversité et de liberté existent désormais, là où jadis la gauche dominait massivement le paysage médiatique. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas - et *Le Figaro* en est un exemple parmi d'autres. Mais si la gauche est désormais minoritaire dans les urnes, elle reste majoritaire dans bien des cercles politico-médiatiques. Car elle a, depuis longtemps, remporté le combat gramscien - le combat culturel -, et c'est à travers ce magistère moral et culturel qu'elle a longtemps réussi à intimider la droite. Il y avait comme un gaz incapacitant qui frappait la droite dès qu'elle s'affirmait. Défendre la fermeté migratoire suffisait pour se voir traité de fasciste. La France insoumise utilise aujourd'hui le même procédé : elle qualifie de fasciste tout ce qui n'est pas d'extrême gauche. Dans le débat, elle prétend fixer les codes de la respectabilité, les siens évidemment. Heureusement, les choses ont changé, le paysage médiatique s'est ouvert, le monopole de la gauche est ébranlé. ■

Retrouvez ce débat « Esprits libres » en vidéo sur *Le Figaro TV*, ce jeudi à 22 h 30.

Les femmes ne chassaient pas le mammoth

Véra Nikolski et Nicolas Pichot montrent que la division sexuelle du travail ne fut pas d'abord une idéologie, mais une réponse tragique aux nécessités de la survie. Un essai passionnant qui oblige le féminisme contemporain à regarder le réel en face.



■ POURQUOI LES AMAZONES N'EXISTENT PAS
De Véra Nikolski et Nicolas Pichot
Fayard, 400p., 23 €.



CHRONIQUE
Eugénie Bastié

Les femmes ont-elles été un jour les égales voire les supérieures des hommes? C'est ce qu'aiment à croire de nombreuses féministes, qui imaginent un âge d'or lointain où les femmes auraient été les maîtresses des sociétés, chassant le mammoth et maniant la sagaie aussi bien que leurs homologues masculins. Tout aurait changé ensuite : le patriarcat serait advenu avec la sédentarisation, le christianisme ou le capitalisme, renvoyant ces femmes puissantes à la marmite et aux marmots.

Cet imaginaire a profondément imprégné les mentalités. On ne compte plus les articles de vulgarisation évoquant les chasseresses de la préhistoire, les *Lady sapiens* toutes-puissantes ou les guerrières vikings qui, en croire certaines séries Netflix, auraient figuré au premier rang du champ de bataille. On comprend la fonction idéologique d'un tel récit : se convaincre de l'existence d'un patriarcat primitif permet d'affirmer que le patriarcat n'est qu'un choix politique, une idéologie, une bifurcation malheureuse, donc arbitraire et réversible, sur laquelle l'humanité se serait malencontreusement engagée.

Les Amazones, les femmes vikings, les chasseuses préhistoriques ou les guerrières du Dahomey servent ainsi de figures consolatrices : la domination masculine ne serait qu'un accident historique. Certaines chercheuses, comme Priscille Touraille, vont même jusqu'à soutenir que les hommes préhistoriques auraient privé les femmes de protéines, ce qui aurait abouti au dimorphisme sexuel.

C'est pour contrer ce lieu commun du progressisme que Véra Nikolski et Nicolas Pichot ont écrit *Pourquoi les Amazones n'existent pas* (Fayard), essai passionnant qui remonte aux origines de l'humanité pour démontrer les usages simplificateurs de l'histoire. La première est normalienne et docteur en sciences politiques, le second est docteur en physique et ingénieur. On ne trouvera pas chez eux d'affabulations militantes, mais une démonstration rigoureuse et scientifique.

Le mythe du patriarcat primitif est universel : on le retrouve sous des formes diverses dans toutes les civilisations. Mais les Amazones, ce peuple de guerrières cité par la mythologie grecque, n'ont

jamais existé comme modèle social généralisable. Aucune société humaine connue n'a fait de la chasse ou de la guerre une activité féminine régulière. Partout dans le monde, pendant des centaines de milliers d'années, les deux sexes ont été affectés à des fonctions différentes : liées à la sphère domestique pour les femmes, à l'extérieur pour les hommes. Pourquoi?

Au commencement était la différence biologique. L'homme engendre dans le corps d'autrui, la femme engendre dans son propre corps. De cette différence primordiale naît toute une série de conséquences. D'abord, la femme est immobilisée par la grossesse et devient, pendant plusieurs années, la principale source d'alimentation de l'enfant (le lait en poudre n'existant pas au paléolithique), ce qui limite son éloignement du foyer. Ensuite, le nombre d'enfants qu'une femme peut engendrer au cours de sa période de fertilité est strictement limité, quand un homme peut, en théorie, féconder un très grand nombre de femmes. Dans un groupe humain, la perte d'une femme en âge de procréer a donc des conséquences démographiques bien plus lourdes que celle d'un homme.

Dans un contexte de survie - contexte que nous avons largement oublié, nous autres Sapiens installés dans le confort et la sécurité -, la vie d'un homme avait ainsi une valeur moindre que celle d'une femme. Les deux auteurs modélisent l'hypothèse d'une société qui aurait confié les tâches les plus risquées - chasse, guerre, travaux physiques dangereux - aux femmes : celle-ci aurait mécaniquement vu sa population décroître. «*Nous sommes probablement tous les descendants de groupes humains ayant choisi une organisation sociale dans laquelle les activités dangereuses sont l'apanage des hommes*», écrivent-ils.

La division sexuelle du travail a donc contribué à préserver l'humanité de l'extinction. Le patriarcat n'est pas un complot millénaire de mâles dominants ayant organisé la sujétion des femmes pour leur seul bon plaisir. Il s'agit plutôt, nous disent les auteurs, d'une «*transaction*», d'un compromis forgé par la nécessité de survivre : les hommes avaient le monopole de la violence, mais ils la subissaient aussi davantage. Le patriarcat est, à cet égard, un curieux système de domination dans lequel les dominants endurent plus de dommages corporels et connaissent une mortalité plus forte que les dominés.

Il s'enracine donc à la fois dans la biologie et dans un contexte environnemental : celui d'un monde dangereux où la survie constitue l'impératif premier de l'humanité. Des centaines de milliers d'années d'évolution ne s'effacent pas d'un trait de plume. C'est pourquoi l'on retrouve encore

aujourd'hui des rapports au risque et à l'agressivité différents chez les hommes et chez les femmes : sans doute parce que la sélection naturelle a favorisé la reproduction des hommes les plus capables d'affronter le danger, répandant certains traits devenus avantageux.

Faut-il rappeler que 99,9% des morts de la Grande Guerre furent des hommes? Aujourd'hui encore, les hommes sont majoritaires dans les métiers pénibles et dangereux, parmi les victimes d'homicide, les morts au travail ou les morts à la guerre. La valorisation de la virilité peut alors se comprendre aussi comme la compensation symbolique accordée à ceux que la société expose davantage.

Quelle est la grande leçon de ce livre? D'abord, qu'il faut cesser de confondre recherche et militantisme, et regarder le réel en face. La gauche culturaliste veut croire que tous les comportements humains, toutes les différences, toutes les inégalités sont forgés par la culture, avec l'idée implicite que ce qui est culturel serait aisément déconstruit. Cette idéologie constructiviste est scientifiquement fragile. Nous savons que la culture et la biologie sont imbriquées. Parfois même, la nature est plus facile à changer que la culture : la contraception, qui modifie profondément le rôle procréateur des femmes, a inversé une fatalité biologique bien plus efficacement qu'aucun discours sur l'idéologie.

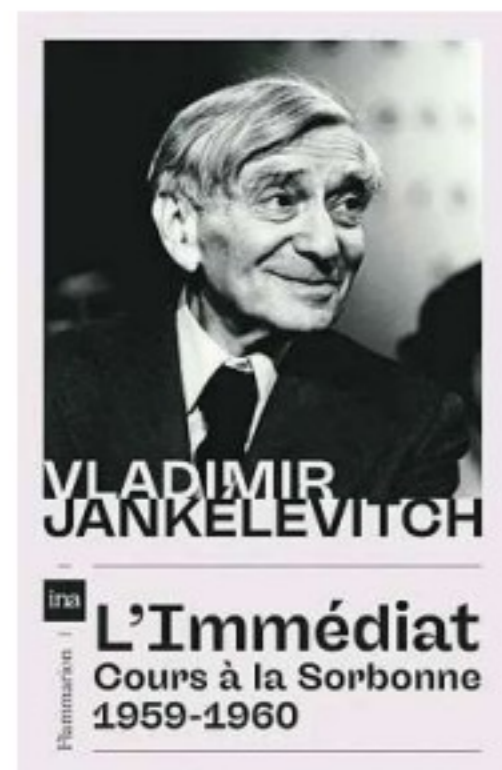
D'ailleurs aujourd'hui, tout a changé. La loi universelle de la division sexuelle du travail a été rendue caduque par la transformation profonde de nos conditions matérielles d'existence. La mécanisation permise par la révolution industrielle a annulé l'importance décisive de la force physique. La baisse de la mortalité infantile a allégé la charge reproductive des femmes. La disparition progressive des risques liés à l'éloignement du foyer a affaibli l'impératif de survie. Dès lors, les conditions s'égalisent.

Comme Véra Nikolski l'avait déjà brillamment montré dans *Féminicène*, ce n'est pas seulement le féminisme qui a émancipé les femmes, mais la science, la technique et la transformation matérielle du monde. On pourrait même dire que le féminisme n'est pas tant la cause de la fin du patriarcat que l'une de ses conséquences.

Nous sommes passés de sociétés de la survie à des sociétés de l'abondance. Ce basculement a des conséquences vertigineuses. C'est aussi ainsi qu'il faut lire la chute mondiale de la natalité : non comme une simple évolution sociologique, mais comme un bouleversement anthropologique sans précédent. L'absence d'impératif de survie conduira-t-elle notre espèce à l'extinction? ■

Vladimir Jankélévitch, opulent millésime 1959

La transcription d'un cours à la Sorbonne du philosophe le montre en train de raisonner sur un sujet qui définit notre époque et son rapport au temps : l'immédiat.



■ L'IMMÉDIAT. COURS À LA SORBONNE 1959-1960
De Vladimir Jankélévitch
Flammarion / INA
320p., 22 €.



TÊTE-À-TÊTE
Charles Jaigu

En 1959, il y avait une Radio Sorbonne qui diffusait en direct les cours de ses professeurs. Françoise Schwab, avec qui nous en parlons, se souvient d'avoir suivi depuis sa voiture avec la radio portative les cours de Vladimir Jankélévitch. Cette année-là, la guerre d'Algérie grondait au loin, et Vladimir donnait un cours sur l'immédiat, sujet particulièrement difficile. Seul le concept de Dieu suppose une immédiateté parfaite, le reste est temporel, successif et médiatisé. C'est le cas de ce cours sur l'immédiat. L'enregistrement a été retrouvé dans les archives de l'INA. C'est un heureux hasard : «*Les techniciens ne gardaient pas les bobines, ils enregistraient d'autres cours par-dessus*», se désole Françoise Schwab, qui a publié il y a deux ans *Vladimir Jankélévitch. Le charme irrésistible du je-ne-sais-quoi* (Albin Michel). Ce cours est donc rescapé de l'oubli, et il lui manque d'ailleurs sa conclusion, que personne n'a retrouvée. Il n'y a donc rien eu d'immédiat dans sa réapparition, mais bien au contraire un mûrissement de bonne bouteille. Côté vin, 1959 fut pour les bordes et les bourgeois un excellent millésime, corsé, opulent, d'une garde exceptionnelle. «*J'ai hésité à le publier, car c'est un style très oral, et le niveau philosophique est assez relevé*», nous dit-elle. Il fallait le publier, car le thème est actuel, voire obsessionnel, et on a envie de savoir ce que le philosophe de l'humain plongé dans le temps, disciple indiscipliné de Bergson, pouvait dire sur l'immédiat.

Car notre époque, bien sûr, est saturée d'immédiat. Une étude de l'université de Californie prétend que le cerveau humain met en moyenne 23 minutes à se reconcentrer après une interruption. Si cette étude a été conduite, c'est sans doute que jamais autant qu'aujourd'hui notre attention n'a été sollicitée de manière comminatoire et immédiate. Par l'info express, et les 140 signes des réseaux. Par l'ado incapable de prendre sur lui. Par le clic, le kif ou la claqué; plaisir ou punition, il faut que ce soit tout de suite (tribunal

médiatique). Autant de variantes d'un symptôme d'immaturation qui partage avec «*immédiat*» le privatif «*im-*». Autant de traits pathologiques qui s'appliquent, par exemple, à l'actuel président des États-Unis - d'où son omniprésence jusqu'à l'écœurement. Cet immédiat nous assaille, il nous distrait et nous fait regretter l'époque où on respectait les formes, l'attente, le long détour d'Ulysse avant Ithaque. En 1959, par exemple. Nul doute que Vladimir Jankélévitch, qui est l'un des rares philosophes drôles que l'on connaisse, se serait beaucoup amusé de notre nouvelle culture du clic et du prémâché. L'IA, pensée ultrarapide, n'existait pas, ni la soupe minute, ni le micro-onde. Il aurait réfléchi aussitôt à ce que cette pensée immédiate pouvait produire de positif, ou de négatif. En 1959, bien avant 1968 et ses éjaculations verbales en faveur du spontané, l'appel de l'immédiat était déjà là. «*Reprendre contact avec l'immédiat est une des tendances profondes de l'esprit moderne, (...) car, s'il est moderne de prendre conscience de la médiation, il est plus que moderne, modernissime, si je puis dire, de transcender cette médiation*», observe-t-il. Il faut entendre par médiation le temps du raisonnement, le temps de l'initiation et de l'apprentissage. Le temps du compagnon du devoir, de l'élève qui écoute le prof, de l'élue politique que l'on prend au sérieux, et de toutes les professions bourgeoises - médecin, avocat, notaire, architecte - ou rurales qui demandent un peu de temps. On sait que les intermédiaires aujourd'hui sont suspects et ringards. Les profs versus les influenceurs, les médias versus TikTok, les élus versus le vote en ligne, les banquiers versus le bitcoin, etc.

Jankélévitch ne pouvait pas sauter par-dessus son temps pour nous dire ce qu'il faut penser du nôtre, et de la grande désintermédiation en cours. Mais il cite Platon dans le texte. Le philosophe grec n'aimait pas «*les hommes pressés, qui veulent tout, tout de suite, séance tenante, qui veulent le paradis sans passer par les degrés requis, ni par le purgatoire des étapes intermédiaires*». Le seul immédiat que l'on peut conquérir se trouve au bout de l'effort, de la patience et du loisir studieux. Jankélévitch ne propose pas d'en rester à la médiation du discours, de l'effort, du travail, tout simplement, sans espoir d'atteindre parfois la grâce d'une extase. Il y a dans ce cours sur l'immédiat un refus de nous condamner à l'ennui laborieux de l'effort vain, répétitif, rébarbatif, tout ça pour pas grand-chose. Il faut, tout de même, une récompense. «*Il y a deux façons inverses de manquer de sérieux, c'est de vouloir la*

fin sans les moyens ou vouloir les moyens sans la fin. Par conséquent d'être trop en avance comme celui qui veut la fin tout de suite ou au contraire d'être à la traîne comme la plupart des hommes qui, eux, se délectent parmi les moyens et finissent par oublier la fin dont ces moyens sont les moyens.» D'un côté la frivolité d'une «*volonté de quatre sous*» qu'on appelle velléité, de l'autre l'obstination laborieuse et aveugle qui ne mène nulle part si ce n'est à l'accumulation sans but. Il s'agit de dépasser l'alternative entre le faux immédiat et la médiation obtuse et close sur elle-même. Pour illustrer la seconde, Jankélévitch a en tête l'argent : «*L'argent est un moyen de se procurer des moyens. (...) Les hommes oublient même les biens dont cet argent est le moyen pour ne s'intéresser qu'à l'argent lui-même, simple moyen.*» On pourrait citer aussi le bureaucrate myope. La maladie du formulaire Cerfa ne s'était pas encore trop répandue en 1959.

Pour se dégager de l'immédiat tyrannique, il faut donc viser l'immédiat philosophique. Passer de l'immaturation à la maturité. Cela suppose un surtravail qui peut-être nous donnera l'intellection directe des choses en soi dont seuls mystiques et sages peuvent se prévaloir. Ces aptitudes à voir directement, à coïncider immédiatement, sont celles des anges, et les humains en sont déçus, Jankélévitch le sait bien, il le dit fort bien, mais il veut nous convaincre que, par tours et détours, dans les travaux et les jours, s'offre parfois à l'esprit et au sentiment du simple mortel un immédiat de clairvoyance heureuse. Citons : «*C'est le temps seul qui est médiatisant. Par conséquent, c'est seulement la compression du temps qui me conduit à l'immédiat. La découverte de l'immédiat se fait par la victoire sur le temps, parce que c'est le temps seul qui est vraiment l'élément de la médiation.*» Cette victoire est, par la force des choses, brève. Car, aussitôt, le temps bouscule le sentiment passager de ce temps à l'état pur, pour parler comme Proust. «*Il y a quelque chose qui nous oblige à desserrer le contact avec l'immédiat, et cette chose, c'est la conscience et les œuvres de la conscience, et c'est ensuite la parole, qui nous éloigne de l'action.*» En somme, car il faut conclure, l'immédiat dans sa positivité, survient après une ascension ingrate et longue, et lui succède une descente amère et nostalgique. Tout ça nous ramène à la Vieille Europe. Plutôt que de prendre l'ascenseur pour accéder au septième ciel, Jankélévitch nous propose de passer par l'escalier. La vérité est dans l'escalier. Et l'immédiat viendra en son heure. ■

Léon XIV, l'éveilleur!



CHRONIQUE
Luc Ferry

L'encyclique du pape interpelle les croyants, elle les guide et les renforce dans leur foi, mais c'est à mon sens en direction des non-croyants qu'elle est sans doute plus essentielle encore, car c'est peut-être là que ses capacités d'éveil sont aujourd'hui cruciales. Contrairement à ces économistes qui continuent à clamer contre tout bon sens que l'intelligence artificielle (IA) n'aura pas d'impact majeur sur l'emploi, contrairement aussi à ces pseudo-spécialistes de l'IA qui prétendent encore qu'elle est si pleine d'erreurs et d'hallucinations qu'elle est peu fiable (ce qui est largement faux quand on est abonné aux bonnes versions...), l'encyclique du pape a l'immense mérite de prendre le problème au sérieux, de tirer cette sonnette d'alarme qui seule pourra peut-être réveiller enfin nos politiques au lieu de les endormir.

Pour trois raisons, son encyclique, *Magnifica humanitas*, pourrait les tirer de leur sommeil dogmatique avec, toute révérence gardée, autant de profondeur que de justesse. D'abord, le pape souligne à juste titre combien cette révolution industrielle est d'une tout autre nature que celles du passé. De fait, au lieu de n'atteindre qu'un secteur de la vie économique, comme la machine Jacquard attaquait celui des Canuts de Lyon en 1831, l'IA défie l'humanité dans presque tous les domaines, car elle la concurrence dans ce qui était jusqu'à présent son monopole, sa différence spécifique : l'intelligence et le langage. Ensuite, à l'encontre là aussi de ce que les endormeurs veulent nous faire croire, l'IA aide moins les salariés qu'elle ne les remplace - ce qui posera à terme le problème du

chômage : que faudra-t-il faire pour protéger l'emploi ou, à défaut de le protéger, pour compenser sa perte chez ceux qui l'auront perdu? De fait, selon le pape, « il est réaliste de craindre une contraction significative et rapide des emplois disponibles, avec un effet domino qui touche profondément les familles, les jeunes et les économies locales... Dans de nombreux secteurs, cela se traduit déjà par de nouvelles formes de précarité et d'inégalités... »

«Le jugement moral ne se réduit pas à un simple calcul, il implique la conscience, la responsabilité personnelle et la reconnaissance de l'autre en tant que personne»

Léon XIV

Enfin et surtout, Léon XIV pointe le fait que cette révolution n'est pas seulement scientifique, que « l'utilisation de l'IA n'est jamais un fait purement technique », qu'elle est avant tout morale, politique et spirituelle puisqu'elle risque de porter gravement atteinte à la dignité humaine. Au plus profond de cette encyclique, Léon XIV en vient à l'essentiel, à ce qui fait la différence spécifique entre l'homme et la machine, à ce qui sépare le monde de la technique du monde humain, moral et spirituel, à savoir justement la capacité à poser des limites. Là où, dans le monde de la technique, « tout ce qui apparaît comme une limite - incapacité, maladie, vieillesse, souffrance, vulnérabilité - tend à être perçu avant tout comme un défaut à corriger.

Nous devons nous rappeler que l'humain ne s'épanouit pas malgré la limite, mais souvent à travers la limite. »

À la différence de la raison instrumentale qui ne porte que sur les moyens, jamais sur les objectifs qu'on doit se proposer ou prohiber, la raison « pratique » ou « objective » définit les fins qu'un être humain doit poursuivre ou au contraire s'interdire - ce qui suppose en permanence un rapport aux limites. Le monde de la compétition capitaliste mondialisée, celui d'Elon Musk, Mark Zuckerberg ou Sam Altman, tend à occulter ce fait majeur que l'univers humain ne peut pas se passer de limites, par exemple s'il veut obéir à ce fameux « tu ne tueras point! » qui oblige à chercher la paix plutôt que de ne songer qu'à faire une guerre qu'on croit toujours juste selon le côté du conflit où on se situe. Et c'est en ce point de sa réflexion sur la nécessité des limites que le pape dit l'essentiel, à savoir que morale et spiritualité sont le propre de l'homme : « On parle parfois d'« agents moraux artificiels » comme si une machine pouvait garantir, avec plus de cohérence qu'un être humain, la distinction entre le bien et le mal. Mais le jugement moral ne se réduit pas à un simple calcul, il implique la conscience, la responsabilité personnelle et la reconnaissance de l'autre en tant que personne. »

La question soulevée ici par Léon XIV est d'autant plus cruciale que les codes éthiques sur lesquels sont alignées les IA sont aujourd'hui faciles à contourner de sorte qu'elles peuvent désormais, débarrassées qu'elles sont de leurs garde-fous, aider à fabriquer le pire et, là encore, c'est plus qu'à juste titre que cette encyclique nous invite à nous réveiller. Il faudra y revenir... ■

Comment l'euro a poussé la France à se noyer dans la dette publique



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

L'euro, notre monnaie européenne créée en 1999, du même coup notre monnaie nationale, et, depuis janvier 2002, notre monnaie quotidienne, avec ses pièces et ses billets. Les Français l'ont adopté sans sourciller, et pourtant l'euro est devenu « l'éléphant dans la pièce », selon la formule à la mode pour désigner une situation difficile dont on ne veut pas parler.

Pratiquement plus personne ne souhaite un retour au franc. Depuis que le RN s'y est rallié, ce n'est plus un sujet de débat politique. En revanche, ses partisans les plus fervents se gardent bien de l'évoquer et même de le nommer. Dans son entretien bilan au *Figaro* (24 mai 2026), François Villeroy de Galhau, qui vient de quitter ses fonctions de gouverneur de la Banque de France et de co-gouverneur de la Banque centrale européenne, ne le cite qu'une seule fois, et indirectement : « Depuis 2010, la dette publique en zone euro est restée globalement stable en proportion du PIB. En France, elle a augmenté de 30 points. C'est un écart considérable », souligne-t-il. Nul ne dira le contraire!

Alors que le rôle essentiel d'une banque centrale est d'émettre la monnaie, que penserait-on d'un cordonnier bannissant le mot « chaussure » de son vocabulaire?

Le non-dit de François Villeroy de Galhau exprime une spécificité de notre pays et un mécontentement diffus dans la population. En France, l'euro a coïncidé de facto avec l'envolée des déficits publics et une explosion de la dette qui en est la conséquence. Sous les trois derniers présidents de la République, les déficits ont atteint une ampleur sans précédent. La moyenne annuelle a été de 5,5% du PIB sous le quinquennat Sarkozy, 3,6% durant les cinq années de la présidence Hollande, et 5,1% l'an depuis 2017 où Emmanuel Macron est entré à l'Élysée. De telles performances marquent une véritable rupture sous la V^e République. Même sous les deux septennats Mitterrand les comptes avaient été mieux tenus.

Faut-il incriminer l'euro en tant que tel? Une erreur historique pour l'Hexagone que d'y avoir souscrit? Ce n'est pas l'avis du gouverneur de la Banque de France pour qui la dérive est propre à la France, dont le ratio de dette atteint aujourd'hui

115,6% du PIB, près du double de l'Allemagne. Par ailleurs, et ceci explique cela, notre pays est celui qui a le moins bien respecté le règlement commun consistant à maintenir le déficit annuel sous la barre des 3% du PIB. En vingt-sept ans d'existence de l'euro, cette règle n'a été tenue que sept fois chez nous, un record d'indiscipline au sein de la zone euro.

La responsabilité de nos mécomptes ne tient pas à l'euro mais à l'usage que nous en avons fait. « L'Union fait la force », tel avait été le slogan pour « vendre » la monnaie unique aux Français à l'hiver 1998-1999. Nous avons cru naïvement qu'elle nous protégerait vis-à-vis de l'extérieur. Une sorte de ligne Maginot financière nous immunisant des soubresauts du dollar. On n'a pas voulu voir que l'euro, en facilitant les comparaisons de prix entre les pays, allait exacerber la concurrence au sein même du marché européen.

On n'a pas voulu voir que l'euro, en facilitant les comparaisons de prix entre les pays, allait exacerber la concurrence au sein même du marché européen

Quand, à Paris, le gouvernement Jospin de la « gauche plurielle » profitait de la « protection de l'euro » pour instaurer les 35 heures (en janvier 2000), à Berlin, la coalition rouge-vert du chancelier Schröder mettait en place des réformes du marché du travail qui allaient donner un avantage compétitif durable au « made in Germany ». Le résultat est connu, une désindustrialisation massive en France par rapport à nos voisins. Alors que l'industrie ne représente aujourd'hui plus que 12% du PIB en France, ce même ratio atteint 17,8% en moyenne dans la zone euro, 18,6% en Italie et 21,9% en Allemagne. Ces chiffres figurent dans la lettre annuelle du gouverneur de la Banque de France au président de la République adressée le 4 mai dernier.

Du temps du franc, il était d'usage de purger les problèmes de compétitivité par une dévaluation de la monnaie. Le pays en a connu dix-sept tout au long du XX^e siècle, la dernière en 1987. C'est désormais interdit. En revanche, il est possible de parvenir à un résultat plus ou moins équivalent en procédant à ce qu'on appelle « une dévalua-

tion interne », selon l'expression de l'économiste Gérard Lafay, eurosceptique revendiqué. Autrement dit, une réduction autoritaire et douloureuse des coûts de production. L'Allemagne ne s'en est pas privée, avec les réformes du gouvernement Schröder, puis l'instauration d'une « TVA sociale » en 2007, après l'arrivée au pouvoir de la chancelière Angela Merkel.

En France, « la dévaluation interne » a pris la forme d'allègements de cotisations sociales sur les bas salaires financés par l'État. Mis en place en 1994 par le gouvernement Balladur comme une mesure de lutte contre le chômage de masse des personnes peu qualifiées, le dispositif n'a cessé de s'étendre après l'instauration de l'euro. La facture pour les finances publiques est estimée actuellement à 76 milliards d'euros l'an, financés par l'endettement. À quoi s'ajoute une douzaine de milliards d'euros que représente la « prime d'activité », autre forme d'aide au pouvoir d'achat à la charge de l'État pour préserver la compétitivité des entreprises. « Le coût du travail en France est le plus bas de la zone euro au niveau du smic, et le plus élevé pour les hautes qualifications », constate l'économiste Denis Ferrand, directeur de l'Institut de conjoncture Rexecode. Ce choix contraint de politique économique présente un double inconvénient : un coût prohibitif pour les comptes publics et une pénalité pour les activités haut de gamme.

« Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème », avait lancé en 1971 John Connally, le secrétaire américain au Trésor à ses collègues ministres européens des Finances, lors de la première grande crise du billet vert. « L'euro est notre monnaie, et c'est notre problème », pourraient dire maintenant les Français, ployant sous une dette monstrueuse, reflet de nos inconséquences. ■



LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappler
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappler
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gellie (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Etienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
samedi de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Europrintation : Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
7^e cahier 18 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages
Cahier 4 Le Figaro
littéraire 8 pages

Frédéric Denjoy : « Le risque de l'IA est qu'elle nous dispense peu à peu de devenir quelqu'un »



PROPOS RECUEILLIS PAR
Guyonne de Montjou

Ancien prodige de la finance, Frédéric Denjoy publie « Le Courage du réel », un manifeste existentiel contre le monde lisse des flux numériques. Face à l'IA, aux algorithmes et à l'illusion du contrôle, il invite à retrouver la fragilité et le geste humain.

Acteur reconnu du monde de la finance, Frédéric Denjoy est devenu, à 28 ans, le plus jeune associé du premier hedge fund d'Europe, Brevan Howard, avant de créer son propre fonds en partenariat avec Blackstone. Quand la réussite ne blase pas, elle rend libre : à 37 ans, installé à Londres, il décide de se consacrer à l'éducation des quatre enfants qu'il a eus avec Maxime Carmignac, son épouse, elle-même à la tête du bureau anglais de la société de gestion éponyme. Ce petit-fils de mathématicien, président de l'Académie des sciences, signe un livre philosophico-poétique hors catégorie pour réveiller les consciences : notre monde court à sa perte si les aspérités et les traces disparaissent. Il faut réintroduire des résistances, des fragilités, pour attiser le feu de la vie et lui donner une forme. Sa métaphysique parfois absconse est aussi épurée et implacable qu'un compte de résultats. On la découvre dans son manifeste, intitulé *Le Courage du réel*. *Changer sans tomber*. Tenir sans croire, qui paraît aux Éditions Reconnaissance. Rencontre avec un idéaliste tendre égaré parmi les as du contrôle.

LE FIGARO. - Vous travaillez dans la finance, vous élevez



Frédéric Denjoy : « On peut très bien exister biologiquement, avoir un cœur qui bat régulièrement, et être mort quand même. Un humain est un corps capable de liberté ».

chose d'important. L'effort sera le même. »

La joie est-elle devenue la denrée rare de l'humanité, à l'heure des algorithmes et du virtuel ? Le virtuel est le monde des antiformes. Les réseaux sociaux en sont l'archétype : une ouverture maximum, on pose un geste mais aucune forme n'apparaît. Prenons trois surfaces différentes pour observer ce phénomène. Le roc : le pied frappe, ça rebondit, rien ne reste : c'est fermé. Le béton mouillé : vous laissez une empreinte, quelque chose peut suivre votre passage, l'enregistrer : c'est vivant. L'eau : vous traversez une mare et, derrière votre passage, tout se referme : c'est dissous. Ce dernier cas est ce que j'appelle dans mon livre l'« antiforme » : le passage sans dépôt. Nous sommes devenus peu à peu, à l'ère des flux, ces zombies-là, qui passent sans créer. Vous pouvez avoir 2000 likes, mais ça débouche sur quoi ? Il manque une friction. La joie comme le sens sont pour moi les effets secondaires d'un geste vivant. S'ils ne sont plus là, ce n'est pas bon signe.

Vous semblez toujours pressé, mais par quoi ?

Chez moi, le temps n'est pas linéaire. Le temps est le volume du vécu. Je ne suis pas pressé. Le geste presse le réel de naître. Et j'aime le réel. Je fais les formes mortes. Donc, quand j'ai l'air pressé, ce n'est, là encore, pas très bon signe.

Que serait une vie réussie, selon vous ?

Je ne crois pas que le monde tienne par la réussite. Je pense que la tâche humaine est d'ouvrir partout où c'est possible, et de tenir là où il ne semble plus possible d'ouvrir, pour y parvenir. En revanche, je sais ce qu'est une vie ratée : celle qui continuerait à tenir ce qui vous détruit en sachant que cela vous détruit. Pensez à un couple où plus rien ne passe, à votre travail qui paie mais vous condamne à l'identique ou à l'addiction. Ce peintre émigré qui a trois enfants et qui adopte la fille de son meilleur ami mort brutalement. La caissière qui n'est pas obligée mais vous aide quand même à faire le paquet-ca-deau. Réussir sa vie, je ne sais pas trop. Mais garder ouvert l'esprit, le cœur, le corps, c'est déjà un bon début.

Vous évoquez le flux de la vie en nous, de plus en plus entravé par nos brutalités mutuelles. Pourquoi ne pas avoir trouvé de réponse à vos questions dans la religion ?

Ma philosophie n'est pas contre les religions. Un monastère dans le désert, quelqu'un qui reste à un endroit par fidélité, par espérance : c'est exactement ce que j'appelle la « tenue ». Maintenir un lieu fragile quand le passage ne semble plus possible. Le problème vient quand les religions figent. Quand la « tenue » devient dogme. Quand l'amour devient commandement. Quand la forme vivante se transforme en structure - « le mort sous costume », comme je le dis dans le livre. Ma démarche philosophique cherche à élargir à l'universel, pour ne pas exclure qui que ce soit. Il y a le « tu n'auras qu'un seul Dieu ». Qu'est-ce que l'on fait quand l'autre en face n'a pas le même et que le troisième n'en a plus du tout ? Ce que je propose, c'est de garder l'essentiel - l'amour comme tenue, la présence face à ce qui échappe - mais en le rendant habitable par tout le monde. Le croyant, l'athée, celui qui s'en fiche.

Vous avez fait un tour du monde pendant quatre mois avec votre femme et vos enfants : comment vos observations sur place ont-elles enrichi ce travail d'écriture ?

Oui, nous sommes allés habiter chaque semaine dans un endroit différent. Du Nevada à Queenstown en Nouvelle-Zélande, en passant par Séoul, Hiroshima ou Colombo, j'ai vu comment les gens se défendaient. Ils ont peur, surtout pour leurs enfants. Ils n'en sont même plus à espérer une amélioration. S'ils pouvaient leur transmettre la même chose que ce qu'ils ont eu, ce serait déjà beau, selon eux. Le corps pense de la même façon, quelle que soit la culture. Nous partageons tous l'intuition qu'il faut sauver quelque chose de précieux, qui n'a jamais été aussi menacé qu'aujourd'hui. ■

quatre enfants : d'où vous est venue l'idée de ce livre ?

FRÉDÉRIC DENJOY. - D'un constat. Il est urgent de résister au flux sans forme que les nouvelles technologies déversent sur nous. J'encourage à restaurer la force du lien gratuit, à accepter la fragilité des choses, à renouer avec l'échelle locale. Ce livre m'a permis de franchir une étape et propose à chacun de le faire aussi. Dans ma douche, quand je cours, quand je marche, je pense ces concepts. Par ce livre, j'ai voulu les mettre à

l'épreuve du réel, c'est-à-dire des lecteurs, en dépassant ma pudeur et ma peur d'écrire.

Vous dites que notre monde court à sa perte. Sur quelles observations fondez-vous ce constat ?

Je dis que le monde se ferme. Qu'il y a de moins en moins d'espaces où l'on peut poser un geste qui change quelque chose. Le lien s'effrite un peu partout. La guerre en est la forme la plus spectaculaire. Mais, dans nos vies quotidiennes, bien souvent, nous provoquons et subissons de petites violences en permanence : on impose, on ignore, on exécute le geste qui écrase.

Pourquoi la richesse matérielle abolit-elle les résistances, à votre avis ?

Elle ne les abolit pas, mais elle donne souvent la possibilité de les contourner. Et cela peut donner l'illusion d'un gain : celui d'éviter l'inconfort. Le piège, c'est que la perte n'est pas perçue tout de suite. Un enfant, un couple, un ami difficile, cela ne s'enjambe pas. Parfois, il faut savoir rester à ses côtés, perdre du temps, ne pas comprendre, hésiter, se forcer, souffrir, même. La richesse peut favoriser la fuite. Quand on en a les moyens, on se convainc facilement qu'une autre route existe, plus confortable, plus maîtrisable, où l'on pourrait contrôler le lien sans le tuer. Mais le réel demande un seuil, une résistance. En évitant ceux-ci, on évite aussi ce qui aurait pu nous transformer.

Accueillons-nous l'intelligence artificielle avec trop de naïveté ?

Vous semblez penser que l'IA donnera le coup de grâce à l'humanité. Pourquoi ?

Je pense qu'on va paniquer. Tôt ou tard. La question est : notre peur sera-t-elle au bon endroit ? Le risque principal n'est peut-être pas notre place dans le futur ordre social, notre travail, ni même l'extermination des humains par la machine. Non, le risque, à mon sens, est que l'IA nous dispense peu à peu de devenir quelqu'un. On peut très bien exister biologiquement, avoir un cœur qui bat régulièrement, et être mort quand même. Un humain est un corps capable de liberté. Cette liberté peut être garantie juridiquement, politiquement, techniquement, et ne plus trouver aucun lieu où s'exercer. Une liberté morte. Le danger est là : un monde où le geste humain ne change plus rien. L'IA pourrait remplacer le geste par le résultat.

Vous êtes un conceptuel, doté d'un esprit mathématique, et vous proposez une philosophie. Redéfinir le bien et le mal, n'est-ce pas un projet trop ambitieux ?

Si ce n'était que le mal... Mais je m'attaque aussi à l'amour, à la liberté, au temps... Ambitieux ? Un jour, quelqu'un m'a dit : « Quoique tu fasses dans la vie, tu vas probablement y mettre toute ton énergie, alors choisis quelque

madame.lefigaro.fr/cuisine

madame

CUISINE

LE NOUVEAU PIQUE-NIQUE PLUS CHIC, PLUS HEALTHY

Invitée spéciale
La cheffe Céline Plam
Entre Provence et Vietnam

FACILES & BLUFFANTES
LE TOUR DU MONDE DES SALADES

100 RECETTES PLEIN SOLEIL

5€50

En vente chez votre marchand de journaux et sur boutique.lefigaro.fr



Retrouvez les recettes de ce Hors-série dans l'application Le Figaro Cuisine

LE FIGARO économie



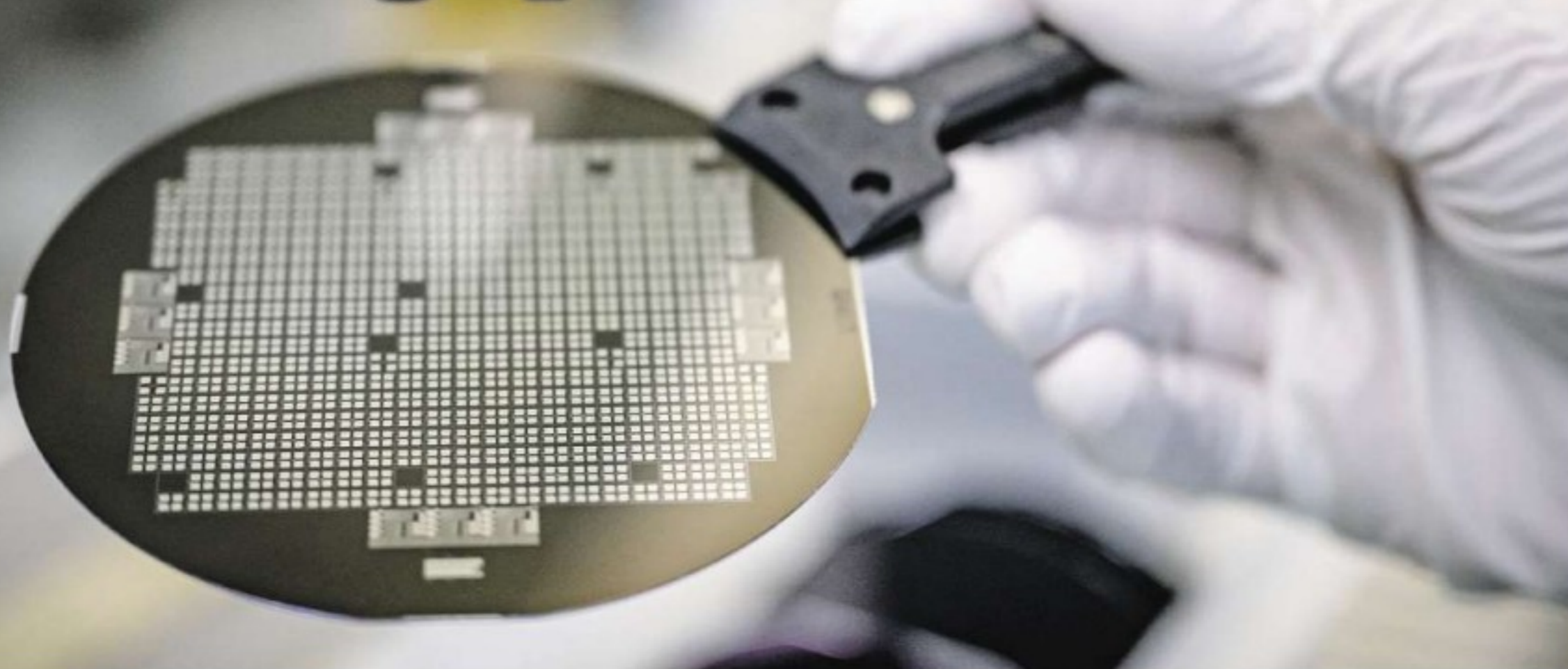
DÉPENSES
LE REMÈDE DE LA COMMISSION
POUR REDRESSER LES FINANCES
PUBLIQUES FRANÇAISES PAGE 22

IKEA
LE NOUVEAU PATRON DÉTAILLE LA STRATÉGIE
DU GÉANT DU MOBILIER POUR CONTINUER
DE SÉDUIRE PAGE 23

Juvencio Maetz, PDG du groupe Ingka



Le plan de l'Europe pour sa souveraineté technologique



Puces, centres de données, IA... Bruxelles présente sa stratégie pour réduire sa dépendance aux géants américains et chinois. Un texte qui irrite Washington. PAGE 20

Carburants : les recettes fiscales en recul de 40 millions d'euros

Le gouvernement est toujours aussi vigilant pour démentir l'idée d'une « cagnotte » fiscale liée à la hausse des prix des carburants. « Depuis le début de la guerre, par rapport à la même période l'année dernière : les recettes reculent de 40 millions d'euros », a écrit ce mercredi sur X, David Amiel, le ministre des Comptes publics. Selon ces chiffres mis à jour, les recettes fiscales liées

à la TVA sur les carburants sont pourtant en hausse de près de 302 millions d'euros depuis le début de la crise au Moyen-Orient (par rapport à la même période l'an dernier). Mais cette augmentation est compensée par une réduction légèrement plus importante (342 millions d'euros) des recettes dépendant des accises, les taxes fixes sur les carburants. Cette

réduction est en lien avec « une baisse de la consommation » de 7% (et 12% sur le seul mois de mai), selon Bercy. Le ministre rappelle par ailleurs que le gouvernement a annoncé « 1,4 milliard d'euros d'aides d'urgence » pour faire face à la flambée des prix à la pompe. « Les effets de la crise continuent de peser directement sur les recettes fiscales », martèle-t-il.

L'exécutif se livre désormais presque tous les dix jours à cet exercice de « transparence » sur les recettes fiscales sur les carburants. Fin mai, le ministre des Comptes publics avait annoncé qu'entre le 1^{er} mars et le 20 mai, le gouvernement constatait « une augmentation de 10 millions d'euros de recettes liées aux carburants » comparativement à la même période en 2025. JULIE RUIZ PEREZ

> FOCUS GUERRE EN IRAN : ALERTE SUR LE RISQUE DE RÉCESSION

À mesure que le conflit au Moyen-Orient s'éternise, l'activité économique continue de se dégrader, sous l'effet de l'envolée des prix du pétrole liée au blocage du détroit d'Ormuz. Selon de nouvelles prévisions, publiées ce mercredi, l'OCDE anticipe désormais une hausse du PIB mondial de 2,8% pour 2026. Et encore, dans son scénario le plus optimiste. « Notre analyse repose sur deux trajectoires possibles : un scénario de perturbations limitées dans le temps, et un de perturbations prolongées, aux conséquences négatives plus vastes et beaucoup plus durables », souligne le chef économiste Stefano Scarpetta. Dans le scénario plus favorable, les prix de l'énergie diminueront progressivement pour retrouver leur niveau d'avant le conflit au troisième trimestre. L'inflation au sein du G20 atteindrait 4% cette année, avant de reculer à 3,1% en 2027.

En cas d'une prolongation des perturbations jusqu'en 2027, soit en l'absence d'accord de paix pendant encore plusieurs mois, la croissance du PIB mondial tomberait à 2,1% cette année et 1,8% en 2027. Les économistes estiment qu'en dessous de 2% à l'échelle de la planète, cela s'apparente à une récession. « Cela pourrait conduire certaines économies à entrer en récession ou du moins s'en rapprocher, alerte le chef économiste de l'organisation internationale. Le chômage progresserait et l'investissement - notamment dans l'IA, qui consomme beaucoup d'énergie - s'affaiblirait notablement. » L'inflation augmenterait de 0,4% supplémentaire en 2026 et de 1,3% en 2027, pesant sur le pouvoir d'achat des consommateurs et minant un peu plus leur confiance. ANNE CHEVILLAT

le PLUS du FIGARO ÉCO

QUANTIQUE
La pépite française Quobly lève 115 millions d'euros
PAGE 25

LA SÉANCE

DU MERCREDI 03 JUIN 2026

CAC 40
8150,42 -0,71%

DOW JONES
50879,74 -0,83%

ONCED'OR
3999,00(4048,00)

PÉTROLE (Brent)
97,960 (95,730)

EUROSTOXX 50
6057,21 -0,83%

FOOTSIE
10340,87 -0,31%

NASDAQ
30499,65 -0,52%

NIKKEI
68402,13 +2,50%

L'HISTOIRE

Le fabricant de verres de lunettes rendu célèbre par Macron liquidé

« **F**or sure », ces deux mots en anglais, prononcés à plusieurs reprises par Emmanuel Macron lors du Forum de Davos en janvier, avaient créé le buzz. Si la viralité n'était pas forcément l'objectif initial du chef d'État français, elle n'était pas pour lui déplaire.

Mais le locataire de l'Élysée n'a pas été le seul à se froter les mains. Cet épisode a été une publicité incroyable pour les lunettes ce jour-là. Emmanuel Macron portait une paire de lunettes aux verres réfléchissants bleutés, des Pacific S 01 de la maison jurassienne Henry Jullien (elle-même détenue par la société italienne iVision Tech), fabriquées par Dalloz Creations. Malheureusement, ce coup de projecteur

n'a pas suffi à sauver ce fabricant installé dans le Jura : Dalloz Creations vient d'être placé en liquidation judiciaire, comme le révèle BFMTV. L'entreprise basée à Saint-Claude connaissait une situation difficile. Selon le site liquidationjudiciaire.com, son chiffre d'affaires était en baisse constante depuis

plusieurs années, passant de 3,8 millions d'euros en 2023 à 2,5 millions en 2025. Sur le secteur concurrentiel des verres de lunettes, Dalloz Creations a tenté de se démarquer en misant sur la fabrication en France. Cela n'a pas suffi. Le fonds de commerce est à vendre, 29 salariés devraient rapidement perdre leur emploi. Le jugement du tribunal de commerce de Lons-le-Saunier fixait la date de cessation des paiements au 20 mars 2026. ■



THOMAS ENGRAND

Washington veut taxer 60 pays au nom de la lutte contre le travail forcé

Une nouvelle « Trumperie » ? Les États-Unis envisagent d'imposer de nouveaux droits de douane à une soixantaine de pays, dont la Chine, l'Union européenne (UE) et le Japon, au motif qu'ils ne contrôlent pas assez l'importation de produits issus du travail forcé. Ceux qui ne disposent d'aucune législation l'interdisant seraient frappés d'une surtaxe de 12,5%. D'autres, qui sont déjà dotés d'un texte mais l'appliquent mal, d'après l'appréciation de l'Administration américaine - le Canada, l'Équateur, l'UE, l'Indonésie, le Mexique et le Pakistan - bénéficieraient eux d'un taux plus clément à hauteur de 10%. D'après la presse américaine, Donald Trump chercherait de nouvelles bases juridiques pour maintenir son programme de droits de douane généralisés contre les partenaires commerciaux des États-Unis, après leur invalidation par la Cour suprême le 20 février dernier.

Cette décision a infligé un revers majeur pour le milliardaire, qui a construit toute sa politique économique autour des « tarifs ». Après ce camouflet, la Maison-Blanche a tenté de les rétablir par l'instauration d'une taxe universelle de 10% en vertu d'une loi sur le commerce, datant de 1974. Un tribunal a statué en mai que cette mesure, qui va expirer le 24 juillet, était tout aussi illégale.

Dans une tentative de trouver un mécanisme plus pérenne, l'Administration Trump dégage donc cette taxe contre le travail forcé, qui épargne une longue série de produits, dont les semi-conducteurs, le bœuf, le café ou encore les fruits. Tout comme les produits canadiens et mexicains, conformes à l'accord de libre-échange nord-américain (Aeum). La mesure n'est pas encore définitive et doit faire l'objet de consultation publique, à partir du 7 juillet, à Washington. C.G.

La stratégie de l'Europe pour réduire sa dépendance aux technologies américaines

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Bruxelles veut tripler la création de data centers sur le Vieux Continent et accélérer sur la production de puces.

Rompres la dépendance aux géants américains comme Amazon, Google ou Microsoft dans le stockage de données, ne pas laisser passer le train de l'intelligence artificielle par manque de semi-conducteurs : l'ambition de l'Europe est grande pour tenter de reconquérir sa souveraineté technologique. Mais les moyens sont limités et l'ampleur du rattrapage à effectuer, immense. La stratégie présentée par la Commission européenne, mercredi, vise à inverser une trajectoire mortifère pour l'économie du Vieux Continent. Et réduire une vulnérabilité exacerbée par les rapports de force établis par les puissances rivales, les États-Unis et la Chine.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de dépendre d'autres pour les technologies qui assurent le bon fonctionnement de nos hôpitaux, la stabilité de nos réseaux énergétiques et la sécurité de nos services », a justifié la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. « Nous ne voulons pas nous retrouver dans une situation où quelqu'un disposerait d'un "kill switch" (dispositif d'arrêt d'urgence, NDLR) pour débrancher nos services », a ajouté la vice-présidente de la Commission chargée du Numérique, Henna Virkkunen.

« Aujourd'hui, nous dépendons de fournisseurs non européens pour plus de 80 % des produits, services et infrastructures numériques, ce qui est un énorme problème »

Henna Virkkunen

Une préoccupation renforcée par l'expérience des sanctions américaines adoptées contre plusieurs juges de la Cour pénale internationale, dont le Français Nicolas Guillo, qui se sont retrouvés du jour au lendemain privés de leurs cartes Visa, de leur e-mail et autres abonnements numériques auprès de fournisseurs américains. « Aujourd'hui, nous dépendons de fournisseurs non européens pour plus de 80 % des produits, services et infrastructures numériques, ce qui est un énorme problème pour la sécurité de l'Europe », poursuit la commissaire. Soit une facture annuelle payée par les Européens de 260 milliards d'euros, l'équivalent des importations d'énergie du continent.

Pour renforcer la sécurité des données européennes dans le domaine public, la Commission va exiger que leur stockage ait lieu au sein de centres de données appartenant à des fournisseurs européens pour certains secteurs

critiques, comme la défense. Une évaluation du risque en fonction des domaines sera demandée aux États membres. Or le Vieux Continent accuse un important retard par rapport aux États-Unis, avec un tiers de la capacité.

Pour le combler, l'exécutif bruxellois prévoit de tripler les capacités installées au cours des cinq à sept prochaines années, pour atteindre 60 gigawatts, contre 12 aujourd'hui. Un investissement estimé à 200 milliards d'euros, incombant essentiellement au secteur privé.

Pour optimiser le stockage, une mutualisation des capacités entre États membres est également envisagée sous le label EuroCloud, afin que des hôpitaux puissent par exemple utiliser les data centers de pays voisins. Des dispositions contenues dans un projet de loi (le Cloud and AI Development Act), qui sera soumis au Parlement européen et aux États membres. « Utiliser un smartphone sans data centers, cela revient à le mettre en mode avion », résume Henna Virkkunen. Pour donner l'exemple, l'Union européenne a passé un contrat

de 180 millions d'euros de services de stockage de données à l'opérateur luxembourgeois Post Telecom, associé à CleverCloud et OVHcloud, ainsi que des partenaires allemands et belges. L'appel d'offres spécifiait pour la première fois des critères de souveraineté, alors que l'UE faisait jusqu'à présent largement la part belle aux américains Amazon ou Microsoft.

Deuxième pilier de cette stratégie, l'Union européenne veut passer à la vitesse supérieure dans la production de semi-conducteurs, dont 70 % seront destinés à l'intelligence artificielle d'ici à 2030. La Commission a présenté une deuxième loi sur les puces (Chips Act 2), qui vise à stimuler la demande de puces européennes et réduire ses dépendances cruciales à des fournisseurs extérieurs, essentiellement en Asie. Un bras de fer l'an dernier entre Pékin et le fabricant néerlandais de puces Nexperia, qui fabrique ses puces en Chine, a servi de signal d'alarme, menaçant de paralyser les chaînes de production des constructeurs automobiles européens. D'où cette

nécessité d'agir à travers une politique industrielle, articulant investissement public, soutien aux entreprises et sécurisation de la demande. Le besoin est estimé à 120 milliards d'euros, mettant l'accent en particulier sur les puces matures et avancées et les projets stratégiques.

Enfin, la Commission promeut l'utilisation de logiciels en « open source » pour favoriser les solutions européennes dans les services publics au détriment des géants américains. Le Parlement européen vient d'annoncer son intention de remplacer Google par le moteur de recherche français Qwant, installé par défaut sur son parc informatique dès ce jeudi. « Cela ne signifie pas que nous devenons protectionnistes, a assuré Henna Virkkunen. L'Europe reste ouverte à la concurrence. Mais en même temps, elle veut être en position de faire ses propres choix, d'éviter les risques de dépendances à des fournisseurs dominants, qu'il s'agisse d'entreprises ou de pays. »

Une réponse aux accusations de l'Administration Trump, qui n'a pas ménagé ses pressions ces derniers mois

contre ces projets de la Commission, dont la présentation a été reportée à deux reprises. « Soit vous travaillez avec nous, soit vous ne travaillez pas avec nous », a menacé l'ambassadeur américain auprès de l'UE, Andrew Puzder, dans une interview à Euractiv. Critiquant une stratégie européenne « vouée à l'échec », il a également lancé le doute sur sa conformité avec l'accord commercial conclu l'été dernier entre Ursula von der Leyen et Donald Trump, sur le point d'être ratifié par le Parlement européen. Une attaque habituelle de l'Administration américaine, visant à mettre les services numériques, qui n'y figurent pas, dans la balance de cet accord commercial limité à l'industrie. Or, si l'UE affiche un excédent avec les États-Unis sur les biens, elle accuse à l'inverse un énorme déficit en matière de services. À l'instar de la France, une majorité de pays européens se sont désormais ralliés à cet impératif d'autonomie stratégique, même si la mise en œuvre du plan de la Commission sera inévitablement confrontée à la multiplication des intérêts nationaux. ■



Henna Virkkunen, vice-présidente de la Commission européenne chargée du numérique, et Dan Jorgensen, commissaire à l'Énergie, mercredi, à Bruxelles.

La souveraineté européenne, course d'obstacles et contre la montre



DÉCRYPTAGE
Fabrice Nodé-Langlois

L'avertissement solennel date d'il y a presque deux ans. En dressant, le 9 septembre 2024, son diagnostic implacable du retard de l'Union européenne en matière de compétitivité, de souveraineté et d'innovation, l'ancien président de la BCE et chef du gouvernement italien Mario Draghi martelait qu'il était grand temps d'agir, sans quoi le Vieux Continent était condamné à une « lente agonie ». Depuis, la prise de conscience que, face aux empires renaissants, l'Europe doit se protéger n'a cessé de s'aiguiser. « Sur l'industrie lourde, l'auto, la chimie, la pharmacie, on a besoin d'être protégé des surcapacités chinoises, il faut une réponse sévère, on ne peut pas perdre notre souveraineté », martèle Stéphane Séjourné, le vice-président de la Commission chargé de la Stratégie industrielle qui évoque un « impact massif, exponentiel ». « Il y a

une vraie prédation sur des secteurs nouveaux », ajoute-t-il.

L'Union européenne a beau être fustigée en permanence pour sa pesanteur, la Commission « von der Leyen II » s'est mise en mouvement. Et a multiplié les initiatives, au point qu'il devient difficile de les suivre, pour le non-initié. Le « paquet » de mesures proposé ce mercredi par la commissaire Henna Virkkunen sur la souveraineté technologique, portant sur l'intelligence artificielle et le cloud, n'est que la dernière initiative d'une liste déjà conséquente.

Dès l'automne 2024, la Commission a imposé des droits de douane additionnels sur les véhicules électriques importés de Chine. Dans la même veine, en mars 2025, la Commission a annoncé un plan pour sauvegarder la production d'acier européen, en réduisant significativement les quotas d'importation sans droits de douane.

Le 4 mars dernier, la Commission a proposé sa « loi sur l'accélérateur industriel ». Elle vise, entre autres, à stimuler la demande de produits bas carbone « made in Europe ». C'est dans ce texte

qu'il s'inscrit la « préférence européenne », très attendue par les entreprises. La proposition défendue par Stéphane Séjourné concernait l'automobile, la chimie et l'ensemble des « clean tech ».

Un nouveau volontarisme

La Commission, toujours, prépare la révision des règles des marchés publics. Ces derniers brassent 2000 milliards d'euros chaque année, soit 15 % du PIB de l'UE. Bruxelles veut à la fois faciliter l'accès aux marchés publics allemands pour une entreprise française ou polonaise par exemple, tout en les restreignant aux pays tiers qui ferment leurs propres marchés publics, comme la Chine. Actuellement, le constructeur automobile chinois BYD « répond à tous les appels d'offres en Europe sur les bus dans les collectivités locales », illustre Stéphane Séjourné.

Cette liste de propositions témoigne de ce nouveau volontarisme européen. Problème, dans l'UE, la transformation d'une volonté politique en législation applicable prend du temps, beaucoup de temps. Un commissaire doit d'abord s'assurer du soutien de ses pairs. Pour

accoucher de son « accélérateur industriel », Stéphane Séjourné a négocié en tête à tête avec les autres commissaires, une étape qui lui a pris plus de deux mois. Une fois présentée, une proposition officielle de la Commission doit être adoptée par les États membres. Et non seulement ils se divisent en fonction de leurs intérêts respectifs, mais au sein de chaque pays, sur l'automobile par exemple, les objectifs des constructeurs ne sont pas toujours alignés avec ceux des équipementiers, les multinationales ne sont pas forcément en accord avec les PME. Un texte doit aussi obtenir l'assentiment du Parlement européen, autre défi permanent en l'absence de majorité claire. Et enfin, les trois entités, Commission, Conseil et Parlement, doivent trouver un compromis, c'est le fameux trilogue. Tant que la gouvernance de l'Europe n'est pas réformée, comme l'a suggéré Mario Draghi ou comme le propose un Bruno Le Maire dans son dernier livre, cette inertie, inadaptée à la marche du monde actuel, perdurera.

Autre écueil que redoute le monde des entreprises : les bonnes intentions

débouchent trop souvent sur des usines à gaz. C'est ce que redoute le Medef à propos de la préférence européenne. Alors que le commissaire Séjourné était prêt à faire bénéficier de cette préférence les proches alliés de l'UE tels que la Norvège ou la Suisse, la direction générale du commerce de la Commission proposait d'y inclure... 80 pays liés à l'UE par des accords commerciaux. Un non-sens, s'insurgent les organisations patronales des Vingt-Sept. Le Parlement est en train de réduire cette liste de pays.

La recherche de compromis entre ces multiples acteurs est chronophage. Or le temps presse. Pas seulement parce que, chaque jour qui passe, le déficit commercial de l'UE avec la Chine se creuse de 1 milliard d'euros. Le calendrier des Vingt-Sept est scandé en permanence par des élections mais 2027 sera particulièrement chargée. Des scrutins nationaux sont prévus dans quatre pays majeurs : Italie, Espagne, Pologne, et, bien sûr, France. De quoi en faire, redoute une source au sein de l'exécutif européen, « une année de blocage, voire une année catastrophique ». ■

LE SECRET DE NOS CONSEILS ? ON NE S'ARRÊTE PAS AU CONSEIL.

Chez Magellan, nous croisons une connaissance sectorielle profonde avec notre capacité à orchestrer toutes les situations technologiques, pour accompagner vos choix stratégiques avec précision et les déployer à vos côtés.

**VISION
IN ACTION**



MAGELLAN

Déficit public, fiscalité : les recommandations de Bruxelles pour redresser la France

Gilles Boutin

Dans son «paquet de printemps», la Commission européenne appelle notamment à la vigilance sur nos dépenses.

À vis aux intéressés. Si certains des nombreux candidats à l'élection présidentielle se demandaient encore ce qu'ils pourraient faire pour que la France aille mieux, ils n'auront qu'à se pencher sur un document de 18 pages publié ce mercredi par la Commission européenne. Dans son «paquet de printemps du semestre européen 2026», publication annuelle donnant des orientations économiques et budgétaires à chaque État membre de l'Union européenne sur la base des priorités énoncées dans le «paquet d'automne», Bruxelles déroule une liste de recommandations pour assurer des finances publiques saines et favoriser la croissance économique. En substance, il s'agit d'un programme global mis à disposition du futur occupant de l'Élysée, mais aussi de l'exécutif actuel. «La réussite nécessite que nous allions tous dans la même direction», a plaidé le commissaire européen à l'Économie Valdis Dombrovskis lors de la présentation de ce «paquet».

Si la procédure pour déficit excessif visant la France reste gelée, ce qui est un signal positif, priorité est toujours donnée au respect de la trajectoire qui doit permettre de repasser sous la barre des 3% du PIB en 2029. De façon très immédiate, donc, les auteurs encouragent le gouvernement Lecornu à continuer de se garder de toute mesure massive de soutien à la consommation pour faire face à la flambée des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient. Ces dépenses doivent rester «temporaires» et «ciblées» : dès lors, hors de question de baisser les taxes, comme le réclame le RN, ou de bloquer les prix, à la façon de LFI. Bruxelles a en revanche accepté ce mercredi d'assouplir légèrement les règles budgétaires européennes pour aider les pays de l'UE à faire face au choc énergétique : les états seront autorisés à dépenser jusqu'à 0,3% de leur PIB par an, dans une limite de 0,6% au total jusqu'en 2028, pour financer des mesures visant à réduire le recours aux énergies fossiles.

Il n'empêche, la France ne peut en effet plus se permettre de largesses, rappelle le document. Alors que le gouvernement anticipe toujours de réduire le déficit à 5% du PIB cette année, la Commission estime que celui-ci devrait rester au niveau de 2025, à 5,1%, à cause du coût du conflit en Iran et de la hausse du budget de la Défense. Mais c'est ensuite que les choses se corsent réellement : compte tenu de la conjoncture difficile et du caractère «exceptionnel» de certaines mesures prises pour redresser les comptes -



Valdis Dombrovskis, commissaire européen à l'Économie, lors d'une réunion, à Bruxelles, le 9 avril. OMAR HAVANA/BLOOMBERG

au premier rang desquelles la surtaxe d'impôt sur les sociétés sur les grandes entreprises -, le déficit devrait en théorie remonter à 5,7% en 2027. La dette, d'environ 3 460 milliards d'euros au troisième trimestre 2025, devrait quant à elle passer de 115,6% du PIB à 120,2% fin 2027. Seules la Grèce et l'Italie font pire, mais celles-ci ont au moins le mérite de suivre une trajectoire inverse.

« La réussite nécessite que nous allions tous dans la même direction »

Valdis Dombrovskis

Le coup de rabot dans les dépenses de l'État ne suffira bientôt plus ; des choix structurels devront être faits. « Une stratégie budgétaire globale et cohérente, tant du côté des recettes que des dépenses, est nécessaire pour stimuler la croissance potentielle et amorcer la baisse de la dette publique afin d'en assurer la viabilité », prévient la Commission européenne. À 57,2% du PIB en 2025, la France affiche le

deuxième niveau de dépenses publiques le plus important de l'Union européenne, 7,7 points au-dessus de la moyenne. Cet écart ne devrait se réduire que de 0,7 point en 2026, selon les prévisions, ce qui pose la question de l'efficacité de la dépense publique dans notre pays. La Commission appelle à procéder systématiquement à un « examen ambitieux et exhaustif » des dépenses dans le cadre du processus budgétaire. Une mission « État efficace » a déjà été lancée par Sébastien Lecornu en septembre dernier, avec pour objectif de « faire économiser au moins 30 milliards d'euros à l'État », mais sans chiffrage détaillé pour le moment.

Du côté des dépenses sociales, les pensions de retraite représentent 14,6% du PIB, ce qui est « relativement élevé », est-il signalé dans le rapport. Or la population est vieillissante et, à 62,2 ans en 2022, l'âge de départ effectif à la retraite est très bas. La réforme de 2023 reportant progressivement l'âge de départ à 64 ans devait contribuer à équilibrer les finances publiques, augmenter l'emploi et la croissance potentielle, mais celle-ci a été

suspendue jusqu'en janvier 2028 pour que le budget 2026 puisse être adopté. « Cette suspension entraîne une détérioration du solde budgétaire des administrations publiques jusqu'au milieu des années 2030, une augmentation de la dette publique et un affaiblissement des effets positifs de la réforme sur le marché du travail », pointe le document. Dans l'Union européenne, la tendance générale est au relèvement de l'âge vers 65-67 ans. La question sera incontournable lors de la prochaine campagne présidentielle.

Tout en veillant à son équilibre budgétaire, la France doit aussi lutter contre son reflux fiscal. Les prélèvements obligatoires y restent « significativement » plus élevés (44,3% du PIB) que dans l'UE (39,9% en moyenne). La taxation du travail et de la production est parmi les plus élevées, au détriment de la compétitivité et donc de la croissance. En revanche, la taxation de la consommation reste moins élevée en France, essentiellement la TVA, alors que celle-ci est beaucoup moins pénalisante pour l'activité économique. La Commission

n'hésite pas à dire qu'un rééquilibrage serait bon pour la compétitivité. Et d'autant plus si elle s'accompagne d'une simplification du système de prélèvements sociaux et fiscaux.

Côté complexité, les différentes couches de compétences qui en découlent génèrent « des coûts de coordination superflus, sans pour autant améliorer la qualité des services publics », soulignent encore les auteurs. Et alors que la loi de simplification de la vie économique a été récemment adoptée, la Commission encourage la France à aller bien plus loin dans la lutte contre les freins réglementaires pesant sur les entreprises, en particulier dans la construction et les services. Quant à l'emploi, le pays gagnerait à davantage aligner la formation initiale sur les besoins du marché, mais aussi à faciliter la mobilité et le logement des plus jeunes. « Nous ne pourrions atteindre aucun de nos objectifs si notre population n'a pas les bonnes compétences, au bon endroit et au bon moment », a ainsi lancé Roxana Minzatu, vice-présidente de la Commission européenne. ■

L'Europe paie son énergie bien plus cher que les États-Unis

Clara Galtier

Ce déséquilibre fragilise l'industrie européenne et creuse l'écart de compétitivité avec Pékin et Washington.

Après le douloureux sevrage du gaz russe, le détroit d'Ormuz. À peine remise du choc énergétique de la guerre en Ukraine, l'Europe voit le conflit au Moyen-Orient raviver sa principale faiblesse : une énergie durablement plus chère que chez ses concurrents. C'est le constat que dresse la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) dans son dernier rapport économique, publié ce mercredi.

« Il y a six ans, en mai 2020, les prix du gaz naturel en Europe étaient similaires à ceux des États-Unis », relève Beata Javorcik, chef économiste de cette institution fondée en 1991 pour aider les pays de l'ex-bloc soviétique - avant d'étendre son périmètre, du Maroc à la Mongolie. Puis est survenu le premier choc énergétique, lié à l'invasion de l'Ukraine. À partir de là, ce ratio a explosé et l'Europe a connu des prix du gaz bien plus élevés que ceux des États-Unis. Les écarts s'étaient légèrement réduits avec la montée en

puissance des importations de gaz naturel liquéfié (GNL).

« Mais, aujourd'hui, avec la guerre au Moyen-Orient et la destruction d'une installation de GNL qatarienne, ce ratio est remonté... Les prix du gaz en Europe sont cinq à six fois plus élevés qu'aux États-Unis », ajoute l'économiste polonaise. Le gaz étant un intrant essentiel pour l'industrie chimique et d'autres secteurs industriels, cette distorsion, alerte la Berd, agit comme un poison lent pour la compétitivité européenne. Puisque le gaz détermine aussi les prix de l'électricité, dans la plupart des pays du continent, « les prix de gros restent deux fois plus élevés qu'en 2019 » mais aussi plus de deux fois supérieurs à ceux observés outre-Atlantique.

Résultat, dans les industries énergivores - métallurgie de base, production de coke, raffinage pétrolier, papier, chimie -, on observe une forte baisse de la production à partir de 2022, après la première crise de l'énergie. Cette production diminue et reste durablement basse, souligne le rapport, alors

que les autres secteurs sont stables. L'Europe est par conséquent de plus en plus en retard sur les États-Unis et la Chine, alors que les « structures d'exportation chinoises deviennent de plus en plus similaires à celles de l'Europe ».

Accro au gaz russe

Ce phénomène se retrouve en Allemagne, en Italie et dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest, mais tout particulièrement en Europe de l'Est et centrale (Hongrie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Lettonie, Slovaquie). Ces économies très dépendantes du secteur manufacturier sont prises en étau car également fortement intégrées aux chaînes de valeur allemandes. Or la performance économique de l'Allemagne a été très faible ces dernières années.

Les perspectives de croissance ont été revues à la baisse par la banque, établie à Londres, tout comme celles des économies d'Europe centrale et orientale, qui subissent de plein fouet le ralentissement de Berlin : la Slovaquie,

à travers son très énergivore secteur automobile ; la Hongrie, particulièrement accro au gaz russe, sur les industries de batteries et l'électronique. Quant à la Pologne, en tant que premier partenaire commercial de l'Allemagne en Europe centrale, elle importe encore beaucoup son énergie malgré une diversification en cours. « En Europe de l'Est, l'industrie manufacturière représente une part du PIB plus élevée que ce que l'on attendrait pour leur niveau de revenu. Cela crée une forte dépendance structurelle », commente l'économiste. Les écarts de croissance pour 2026 varient de 0,5% en Slovaquie à 3,5% en Pologne, tirée par la consommation, et 1,8% en Hongrie. Les plus fortes révisions à la baisse concernent la Lituanie (-0,3%) et la Slovaquie (-0,5%) par rapport à février.

Les experts de Goldman Sachs estiment de leur côté qu'une hausse prolongée de 10% du prix du pétrole réduit la croissance des économies d'Europe de l'Est de 0,4 point, soit un impact deux fois plus élevé que dans la

zone euro. Elle se traduit aussi par une augmentation moyenne de l'inflation de 0,45 point. Même si elles ont réduit leur dépendance au gaz russe depuis 2022, leur mix énergétique reste moins diversifié et plus carboné que celui de l'Europe de l'Ouest. Ainsi, la flambée de pétrole se répercute plus vite sur les coûts de production et donc augmente l'inflation. Or, les capitaux ont des marges budgétaires plus limitées pour y faire face que celles des grandes économies de la zone euro. « Cela dit, on observe aussi un changement de mentalité concernant les énergies renouvelables, veut tempérer Beata Javorcik. Elles ne sont plus perçues comme un luxe ou une injonction de Bruxelles, mais comme un élément central de la sécurité énergétique et de la réduction des coûts. »

Dans les scénarios de la Berd, une persistance du conflit dans le Golfe pourrait maintenir le pétrole au-dessus de 100 dollars le baril. Un niveau jugé suffisant pour infliger durablement de nouveaux dégâts aux industries européennes. ■

Le kit du nouveau patron d'Ikea pour repartir à l'offensive

Manon Malhère

Juvenio Maeztu détaille la stratégie du géant mondial du mobilier pour continuer de séduire avec des produits accessibles et durables.

« **L**a vision d'Ikea, qui est d'améliorer le quotidien du plus grand nombre à des prix abordables est plus importante que jamais, confie au Figaro Juvenio Maeztu, le nouveau PDG du groupe Ingka, holding détenant 90% de l'enseigne dans le monde. Dans un contexte où les incertitudes pèsent, avec l'inflation et le coût de la vie en hausse, le foyer est devenu un lieu refuge. » Consommation morose, inflation, relèvement des droits de douane américains, concurrence féroce des plateformes asiatiques de commerce en ligne... Dans un environnement difficile, le dirigeant, qui a pris ses fonctions en juillet 2025, est déterminé à garder le cap qui a fait le succès du géant mondial du mobilier depuis sa création, en 1943, par le Suédois Ingvar Kamprad : la promesse d'offrir aux consommateurs des produits durables et à un prix accessible pour aménager leur intérieur.

Cette raison d'être reste la ligne directrice de l'enseigne pour repartir à l'offensive. Lors du sommet Choose France, qui s'est tenu au château de Versailles, lundi, Juvenio Maeztu faisait partie des quelque 200 grands patrons étrangers à promettre des investissements dans l'Hexagone.

Le dirigeant a annoncé l'ouverture de dix nouveaux magasins Ikea au format plus compact que ses grandes « boîtes bleues » et 35 millions d'euros d'investissements supplémentaires sur quatre ans. Ces trois dernières années, le distributeur a déjà investi 1,2 milliard d'euros en France, son troisième marché derrière l'Allemagne et les États-Unis. En 2025, il a consacré 3 milliards d'euros pour ses magasins dans les 31 marchés où il est implanté.

« Nous avons de nombreuses opportunités pour croître, estime le dirigeant, dans le groupe depuis vingt-cinq ans. En dehors de l'Europe, qui est notre marché historique, nous avons de grands plans de croissance aux États-Unis, en Inde, en Chine, mais aussi en Corée du Sud, au Japon et en Australie. Nous sommes encore une petite entreprise. » L'enseigne peut compter sur sa maison

mère. « Nous appartenons à une fondation. Après avoir payé 32% d'impôt sur les sociétés, l'argent restant est soit réinvesti dans l'entreprise, soit donné à la fondation pour soutenir des activités caritatives. Zéro euro va dans la poche des actionnaires, explique Juvenio Maeztu. Nous sommes là pour soutenir la vision d'Ikea tout en étant, bien sûr, une entreprise compétitive. »

Même si ses prix attractifs lui ont permis de tirer son épingle du jeu dans un marché du meuble en petite forme dans certaines régions du monde, le géant suédois n'a pas été épargné : lors de l'exercice clos le 31 août 2025, le chiffre d'affaires mondial a reculé de 1,6%, à 39 milliards d'euros. Et ce, en grande partie à cause des baisses de prix engagées pour continuer d'honorer sa promesse auprès de consommateurs soucieux de préserver leur pouvoir d'achat, assure le distributeur. « Nous ne mesurons pas notre croissance seulement en chiffre d'affaires, nos volumes augmentent, insiste le dirigeant. En France, les ventes en volume ont progressé de 1,3% l'an dernier, car nous avons baissé les prix », avec 200 millions d'euros investis pour cela lors de l'exercice 2024. Dans le monde, les volumes de vente ont progressé de 1,6%.

« Dans un contexte où les incertitudes pèsent, avec l'inflation et le coût de la vie en hausse, le foyer est devenu un lieu refuge »

Juvenio Maeztu
PDG du groupe Ingka

Maintenir des volumes de vente en croissance est primordial pour le distributeur. « Notre modèle économique est fondé sur la promesse d'avoir des prix bas. Et la seule façon d'y parvenir est de maîtriser les coûts. Que le groupe soit coté ou non, nous devons être efficaces, explique le dirigeant. Les volumes sont clés pour réaliser des économies d'échelle afin de maîtriser ces coûts. » Pour obtenir des prix attractifs, le distributeur mise sur ses partenariats à long terme



« Nous sommes encore une petite entreprise », explique Juvenio Maeztu, PDG du groupe Ingka (ici, le 1^{er} juin, à Paris).

avec les fournisseurs. Cette économie d'échelle lui permet également de dégager des moyens pour commercialiser des produits durables, au cœur de sa politique commerciale.

Le groupe a investi dans RetourMatras, une entreprise néerlandaise de recyclage de matelas qui s'est récemment installée dans le sud de la France. Une partie des déchets recyclés par RetourMatras sont réutilisés par Ikea. « Pour nous, la durabilité n'est pas de la charité, insiste Juvenio Maeztu. C'est un moyen d'avoir des prix plus bas, d'avoir un Ebitda (excédent brut d'exploitation, NDLR) positif et d'avoir l'indépendance des ressources. Si vous produisez à partir de matériaux recyclés, vous dépendez moins des importations. Enfin, c'est bon pour la planète. »

Aujourd'hui, Ikea réalise 30% de ses ventes en ligne avec 4,1 milliards de visites en 2025. C'était 10% avant le Covid. Mais pas question de délaisser les points de vente physiques pour conquérir de nouveaux clients. Le distributeur compte aujourd'hui 537 magasins phy-

siques dans le monde, dont 37 en France. « Le magasin physique doit offrir le meilleur de l'expérience d'Ikea, car plus nous développons les capacités numériques pour vendre en ligne, plus nous avons besoin de connexions humaines, estime Juvenio Maeztu. Nous continuerons à ouvrir des magasins. Nous continuerons à créer des emplois dans les magasins. L'idée est de simplifier notre organisation avec moins de bureaucratie et davantage d'activités sur le terrain. »

L'enseigne doit toutefois s'adapter aux nouvelles habitudes de consommation des ménages, à la recherche de plus de proximité. Après avoir investi les périphéries avec ses grandes cathédrales, le groupe part à la conquête des centres-villes avec l'ouverture de points de vente de plus petite taille. La direction a récemment décidé de fermer son immense magasin de 32000 m² situé au nord-ouest de la capitale, Stockholm, pour le remplacer par un format plus petit, d'environ 5000 m², dans un centre commercial de la ville. « Nous faisons quelques

ajustements, mais nous garderons la majorité des 500 grands magasins Ikea », assure le dirigeant.

Reste à voir si cette stratégie permettra au distributeur de faire face à la féroce concurrence de nouveaux acteurs en ligne sur le créneau du petit meuble et de la décoration. Les plateformes asiatiques à très bas prix, comme Temu et Shein, ont connu un essor fulgurant ces dernières années, séduisant des dizaines de millions de consommateurs avec des articles en tout genre à prix très bas.

« Un produit Ikea doit être conçu selon cinq critères : il doit être beau, fonctionnel, de bonne qualité, durable et à un prix abordable. Répondre à ces cinq critères est sacrément difficile. C'est l'ADN d'Ikea et j'en suis fier », défend le dirigeant. Et d'ajouter, confiant : « Si vous n'avez qu'un critère comme le prix bas, vous pouvez obtenir des résultats à court terme, mais, à long terme, c'est mauvais pour la planète et ce n'est pas respectueux pour les consommateurs, qui vont s'en rendre compte. » ■

La Répression des fraudes inflige à Shein une amende record

Emma Confrère et M. M.

La DGCCRF sanctionne la plateforme chinoise à hauteur de 22,4 millions. Celle-ci juge cette amende « disproportionnée ».

« **P**as question de laisser du répit à Shein, qui a multiplié les scandales en fin d'année dernière. Le site asiatique d'e-commerce à très bas prix a récemment remporté une bataille judiciaire contre le gouvernement français qui voulait suspendre la plateforme. Il reste néanmoins dans le radar des régulateurs. Cette fois, c'est la Répression des fraudes (DGCCRF) qui frappe fort en lui infligeant ce mercredi une amende record de 22,4 millions d'euros pour non-respect des règles relatives à l'information du consommateur. « Depuis la découverte des poupées à caractère pédopornographique sur Shein, nous avons décidé de ne pas laisser ces plateformes tranquilles et nous continuerons jusqu'à ce qu'elles changent totalement leurs pratiques, ou désertent le marché », a déclaré le ministre du Commerce, Serge Papin.

Cette sanction administrative vise deux entités du groupe. D'une part ISSL,

l'entreprise qui gère le site du géant asiatique, dont l'amende s'élève à 16,7 millions d'euros ; d'autre part Isele, la société responsable des ventes des produits de la marque Shein, qui écope d'une amende de 5,7 millions d'euros. Concernant ISSL, la Répression des fraudes a sanctionné le site pour manquement, l'an dernier, à l'obligation de transmettre aux consommateurs des informations clés comme le nom du vendeur, le prix du produit ou les délais de livraison dans les mails de confirmation des commandes.

Les consommateurs disposaient de toutes ces informations sur le compte client accessible sur le site internet, rétorque Shein. « Ce qui nous interpelle particulièrement, c'est que l'autorité avait connaissance de nos e-mails (de commande, NDLR) depuis plus d'un an, et a choisi de ne pas nous en informer comme cela aurait normalement été le cas afin d'infliger la sanction la plus élevée possible », déplore un porte-parole de la

plateforme. Et d'affirmer que la pratique incriminée a été rectifiée l'an dernier.

Concernant la seconde amende visant la société Isele, responsable des ventes de Shein, la DGCCRF s'attaque à la politique de retour de certains produits. Elle estime que la distinction entre le droit de rétraction de 15 jours et la politique commerciale plus avantageuse (45 jours) n'était pas suffisamment claire pour les consommateurs. La Répression des fraudes épingle également l'absence temporaire de fiche donnant des informations sur l'impact environnemental des produits. « Cette absence temporaire était liée à un incident technique qui avait été résolu de notre propre initiative le jour même où il avait été constaté, et ce, bien avant de recevoir la sanction administrative de la DGCCRF », se défend le porte-parole de l'entreprise chinoise.

« Shein conteste ces sanctions administratives. Elle les considère comme mani-

festement disproportionnées et discriminatoires, poursuit le représentant du groupe. Rien ne justifie, au regard des faits établis, des sanctions d'une telle ampleur. Des points d'ordre technique, sans impact pour les consommateurs et déjà corrigés lorsque nécessaire, ont servi de fondement à une sanction exceptionnelle. » Shein pourrait saisir la justice. Mais pour Serge Papin, « ce que nous sanctionnons, ce ne sont pas des erreurs mais un modèle : celui des plateformes

« Nous avons décidé de ne pas laisser ces plateformes tranquilles et nous continuerons jusqu'à ce qu'elles changent totalement leurs pratiques »

Serge Papin Ministre du Commerce

d'e-commerce qui fait l'économie de la conformité à nos règles et de la protection du consommateur quand nos commerçants, eux, jouent le jeu ».

Ces derniers mois, les plateformes de commerce en ligne ont fait l'objet d'importantes sanctions. En juillet dernier, Shein avait déjà accepté de régler une amende de 40 millions d'euros à l'issue d'une enquête de la DGCCRF pour pratiques commerciales trompeuses à l'égard des consommateurs. La semaine dernière, un autre site chinois, Temu, a écopé d'une amende de 200 millions d'euros par la Commission européenne pour non-respect de ses obligations pour limiter la vente de produits illégaux. « Ces plateformes font l'économie d'une exigence (de qualité et de transparence), ce qui justifie leur "business model" et alimente une consommation jetable », regrette-t-on du côté de l'entourage de Serge Papin, qui assure « ne pas avoir de traitement de faveur ». ■

Elsa Bembaron

Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, la sortie des énergies fossiles amènerait à faire disparaître 30 milliards d'euros de recettes pour l'État.

Le sujet est brûlant. Alors que les uns plaident pour une baisse des taxes frappant les carburants et les autres pour une réduction de celles qui touchent l'électricité au nom de la sortie des énergies fossiles, le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), un organisme lié à la Cour des comptes, publie un rapport sur l'avenir de la fiscalité de l'énergie. « Il représente un consensus entre plusieurs parties prenantes, dont des représentants d'entreprises, d'université... », rappelle Amélie de Montchalin, la première présidente de la Cour des comptes. Le rapport, approuvé à l'unanimité après six mois de travail, résulte de la recherche d'un équilibre où il faut à la fois ménager les recettes de l'État et le portemonnaie des Français, la révolte des « gilets jaunes » restant dans toutes les têtes.

« La transition énergétique est engagée, la décarbonation est réelle. De plus, nous avons réduit notre consommation d'énergie », pose la première présidente en préambule. Cette évolution s'accélère, avec les objectifs de décarbonation à 2030 et la nécessité de sortir de la dépendance au pétrole dont les prix ont flambé. La fiscalité représente la moitié du prix des carburants et 30 % de ceux du gaz et de l'électricité. « Faire évoluer cette fiscalité, c'est donner un cadre aux ménages et aux entreprises pour les guider dans leurs investissements », estime Amélie de Montchalin.

Néanmoins, à court terme, « il n'est pas recommandé d'utiliser la fiscalité pour compenser la hausse des prix du pétrole », ajoute-t-elle. Les recettes de la fiscalité énergétique française pèsent 59,7 milliards d'euros, soit 2 % du PIB, rappelle la Cour. Elles reposent principalement sur l'accise sur les produits énergétiques (39,5 milliards) et sur la TVA (17,5 milliards). Les deux tiers proviennent des produits pétroliers et un tiers de l'électricité.

Mais quand les prix montent, la demande baisse ; et donc, avec elle, les rentrées fiscales. « Il n'y a pas de cagnotte, les deux s'annulent », ajoute Amélie de Montchalin. Et lister les inconvénients d'une baisse de la fiscalité sur les énergies fossiles, qui est difficilement réversible et très coûteuse pour les finances publiques. Le bouclier énergétique de 2022-2023 a coûté 22 milliards d'euros aux finances de l'État. Mieux vaut donc mettre en place



Amélie de Montchalin, présidente de la Cour des comptes, lors de la présentation du rapport, à Paris, mercredi. VALENTIN FAIVRE / HANS LUCAS VIA AFP

La Cour des comptes déconseille d'alléger la fiscalité sur les carburants

des aides ciblées pour les ménages et des aides à la trésorerie des entreprises. Les accises et taxes qui touchent les particuliers sont « incohérentes avec les objectifs de la transition énergétique », pointe Amélie de Montchalin, qui souligne que les aides à l'investissement sont préférables pour soutenir l'électrification des usages.

Préserver le pouvoir d'achat des plus modestes

Le même sujet se pose entre l'électricité d'une part et le gaz naturel et le fioul de l'autre. Baisser l'un pour augmenter l'autre n'est pas si simple. Car il faut prendre en compte la préservation du pouvoir d'achat des plus modestes (qui dépendent davantage du fioul), ainsi que le développement des CEE (certificats d'économie d'énergie) qui pèsent déjà sur les prix du gaz. « Le CPO recommande

de n'engager cette convergence qu'à partir de 2030. D'ici là, d'autres mécanismes vont contribuer à augmenter les prix des énergies carbonées », pointe Amélie de Montchalin, qui souligne que les aides à l'investissement sont préférables pour soutenir l'électrification des usages.

À moyen terme, il faut adapter la fiscalité française aux marchés carbone européens. Les systèmes d'échange de quotas d'émissions (Seque ou ETS) devraient se renforcer progressivement ; mais ils sont critiqués par une partie des industriels, tout comme le mécanisme d'ajustement aux frontières (MACF) ou les taxes générales sur les activités polluantes (TGAP). Le Conseil recommande donc de prendre en compte toutes ces données, pour tenter d'éviter que les mesures ne s'annulent entre elles ou qu'elles aient des effets contradictoires. Le rapport pointe, de surcroît, l'absence de co-

hérence de la structure de cette fiscalité avec les objectifs de transition énergétique. « L'objectif est qu'on ne paye pas deux fois entre la fiscalité et les marchés carbone ou qu'on ne soit pas injustement exonéré », décrypte la présidente de la Cour. Il va falloir remettre de la cohérence dans ce tableau de fiscalité, pour une transition acceptable, adaptée aux besoins et rapide. » Las, rien n'est simple, notamment pour préserver les entreprises dépendantes des prix de l'énergie et exposées à la concurrence internationale.

Le CPO recommande donc de « maintenir les exonérations et les tarifs réduits d'accise sectoriels pour les secteurs d'activité à forte intensité énergétique et exposés à la concurrence internationale, le temps que des alternatives technologiques compétitives à l'usage d'énergie carbonée soient développées ». Un autre point, souvent laissé dans l'ombre, a été mis en avant. La sortie des

énergies fossiles amènerait à faire disparaître le rendement des recettes d'accises, soit 30 milliards d'euros effacés des revenus de l'État. Autrement dit, plus de la moitié du rendement de la fiscalité de l'énergie. Et ces recettes perdues ne seraient pas compensées par la hausse de la consommation d'électricité. D'abord parce que l'électricité offre un meilleur rendement que le pétrole ou le gaz. Pour compenser cette mort annoncée, le CPO conseille de réduire certaines dépenses publiques et de solliciter « d'autres impositions portant sur les usages de l'énergie, sur d'autres produits dont la demande est peu élastique au prix ou plus globalement sur la consommation ». « Pour continuer d'avoir une politique d'attractivité lisible pour les investisseurs internationaux, il faut offrir de la visibilité », pointe Amélie de Montchalin, faisant une allusion à peine voilée à Choose France. ■

Suntory change de cap pour se relancer sur le marché du whisky

Olivia Détrayot

Le groupe japonais multiplie les innovations dans les grandes surfaces, notamment sur le segment de l'entrée de gamme.

Les lignes continuent à bouger dans un secteur des spiritueux bouleversé par la baisse structurelle de la consommation et les tensions géopolitiques mondiales. Séparé de Campari, auquel il a repris la distribution de ses marques de whiskys en France il y a deux ans et demi, Suntory Spirits, la filiale du japonais Suntory regroupant ses marques de spiritueux, affine sa stratégie dans l'Hexagone. Alors que le groupe comptait conquérir le premier marché européen du whisky avec ses whiskys japonais (Toki, Hibiki...), écossais (Laphroaig, Bowmore...) et ses bourbons premium, il prend un virage plus appuyé vers l'entrée de gamme. Dans un contexte où les ventes du premier des spiritueux en France ont cédé 5 % l'an dernier, sous le double effet de changements de consommation et de tensions sur le pouvoir d'achat, « le segment du super premium apparaît moins attractif aujourd'hui », constate Henri Charpentier, le tout nouveau directeur général de Suntory Spirits France. Les spiritueux n'échappent pas à ces arbitrages de consommation. »

Pour se faire une place plus importante en grande distribution, qui ne pèse que la moitié de son activité (50 % du chiffre d'affaires), la filiale française du géant japonais multiplie donc les innovations sur les segments plus accessibles. Il en prévoit dix cette année. Il relancera ainsi en juillet prochain la version entrée de gamme de Bowmore (Legend), arrêtée il y a quelques années. Il a aussi lancé en avril une version « pineapple » de son célèbre bourbon Jim Beam, avec un prix conseillé à moins de 20 euros la bouteille, ou encore une version vieillie en bois de cerisier de son écossais Auchentoshan (Sherry Cask Finish). « Le whisky n'a pas de problème d'image mais d'usage. Il faut faire de la pédagogie en expliquant aux nouvelles générations des choses qui n'ont pas été transmises par les plus anciennes, complète Fabien Besse, le directeur marketing du groupe. Il faut aussi sortir du dogmatisme et expliquer qu'on peut déguster le whisky de façon différente, en cocktail et en prêt à boire. »

Cette adaptation stratégique pourrait s'annoncer complexe à tenir pour

le groupe, qui a construit sa notoriété grâce à ses whiskys japonais très haut de gamme. « Ce n'est pas incompatible, argumente Henri Charpentier. Notre portefeuille nous permet d'aller d'îlots chez Lidl à des endroits très prestigieux, l'idée étant d'étendre et de renforcer notre distribution. » La filiale française espérait à sa naissance monter sur la troisième place du podium des spiritueux en France, aux côtés du britannique Diageo et du français Pernod Ricard. Mais malgré des taux de croissance au-delà de 10 % depuis 18 mois, elle en est encore loin. Pour accélérer le mouvement, le groupe a noué un accord avec La Martiniquaise-Bardinet (Label 5, Glen Turner, gins

« Le segment du super premium apparaît moins attractif aujourd'hui. Les spiritueux n'échappent pas à ces arbitrages de consommation »

Henri Charpentier Directeur général de Suntory Spirits France

Gibson's), pour lui confier l'animation de ses marques dans les grandes surfaces. « Cela nous fera passer rapidement de 1500 à 5000 points de vente », indique Henri Charpentier.

Géant mondial des spiritueux, Suntory Spirits (5,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires) n'est pas le seul à lever le pied sur la stratégie de montée en gamme. Selon le cabinet spécialiste des boissons alcoolisées IWSR, la baisse plus marquée des ventes (-15 % en 2025 dans le monde) qui a touché les spiritueux haut de gamme et de prestige en 2025 a poussé tous les acteurs à changer de cap.

« Les perturbations tarifaires et la prudence des consommateurs ont mis à rude épreuve les stratégies de montée en gamme, décrypte Marten Lodewijks, directeur général et président de l'IWSR. Celle-ci s'est ralentie, voire inversée dans certains cas. » « Les récentes restructurations et les changements de direction (chez les principales multinationales du secteur, NDLR) témoignent d'une plus grande priorité accordée aux volumes et à une répartition plus équilibrée des portefeuilles par segments de prix, plutôt qu'à l'augmenta-

tion des marges », appuie un rapport du cabinet sur le sujet.

Mi-février, après avoir fait part d'un début d'exercice 2025-2026 noir, le poids lourd britannique Diageo (Johnnie Walker, Smirnoff, Guinness) a par exemple laissé entrevoir un changement de pied important. Il n'a pas exclu de baisser ses prix, voire de se renforcer sur les segments de masse, « où nous sommes sous-représentés », a expliqué Dave Lewis, le nouveau directeur général du groupe et ancien dirigeant de Tesco. Aux États-Unis, le premier marché au monde pour les spiritueux, le français Pernod Ricard met l'accent sur « une meilleure accessibilité » de ses produits, « et des formats plus petits pour faire face aux pressions économiques », a récemment confié Conor McQuaid, le patron de la zone Amérique du Nord du groupe. Sur la gamme Black Barrel de ses whiskys Jameson, le groupe vient de lancer Triple Triple, une référence pour offrir « une alternative abordable à la marque préférée des consommateurs ». ■

Trump opte pour un encadrement peu contraignant des modèles d'IA

Keren Lentschner

Le secteur de la tech a fait pression sur la Maison-Blanche pour alléger le texte initial, né dans le sillage du modèle Claude Mythos.

Une fois n'est pas coutume, Donald Trump a signé mardi soir en ca-timini, sans fanfare ni séance photo, un décret encadrant l'utilisation de l'intelligence artificielle. Ce texte accorde à son Administration un droit de regard sur les modèles de langage les plus avancés jusqu'à trente jours avant leur mise en ligne, et ce au nom des risques pour la cybersécurité. Un vrai changement de cap par rapport à l'approche non interventionniste adoptée jusque-là par le gouvernement américain. À peine élu, Donald Trump s'était ainsi empressé d'abroger un décret de 2023, signé par son prédécesseur, qui faisait office de doctrine en matière d'IA, le jugeant trop contraignant.

Le décret crée par ailleurs une «plate-forme de coordination» pilotée par le Trésor, en lien avec l'agence de sécurité nationale et l'agence de cybersécurité. Elle sera chargée d'étudier et de corriger les failles de sécurité détectées par ces modèles d'IA avancés.

La deuxième tentative aura donc été la bonne. Le mois dernier, la cérémonie de signature de ce décret, à laquelle devaient participer les patrons de la tech, avait été annulée au dernier moment à la surprise générale. «J'ai repoussé parce que je n'aimais pas certains aspects», s'était justifié Donald Trump, expliquant ne pas vouloir «compromettre» l'avance américaine en IA face à la Chine. Plusieurs figures de la Silicon Valley, parmi lesquels l'investisseur Marc Andreessen, avaient également exprimé leurs inquiétudes auprès de l'Administration.

La question de la régulation de l'intelligence artificielle divise l'exécutif. D'un côté figurent les partisans d'un encadrement, rassemblés autour du secrétaire d'État au Trésor, Scott Bessent. Parmi eux, le directeur national de la cybersécurité, Sean Cairncross, qui a milité en faveur de restrictions en matière d'IA afin de faire face aux risques potentiels de cette technologie. À ses côtés, des figures du camp Maga, comme Steve Bannon, qui plaident pour que les principaux modèles soient placés sous le contrôle du gouvernement. «Pour une partie du camp Maga, ce décret est un moyen de garder le contrôle

sur les grands patrons de la Silicon Valley, dont l'influence politique ne cesse de croître à Washington», décrypte Chadi Hantouche, associé au sein du cabinet Eleven Strategy, spécialisé en IA. L'autre camp rassemble des figures comme David Sacks, ancien mais toujours très influent conseiller de la Maison-Blanche sur l'IA, qui ont mis en garde contre toute mesure susceptible de freiner le développement de cette technologie et des pépites américaines.

L'affrontement des deux camps a conduit à un allègement du texte. Dans sa version finale, le décret propose aux sociétés d'IA un délai d'examen de leurs modèles de trente jours, contre 90 initialement. Ce qui évitera de «retarder la sortie de nouveaux modèles», a précisé sur X David Sachs, qui estime que Donald Trump est le «président le plus favorable à l'innovation que nous ayons jamais eu». Il a balayé d'un revers de la main le risque que l'entité ne se «transforme en une sorte de "FDA de l'IA"», la FDA étant l'autorité américaine chargée d'autoriser ou d'interdire la mise sur le marché de nouveaux médicaments.

«Un climat de Far West»

Pour Sam Altman, le patron d'OpenAI, le texte «a trouvé un bon équilibre» pour que les États-Unis continuent de mener la course tout «en mettant des outils de cybersécurité entre les mains d'acteurs de confiance». De son côté, Anthropic, blacklisted par l'Administration Trump, a salué sur X «un pas important pour renforcer le leadership des États-Unis dans l'IA». Google, par la voix de son responsable des affaires publiques, s'est félicité d'un texte offrant «davantage de solutions pour arrêter les acteurs malveillants». En revanche, cette version édulcorée a suscité la déception des partisans d'une régulation plus étroite de l'IA. Le sénateur démocrate de Virginie, Don Beyer, a ainsi déploré «la tendance générale de l'Administration Trump à créer un climat de Far West pour le développement de l'IA».

Il faut dire que la percée de Mythos, le modèle le plus avancé d'Anthropic dévoilé en avril, a changé la donne et contraint le gouvernement américain à rassurer l'opinion publique en fixant des garde-fous. Capable de détecter les



Le texte signé par Donald Trump accorde à son Administration un droit de regard sur les modèles de langage les plus avancés jusqu'à trente jours avant leur mise en ligne, et ce au nom des risques pour la cybersécurité. K. NISHIMURA/REUTERS

failles logicielles de nombreuses entreprises, il a semé la panique dans de nombreuses capitales occidentales. Politiques, banques, organismes de santé se sont émus que les futurs modèles d'IA ne soient en mesure de détecter des failles que les ennemis des États-Unis pourraient exploiter ou qu'ils se retrouvent entre les mains d'acteurs malveillants. Anthropic a annoncé mardi qu'il allait élargir l'accès de Mythos à 150 organisations dans plus de quinze pays.

Reste que ce décret, non contraignant, ne devrait pas bousculer outre mesure les champions de l'IA. Le texte ne les oblige pas, par exemple, à partager des informations sur leurs derniers modèles. Toutefois, «il pourrait inciter les sociétés d'IA voulant contractualiser avec des agences gouvernementales à obtenir le feu vert de l'État fédéral, estime Chadi Hantouche. Mais c'est déjà le cas d'un certain nombre d'entre elles». Si certaines sociétés d'IA craignent que ce décret ne préfigure une véritable régulation du secteur, d'autres y voient surtout un moyen d'apaiser les inquiétudes du grand public. «Il y a deux ans, le vote du règlement européen sur l'IA (AI Act), qui a su anticiper les risques de systèmes d'IA hors de contrôle, avait été moqué aux États-Unis. La signature de ce décret rapproche peut-être un peu les États-Unis et l'Europe», conclut Chadi Hantouche. ■

Quobly accélère dans les puces quantiques

Ingrid Vergara

STMicroelectronics entre au capital de la pépite qui lève, 115 millions d'euros.

Partie un peu plus tard que d'autres acteurs français dans la course à l'ordinateur quantique, la start-up Quobly accélère la cadence. Elle vient de finaliser une levée de fonds de 115 millions d'euros, «la plus importante série A du secteur», se félicite sa cofondatrice et directrice générale, Maud Vinet. En 2022, cette physicienne a sauté le pas de l'aventure entrepreneuriale pour faire fructifier quinze ans de recherches et de collaboration entre le CNRS et le CEA-Leti. «En 2016, nous avons trouvé comment transformer un transistor, unité de base du calcul classique, en un bit quantique, unité de base du calcul quantique. Maintenant, il faut le faire à l'échelle industrielle», expliquait l'an dernier au Figaro ce docteur en physique quantique, qui a travaillé un temps chez IBM puis Global Foundries.

Cette levée de fonds va donc permettre une accélération de ce nécessaire passage à l'échelle industrielle. Quobly fait entrer de nouveaux actionnaires aux côtés de son investisseur historique Innovacom, qui remet au pot : Bpifrance, le spécialiste suisse de la cybersécurité SealsQ, et le géant européen du semi-conducteur STMicroelectronics, partenaire stratégique de Quobly depuis 2024. Car la singularité technologique (et donc industrielle) de Quobly est de s'appuyer sur le silicium, le matériau au cœur de l'industrie des semi-conducteurs, pour parvenir à construire un ordinateur quantique. «Au cours des deux dernières années, nous avons démontré qu'il était possible de développer des qubits sur silicium dans des procédés industriels de semi-conducteurs et de les intégrer dans une architecture système complète» souligne Maud Vinet dans un communiqué.

Une partie des équipes de Quobly travaille déjà avec ST Microelectronics au codéveloppement de la technologie pour passer à l'échelle industrielle. Ce dernier lui a ouvert une ligne de production pilote. Les deux entreprises sont implantées à Grenoble, de même que Soitec et beaucoup d'entreprises deeptech. Le pari de Quobly est que ces connexions à l'industrie des semi-conducteurs lui permettront d'aller plus vite que ses concurrents dans l'exécution, et de

capitaliser à terme sur les investissements déjà réalisés par la filière des semi-conducteurs. «Il s'agit de construire un ordinateur quantique performant et accessible en coût, c'est aussi cela l'enjeu aujourd'hui», insiste Maud Vinet.

Ce financement doit donc permettre de «poursuivre les efforts de R&D, d'accélérer l'industrialisation des ordinateurs quantiques sur silicium et de commercialiser un premier produit d'ici fin 2026», indique l'entreprise. «Avec la levée, on va tripler nos effectifs dans les deux ans qui viennent», a ajouté Maud Vinet. La société emploie actuellement une centaine de salariés, principalement sur son site à Grenoble. Elle dispose aussi d'une filiale à Singapour et au Canada, et d'un bureau à Taïwan.

« Il s'agit de construire un ordinateur quantique performant et accessible en coût, c'est aussi cela l'enjeu aujourd'hui »

Maud Vinet

Cofondatrice et directrice générale de Quobly

Retenue par la Direction générale de l'armement dans le cadre du programme Proqcima, la jeune société a pu engranger de premiers revenus (10 millions d'euros). Inspiré du programme Ultra lancé par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, Proqcima vise à doter la France de deux prototypes d'ordinateurs quantiques de conception française à horizon 2032. D'ici là, la feuille de route de Quobly prévoit de mettre à disposition les capacités de calcul de son premier processeur quantique commercial en accès cloud d'ici fin 2026, avant de déployer des machines physiques à partir de 2027 au sein d'infrastructures de calcul haute performance et de recherche. «Le calcul quantique ne pourra atteindre l'échelle attendue par les clients HPC que si les systèmes quantiques de rupture peuvent être industrialisés avec la rigueur des standards de l'industrie des semi-conducteurs et soutenus par un écosystème robuste», conclut Laurent Malier, vice-président exécutif chargé de la R&D et des technologies chez STMicroelectronics. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 3 JUIN

LECAC													
	JOUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH.	SI./12		JOUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH.	SI./12
ACCOR	45,67	-0,44	46,07	45,29	0,192	-5,29	L'OREAL	370,45	-2,22	379,8	370,35	0,087	+1,05
AIR LIQUIDE	179,9	+1,9	182,02	175,5	0,176	+12,26	LEGRAND	146,9	-1,41	148,5	146,8	0,306	+15,44
AIRBUS	169,3	-1,96	170,94	167,9	0,146	-14,67	LMVH	460,85	-2,98	475,5	460,85	0,106	-28,55
ARCELORMITTAL SA	61,26	-0,1	62,24	60,28	0,318	+56,72	MICHELIN	316,9	-0,5	319,4	315,9	0,178	+11,94
AXA	39,03	-1,89	39,66	38,985	0,195	-4,71	ORANGE	17,705	+0,28	17,865	17,53	0,128	-24,68
BNP PARIBAS ACT.A	93,2	-1,3	94	92,5	0,195	+15,36	PERNOD RICARD	60,92	-1,17	62,52	60,68	0,231	-16,66
BOUYGUES	49,61	+0,4	49,73	49	0,22	+11,86	PUBLICIS GROUPE SA	85	-0,09	86,56	84,58	0,331	-4,08
BUREAU VERITAS	25,06	-1,03	25,36	25,02	0,242	-7,8	RENAULT	27,26	-2,71	27,85	27,26	0,561	-23,04
CAPGEMINI	97,74	-3,04	101,75	97,64	0,429	-31,29	SAFRAN	293,8	-1,41	296,6	291,3	0,159	-1,21
CARREFOUR	15,94	+1,46	16	15,56	0,388	+12,02	SAINT GOBAIN	77,7	+0,36	77,88	76,7	0,2	-10,65
CREDIT AGRICOLE	16,47	-0,39	16,56	16,405	0,115	-6,15	SANOFI	73,52	+0,14	73,78	72,905	0,173	-11,12
DANONE	64,3	+0,41	65,32	64,04	0,477	-16,25	SCHNEIDER ELECTRIC	283,45	-1,29	286,7	280,3	0,164	-20,67
DASSAULT SYSTEMES	19,03	-2,06	19,555	18,88	0,127	-20,18	SOCIETE GENERALE	70,2	-0,43	70,83	69,86	0,252	+2,15
EA	123,6	+1,1	123,7	121,25	0,302	+0,98	STELLANTIS NV	6,36	-4,04	6,572	6,311	0,15	-32,34
ENGIE	26,84	+0,86	27,05	26,65	0,123	+19,77	STMICROELECTRONICS	68,49	+0,31	69,72	67,29	0,381	+205,21
ESSILORLUXOTTICA	169,75	-0,79	171,65	169,55	0,107	-37,11	THALES	224,9	-0,75	227,4	224,1	0,089	-2,13
EUROFINS SCIENT.	61,78	+0,72	61,88	61,26	0,146	-0,99	TOTALENERGIES	77,58	+1,21	77,88	76,67	0,157	-39,56
EURONEXT	135,2	-0,37	136,9	134,7	0,205	+5,62	UNIBAIL-RODAMCO-WE	97,66	-1,13	98,72	97,54	0,126	+5,28
HERMES INTL	156,4	-2,46	160,3	156,4	0,09	-26,3	VEOLIA ENVIRON.	35,06	+2,22	35,21	34,49	0,355	+17,97
KERING	244,05	-4,07	254,6	244,05	0,215	-18,92	VINCI	123,15	+0,49	123,4	121,4	0,147	+2,58

LES DEVICES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6218	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6094	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8637	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,1012	HKD
JAPON	YEN	185,66	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9167	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1614	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,3817	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	53,3749	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	60,3704	EGP
CHINE	YUAN	7,862	CNY
INDE	ROUPIE	111,1575	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	154,6978	DZD

L'OR

assuré par le Comptoir National de l'Or

	€uros	\$/12
Lingot 1kg	121 000€	+3,42%
Lingot 100g	12 970€	+2,05%
Lingot 50g	6 440€	+3,91%
Lingot ONCE (31,10g)	3 999€	+8,08%
Lingot 10g	1 339€	+1,83%
Lingot 5g	683€	+3,48%
20Fr NAPOLÉON	701€	-1,94%
20Fr SUISSE	701€	-1,7%

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : <https://www.bitpanda.com/fr>

Bitcoin	66 057,25€	-25,17%
Ethereum	1 834,81€	-38,59%
BNB	626,67€	-27,38%
Solana	73,94€	-41,78%
XRP	1,22€	-34,72%



Amélie Ruhlmann
Envoyée spéciale à Marseille

L'événement a été rythmé par les débats sur les accords de licence avec les géants de la tech.

La rumeur s'est répandue comme une traînée de poudre dans les couloirs du Palais du Pharo. «*Quelque chose va sortir demain matin*», assurait mardi soir l'un des participants du 77^e sommet mondial de la presse organisé par le WAN-Ifra à Marseille. L'annonce est finalement tombée aux alentours de midi ce mercredi. CMA Media, propriétaire de *La Tribune* et de BFM-RMC et partenaire du congrès, a rejoint le «*Spur*», une coalition d'éditeurs internationaux - le *Guardian* et la BBC figurent parmi ses membres fondateurs. Cette dernière vise à définir collectivement des standards techniques pour mieux encadrer l'utilisation des contenus de presse par les systèmes d'intelligence artificielle, et faciliter la signature de contrats de licence entre les éditeurs et les géants de l'IA. Une trentaine d'autres groupes, dont Ouest-France, ont eux aussi topé. L'AFP, Ebra et Le Figaro se donnent un peu plus de temps pour y réfléchir.

Le grand rendez-vous de la presse mondiale ne se sera donc pas achevé sans une poignée de main entre éditeurs internationaux. La plupart des professionnels du secteur sont néanmoins restés sur leur faim. «*C'est une excellente initiative sur le principe, mais est-ce que les éditeurs vont vraiment accepter de faire du collectif sur un outil technologique qui ne leur appartient pas?*», doute l'un d'entre eux. «*C'est une piste intéressante, mais pas décisive à ce stade. L'effervescence qu'il y a eue autour de cette annonce montre à quel point les participants du congrès voulaient faire feu de tout bois*», glisse un autre.

Sur la scène de l'auditorium, Jean-Christophe Tortora, directeur général délégué de CMA Media, a rappelé que ces trois jours de congrès ne marquaient pas un point d'arrivée mais «*le début d'un mouvement*». «*Le moment est venu d'un New Deal entre éditeurs, plateformes et pouvoirs publics, fondé sur un partage équitable de la valeur et sur la défense d'un journalisme fiable et indépendant*», a-t-il martelé.

Malgré ces paroles encourageantes, certains éditeurs se sont montrés déçus de ne pas voir le *New York Times* parmi les nouveaux adhérents du Spur. Le directeur de la publication du titre américain, A.G. Sulzberger, avait pourtant galvanisé les foules avec sa «*keynote*» de lundi. «*Notre profession s'est montrée trop passive*



Le Congrès mondial des médias d'information s'est déroulé à Marseille, de lundi à mercredi. GUILLAUME HORCAJUELO/EPA/MAXPPP

L'IA au cœur de toutes les discussions au congrès mondial des médias

face aux abus commis par les entreprises qui mènent la révolution de l'IA, et pillent les sites d'information sans autorisation ni compensation», avait-il tonné. En procès avec OpenAI et Perplexity mais en partenariat avec Amazon, A.G. Sulzberger avait invité ses confrères à réfléchir par deux fois avant de signer des «*deals*». «*Je vous encourage à réfléchir à la viabilité à long terme de chaque accord. Avant d'accepter une offre, il vaut la peine de se demander si le paiement reflète une valeur à peu près équitable et durable, et si vous conservez un contrôle significatif sur la façon dont votre travail est utilisé.*»

Pour beaucoup de congressistes, ce réquisitoire restera le temps fort de ces trois jours de débats. Il a en tout cas donné le ton d'un sommet où l'IA s'est imposée comme le principal sujet de conversation. «*C'est la première fois qu'il y a une dépêche AFP urgente sur le financement de la presse et l'IA, ce n'est pas rien*», remarque le communicant d'un grand groupe de presse. «*Ce discours a influencé d'emblée les éditeurs, qui, sans cette prise de parole, auraient peut-être, pour certains,*

été plus enclins à profiter du sommet pour négocier avec les géants de l'IA...», estime un autre acteur du secteur. Si, dimanche, des patrons de presse ont longuement discuté avec des représentants d'OpenAI, de Google et de Microsoft présents à Marseille, rien du contenu de ces échanges n'a fuité et aucun accord avec l'un de ces groupes n'a été annoncé.

Un front désuni

Les représentants de la maison mère de ChatGPT ont assuré lors d'une table ronde qu'ils restaient «*ouverts au dialogue*» avec les éditeurs de presse. «*Notre objectif est de donner plus de moyens aux journalistes et aux éditeurs de presse*», a martelé Varun Shetty, vice-président en charge des partenariats médias pour la firme. Ce dernier est toutefois resté flou sur les intentions d'OpenAI concernant les accords à venir. Le groupe se limite pour l'instant à un accord avec un ou quelques grands éditeurs par pays. «*Cela viendra avec le temps, en fonction de l'évolution des besoins de nos usagers. Nous sommes obligés d'être réalistes et de prioriser*», a expliqué le

dirigeant. Un partage des revenus publicitaires issus de la version gratuite de ChatGPT avec les éditeurs n'est pas non plus à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, les participants du congrès ont accordé une attention toute particulière aux «*happy few*» qui ont déjà signé un accord avec la firme de Sam Altman. En France, le groupe Le Monde est le seul à y être parvenu en mars 2024, ce qui lui a valu certaines inimitiés dans le secteur. Son directeur général, Louis Dreyfus, se défend pourtant d'avoir trahi ses pairs en «*jouant solo*». «*Les associations professionnelles ont essayé de négocier des accords dans beaucoup de pays. Elles n'y sont jamais parvenues. Si Le Monde n'avait pas signé un accord avec OpenAI, je ne suis pas sûr qu'un autre éditeur l'aurait fait. C'était notre rôle d'initier une relation. Je suis confiant sur le fait que les développeurs d'IA signeront bientôt davantage d'accords*», a-t-il affirmé lors d'une table ronde. «*Je ne suis pas convaincu que les associations professionnelles soient équipées pour négocier, parce qu'il faut être très proactif, très efficace. Or, ces associations*

n'ont souvent pas les personnes pour le faire et doivent revenir vers leurs membres en permanence. C'est trop lent, a-t-il encore estimé. Il faut donc que des éditeurs majeurs négocient, jouent ce rôle, seuls ou au sein d'un groupe si cela peut être utile.» Ces propos n'ont pas manqué de faire bondir l'Alliance de la presse d'information générale, qui négocie au nom des éditeurs de presse français avec les géants de la tech sur les sujets des droits voisins et de l'IA. «*L'Alliance dispose bien d'une équipe permanente de négociateurs de haut niveau*», lui a sèchement répondu Pierre Petillault, directeur général de l'Alliance, dans un post LinkedIn.

«*Pour la photo de famille, on repassera*», ironise un participant du congrès, déçu que la presse française ne montre pas un front plus uni à l'occasion de ce sommet. Autre motif de déception : l'absence d'Emmanuel Macron, alors que beaucoup de congressistes avaient espéré jusqu'à la dernière minute que le président ferait une apparition, même furtive, à Marseille. «*Ça aurait été un signal fort pour notre secteur*», déplore un communicant. ■

Havas se renforce dans la communication d'influence

Keren Lentschner

Il acquiert l'agence Format, spécialisée dans l'accompagnement des dirigeants sur les plateformes sociales.

À l'heure des réseaux sociaux, Havas Paris monte en puissance. La filiale du groupe Havas, leader dans le conseil en communication, rachète l'agence Format, spécialisée dans les relations médias et l'influence digitale. Fondée en 2021, Format accompagne dirigeants et entreprises (PME, ETI, grands groupes...) dans leur communication sur les réseaux sociaux. «*L'expertise de l'agence Format vient renforcer nos capacités globales en communication d'influence corporate, dans un contexte de transformation rapide et de convergence des canaux de communication*», commente Yannick Bolloré, PDG d'Havas. «*Havas va nous permettre de nous ouvrir vers un terrain de jeu plus grand tout en conservant ce qui fait notre ADN*», se réjouit Thomas Khaski, fondateur de l'agence Format, qui a fait ses armes chez Havas.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'acquisitions ciblées du groupe Havas, qui en a réalisé onze l'an passé, destinées à renforcer des zones géographiques ou des secteurs. Ce dernier

rachat, dont le montant n'est pas communiqué, illustre les évolutions de fond qui animent le marché de la communication. «*Les dirigeants et les entreprises construisent leurs propres canaux de communication en complément des médias, les créateurs de contenu deviennent des relais d'opinion et les réseaux sociaux redéfinissent la circulation de l'information*», constate Arielle Schwab, vice-présidente de Havas Paris, l'agence de communication corporate et institutionnelle du groupe Havas.

Après LinkedIn, les patrons s'essaient ainsi de plus en plus à Instagram pour multiplier leurs canaux de communication. «*C'est dix fois les audiences du JT chaque jour! Même si les deux canaux se complètent*», constate Thomas Khaski. Face à cette «*désintermédiation de l'information et de la conversation, comment reste-t-on pertinent?*», s'interroge la dirigeante d'Havas Paris. L'urgence consiste notamment à adapter les formats alors que 70% des contenus consommés sur les réseaux sociaux sont des vidéos. Et à intégrer, davantage encore, les créateurs

de contenu dans la communication des marques. «*Les relations avec les créateurs de contenu ne sont plus dédiées uniquement au champ du marketing mais aussi aux enjeux d'engagement des entreprises, de leur marque employeur, de leur impact sur la société...*», insiste Thomas Khaski.

Une question majeure

En parallèle, la montée en puissance de l'IA dans le quotidien des Français a changé la donne. «*Nous voyons l'importance croissante de l'IA générative dans le façonnement de l'opinion, avec ses hallucinations, ses biais... Une transformation majeure à la veille des futurs scrutins*», ajoute Thomas Khaski. 16% des électeurs français ont ainsi utilisé un outil d'intelligence artificielle pour arrêter leur choix de vote lors des dernières municipales, selon une étude du think-tank Terra Nova.

De quoi bousculer nos leaders - politiques, intellectuels ou chefs d'entreprise - qui se «*demandent ce que disent ChatGPT ou Claude de leur réputation*». Or, dans une «*société de la défiance*», il

est crucial de veiller à la «*qualité et à la crédibilité des sources d'information*», ajoute Arielle Schwab. Une question majeure alors que les fournisseurs d'IA s'efforcent de nouer des partenariats avec des médias traditionnels - à l'instar du Figaro, qui a déjà signé des accords avec Perplexity et Meta - afin de renforcer leur légitimité.

Pour répondre à ces lames de fond qui transforment nos sociétés et nos économies, Havas Paris parie sur la complémentarité avec l'agence Format. La start-up - qui compte parmi ses clients Orange, Groupement Mousquetaires, Groupe Bel, Doctolib, Voodoo, Konbini, France Digitale ou encore l'agence d'influence Follow - devrait réaliser cette année 4 millions d'euros de chiffre d'affaires (+30%). «*Format est née avec l'idée que la communication corporate devait se réinventer à l'ère du transfert massif de la consommation de l'information vers les réseaux sociaux et de l'émergence de nouveaux leaders d'opinion*», commente Thomas Khaski, qui compte une vingtaine de salariés. Le groupe de Yannick Bolloré parie sur ce

«*pure player influence 3.0*» qui a fait de l'utilisation de l'IA l'un de ses atouts, qu'il s'agisse de la production de contenus ou de la veille de l'information qui circule sur les chatbots.

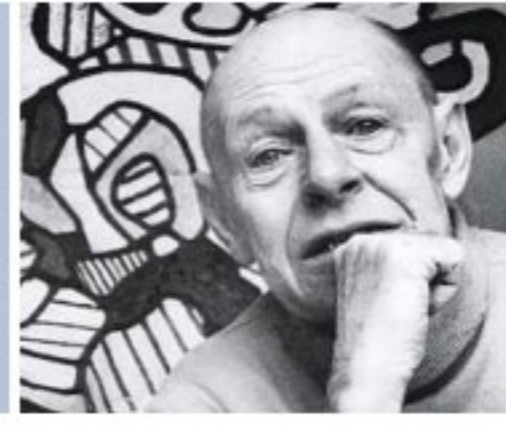
Dans ce marché encore fragmenté - où cohabitent d'un côté des agences d'influence traditionnelle qui se sont adjoint une expertise digitale, et des agences «*digital natives*» moins visibles sur la communication corporate -, Havas Paris entend bien creuser l'écart avec ses rivaux. «*L'objectif de ce rapprochement est de nous permettre d'accélérer sur l'influence digitale et de gagner du temps dans un marché qui avance et se transforme très vite, conclut Arielle Schwab, qui parie sur la création de synergies. Nous pourrions proposer des offres plus étendues à nos clients.*»

De son côté, Format - qui gardera son autonomie au sein de Havas - espère tirer profit de la «*force de frappe*» du groupe ainsi que de son réseau mondial en conseil en communication stratégique, H/Advisors, présent dans plus de 20 pays, pour accéder à des clients internationaux. ■

LE FIGARO et vous



STYLE
LE MAROQUINIER FRANÇAIS LANCEL DÉFEND, DEPUIS UN SIÈCLE ET DEMI, UN LUXE SANS OSTENTATION **PAGE 29**



EXPOSITION
DINARD RESSUSCITE LA MAGIE DE « L'HOURLOUPE », L'INVENTION ARTISTIQUE DE JEAN DUBUFFET **PAGE 30**

Le trail, une autre façon de courir le monde

En France comme à l'étranger, les initiatives se multiplient pour combiner culture et course à pied. Nous avons testé le concept en Chine.

PAGE 28

LANCEL: WOLF SLAMNY/ARCHIVES FONDATION DUBUFFET, PARIS; CONTRASTES RUNNING



Xavier Dupont de Ligonès, le faux prêtre et M6

Nicolas Daguin

La chaîne a présenté ses excuses après avoir diffusé le témoignage d'un certain « Père Marc » qui prétendait avoir recueilli les aveux de l'homme disparu après avoir éliminé sa famille.

On appelle ça un retour de flamme. Après avoir promis, sans grande prudence, des « révélations exclusives » sur l'affaire Xavier Dupont de Ligonès, M6 a rejoint le club déjà bien fourni de ceux qui prétendent avoir résolu, ou presque, la plus grande énigme criminelle française du XXI^e siècle.

Lundi soir, dans l'émission « Appel à témoins », présentée en direct par Julien Courbet, un certain « Père Marc », soi-disant prêtre au diocèse de Narbonne et membre de la Communauté de l'Agneau, à Plavilla, a affirmé avoir recueilli en confession les aveux de « XDDL » en 2022, soit onze ans après sa disparition officielle. Il a même dit posséder une photo du fugitif recherché pour le quintuple assassinat de sa famille à Versailles en 2011. Pour parfaire sa crédibilité, l'homme a assuré parler avec l'accord de son évêque. Un scoop.

Personne, ni sur le plateau ni en régie, n'a bien sûr vu cette fameuse photo. Et pour cause : tout était faux. En coulisses, le faux prêtre a fini par confesser son mensonge, avant de se reprendre et de pousser le bouchon encore plus loin : « Il a dit qu'il était lui-même Xavier Dupont de Ligonès et qu'il voulait se

rendre », confie au Figaro une personne présente sur place. Sollicité, le groupe M6 refuse de confirmer cette seconde version, servie par l'homme au bout du fil, sans la démentir non plus expressément.

Une formule quasi christique

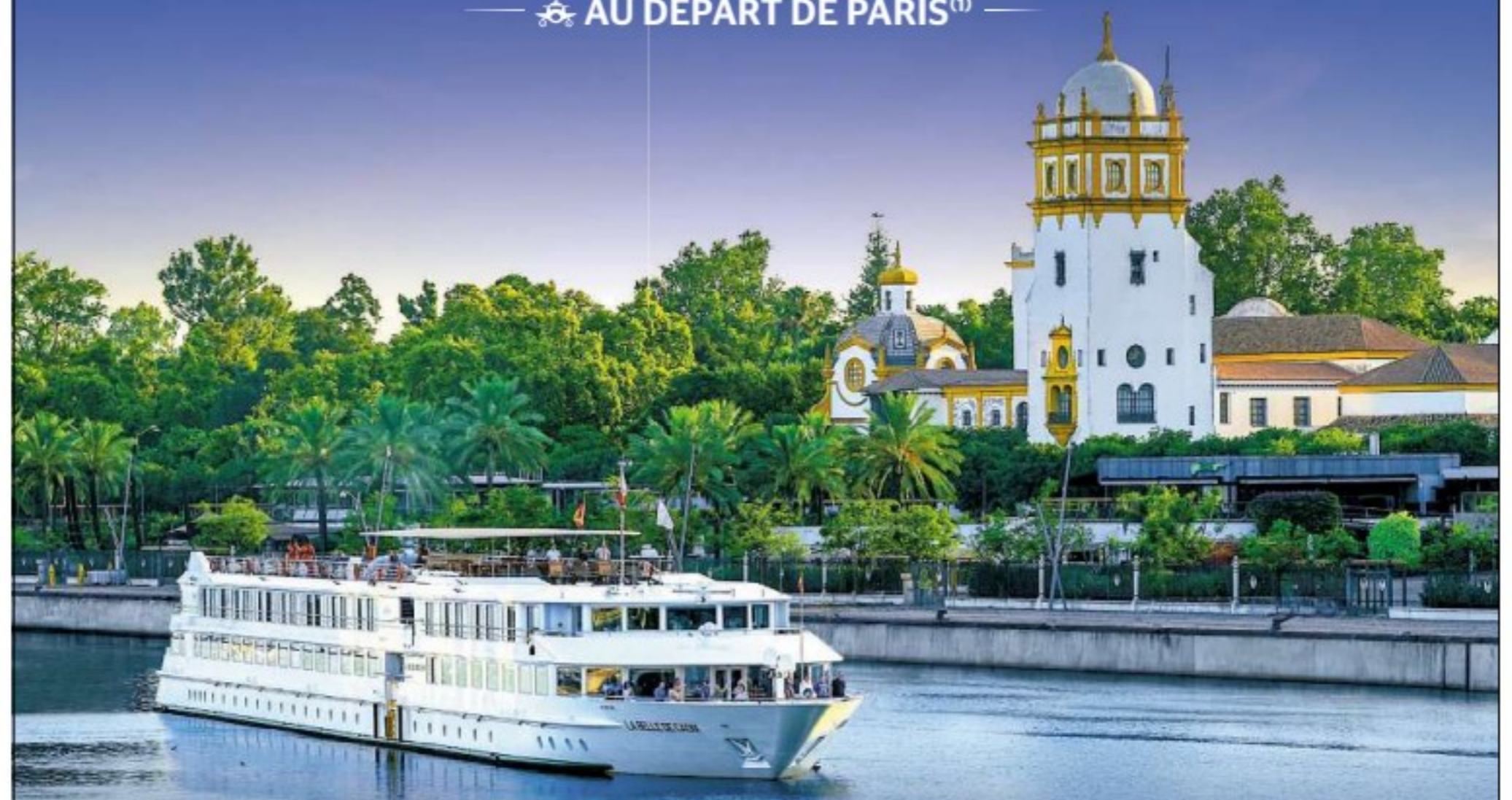
Si le procureur de Nantes, qui instruit l'affaire depuis la découverte des corps de la famille de Ligonès, le 21 avril 2011, n'a pas pris la peine de réagir, l'évêque de Carcassonne, M^{gr} Bruno Valentin, lui, a bel et bien démenti. Dans une vidéo publiée sur ses réseaux, il a qualifié la séquence de « trompeuse pour le public » et a annoncé saisir l'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle.

C'est là tout le problème d'une émission qui se vante de filtrer des témoignages « à peu près sérieux ». Quelques vérifications élémentaires auraient suffi, même en direct, même tard le soir. Mercredi matin sur RTL, Julien Courbet a endossé la responsabilité avec une formule quasi christique : « C'est mon métier, je suis payé pour ça. Allez-y, chargez-moi. » Le groupe M6 a de son côté présenté ses excuses « sans réserve » à M^{gr} Bruno Valentin. ■



SAVEURS ET FESTIVITÉS ESPAGNOLES AU CŒUR DE L'ANDALOUSIE

— AU DÉPART DE PARIS ⁽¹⁾ —



DÉPARTS 2026 :
25 JUIN
2, 16, 23, 30 JUILLET
6, 13 AOÛT

A partir de 1529€^{TTC(3)}/pers. au lieu de 2085€
ou supplément Solo OFFERT

OFFERT : SOIRÉE CONCERT dans les jardins de l'Alcázar de Séville⁽²⁾

CROISIÈRE TOUT INCLUS : VOL DE PARIS • EXCURSIONS • PENSION COMPLÈTE AVEC BOISSONS
À BORD DE LA BELLE DE CADIX

Renseignements et réservations dans votre agence de voyages habituelle
ou au 01 44 32 06 60 et sur www.croisieurope.com



REF. SHF / SHF_SAV. (1) Vol aller/retour de Paris inclus sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. (2) Uniquement sur les départs des 16, 23 et 30 juillet 2026. En cas d'indisponibilité ou de changement des dates des représentations, le concert peut être reprogrammé à un autre moment de la croisière. CroisiEurope s'efforcera de proposer une alternative à cette activité. (3) Prix TTC par pers. le plus bas sur l'ensemble des départs proposés, base cabine double cat. C en pont principal, incluant le vol de Paris. Offre valable du 04/06/2026 au 04/07/2026, non rétroactive et non cumulable. IMO67100025. Crédit photo : Innovafilms.com. Parution : juin 2026. Codes tarifs : FGROFF/SINGLE. CreaStudio 2605127.

Trail sur la Grande Muraille de Chine : quand l'expérience du sport se mêle à la culture

Théo Sivazlian Envoyé spécial à Pékin

En France, 12 millions de personnes pratiquent la course à pied. Face à cet engouement, des agences de voyages font de cette discipline une manière d'explorer un pays et son patrimoine. « Le Figaro » l'a testée autour de Pékin.

La montagne est là. Elle se dresse devant nous. Sauvage, ardue, au pavé brisé. Sans offrir le moindre répit pour un coureur en quête désespérée d'un bout de replat. Non. Il faut s'accrocher. Ne pas regarder au sommet. Et une fois là-haut, les jambes émoissées et le buste cabossé, redescendre. Puis remonter. Une course sans fin ? Presque. Mais dans quel décor ! Celui de la Grande Muraille de Chine, mythe parmi les mythes, splendeurs parmi les splendeurs, bâtie entre le III^e siècle avant J.-C. et le XVII^e siècle pour marquer et défendre la frontière nord de la Chine. Longue de plus de 21 000 km, elle est classée au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1987. Difficile de trouver meilleur terrain pour y réaliser un trail. L'agence de voyages niçoise Contrastes l'a bien compris. Voilà plus de vingt ans qu'elle organise près de Pékin, grâce à son département « running », cette course multi-étapes - 7 en 6 jours -, ouverte aux coureurs et aux marcheurs, qui serpente entre les vallées et comporte au total près de 65 km et 4 500 m de dénivelé positif.

« On a parfois de gros doutes à l'arrivée de certains clients, sourit Fiona De Nicola, directrice de Contrastes Running depuis 2022. Parce qu'ils n'ont pas forcément le profil type du coureur. Mais, ce qui est beau, c'est de laisser le temps aux gens d'aller au bout de l'effort, de les accompagner, qu'ils puissent se surprendre eux-mêmes. » Un format de parcours raccourci est proposé pour les marcheurs, qui préfèrent en général davantage profiter du paysage, sans objectif chiffré. Ils n'en demeurent pas moins des passionnés. « On a une base d'une trentaine de personnes qui, à chaque nouveauté, répondent présent, souligne Fiona De Nicola. Certaines, devenues des amis, vont bientôt faire leur dixième trail avec nous au Sri Lanka. Un véritable accomplissement. »

« Repousser ses limites dans un décor exceptionnel »
Michaël n'en est pas encore à ce stade. Le quadragénaire, spécialement venu de Troyes avec son neveu Alexis pour réaliser ce trail de la Grande Muraille de Chine, peut tout de même se targuer d'avoir à son actif plusieurs marathons dans le monde (New York, Tokyo). Licencié au club d'athlétisme de Saint-Mesmin, dans l'Aube, il espérait trouver à Pékin un défi qui le pousse dans ses retranchements. Chose faite, avec une belle quatrième place au classement général sur 33 coureurs. « Parce que oui, il y a un classement, et on se laisse facilement prendre au jeu chaque soir lorsqu'il est dévoilé, assure Michaël. Mais on ne retrouve pas d'esprit de compétition à proprement parler. Simplement, le plaisir de courir, de repousser ses limites dans un décor exceptionnel. »

Et pas seulement. Car, si les courses ont lieu tôt le matin avec des températures autour des 20 °C, pour éviter de suffoquer, les après-midi du séjour sont consacrés à la découverte du patrimoine chinois, en présence d'un guide. Visites de la Cité interdite, de la place Tiananmen, du temple des Lamas, déambulation au sein des hutong (un petit quartier constitué de ruelles anciennes, NDLR), des villages dans la campagne... S'il n'est pas toujours simple de rester en éveil avec la fatigue accumulée, les participants sont conscients de ce qu'ils ont sous les yeux. « On parle de lieux chargés d'histoire, que nous ne verrons peut-être qu'une fois dans notre vie, avance Marina, préparatrice en pharmacie dans les Pyrénées-Orientales. Je tenais par exemple absolument à me rendre sur la place Tiananmen. On a tous en tête la célèbre photo du manifestant debout devant les chars. »

Cet attelage encore méconnu entre sport et culture séduit un large public. De 21 à près de 80 ans, toutes les catégories d'âge sont représentées. L'aspect nature du trail, également, est une attraction en soi. Les portions de muraille dites « sauvages » (c'est-à-dire vierges et déstructurées) sont plus prisées car plus spectaculaires. Loin des



Des coureurs lors du trail de la Grande Muraille de Chine, en mai 2026.

touristes, entourées de forêts verdoyantes, elles semblent figées dans le temps. Il arrive que l'on passe plusieurs dizaines de minutes de course seul à se demander pourquoi diable est-on venu s'embarquer dans cette « galère ».

« Nous avons des tracés exigeants, c'est vrai, mais le relief de la Grande Muraille, avec ses milliers et ses milliers de marches, les impose. Ici, parcourir 3,5 km et 400 m de dénivelé positif vous paraîtra déjà suffisamment long... », souligne avec malice Corinne Zanieri, la directrice de course de Contrastes Running. C'est elle qui, avec Fiona De Nicola, est à la manœuvre pour dénicher chaque année de nouvelles portions inédites de la muraille. « Les gens ont besoin de profiter d'une aventure en plein air. Nous leur

faisons découvrir des endroits auxquels ils n'iraient sûrement pas par eux-mêmes, comme les tombeaux des Qing (la plus grande nécropole impériale Qing de Chine qui s'étend sur des collines couvertes de pins). »

Les liens avec les habitants aussi sont recherchés par les participants. « Dans le village de Chenjiabu, juste avant d'apercevoir les drapeaux français et chinois qui indiquent la ligne d'arrivée, un apiculteur nous encourageait, se souvient Pauline, coureuse sur la Grande Muraille et gérante d'une chambre d'hôtes à Prissé, en Saône-et-Loire. Il était tranquillement en train de travailler, certains en ont profité pour échanger quelques mots et lui acheter du miel. C'est un souvenir marquant. »

Cette « autre façon de courir le monde » fait des émules dans l'univers du tourisme. Exaequo Voyages, un tour-opérateur normand, multiplie les trails à travers la planète, du Sénégal au Kirghizstan en passant par le Kenya. Cette agence, à l'instar de Contrastes, propose à ses clients plusieurs jours de courses (entre 60 et 120 km notamment), entremêlés d'expériences culturelles. Courir pour découvrir : ne tiendrait-on pas là une tendance durable, capable d'attirer toujours plus de nouveaux venus ? Fiona De Nicola l'espère. « Nous aimerions pouvoir monter à 70 coureurs à court terme, soit le double de notre groupe cette année, explique-t-elle. Il y a des trailers, des voyageurs partout en France. Et qui, parfois, ne se soupçonnent même pas. » ■

En France, explorer hôtels de ville, musées et stations de métro en courant

Qui a dit qu'un trail devait obligatoirement se courir en pleine nature ? En France, nombreux sont les parcours permettant d'allier sport et mise en valeur du patrimoine. C'est ce que l'on appelle « l'urban trail » : des courses citadines exigeantes, mais accessibles à tous, avec l'objectif de découvrir une ville et ses endroits insoupçonnés. Le concept, né aux Pays-Bas, ne cesse de se développer depuis son arrivée en 2007 dans l'Hexagone. À Cherbourg, un millier de personnes - soit la limite du nombre de participants - ont ainsi participé à la 3^e édition, le 19 avril de l'urban trail culturel. Le tracé traversait la manufacture des parapluies, le Musée Thomas Henry, l'hôtel de ville ou encore l'église Notre-Dame-du-Vœu, selon deux nouveaux parcours. Une expérience immersive, mêlant monuments emblématiques et découvertes inédites, ouverte dès 15 ans et avec une contrainte de freinage : il est interdit de courir à l'intérieur des monuments. L'occasion de prendre un moment pour s'arrêter, souffler, contempler. Ici, la performance importe moins que l'ambiance. Et la course permet de rompre la perception parfois austère du patrimoine.

Partenariat avec le Louvre-Lens

En Bretagne, le Trail des Remparts n'aura pas lieu à Vannes le 21 juin. « Le contexte exceptionnel lié à l'accueil du XV de France ce même week-end n'a pas permis de concilier les deux manifestations dans de bonnes conditions », regrettent les organisateurs qui donnent rendez-vous au

20 juin 2027. Mais il existe, dans le sud de la France, un autre Trail des Remparts. Carcassonne, en pays audois, organise le sien depuis 2025 (traildesremparts-carcassonne.fr/). Son urban trail épouse les contours des fortifications classées au patrimoine de l'humanité. Trois courses, deux formats, en individuel ou en relais, étaient proposés pour la 2^e édition, le 1^{er} mai. Déambuler entre les tours tel un chevalier ? La gratuité donne de l'élan à ce défi qui plonge ceux qui le relèvent dans l'histoire de la cité. Et c'est l'un des enjeux de ces trails qui courent la culture : transmettre à une jeune génération le goût de l'effort, tout en éveillant la curiosité et l'imagination.

Dans le Pas-de-Calais, le Trail des Pyramides noires (traildespyramides-noires.com) propose une offre en ce sens. Alors que le parcours au sein de l'historique bassin minier met déjà en avant parcs urbains, anciennes friches, terrils et canaux, un partenariat avec le Louvre-Lens permet à chaque coureur de bénéficier d'un billet d'entrée au musée. Un ticket pour découvrir l'exposition temporaire, sachant que l'entrée est gratuite pour les moins de 18 ans. Mens sana in corpore sano : un esprit sain, dans un corps sain. ■ T.S.

+ CARNET DE ROUTE

PRÉPARER SON SÉJOUR

L'agence niçoise Contrastes propose un voyage en Chine de découvertes en itinérance depuis Pékin mêlant une course de trail sur la Grande Muraille de 65 km, en 7 étapes de 4 à 14 km, et des visites de sites remarquables, dont la Cité interdite, la place Tiananmen, le temple des Lamas, le village de Gubeikou ou encore la ville de Jixian. 11 jours/8 nuits à partir de 3 390 € par personne, avec le vol A/R au départ de Paris avec Air France en classe éco, les hébergements en chambre double en hôtels 3 et 4 étoiles ainsi qu'une nuit chez l'habitant,



la pension complète, l'accompagnement d'un guide chinois francophone, les visites au programme, l'organisation de la course et une assistance médicale. Compter 540 € en sus pour les taxes d'aéroport et surcharges carburants ainsi que les frais de dossier pour les coureurs. Le supplément pour une chambre individuelle s'élève à 495 €. Tél. : 04 93 87 28 63 ; letraildelamurailledechine.com

LIRE

Gao Xingjian, *La Montagne de l'âme*, Éditions de l'Aube, 672 p., 11 €.

EMPORTER

Une trousse à pharmacie contenant des médicaments contre les troubles digestifs, des pansements et des désinfectants.

Lancel ou le luxe du quotidien depuis 150 ans

Marie-Gabrielle Graffin

De la fabrique d'articles pour fumeurs fondée par Angèle Lancel aux sacs transmis de mère en fille, la maison parisienne célèbre un siècle et demi d'histoire et revendique plus que jamais un luxe accessible et discret.

Pour l'anniversaire de sa femme qui fête ses 35 ans, Antoine s'est vu récemment confier une mission : « Elle m'a demandé un nouveau sac à main, raconte ce cadre supérieur dans la banque. Mais elle en a déjà bien une dizaine et a juste précisé "un sac pour tous les jours mais qui change un peu". Ça reste très vague comme information, mais je n'ai pas voulu en savoir plus pour lui garder la surprise. » Démenté, le trentenaire s'est rendu dans un grand magasin parisien. D'un côté, les griffes de luxe, hors budget. De l'autre, une multitude de nouvelles marques dont il ne connaît ni l'histoire ni la qualité. Il est donc reparti bredouille.

Un matin, en sortant du métro Opéra pour aller travailler, toujours avec cette quête du sac parfait en tête, il lève le nez devant l'immense boutique Lancel, au coin du boulevard des Italiens : « Je n'y connais pas grand-chose en mode, mais ce nom illustre, très français, m'a rassuré. » Conseillé par une vendeuse, il repart avec un Ninon, un modèle à rabat structuré, lancé en 2018, devenu depuis l'un

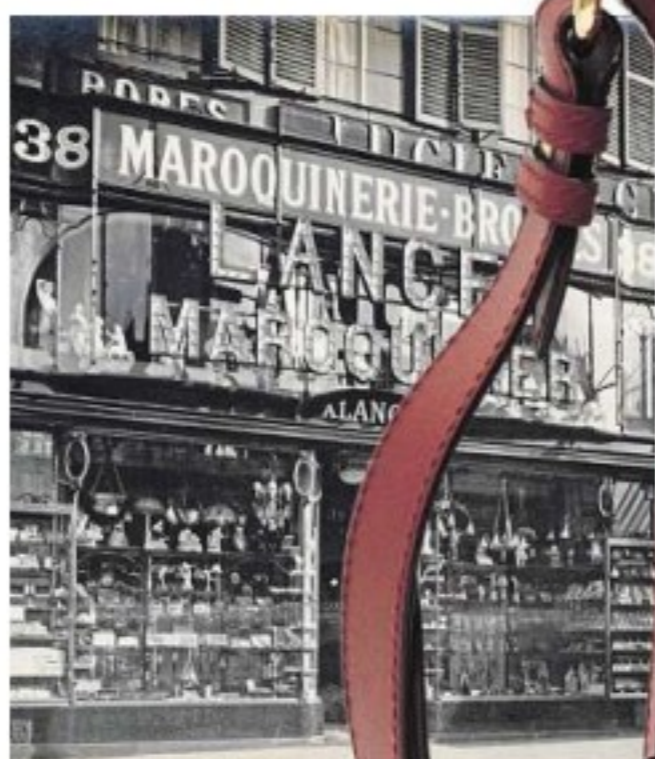
« À l'heure où de nombreuses clientes se détournent du luxe démonstratif, Lancel revendique une élégance plus discrète »

Marine Olivier Directrice marketing et communication

des best-sellers de la maison. Finalement, si la couleur kaki choisie n'a pas totalement convaincu son épouse, la marque, elle, a fait mouche. « Sûrement parce qu'elle a été influencée par sa mère qui a toujours trouvé Lancel très chic (rires) ! Nous sommes retournés en magasin ensemble pour l'échanger. » Contre un Premier Flirt noir. Un sac seau souple, reconnaissable à son cordon coulissant, sa poche latérale, son charm en forme de L et ses pompons de cuir, qui fête ses 20 ans. Mais cet anniversaire est loin d'être le seul pour Lancel cette année.

« Beaucoup connaissent notre maison sans forcément savoir qu'elle célèbre ses 150 ans », rappelle fièrement Marine Olivier, directrice marketing et communication. Jusqu'à la fin de l'année, Lancel consacre d'ailleurs l'étage supérieur de sa boutique historique du quartier de l'Opéra à une exposition, « Lancel, toujours » retraçant un siècle et demi d'une success-story à la française.

Tout commence en 1876 avec Angèle et Alphonse Lancel. L'entreprise ne naît pas autour du sac à main mais d'une fabrique d'articles pour fumeurs. Angèle, dont les



De haut en bas : exposition dans la boutique historique de la place de l'Opéra, catalogue des années 2000, boutique de 1924 boulevard des Italiens.

parents travaillent déjà dans le domaine du cigare, tient la boutique tandis qu'Alphonse développe le réseau commercial. Dans le Paris de la Belle Époque, l'adresse devient vite une destination cadeaux où l'on trouve aussi bien des parapluies que des bijoux, des jeux de société, des objets de voyage élégants ou encore des souvenirs. En moins de sept ans, elle possède déjà plusieurs adresses dans la capitale et cinq succursales en région. Pionnière du commerce moderne, Angèle, selon ses mots, a à cœur « d'amener Paris en France ».

La maroquinerie ne devient centrale qu'au début du XX^e siècle, lorsque l'Orient Express transforme les habitudes de voyage. Lancel accompagne le mouvement. Albert, le fils des fondateurs, qui a repris l'entreprise en 1898, lance un premier sac à main en cuir en 1901. L'ouverture d'une boutique rue de la Paix, alors épicentre mondial de la haute couture, contribue à installer la maison dans un univers plus féminin. Joséphine Baker

compte parmi ses fidèles clientes. « Lancel s'est toujours adaptée aux usages de son époque. C'est probablement ce qui explique sa longévité », analyse Marta Franceschini, curatrice au Victoria & Albert Museum de Londres, qui a participé aux recherches pour la rétrospective dans la boutique parisienne.

Le lancement du modèle Premier Flirt en 2006 a été une étape décisive dans l'histoire de l'entreprise. À une époque dominée par les logos et les it-bags des grands noms du luxe, la marque française propose autre chose : une silhouette arrondie inspirée des courbes du corps féminin, des détails reconnaissables mais jamais ostentatoires, un prix plus accessible. « Il se reconnaît sans avoir besoin de hurler ! Ce sac, c'est la force tranquille, le juste équilibre entre désir, usage et personnalité », résume Marine Olivier. Vingt ans après son lancement, il figure toujours dans le trio de tête des ventes. Mille cinq cent quinze déclinaisons depuis sa création, en plus de 30 matières et 311 couleurs. Si l'on empilait tous les Premier Flirt vendus depuis vingt ans, la pile dépasserait de plus de 380 fois la hauteur de la tour Eiffel.

Autre fait d'armes de Lancel, sa première ambassadrice : Isabelle Adjani. En 2008, l'actrice dessine un sac à son nom et rencontre un succès considérable. Deux ans plus tard, Brigitte Bardot réitère avec le BB et provoque un véritable raz-de-marée en boutique. Au tournant du millénaire, sous l'ère Richemont marquée par des ambitions trop haut de gamme éloignées de son ADN historique, la maison perd de l'élan face à ses concurrents. Adossé au groupe italien Piquadro en 2018, Lancel retrouve un positionnement plus fidèle à son histoire.

« La renaissance de Lancel passe également par la création », explique Marine Olivier. Sous l'impulsion de Valeria Vigorelli, directrice du studio depuis 2024, les collections sont rajeunies sans renier leur héritage. Un important travail est mené sur la qualité. Les prototypes sont toujours réalisés à Paris tandis que la production est assurée à Scandicci, en Toscane, l'un des berceaux historiques du cuir italien.

Les archives restent un point de départ, à l'image des récents sacs seau Elles, descendants du best-seller Elsa, ou du bowling BCBG, inspiré des malles historiques de la maison. Des créations plus épurées, plus décontractées aussi, mais toujours élégantes pour séduire une nouvelle génération de clientes. Et ça marche. La maison de maroquinerie renoue avec le succès et un chiffre d'affaires en hausse (68,8 millions d'euros en 2025).

« À l'heure où de nombreuses clientes se détournent du luxe démonstratif, Lancel revendique une élégance plus discrète, s'enorgueillit la directrice marketing. Nous sommes une marque de luxe du quotidien, avec un panier moyen de 650 euros. Nos clientes cherchent des produits authentiques, qui rassurent, qui durent, et leur donnent confiance. »

Justement ce qui frappe ici, c'est le lien avec les clientes. Tel cette Française qui a transmis son Premier Flirt à sa fille. Ou encore cette autre qui a utilisé le grand fourre-tout de sa grand-mère comme sac de maternité pour son premier enfant. Autant de témoignages à retrouver dans le catalogue de l'exposition. Marine nous confie d'ailleurs, émue, que le jour de son arrivée chez Lancel, sa mère lui a envoyé une photographie de ses grands-parents sortant d'une boutique dans les années 1960. « On a tous une histoire avec Lancel. » ■

« Lancel, toujours », jusqu'au 23 décembre, 8, place de l'Opéra (Paris 9^e).



Édition limitée anniversaire du Premier Flirt, créé il y a vingt ans.

Veronica Beard, les reines du blazer arrivent à Paris

Valérie Guédon

Depuis 2010, les deux New-Yorkaises imaginent un vestiaire pragmatique et chic qui cartonne aux États-Unis.

La situation est cocasse. Les deux fondatrices de la marque américaine Veronica Beard s'appellent toutes les deux... Veronica Beard. Ainsi, Veronica Miele, de son nom de jeune fille, a épousé Anson Hill Beard, financier, en 1999, à New York. Veronica Swanson, elle, s'est mariée avec James Beard, le frère d'Anson, agent immobilier, quelques années plus tard.

Si elles partagent le même patronyme et donc la même entreprise qu'elles ont créée en 2010, les deux Américaines sont aussi différentes que le feu et la glace. L'une est brune, originaire du New Jersey, pragmatique et douée avec les chiffres qu'elle a un temps maniés avec succès en salle des marchés chez Lehman Brothers. L'autre est blonde, native de Floride, volubile et créative. Elle a œuvré dans les bureaux de Narciso Rodriguez et Alberta Ferretti avant de devenir acheteuse.

Pour autant les deux belles-sœurs partagent le même amour pour la mode et un constat : « Les collections féminines sont trop souvent imaginées par des hommes,

mais entendons-nous bien, certains d'entre eux sont des génies qui imaginent des défilés magnifiques, proches de l'art. Mais leur vision est parfois le reflet d'une femme fantasmée et irréaliste », commence Veronica, la blonde. Avant que l'autre Veronica ne renchérisse : « Tant et si bien que cela finit par être compliqué de trouver des vêtements vraiment adaptés à notre vie. Nous, nous voulons que les femmes portent Veronica Beard pour affirmer leur propre personnalité, et non pour ressembler à une image imposée par la marque. »

« Having-it-all women »

Pour ce faire, elles sont parties d'une pièce que toutes les deux affectionnent : le blazer. « Dès que vous en enflemez un, vous vous sentez immédiatement habillée, lance la blonde. Pour nous, c'est la pièce parfaite. Une veste bleu marine, un tee-shirt blanc et un jean, voilà notre uniforme idéal », reprennent les deux Américaines presque en chœur. Elles imaginent la Dickey, une veste croisée munie d'un plastron interchangeable - sweat à capu-

che, veste en jean, pull zippé, etc. Quinze ans plus tard, cette trouvaille modulable à l'infini (à partir de 648 €) est toujours le best-seller de la marque.

Rapidement, elles étendent leur approche pragmatique à toutes les catégories de produits. « Nous avons également revu nos prix pour être plus accessibles, précise Veronica, la brune. Et le business a explosé. » En 2016, les deux entrepreneuses se lancent dans le denim. « Nous en avions marre de porter ceux de nos concurrents. Aujourd'hui, nos coupes sont parmi les plus flatteuses du marché. » Comptez 263 € pour le modèle taille haute et évasé.

Les deux belles-sœurs ont su séduire une clientèle de CSP+ mariées avec enfants, des « having-it-all women » (traduire ces femmes qui ont réussi carrière, famille et vie personnelle), comme elles. « À nous deux, nous avons huit enfants (Veronica Swanson en a trois et Veronica Miele cinq, NDLR). Nous connaissons toutes les deux par cœur ces journées interminables qui commencent à 6 heures le

matin et se prolongent bien souvent après le coucher des enfants, par un cocktail pour le travail ou avec des amis. Alors, c'est fondamental qu'un vêtement que nous concevons puisse fonctionner pour toutes ces occasions. »

Alors que le duo possède une quarantaine de boutiques aux États-Unis, il poursuit ces dernières années son expansion en Europe. « Paris sera notre cinquantième boutique, s'enthousiasme Veronica, la blonde. C'est un accomplissement pour nous de nous installer en plein cœur du Triangle d'or, un quartier si emblématique pour la mode. »

« Chacun de nos points de vente est pensé indépendamment. Celui-ci a été imaginé comme notre pied-à-terre idéal à Paris. Nous avons donc chiné beaucoup de mobilier aux Puces - notre endroit favori pour faire du shopping. Nous espérons qu'elle plaira aux touristes - il y a tant d'Américains à Paris en ce moment - mais aussi à la clientèle locale. » Aussi addictif qu'un épisode d'Emily in Paris. ■



Le blazer croisé marine et le plastron à capuche qui ont fait la renommée de la marque. VERONICA BEARD

À Dinard, « L'Hourloupe » de Jean Dubuffet vous entourloupe

Béatrice de Rochebouët Envoyée spéciale à Dinard

Au Palais des arts et du festival, le cycle qui a rendu célèbre le Français frondeur de l'après-guerre est montré en totalité. Une exposition magistrale conçue avec la fondation qui porte son nom.

L'Hourloupe ou la fabuleuse histoire sans fin de Jean Dubuffet? Né d'un jeu d'associations de consonances (loup, hurler, hululer, entourloupe) ou d'emprunts aux contes (*Riquet à la houppe* et *Le Horla*), ce mot est une pure invention de l'artiste. Il désigne son langage visuel en trois couleurs essentielles, le rouge, le bleu et le blanc, cerné d'un épais trait noir, marque de fabrique facilement identifiable dans l'art du XX^e siècle. Il fut à l'origine du titre d'un petit livre enfermant ses divagations graphiques griffonnées au stylo-bille, un jour où il était au téléphone. Et donna surtout naissance à un cycle, de 1962 à 1974 - le plus long et le plus complet! -, et se poursuivit partiellement jusqu'en 1983, deux ans avant sa mort. De quoi intriguer ceux qui font semblant de le connaître.

Au cœur de son œuvre, *L'Hourloupe* est pour la première fois montré en totalité, à travers dessins, peintures, sculptures, architectures et installations spectacle, au Palais des arts et du festival de Dinard. Sans oublier ses merveilleuses affiches originales, dont quatre sont à vendre au profit de l'association La Source Bretagne (à partir de 250 euros), grâce à l'initiative d'Henri Jobbé-Duval, directeur artistique de la Fiac de 1974 à 2001. Ce joyeux parcours ouvre la porte des imaginaires. Rares sont les expositions qui ont montré une lecture globale. Celles du vivant de Dubuffet, à Venise en 1964 et à Bâle en 1970, furent organisées alors que le cycle était encore en cours d'élaboration, avant même la création du spectacle *Coucou bazar*, tableau animé de modules sculptés et peints qui en est l'incarnation, sur une musique volontairement cacophonique. Il fut présenté magistralement au Musée des arts décoratifs de Paris en 2013.

Jouant elle aussi avec les mots, l'exposition de Dinard «Jean Dubuffet. La houle du virtuel» marque la volonté de son maire, Arnaud Salmon (second mandat sous l'étiquette «divers centre»), et de son délégué à la culture, Vincent Remy, de hisser artistiquement sa ville, déjà haut lieu de patrimoine avec



Mouchon berloque, huile sur toile, 114 x 146 cm, 1963, Jean Dubuffet. JEAN DUBUFFET/ADAGP, PARIS 2026/FONDATION DUBUFFET, PARIS

ses villas classées en bord de mer. Elle est la troisième du genre, après Gérard Garouste, l'artiste de la figuration montré avec sa femme, Elisabeth, puis Olivier Debré, le représentant de l'abstraction lyrique qui a accueilli près de 25 000 visiteurs. Mais elle a lieu cette fois en un seul lieu, la villa Les Roches brunes, avec son divin panorama sur Saint-Malo, étant fermée pour restauration.

Elle renoue aussi avec le passé, qui montra Picasso en 1999 (le maître catalan passa trois étés à Dinard à peindre les *Baigneuses*), Fernando Botero en 2002, ou «Qui a peur des artistes?», en 2009, avec des pièces issues de la collection de François Pinault. Le milliardaire breton, connu pour sa villa Greystones, à la pointe de la Malouine, n'avait pas renouvelé

l'expérience, alors que beaucoup l'espéraient en formidable mécène local. Pour certains maires juste avant l'ère Salmon, l'art moderne et contemporain n'était visiblement pas la priorité...

C'est donc reparti culturellement pour Dinard et sa petite équipe de sept personnes ultra-performante avec, à sa tête, Laura Goedert, la charismatique Belge en charge des expositions pour la ville, dont le mandat a été renouvelé. Pour ce troisième volet faisant la part belle à l'art français avec cette fois un budget de plusieurs centaines de milliers d'euros, la Fondation Dubuffet (implantée dans le 6^e arrondissement de Paris et à Périgny-sur-Yerres, dans le Val-de-Marne) a été mise à contribution. Elle est le prêteur majoritaire de la

centaine d'œuvres très bien agencées par Éric Morin, scénographe des expositions du Fonds Hélène et Édouard Leclerc, à Landerneau (Finistère) et notamment de «Dubuffet, l'insoumis», en 2014. Quelques rares pièces viennent du Musée des arts décoratifs de Paris qui a reçu une importante donation Dubuffet en 1967 (*Mécanique musique* de 1966), du Fonds Renault pour l'art et la culture (*Territoire aux deux explorants* de 1974), du Musée de Grenoble, de la Collection Nahmad (*Site domestique* de 1966) ou de particuliers.

On se laisse rapidement porter par Dubuffet le frondeur associé à l'Art brut autant admiré que critiqué déjà à son époque. «J'aime ou j'aime pas», c'est l'avis mitigé que l'on entend souvent, faute de

comprendre le pourquoi et le comment de son œuvre. Ce parcours redonne foi aux «je n'aime pas», par l'inventivité des pièces donnant au vocabulaire de *L'Hourloupe* une présence que ni le dessin ni la peinture ne pouvaient contenir. Venant troubler l'ordinaire de la ville que l'artiste jugea d'une médiocrité à dénoncer à tout prix, elles s'inscrivent en volume avec des projets non réalisés (photomontage de *La Seringue* et le *Pavillon à deux étages, vue sur le pont de la Tournelle, 1967*) et d'autres aboutis, comme le *Groupe des quatre arbres*, devant la Chase Manhattan Bank, à New York.

«L'Hourloupe est associé à l'idée d'un nouveau logos qui vise à effacer les catégories, c'est-à-dire les classements usuellement adoptés par notre pensée»

Jean Dubuffet

Peintre, sculpteur et plasticien

Plus intense encore, *La Closerie Falbala* qui abrite en son centre son *Cabinet logologique*, construit entre 1971 et 1973 à Périgny-sur-Yerres. La Fondation Dubuffet a entrepris sa restauration après l'apparition de fissures dans les sols et les murs. Une autre phase commence à l'été 2027 pour faire revivre ce labyrinthe blanc tracé en noir de motifs. En attendant de le voir ressuscité, l'exposition propose une immersion en images de quelques minutes, pour entrer comme si on y était dans ce temple de la pensée du cycle entier de Dubuffet dont il déclarait : «L'Hourloupe est associé à l'idée d'un nouveau logos qui vise à effacer les catégories, c'est-à-dire les classements usuellement adoptés par notre pensée. Représenter les choses non pas telles que nous les voyons, mais telles que nous les pensons.» On sort indéniablement chahuté par ce déplacement du curseur du champ esthétique vers le philosophique! ■ «Jean Dubuffet. La houle du virtuel», au Palais des arts et du festival, à Dinard (35), jusqu'au 20 septembre. www.ville-dinard.fr

Reconstruire le patrimoine, un acte de résistance

Claire Bommelaer

La Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris, se penche sur les destructions de biens culturels lors des conflits du XXI^e siècle.

Au milieu de la guerre des hommes se tient le patrimoine. Avec sa destruction, parfois instrumentalisée par les belligérants, ce ne sont pas uniquement des monuments qui partent en fumée, mais aussi un passé, une identité et une mémoire. À Paris, l'exposition «Patrimoines en résistance», à la Cité de l'architecture et du patrimoine, s'attaque à ce thème vieux comme le monde, en s'appuyant sur les conflits du XXI^e siècle, de l'Afghanistan à l'Ukraine, en passant par Tombouctou ou Gaza.

Cartes, textes, graphiques - à foison! -, mais aussi photographies, vidéos, œuvres d'art contemporaines et répliques numériques des sites perdus réalisés par l'entreprise Iconem permettent de comprendre le sens de la perte du patrimoine, puis la nécessité de sa restauration. L'exposition brasse large, parfois trop même, englobant dans le même raisonnement des sites antiques et des habitations modernes, les destructions volontaires et celles relevant du dommage collatéral, ou encore l'effacement des espaces naturels ici dénommé «écocide». «Nous n'avons pas souhaité faire de hiérarchie dans les destructions, ni même dans le type de patrimoine détruit», expliquent les deux commissaires Mathilde Leloup et Elisabeth Essaïan, toutes deux issues du monde de la recherche.

Quatre exemples amènent le visiteur à opérer lui-même des distinguos. Le premier focus rappelle la destruction mise en scène et médiatisée du site de Bamiyan, en Afghanistan. En 2001, les talibans procédèrent au dynamitage des deux bouddhas monumentaux, datant des VI^e et VII^e siècles, afin d'affirmer leur contrôle religieux sur le territoire. Quatorze ans plus tard, c'est au tour du site antique de Palmyre d'être l'otage de l'État islamique, qui vient d'accéder au pouvoir en Irak. Dynamité et pillé, il sera même le théâtre de l'assassinat du directeur des antiquités irakiennes, Khaled Assad - preuve que Daech voulait annihiler une culture et un peuple entier. En Afghanistan comme en Irak, les exactions provoquent l'indignation internationale, et prouvent aux yeux du monde entier la volonté politique destructrice des islamistes.

Déplacement des populations

Plus feutré est le cas du patrimoine arménien, dont le monastère des Kirants, laissé à l'abandon à la frontière du Haut-Karabakh, au cœur du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (1988 à 2023). Cette fois-ci, l'exposition aborde la question de l'effacement d'une culture, dans une forme d'indifférence quasi générale. Enfin, la Cité de l'architecture se penche sur la destruction du patrimoine dans la bande de Gaza, autre cas de figure. Quelque



Vue aérienne du site antique de Palmyre, en Syrie, après avoir été dynamité et pillé par l'État islamique. ICONEM/DGAM

164 sites patrimoniaux ont été endommagés depuis 2023, victimes collatérales des bombardements qui visent à anéantir le Hamas.

D'une manière déroutante, l'exposition aborde largement le déplacement des populations, elles aussi victimes de conflit, et que l'on voit sur des photos errer le long des routes ou dans des camps. «Nous voulions présenter la

question de l'effacement du patrimoine ordinaire. En quittant une zone de conflit, les populations emportent parfois avec elles des objets qui font partie de leur culture», expliquent les deux commissaires. L'exposition parle peu des objets volés ou pillés dans le chaos des conflits, que l'on retrouvera sur le marché de l'art, ou mieux, que l'on parviendra parfois à restituer aux pays. Dommage! Sur le

thème des objets ordinaires, on verra une œuvre de l'artiste français né à Gaza Taysir Batniji, *Au cas où*, composée de photos de trousseaux de clés récoltés auprès de familles gazaouies déplacées depuis octobre 2023.

À l'effacement de l'histoire et du patrimoine répond la restauration et la réparation, et donc, en un sens, la résistance. De grandes institutions internationales, comme l'Unesco ou Aliph, s'attachent à lever des fonds pour recoudre les monuments et la mémoire des peuples. On songe évidemment à l'action menée dans le vieux Mossoul, détruit lors de la guerre contre l'État islamique en 2016 et patiemment redressé depuis par la communauté internationale.

Cette dernière s'appuie en général sur des ONG, des associations locales ou des collectifs d'architectes qui protègent, inventorient, documentent et finissent par reconstruire leur passé. Preuve que la conscience de la valeur singulière du patrimoine ne cesse d'évoluer, le droit international reconnaît désormais que l'anéantissement volontaire de monuments culturels peut être un crime de guerre. ■ «Patrimoines en résistance. De Tombouctou à Odessa», à la Cité de l'architecture et du patrimoine (Paris 16^e), jusqu'au 3 janvier 2027. À lire : «Effacer, résister, réparer», Éditions CAPA-RMN, 272 pages, 39 €.

Florent Siaud dans le grand bain mozartien

Thierry Hillériteau

Après Virginia Woolf pour la Comédie-Française, ce passionné de musique met en scène « L'Enlèvement au sérail » au TCE.

Dans la pénombre de la salle, sa silhouette affairée se dessine en ombre chinoise. Sur le plateau, on procède aux ultimes réglages lumières. En fond de scène, de vastes motifs géométriques évoquant une réinvention contemporaine du moucharabieh s'animent, comme des reflets sur l'eau. En cette avant-veille de première, Florent Siaud couve chaque détail de sa future mise en scène de *L'Enlèvement au sérail*. Sa première, pour le Théâtre des Champs-Élysées : une salle qu'il connaît pour y avoir été par le passé assistant et dramaturge. C'était il y a plus de dix ans, sur le *Castor et Pollux* de Rameau, mis en scène par Christian Schiaretti.

Depuis, l'assistant metteur en scène, qui à l'époque sortait à peine de l'académie du Festival d'Aix-en-Provence, a fait du chemin. À l'Opéra, on l'a vu se frotter aux mondes oniriques de *Pelléas et Mélisande*, au vaste multivers wagnérien ou au romantisme slave d'*Eugène Onéguine*. Au théâtre, ce passionné de grands textes et de littérature, ex-normalien et agrégé de lettres modernes,

vient de faire, avec succès, ses débuts à la Comédie-Française. Mettant en scène *Lumières, Lumières, Lumières*, délicate adaptation du roman de Virginia Woolf *Vers le phare*, par la dramaturge Évelyne de la Chenelière.

Deux créations scéniques à quinze jours d'intervalle ? Presque la routine pour ce quadragénaire, qui enchaîne, dans une vingtaine de jours, avec sa première *Madame Butterfly*, à l'Opéra de Toulon. Il l'assure, du reste : « Tous mes spectacles se nourrissent. Pas nécessairement en termes d'idées, mais d'énergie. Dans le cas présent, j'ai eu deux semaines où les répétitions au Français et au Théâtre des Champs-Élysées se chevauchaient. Répéter Mozart dans les sous-sols de l'avenue Montaigne le matin, puis remonter à la surface pour chercher la lumière chez Virginia Woolf, cela a un côté presque philosophique. »

Comment tient-il ? « Je nage, commente-t-il avec le sourire déterminé de ceux qui préfèrent rester en mouvement. Je me suis toujours imposé une certaine discipline de vie. Je vais quotidiennement à la piscine. Lorsqu'il y a un problème je trouve les solutions en



« Je suis un laboureur, déclare Florent Siaud. Je noircis mes cahiers très en amont, car j'aime arriver préparé. Une mise en scène lyrique, c'est un rêve qui dure trois ans. »

pas le dialogue. Avec Laurence Equilbey (la chef qui dirigera la production, NDLR) et les chanteurs, nous avons d'ailleurs des échanges riches. Mais pour moi c'est un préalable indispensable. Surtout à l'Opéra, où l'on doit rendre sa copie en avance pour les maquettes. Une mise en scène lyrique, c'est un rêve qui dure trois ans. »

Le film de son enfance pourrait s'arrêter là. Il tient à en resserrer encore la focale. Fondu enchaîné : « L'Enlèvement au sérail est le premier coffret CD que mes parents ont rapporté à la maison. On venait d'avoir la chaîne hi-fi. Et, forcément, on se l'est repassé, encore et encore. » Il en connaît aujourd'hui chaque note. D'ailleurs, celui qui a

« Avec Mozart, tout est plus facile. Sa musique est un moteur. Elle vous donne de l'énergie pour toute la vie »

Florent Siaud Metteur en scène

étudié le piano, le chant et l'histoire de la musique, et pense de son propre aveu chaque mise en scène, pour le théâtre comme pour le lyrique, comme « une partition scénique », ne se lance jamais dans un opéra sans partir directement de la musique.

« Surtout chez Mozart. Le moindre changement de tempo, la moindre couleur instrumentale, ce sont autant d'indications de mise en scène à partir desquelles chercher l'épiphanie. Cela se joue à la note près », dit-il... Soulignant, en mozartien éclairé, des points communs entre certains airs de Constance dans *L'Enlèvement* et la *Messe en ut*. « Preuve qu'il y a dans cet opéra, au-delà du cliché de l'exotisme, une dimension humaniste et spirituelle profonde », conclut-il. ■

« L'Enlèvement au sérail », jusqu'au 12 juin au Théâtre des Champs-Élysées (Paris 8^e).

nageant. Peut-être est-ce pour ça qu'il y a souvent des reflets d'eau dans mes mises en scène », lâche-t-il dans un éclat de rire. Avant de poursuivre : « Avec Mozart, tout est plus facile. Sa musique est un moteur. Elle vous donne de l'énergie pour toute la vie. »

Ce moteur, Florent Siaud a mis les mains dedans tout petit. Pas besoin de le questionner sur les origines de sa vocation, il nous pose d'emblée le décor. « C'était un 5 décembre. En 1991. J'avais 9 ans. Ils rediffusaient Amadeus,

de Milos Forman, à la télé. Ce fut comme si j'avais rencontré mon destin. » Des musiques de Mozart plein la tête, le petit Florent se met à dessiner des costumes. Il ne s'arrêtera plus. C'est dire si cet *Enlèvement*, son premier Mozart en tant que capitaine (il avait été l'assistant de Lubor Cukr sur des *Noces de Figaro* à Nice, en 2008), a pour lui valeur de symbole. Il s'y est préparé ardemment. « Je suis un laboureur, reconnaît-il. Je noircis mes cahiers très en amont, car j'aime arriver préparé. Cela n'empêche

« Ercole amante » : un divertissement plus qu'une révélation

Christian Merlin

Recréé à Bastille, l'opéra d'Antonia Bembo exhumé par le chef Leonardo Garcia-Alarcon manque de tension dramatique. Reste une distribution de haut vol.

Le rayonnement et la force de persuasion du chef Leonardo Garcia-Alarcon sont irrésistibles. Cette fois, pourtant, il n'est pas arrivé à nous convaincre qu'il avait trouvé le chef-d'œuvre oublié. *Ercole amante* est un opéra écrit en 1707 par la compositrice italienne Antonia Bembo, accueillie par la cour de Louis XIV. Le maestro argentin en a consulté la partition à la Bibliothèque nationale de France et s'est pris de passion pour cette œuvre jamais jouée, en laquelle il voit un exemple des « goûts réunis », entre bel canto italien et tragédie lyrique française.

À première écoute, on y entend plutôt un objet composite. Certes, quelques pages sont étonnantes, dont un trio, un chœur et une scène du sommeil d'une grande intensité. Mais les récitatifs sont (très) longs et la construction délayée, sans cette tension dramatique qui faisait le génie du maître de Bembo, le grand Cavalli, auteur d'un *Ercole* inoubliable sur le même livret.

Phalocrate vieillissant

Cette impression de longueur est accentuée par la réalisation orchestrale d'Alarcon, conçue pour s'adapter à la Bastille, décidément trop grande. L'effectif opulent de la Cappella Mediterranea était nécessaire pour remplir l'espace sonore, mais le geste large du chef a tendance à diluer l'accompagnement. Les 34 cordes, autant que pour Mozart, manquent de relief, tout comme un continuo qui perd en rebond et en contours. L'orchestre devient fond sonore au lieu d'être moteur.

Si la représentation trouve son public, c'est grâce au spectacle astu-

cieux de Netia Jones. Dans ce portrait d'un Hercule vieillissant et vaincu par les femmes, la metteuse en scène imagine une comédie féministe plutôt innocente, sans aller jusqu'au bout d'un propos post-MeToo annoncé dans la note d'intention. Très contemporain, son décor en pixels, où la vidéo remplace les machines baroques, offre la continuité que nous refuse la musique, les compétitions d'escrime et de badminton proposées à notre Hercule ventripotent sont le prétexte à des chorégraphies rafraîchissantes de Maud Le Pladec. On en reste à l'anecdotique, mais on passe un moment fort distrayant.

Surtout, on a le loisir d'admirer une distribution de haut vol, dans une acoustique pas toujours adaptée à sa vocalité. Le timbre raboteux et l'émission puissante d'Andreas Wolf conviennent à ce héros en phalocrate vieillissant. Le ténor d'Alasdair Kent est toujours aussi étranglé. Celui, claironnant, de Marcel Beekman, incarne le valet de comédie. Le contre-ténor Théo Imart crève l'écran, tout comme l'impressionnante basse d'Alex Rosen. Dans cet opéra qui scelle la victoire des femmes, la présence altière et la technique accomplie de Julie Fuchs imposent sa fière Junon. Côté émotion, Deepa Johnny est une Déjanire au mezzo chaud, tout en dignité blessée, et Ana Vieira Leite est la plus touchante des jeunes premières. Sans oublier Sandrine Piau en Vénus manipulatrice, et l'étonnante Teona Todua dans une scène où la poésie l'emporte enfin sur le divertissement. ■

« Ercole amante », jusqu'au 14 juin à l'Opéra Bastille (Paris 12^e). Diffusion sur Arte.tv, le 9 juin et sur France Musique, le 4 juillet.

“UNE INCROYABLE ÉPOPÉE” LE PARISIEN

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2026
HORS COMPÉTITION

LA BATAILLE DE GAULLE

L'ÂGE DE FER

UN FILM DE ANTONIN BAUDRY

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

BFMTV. BNP PARIBAS. LA TRIBUNE. Brut. TFI+. MATCH. LE FIGARO.

Marilyn Monroe, une star en avance sur son temps

Nathalie Simon

Dans leur documentaire inédit, les sœurs Clara et Julia Kuperberg réhabilitent l'icône, née il y a cent ans, fondatrice de sa maison de production.

« Je ne savais pas que vous étiez aussi intelligente », glisse un journaliste à Marilyn Monroe. Et l'icône, née le 1^{er} juin 1926, de rire en rétorquant du tac au tac : « Je ne le suis pas, ne vous laissez pas abuser. » Ainsi commence le documentaire inédit des sœurs Clara et Julia Kuperberg auxquelles on doit des portraits de Dorothy Arzner, Orson Welles ou Douglas Fairbanks. Les deux réalisatrices françaises de Wichita Films ont souhaité « réhabiliter » la star, trop souvent considérée comme une ravissante idiote. « La gravité finit toujours par nous rattraper », estime pourtant Marilyn Monroe dans une archive.

« C'était l'une des actrices qui travaillait le plus sur ses personnages... Mais elle n'est pas vue comme une actrice sérieuse », déplore Tony Maietta. L'historien du septième art compare d'ailleurs son QI à celui de sa consœur blonde Judy Holliday. Pour prouver qu'elle avait la tête bien faite, il analyse la façon dont Marilyn Monroe incarne la croqueuse de diamants dans *Les hommes*

préférant les blondes, le film de Howard Hawks où elle suscite l'admiration de Jane Russell, sa partenaire brune. Le spécialiste se penche également sur d'autres personnages incarnés par la star : Chérie, dans *Bus Stop*, signé Joshua Logan, ou la divorcée névrosée des *Désaxés* de John Huston, avec Clark Gable et Montgomery Clift.

« Elle s'est amusée »

« Il faut être très futée pour jouer la bêtise, insiste Tony Maietta. Elle (Marilyn) a passé sa vie à tenter de s'améliorer, à lire Nietzsche, Rilke, Les Lettres à un jeune poète, à tenter de s'imprégner du monde qui l'entourait. C'est presque comme si elle savait qu'elle partirait tôt et qu'elle devait tout assimiler le plus vite possible. » Dès ses débuts, la comédienne travaille dur. D'abord avec sa première coach qui deviendra sa « gourou », Natasha Lytess. Elle est présente sur les tournages dès l'époque où elle s'appelle encore Norma Jeane Baker.

Puis auprès de Paula Strasberg : « Si elle est devenue une star à la célébrité inégalée, elle n'était jamais satisfaite »,



Marilyn Monroe lors du tournage de *Sept ans de réflexion*.

WICHITA FILMS/CINE+ CLASSIC

rappelle le mari de cette dernière, Lee Strasberg. « Un bon acteur ne joue pas la comédie, il "est", c'est tout. Marilyn a toujours été sur le fil entre l'être et le paraître, elle a apporté une nouvelle profondeur aux choses », ajoute Tony Maietta. « Elle avait un éclat intérieur » et le « don de la comédie », renchérit l'actrice Lee Purcell.

Professionnellement, elle était en avance sur son temps. L'historien rappelle qu'en 1955, elle a créé avec le photographe Milton Greene sa propre maison de production. « Elle a eu la clairvoyance de se dire : "je dois prendre ma carrière en main, voici ce que je vais faire", admire-t-il. Je pense qu'il faut mettre fin au mythe de la star ingérable et trop gâtée. Elle n'était rien de tout ça. » Lee Purcell est de son avis. Elle veut garder le souvenir d'une Marilyn heureuse. Celui d'une femme qui « se délecte de la sensa-

tion » qu'elle éprouve lors de la fameuse scène du métro sous la bouche d'aération dans *Sept ans de réflexion*. « Malgré le contexte, elle s'est amusée. C'est ça, l'important, pas tout le reste. Savoir s'amuser. Elle s'est amusée », répète Lee Purcell. Elle a bien raison. ■

« Marilyn Monroe, I'm So Many People » À 22h30, sur Ciné+ Classic
Notre avis : ●●●●

« Silo » : un huis clos sous terre haletant

Constance Jamet

Dans cette série dystopique portée par Rebecca Ferguson, dix mille survivants d'une apocalypse mystérieuse se terrent dans les profondeurs.

Petite session de rattrapage pour les fans comme les non-initiés. Canal+ diffuse, à partir de ce jeudi sur son antenne, la seconde saison d'une des séries fleurons de science-fiction d'Apple TV *Silo*. L'occasion de revoir la comédienne suédoise et star de *Dune* et de *Mission : Impossible* Rebecca Ferguson, dans un des registres où elle brille : celle d'une héroïne létale qui va gripper les rouages du système.

Adapté des romans de Hugh Howey, *Silo* dépeint un futur lointain où les survivants d'une humanité décimée se terrent dans un abri souterrain. Quel est le cataclysme qui a causé leur enfermement ? À quoi ressemblait la civilisa-

tion auparavant ? Mystère. Montrer trop de curiosité, posséder une relique des « temps anciens » ou ne plus supporter une existence confinée conduisent à la même condamnation à mort : être exilé à la surface et finir asphyxié par l'atmosphère toxique. Posant trop de questions, le personnage de Rebecca Ferguson, Juliette, subissait la peine capitale du « nettoyage ». Sauf que, sous le regard éberlué de ses congénères, qui observaient son ascension sur les écrans du silo, l'ingénieur survivait au supplice et disparaissait à l'horizon. Comment ? Que découvrait-elle ?

Cette reprise commence quelques secondes après cette prouesse et révèle un paysage terrifiant : une montagne de

cadavres menant à un autre silo abandonné dans une plaine constellée d'abris similaires. Rebecca Ferguson porte sur ses seules épaules un début de seconde saison magistral, presque entièrement muet.

Solitude et décrépitude

Ce plan-séquence confirme la maîtrise du showrunner Graham Yost pour créer un huis clos oppressant. Il ouvre même sur un flash-back expliquant cette traînée de dépouilles. Au microcosme du silo 18 de la première saison, où gronde l'agitation, succèdent la solitude et la décrépitude de son jumeau, le 17, condamné par la montée des eaux. Naufragée souterraine, Juliette tombe

sur un compagnon de route improbable, Solo, Robinson Cruséo du sous-sol depuis quatre décennies.

À travers cet être enfantin perclus de peurs joué par Steve Zahn, un pan d'histoire crucial se dévoile. « Juliette a basculé en mode survie intégral. Devoir compter sur quelqu'un est une révolution copernicienne terrifiante pour cette fonceuse. Elle doit apprendre à faire confiance et à s'ouvrir à un étranger qui dès qu'il prend la mouche retourne se calfeutrer dans la salle des commandes et ne communique qu'à travers une trappe. J'ai adoré cette notion de frustration. Juliette ne peut être en contrôle », savourez Rebecca Ferguson. « Juliette comprend assez vite que la version des faits de Solo pose question et qu'elle va devoir dé-

mêler le vrai des non-dits », pointe Graham Yost. Sa fuite remet aussi en cause le fonctionnement du silo 18. Le tout-puissant administrateur, Bernard (Tim Robbins), doit déclencher une procédure redoutée, obligatoire en cas d'échec d'une « opération de nettoyage ». Alternant entre les deux silos, ces dix épisodes attisent un feu puissant et rappellent les grandes heures de *Lost*. Pour les plus impatients de connaître la suite, la troisième saison arrive sur Apple TV dès le 3 juillet ! ■

« Silo », saison 2
10 épisodes de 40 minutes
À 21h10, sur Canal+
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

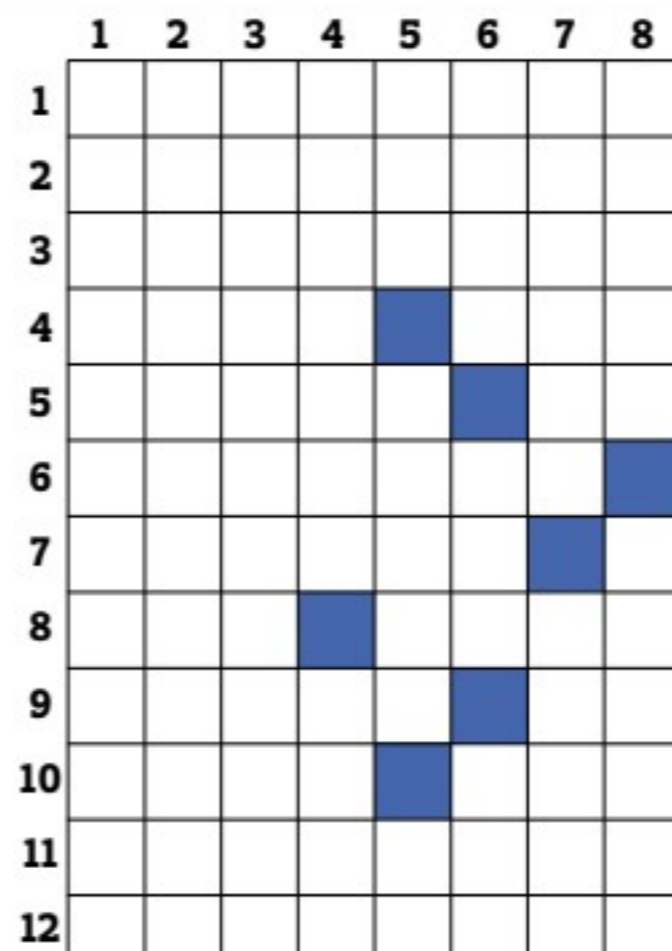
PROBLÈME N° 7248

HORIZONTALEMENT

1. Maigre, par exemple. - 2. Vas éliminer les rugosités. - 3. Pratique une politique d'ingérence. - 4. Fortement chargé en essence. On peut le coller sur n'importe quoi. - 5. Eau claire de Die. Éclat de verre. - 6. Conflits avec la justice. - 7. Huile dans la flotte. - 8. Guides de pointe. Jouer avec les tons. - 9. Ont fort à faire avec les Afars. Grosse légume chinoise. - 10. Provoque une lésion. A perdu tout son jus. - 11. Casse-noisettes allés. - 12. Sa robe est légère.

VERTICALEMENT

1. Rencontres nulles quand on ne joue pas les prolongations (deux mots). - 2. Leurre militaire. - 3. Avancée pénétrante. - 4. Alléger après la traite. Groupement étudiant. - 5. A pris forme. Naissent dans la chaleur et vivent dans le froid. Partie de bridge. - 6. Douce avec Breffort. Bien sorti de la campagne. Dans des fouilles en Moldavie. - 7. Compagnes d'un petit « bramaturge ». À la bonne heure. - 8. Engager la poursuite. Se montra grinçant.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 7247

HORIZONTALEMENT 1. Cercueil. - 2. Omelette. - 3. Namur. AG. - 4. Snob. Ell. - 5. Ici. Duos. - 6. Distel. - 7. Épée. Éta. - 8. Râ. Lérot. - 9. Atoll. Li. - 10. Béle. HIV. - 11. Lue. Mute. - 12. Érogènes.

VERTICALEMENT 1. Considérable. - 2. Emancipateur. - 3. Rémoise. Oléo. - 4. Club. Telle. - 5. UER. Dé. El. Mè. - 6. Et. Euler. Hun. - 7. Italo. Toltte. - 8. Législatives.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



SU|DO|KU

GRILLE 5464 MOYEN

	1	4		7			
				6	1	4	5
	8					3	2
1		7					8
8	6	2	3		9		
9		3					6
	2						
				4	5	8	6
	7	5		2			

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

MOTS À CASER

ROUSSETTE	CAR	J	6958427113	538791426
ENTOURE	NEGLIGE		7118935426	149236578
DU CREMANT	C	PT	234167598	276548931
ASILE	PREALABLE		542783961	354172869
CINE	CLAM	ALU	861594237	821659347
TES	MAI	INCITER	379216854	967483215
ENTOILER	A	NOS	423679185	785314692
UNITE	REMIX	ISO	157328649	613925784
RETENU	ENFERRER		9886451372	492867153

GRILLE 5465 CHAMPION

6							2
7				3			8
			8		2		
	1	4				9	3
		6				5	
			1		3		
	2						9
	4			6			8
		3	4	7	8	2	

MOTS À MOT

En regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de trois lettres proposés, composez un troisième mot de six lettres.

ARE	+ DOC	= R			
SUC	+ PRO	=	R		
BUG	+ TAO	=			U



PAR
**Frédéric
de Monicault**

Mi-juin, le Longines Paris Eiffel Jumping prend racine au Champ-de-Mars. À la manœuvre, une passionnée d'équitation, mais surtout une chef d'entreprise.

« **J**e suis née à cheval; ma mère montait encore, au huitième mois, alors qu'elle était enceinte de moi. Ce ne serait pas très conseillé aujourd'hui! » En peu de mots, Virginie Coupérie Eiffel a déjà tout dit. Cette passion dévorante pour le monde équestre, à travers ses multiples dimensions : la compétition, bien sûr, mais aussi l'élevage, l'apprentissage, l'entraînement, l'équithérapie, l'organisation d'événements... Heureusement, l'intéressée parle comme personne de cette quasi-filiation avec une discipline qui, enfant, l'a emmenée d'un premier poney - « Il s'appelait Pompon, c'était mon ami, mon confident, mon partenaire » - aux rênes de la douzième édition du Longines Paris Eiffel Jumping, une épreuve de référence du circuit international, fondée et présidée par ses soins. Trois jours pendant lesquels, du 19 au 21 juin, des cavaliers amateurs, de jeunes cavaliers et des cavaliers confirmés vont faire des prouesses sur le Champ-de-Mars, au pied de la tour Eiffel, sous l'œil d'amateurs éclairés aussi bien que de curieux, car il est rare de pouvoir admirer du saut d'obstacles au cœur de la ville.

Au fil de cette trajectoire, de Pompon jusqu'au gratin de l'équitation réuni dans la capitale avec les personnalités qui vont bien - sportives et extra-sportives -, Virginie Coupérie Eiffel s'est imposée comme une femme de cheval, connue et



Virginie Coupérie Eiffel est l'organisatrice de la 12^e édition du Longines Paris Eiffel Jumping, une épreuve hippique de référence du circuit international.

Virginie Coupérie Eiffel, une vie au galop

reconnue. Quand bien même le jumping parisien se prépare tout au long de l'année, son quotidien, son phare presque, est celui de Château Bacon. C'est là, sur les rives de la Dordogne, à une demi-heure de Bordeaux, que son élevage de 80 chevaux lui permet de cultiver son goût de la tâche bien accomplie, dans un cadre de verdure : « J'ai grandi ici, en pleine nature et en totale liberté. Je me souviens de moments très joyeux. Mon père avait des chevaux, mais il était aussi agriculteur : j'étais souvent sur le tracteur. » Son père, « aristo-

crate terrien », était désargenté. Sa mère, issue de la haute bourgeoisie parisienne, avait quitté la capitale pour le Sud-Ouest, « au grand désespoir de ses parents ». « Ce n'était pas le luxe, mais nous ne manquions de rien. La valeur travail, le sens de l'effort, le bon sens paysan sont des notions qui me parlent. L'argent, on aimait en gagner, mais on n'en parlait jamais. » L'occasion de dire que la pratique de l'équitation, y compris en compétition, n'est pas réservée à des gens fortunés : « Il y a des enfants de la balle, ceux aussi qui passent par les

centres équestres. N'oublions pas que nous sommes la troisième fédération en France, en nombre d'adhérents. Et le sport le plus paritaire qui soit : les femmes concourent avec les hommes. Et les juments avec les étalons ou les hongres! »

En selle, même à son plus jeune âge, Virginie Coupérie Eiffel confie qu'elle n'a jamais eu peur : « Cette discipline, c'est un mixte de force - car l'animal est puissant - et d'humilité - car on va répéter indéfiniment les mêmes gestes. À partir de là, on se dit que rien ne va pouvoir vous arriver. Et puis on sent qu'on ne fait qu'un avec l'animal. C'est encore plus rassurant. » Dans la foulée, la présidente de l'étape parisienne du Longines Global Champions Tour (volontiers comparé à une saison de Formule 1, avec des étapes pêle-mêle à Shanghai, à Miami, à Londres), rappelle combien l'équitation est une alliance unique en son genre : « À haut niveau, le cheval donne tout pour son cavalier, et la réciproque est vraie. On atteint parfois un point où le temps est suspendu : la vitesse fait qu'une fois au-dessus de l'obstacle, on voit presque un couple en apesanteur. »

La Bordelaise, qui se dit profondément terrienne et attachée à ses racines, a arrêté relativement tôt sa carrière de cavalière professionnelle. Mais aucune aigreur dans ses propos. Égrenant des noms, elle dit son admiration pour de nombreux champions, qui seront mi-juin sur le Champ-de-Mars. « Ils sont d'autant plus méritants qu'ils endossent plusieurs rôles, notamment en France : ils sont à la tête d'une écurie, d'un élevage, en relation avec des investisseurs, des marques, des milieux d'affaires. » Le grand public sait qu'on se lève tôt et qu'on travaille dur dans les courses hippiques, mais c'est la même chose dans l'univers du jumping : d'un côté, dans le box comme sur la piste, on est au contact d'êtres vivants qui requièrent une attention sans relâche; de l'autre, on évolue dans un secteur écono-

mique forcément sous contrainte. « Depuis toujours, j'ai le sentiment de me battre contre le temps. Quand je faisais de la compétition, je rentrais le dimanche pour repartir le jeudi. Cela nécessite de s'organiser pour la vie de famille. »

Le ton volontiers enjoué de Virginie Coupérie Eiffel n'entend pas masquer la réalité : le cheval, dans ces sphères, est un vrai business, dont les acteurs se lèvent le matin avec une masse d'indicateurs en tête. Au château Bacon, l'éleveuse et son équipe forment, entraînent, affûtent des athlètes à quatre pattes, mais pas seulement pour qu'ils se tissent un jour un palmarès. Il s'agit aussi de vendre, d'acheter, de sentir les bonnes affaires, sachant que les chevaux de concours sont des actifs à part entière. Virginie est une chef d'entreprise, qui a su tôt ce que cela pouvait recouvrir. « À la maison, j'ai toujours entendu parler de Gustave Eiffel (dont sa mère était l'arrière-petite-fille, NDLR). J'ai vite mesuré qu'il était un entrepreneur au moins autant qu'un ingénieur et un inventeur. Son parcours est une formidable incitation à croire en soi. Il incarne une forme de liberté. Il représente aussi un esprit très positif. Ils ne sont pas si nombreux, les monuments que les gens regardent ainsi en souriant! C'est bien simple, à la vision de la tour Eiffel, la plupart des visages s'éclairent. »

Il fut un temps où le nom de Virginie Coupérie Eiffel a pu attirer la presse people. Mariée à Julien Clerc, elle se souvient de la découverte d'un monde qui lui était jusque-là assez étranger : la culture et son formidable bouillonnement, qui a suscité chez elle une curiosité, dont elle ne s'est plus jamais départie, envers les artistes et leurs réalisations. « Bien sûr, la vie avec Julien tranchait avec la campagne bordelaise, mais quelle chance, d'autant que je n'ai jamais lâché le cheval. » Avec le chanteur, elle a eu deux enfants : Vanille, artiste elle aussi, et Barnabé. « Je ne peux pas dire que je leur ai transmis ma passion de l'équitation, mais tout n'est peut-être pas perdu, j'ai un petit-fils, Léon, qui semble être mordu. »

« L'équitation est le sport le plus paritaire qui soit : les femmes concourent avec les hommes. Et les juments avec les étalons ou les hongres! »

Au fil des éditions, le Longines Paris Eiffel Jumping, nanti de 4 millions d'euros de budget, a gagné ses galons d'événement très parisien, où un village, deux restaurants éphémères et une série d'animations entremêlent les codes. La présidente et fondatrice se félicite d'une association entre le sport, l'urbain et la culture. « Osons le dire, nous sommes un petit Roland-Garros, petit, certes, mais niché dans un écrin où plus de 15 000 personnes par jour viennent côtoyer un univers riche en émotions. » Il faut près de trois semaines pour édifier le site et quelques jours pour le démonter. Dans les deux cas, pas une minute à perdre : à cette période, Virginie Coupérie-Eiffel est littéralement happée par l'événement. Mais c'est pour la bonne cause, sachant qu'elle possède un endroit idéal pour se ressourcer. Le cap Ferret serait ainsi une petite parcelle au bout du monde, où la perspective de l'océan allié aux embruns offre des gisements pour se remettre de ses émotions. ■

NOUVEAU
JUN - JUILLET 2026

LE FIGARO HISTOIRE

4 JUILLET 1776
L'INVENTION DES ÉTATS-UNIS
ILS ONT CHANGÉ LE MONDE
CE QU'ILS DOIVENT À LA FRANCE

La guerre de Louis XVI

4 juillet 1776, l'invention des États-Unis

Le 4 juillet 1776, les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord adoptaient la Déclaration d'indépendance par laquelle elles proclamaient leur souveraineté vis-à-vis de la monarchie de George III. Les États-Unis étaient nés. *Le Figaro Histoire* consacre un dossier spécial à cet événement majeur de l'histoire occidentale, qui fête cette année ses 250 ans. Remontant aux sources de la révolution américaine, les meilleurs spécialistes montrent comment une série de révoltes fiscales mena en une décennie aux premiers affrontements. De Saratoga à Yorktown en passant par Chesapeake, ils racontent les principaux tournants de cette guerre entre frères ennemis, décryptent l'appui décisif que la France de Louis XVI apporta

aux insurgés, font revivre les protagonistes de cette épopée hors norme - Washington, Jefferson, Franklin ou La Fayette.

Au cœur de l'actualité, l'entrée au Panthéon de Marc Bloch, fusillé en 1944 par la Gestapo, est l'occasion de rappeler le résistant exemplaire et l'immense historien qu'il fut. Parmi ses reportages, *Le Figaro Histoire* vous emmène en Espagne sur les traces du Cid et vous ouvre, à Versailles, la chambre de l'appartement privé de Louis XVI, dont le lit et le décor ont été restitués à l'identique au terme d'une campagne de travaux spectaculaire.



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Révélation (ré-vé-la-sion) n. f. Pas forcément parole d'évangile.

Dans une émission de télévision consacrée à l'affaire Dupont de Lignonnès, un soi-disant prêtre a fait par téléphone des révélations fracassantes. Le mot vient du verbe latin *revelare* qui signifie « dévoiler ». Cet homme aurait donc eu une révélation : sa prétendue rencontre avec l'homme le plus recherché de France et la confession qui s'en est suivie devaient être sans tarder révélées au grand public, au cours d'une émission de télévision. Des déclarations inattendues qui ont dû réveiller le téléspectateur. Évidemment - qui l'ignore? -, la Révélation tient une place centrale dans la religion catholique. On comprend qu'un prêtre y soit attaché. Reste que celle-ci doit être étayée par des témoins sérieux. Or les propos de l'homme se sont vite révélés fantaisistes. Visiblement, celui-ci a surtout eu la révélation de la jouissance : celle d'être au centre de toutes les attentions pendant qu'il parlait. Que penser de ce procédé douteux? Il n'a en rien aidé à la révélation de la vérité - but affiché de l'émission - mais est, à tout le moins, révélateur du peu de sérieux de celle-ci. ■

11,90 €

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur X et Facebook

Ou abonnez-vous au *Figaro Histoire* en flashant ce QR Code



LE FIGARO littéraire



SISSI

UN AUTRE REGARD, MOINS GLAMOUR, SUR LA CÉLÈBRE IMPÉRATRICE

PAGE 4



HISTOIRE

NAPOLÉON VU DU CÔTÉ DE SES NOMBREUX ENNEMIS

PAGE 6



Dumas L'homme-orchestre

DOSSIER Deux de ses chefs-d'œuvre, « La Reine Margot » et « La Dame de Monsoreau », sont réunis dans la « Pléiade », confirmant l'envergure de l'écrivain. **PAGES 2 ET 3**

BRIDGEMAN IMAGES, CARIAT, ETIENNE (1828-1906)/BR/BRIDGEMAN IMAGES, ANTOINE-JEAN GROS/ALAMY VIA REUTERS CONNECT

Une ténébreuse affaire

Patrick Radden Keefe est en train de se bâtir une belle réputation dans le genre dit de la « narrative non-fiction » : des récits dotés d'une force qui ne doit rien à l'imagination de l'auteur mais tout à la dureté du réel. Après *Snakehead*, enquête sur une Chinoise à la tête d'un empire mafieux aux États-Unis, le voici qui publie *Le Fils de l'oligarque*. Son titre anglais *London Falling* dit mieux le sujet que sa version française : en 2019, un jeune homme d'une famille sans histoire, Zacharie Brettler, fait une chute depuis un appartement londonien, au cinquième étage d'un tour de Riverwalk et tombe dans la Tamise. L'affaire « Zac » est d'autant plus intéressante qu'elle est largement inconnue en France : tout ce que Radden Keefe raconte est inédit pour un lecteur français.

La famille Brettler, ses parents, Matthew et Rachele, veulent savoir ce qui est advenu de leur fils. Les premières investigations révèlent que le garçon entretenait des amitiés dangereuses, en proie à une mythomanie malade : ce fils de la classe moyenne londonienne (un père dans la finance, un grand-père rabbin) se faisait passer pour le rejeton d'un oligarque russe, riche, désœuvré et solitaire. Attention danger : depuis la chute de l'URSS, la Grande-Bretagne a largement ouvert les portes aux nouveaux milliardaires

et à leur argent et « Londoningrad » n'est pas une ville de tout repos.

Les autorités britanniques ne chôment pas, consultent les enregistrements des caméras de surveillance, épluchent les communications des suspects passées la nuit du drame. Elles sont prêtes à conclure à un suicide, tant le défunt semblait acculé par ses addictions.

LA CHRONIQUE

d'Étienne de Montety

Les mensonges de Zac l'auraient mis en difficulté auprès des gens qu'il fréquentait : un homme d'affaires véreux, Akbar Shamji, et un dangereux voyou, Verinder Sharma. Le pedigree de ces deux-là devrait suffire à les suspecter mais la vie est mal faite : l'un se sort habilement des suspicions qui planent un moment sur lui, et l'autre meurt opportunément. La famille Brettler ne désarme pas...

Patrick Radden Keefe explore l'histoire familiale de Zac (découvrant que la mythomanie est un penchant familial), brosse le portrait d'Akbar et de Verinder (qui furent abusés par le récit de Zac se campant en pauvre petit garçon riche). Régulièrement il s'autorise de longues digressions dans l'histoire de chacun : d'Auschwitz aux Ismaéliens d'Ouganda. Les

trente dernières années sont largement explorées durant lesquelles des carrières se sont faites, des amitiés se sont nouées. Laquelle est la clé de ce tragique décès ?

L'intrigue est passionnante, les personnages hauts en couleur, et pourtant... Une facilité critique consisterait à dire que ce livre se lit comme un roman. Mais justement, un roman ne procéderait pas par un récit aussi détaillé de l'enquête, ne s'étendrait pas sur toutes les hypothèses suivies par la police. On lui trouverait des longueurs. Un roman se libérerait du réel,

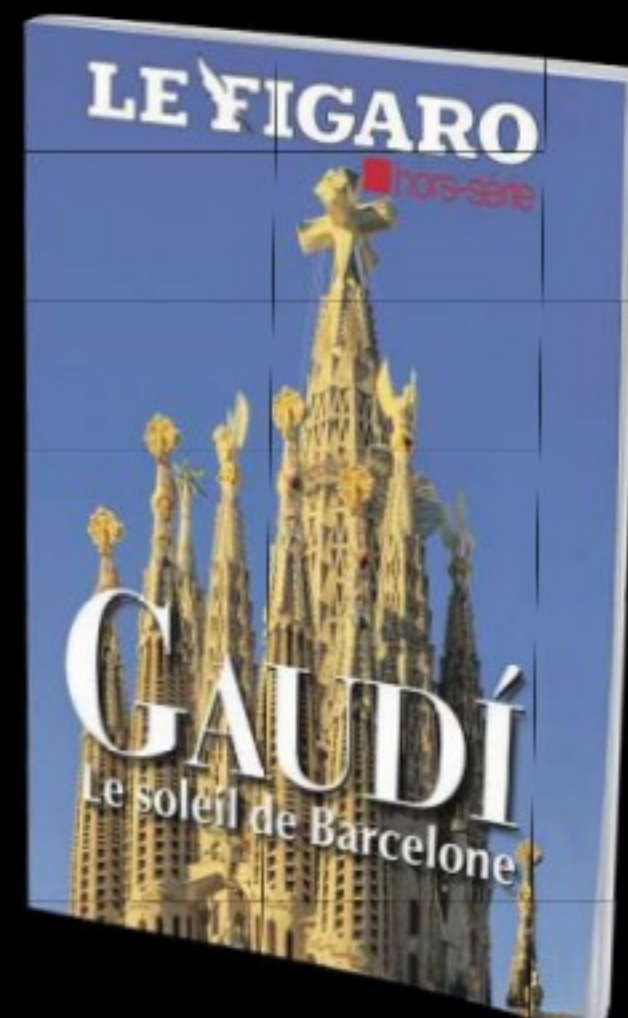


LE FILS DE L'OLIGARQUE
De Patrick Radden Keefe, traduit de l'anglais (États-Unis) par Anne-Sylvie Homassel, Belfond, 396 p., 22,90 €.

de « l'affaire Zacharie Buttler » tels que les journaux anglais l'ont relatée. Un romancier imprimerait un rythme à son histoire, ferait des impasses sur certains de ses aspects, ménagerait des coups de théâtre. Il serait maître de création quand Patrick Radden Keefe l'est d'une autre grande dame : la vérité. C'est donc un livre qu'on lit avec une fièvre mêlée de lassitude. ■

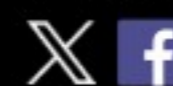
LE FIGARO hors-série

LES SECRETS DE LA SAGRADA FAMILIA



14 €
90

164 pages, en vente actuellement chez votre marchand de journaux et sur www.legarostore.fr/hors-serie



Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook

La fin des Valois vue par Alexandre «le Grand»

Christophe Mercier

Lorsqu'on imagine Néron, on voit le fou sanguinaire, le psychopathe que nous a légué Tacite, jouant de la lyre tandis que Rome flambe. Et les portraits que fait Tacite de Tibère en obsédé du complot, paranoïaque et cruel, de Claude en pauvre type tout aussi cruel, sont également prégnants pour le lecteur moderne. Peu importe que les monstres imaginés par Tacite aient été fidèles à la réalité humaine des personnages : les images des *Annales* ont définitivement pris, et pour les siècles des siècles, la place des hommes qu'elles incarnent. C'est que Tacite, autant qu'historien, était un pur romancier, qui a su donner à ses « héros » une existence plus vivide que la vie même.

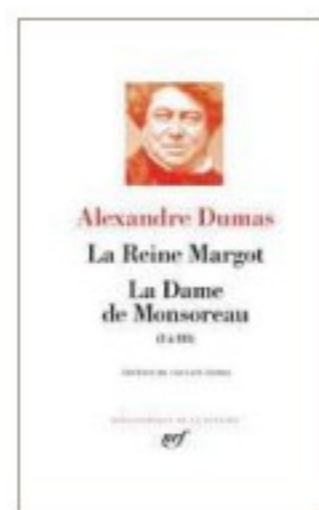
Il en va de même pour Alexandre «le Grand», le géant qu'est Alexandre Dumas. Qui, hormis les professionnels de l'Histoire, connaîtrait Charles IX et sa sœur Marguerite de Navarre – la « Reine Margot » –, sa mère cruelle (mais fine politique) Catherine de Médicis, son frère Henri III et ses « mignons », et son frère félon le duc d'Anjou, si Dumas, en quête d'images pour la tapisserie de son « drame de la France », ne les avait exhumés, ressuscités, avec toute la splendeur colorée de sa palette, pour en faire les personnages historiques (mais finalement tout aussi imaginaires que les héros qui les côtoient) du « canon » qu'on a coutume, à tort, d'appeler la « Trilogie Renaissance » ?

À tort, parce qu'il ne s'agit pas d'une « Trilogie » pensée comme telle par l'auteur du *Vicomte de Bragelonne*, mais des trois romans les plus célèbres de la galaxie que la Renaissance et les guerres de Religion qui occupent dans l'œuvre de Dumas, à côté des *Deux Diane* (1846), tout aussi réussis (et dont Dumas, pour des raisons de droits

«La Dame de Monsoreau» est dans la continuité politique de «La Reine Margot», mais le versant romanesque l'emporte sur le versant politique

littéraires qui n'appartenaient qu'à lui, avait dénié toute paternité, affirmant même qu'il ne l'avait pas lu – quand on a son génie et son abondance et qu'on est pressé par les huissiers, on peut abandonner un livre à un collaborateur, en l'occurrence Paul Meurice), d'*Ascanio* (1843), ou de *L'Horoscope* (1858), malheureusement inachevé. *Les Quarante-Cinq* est aussi un livre si non inachevé, précipitamment terminé en 1848 par Dumas quand il habitait à Paris, rue Richer, au 46, dans le 9^e arrondissement, un appartement qui a peu changé depuis.

Bref, la « Trilogie Renaissance » n'en est pas une. Les trois romans ne comptent pas de personnages inventés communs (à l'exception de Chicot qui, présumé mort à la fin de *La Dame de Monsoreau*, ressuscite sous un nom d'emprunt dans *Les Quarante-Cinq*). Et leur unité tient moins aux événements romanesques qu'aux événements politiques. Il ne s'agit donc pas d'une « suite » de romans comme la « Trilogie des Mousquetaires », ni, comme les *Mémoires d'un médecin* (*Joseph Balsamo*, *Le Collier de la Reine*, *Ange Pitou*, *La Comtesse de Charny*), la seule fresque conçue comme telle dès son origine, d'un unique roman qui conduit Louis XVI et Marie-Antoinette du feu d'artifice meurtrier de

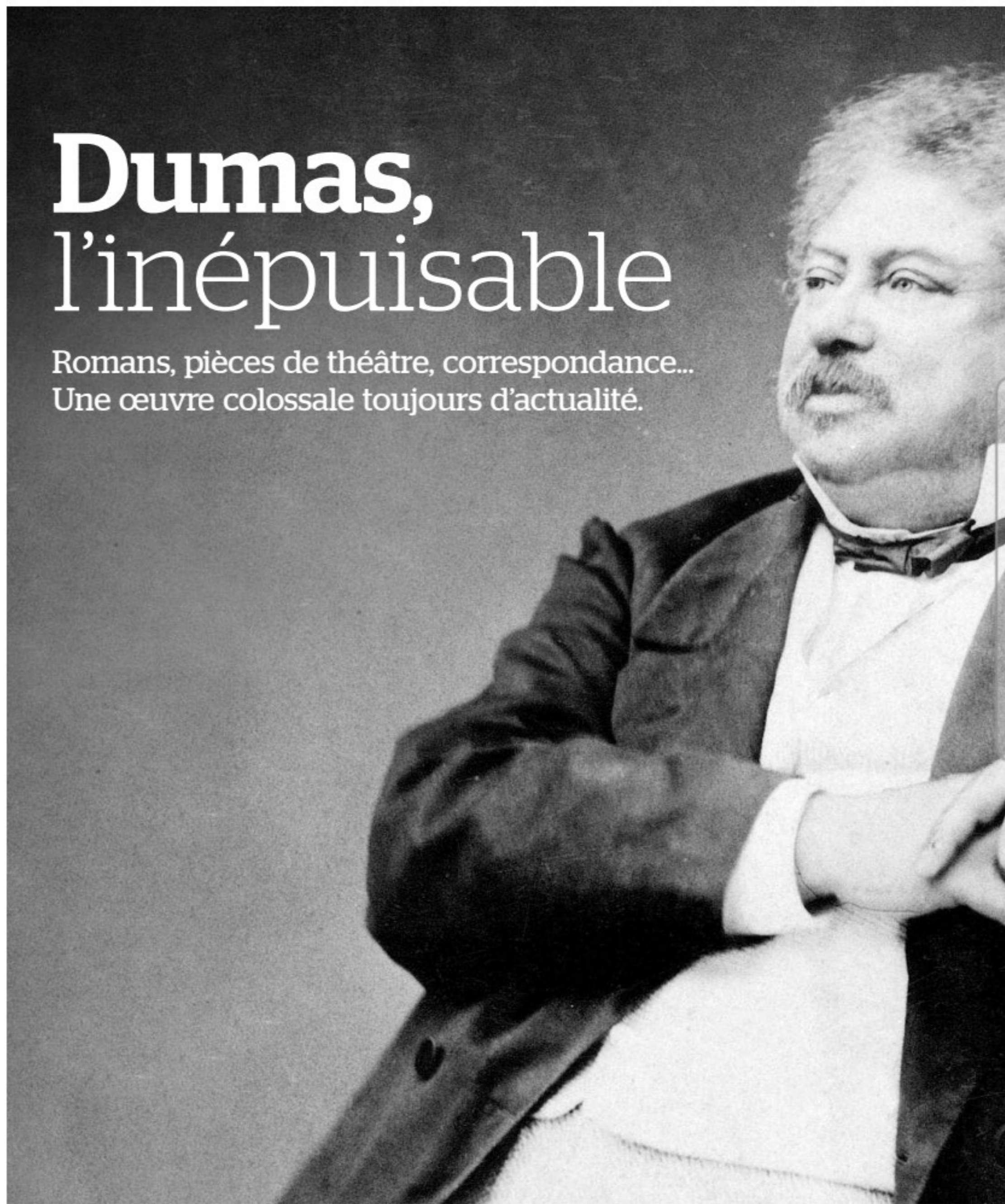


LA REINE MARGOT, LA DAME DE MONSOREAU
D'Alexandre Dumas,
Gallimard, «Pléiade»
1312 p., 68 €.

leur mariage à leur mort sur l'échafaud, sous le regard fureur et averti de Balsamo/Cagliostro. Mais venons-en aux romans qui comprennent deux sommets, suivis d'un roman qui donne une impression d'inachèvement – tant du point de vue du roman que du point de vue de l'Histoire. *La Reine Margot* est à la fois un roman d'amour, et un roman politique. L'histoire d'amour est une histoire d'amour entre hommes, celle de La Môle, qui est quelque peu falot, comme souvent les amants romantiques, et de Coconas, vantard magnifique, comme un autre Porthos, et dont la mort, comme celle de Porthos, est la manifestation d'un dévouement sublime à son ami La Môle. Mais le roman politique prend le pas sur le roman pur, et ses héros, qui ont nom Marguerite, Charles IX, Henri de Navarre et (les dominant de son intelligence de politique et d'intrigue) la reine mère Catherine de Médicis, prête à toutes les noirceurs pour abattre son gendre Henri de Navarre (et, à travers lui, tout le clan protestant), et pour faire accéder au pouvoir son troisième fils, son préféré, le futur Henri III, sont plus marquants que La Môle et Coconas.

Un Louvre nocturne et terrifiant

La scène lors de laquelle, depuis un balcon du Louvre, le soir du 24 août 1572, elle obnubile son faible fils, et le pousse à tirer à l'arbalète, en dépit de toutes ses promesses, sur les protestants, est une scène hallucinante de puissance, comme l'est celle de la mort du malheureux Charles IX, empoisonné par les pages d'un traité de vénérie offert par sa mère. Le Louvre de Dumas est un Louvre noc-



Dumas, l'inépuisable

Romans, pièces de théâtre, correspondance...
Une œuvre colossale toujours d'actualité.

turne et terrifiant, le palais des chausse-trappes mortelles, le royaume de la mort sournoise.

La Dame de Monsoreau est dans la continuité politique de *La Reine Margot*, mais le versant romanesque l'emporte sur le versant politique : les protestants, décimés, ne sont pour l'instant plus à craindre pour la reine mère, qui voit enfin régner son fils chéri, Henri, entouré de ses « mignons ». L'histoire d'amour tragique du beau Bussy d'Amboise et Diane de Méridor, fille de François 1^{er} et de Diane de Poitiers, et qui sera l'héroïne des *Deux Diane*, épouse du sinistre comte de Monsoreau, est haute en couleur, et maintient le suspense jusqu'à la fin, un assassinat sordide et un duel sanglant, à l'issue qui ne manque pas de grandeur, lorsque Antraguat, le seul sur-

vivant du duel final, s'agenouille devant Quélus, un des « mignons », qu'il vient de blesser à mort, et lui dit : « *Nous aurions pu être amis* ».

Dans ce roman plus dumassien que nature, Alexandre «le Grand» s'en donne à cœur joie avec l'invention de deux personnages inoubliables : Chicot, le bouffon d'Henri III, suprêmement intelligent et dévoué à Bussy, son maître et ami, et frère Gorenflot, un prêtre rabelaisien passé maître en l'art de la casuistique. Les dialogues de *La Dame de Monsoreau* (Chicot avec Gorenflot, Chicot avec le roi) sont d'un brio exceptionnel. Dumas n'a jamais été aussi alerte que dans ce roman tragique et drôlesime, qui, avec *Le Vicomte de Bragelonne* et *Le Comte de Monte-Cristo*, pourrait bien être son plus grand chef-d'œuvre.

Avec *Les Quarante-Cinq*, dans lequel cependant Jacques Laurent admirait des dons de pénétration psychologique exceptionnels, le soufflé retombe un peu. Dumas ressuscite Chicot (quitte à oublier à la fin de nous dire ce qu'il est devenu : chez lui, pas de distribution des prix, chacun n'a pas droit à son destin – en ce sens, il est l'anti-Dickens), permet à Diane de Méridor d'accomplir sa vengeance contre les assassins de son amant Bussy, mais à côté de ça, il laisse trop de fils dénoués, de sous-intrigues inachevées. Les « Quarante-cinq » qui donnent son titre au roman ne restent guère que des noms et des silhouettes, – en dehors du seul Ernauton de Carmings, dont cependant l'histoire d'amour avec M^{me} de Montpensier reste en suspens. *Les Quarante-Cinq* comptent trop de

Le romancier mis à nu à travers ses lettres

Thierry Clermont

Alexandre Dumas a trop vécu à bride abattue, a trop écrit de pièces de théâtre, de romans, d'impressions de voyage, de chroniques historiques, de causeries, etc., pour être un épistolier assidu. C'est par ces mots, que Claude Schopp présentait en 2014 le premier volume de la correspondance générale d'Alexandre Dumas, inaugurant sa monumentale entreprise éditoriale, qui vient de s'achever. Un épistolier assidu peut-être pas, mais une correspondance conséquente à n'en pas douter. Le 11^e et dernier tome vient de paraître, allant de 1864 à 1870, l'année de la mort de l'auteur. Au total, 7300 pages serrées de « cette terrible correspondance qui parfois m'égaie », comme disait Dumas, et qui permettent de le suivre tout au long d'une vie, avec ses succès (éditoriaux, théâtraux, amoureux), ses voyages au long cours, ses périples, et ses nombreuses vicissitudes.

Parallèlement, les Éditions Classiques Garnier publient deux forts volumes de pièces de théâtre inédites, accueillant huit comètes et six inachevées, dont une adaptation du *Jane Eyre* de Brontë, et qui viennent s'ajouter à la soixantaine d'œuvres de scène officiellement recensées.

Dans cet ultime volume épistolaire, c'est un Dumas vieillissant que l'on retrouve, et qui, vaille que vaille, fait toujours flèche de tout bois

Dans cet ultime volume épistolaire, c'est un Dumas vieillissant que l'on retrouve, et qui, vaille que vaille, fait toujours flèche de tout bois. Après avoir quitté Naples, il multiplie les conférences et les articles, publie un nouveau roman, *La San-Felice*, puis *Histoire de mes bêtes*, *Souvenirs dramatiques*, écrit *Le Chevalier de Sainte-Hermine*, qu'il laissera inachevé, s'éprend d'une jeune

cantatrice espagnole, la Gordosa. Ce n'est pas tout, il projette, en 1864, de se rendre à New York. On le voit également s'afficher en compagnie d'une nouvelle muse, la provocante Adah Isaacs Menken.

Au cours de l'été 1869, il part se reposer à Roscoff. Sur place, il entame la rédaction de son *Grand dictionnaire de la cuisine*. Dans ces années 1860, on le croise également à Paris, au Havre, à Valenciennes, Anvers, Saint-Tropez, à Venise et à Trieste, en Allemagne, à Prague. Et à Dieppe, où il s'éteint dans la maison de campagne de son fils, le 5 décembre 1870.

Parmi ses correspondants : son fils Alexan-

dre, sa fille Marie, Victor Hugo, George Sand, Michelet, Nadar, son éditeur Michel Lévy, également celui de Flaubert et de Sand, amie intime de son fils. Sans oublier la grande Sarah Bernhardt et Napoléon III, en 1866, à qui il demande l'indulgence de la censure impériale pour son roman en cours, *Les Blancs et les Bleus*, après lui avoir déclaré : « *La France est le Christ des Nations* ». Hugo est alors toujours dans son exil à Jersey, d'où il déclare à Dumas : « *Mon Océan envie votre Méditerranée* ». L'année précédente, précisément le 23 janvier 1865, l'auteur des *Trois Mousquetaires* lui adresse cette émouvante missive : « *J'ai*

embrassé d'un coup d'œil trente-cinq ans de notre vie, écoulés sans un trouble dans notre amitié, sans un nuage dans notre cœur. Je me suis reproché d'avoir été deux ou trois ans sans vous écrire et sans vous dire combien je vous aime. Cela m'a tourmenté toute une nuit comme un remords. Et je vous écris sans autre but que de rétablir entre nos deux cœurs ce fil électrique qui ne doit jamais ni se rouler ni se détendre. Quant à le briser, il n'y a pas de force humaine qui en soit capable. »

Cette intégrale titanesque de la littérature épistolaire de Dumas est complétée par un appareil critique de première valeur, pesant ses quelque 150 pages, comprenant des annexes, un répertoire des correspondants, un index des lieux, un index des noms de personnes, ainsi qu'un recensement des œuvres littéraires ou musicales mentionnées, des personnages, et même des périodiques et journaux.

À 83 ans, Claude Schopp, qui a consacré toute sa vie à l'œuvre de Dumas, à travers un travail remarquable, peut donc dormir tranquille, sous le regard de l'ogre Dumas et de Diane de Méridor. ■



CORRESPONDANCE GÉNÉRALE, TOME XI
D'Alexandre Dumas,
Classiques Garnier,
825 p., 59 €.



THÉÂTRE COMPLET, PIÈCES INÉDITES, VOLUME 1
D'Alexandre Dumas,
Classiques Garnier,
962 p., 68 €.



Avec *La Reine Margot*, *La Dame de Monsoreau* et *Les Quarante-Cinq*, réunis en deux volumes, Alexandre Dumas (ici, en 1846) fait montre de toute la splendeur colorée de sa palette.

FRENCH PHOTOGRAPHER (19TH CENTURY) BRIDGEMAN IMAGES, ROGERVOLLET, EDITIONS ACTES SUD BD

faux départs, de pistes inabouties, pour pouvoir compter comme un « grand » Dumas. Ceci étant dit, le roman recèle quand même des moments très réussis, qui tranchent sur un foutoir mal ficelé.

Brillantes préfaces de Blondin

Dumas ne mène pas l'histoire des Valois jusqu'au bout, jusqu'à l'assassinat d'Henri III. Il aurait, selon Claude Schopp, prévu d'écrire un « Jacques Clément ». Sans doute l'agitation politique de 1848 ne lui en a-t-elle pas laissé le temps, ni celui de parfaire le troisième volume de sa prétendue « Trilogie Renaissance », mais qui se trouve justifiée par les préfaces qu'Antoine Blondin donna brillamment aux trois romans dans le glorieux « Livre de

Poche Classique », au temps de Roger Nimier et Bernard de Fallois.

Laissons-lui la parole, à propos des *Quarante-Cinq* : « La grande dispersion qui marque la fin de ces récits, où l'on se met à cavalier du Louvre à Vincennes, de Nérac à Cahors, d'Anvers à Château-Thierry, nuit à la rigueur du propos. Nous ne sommes plus au théâtre, nous finissons par nous retrouver au cinéma, devant un écran géant, quand l'opérateur tarde à charger la dernière bobine. Or, force nous est d'avouer que cette dernière bobine reste introuvable. (...) Qu'est-il advenu de Pertinax, de Perducus et d'Ernaout ? Où sont Chicot et Gorenflot ? Adieu, Catherine ! Ils sont restés dans l'encrier ! » Nous citons pour le plaisir d'en rester sur Blondin. Ce qui n'enlève rien à la majesté et à la puissance de l'œuvre, à sa grandeur. ■

La véritable histoire de d'Artagnan

Bruno Corty

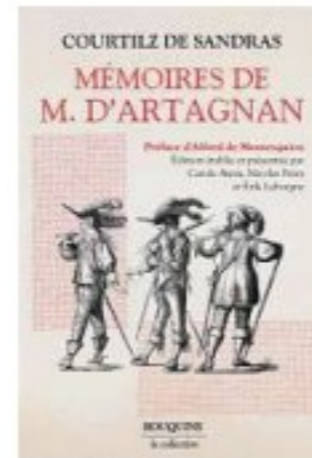
C'est une histoire passionnante qui court sur trois siècles et mélange réalité et fiction. Au départ, il y a un homme, Charles de Batz de Castelmoré dit le comte d'Artagnan, né « vers » 1611 à Lupiac, dans ce qui est aujourd'hui le Gers.

Très jeune, il a quitté sa province pour gagner Paris et s'engager dans les deux compagnies de la Maison du roi, les Gardes françaises puis les Mousquetaires. Sa compagnie dissoute par Mazarin, il se mettra au service de ce dernier. Pendant la Fronde, il aurait protégé le jeune Louis XIV des émeutiers. On retrouve sa trace en 1658 et 1667, où il grimpe dans la hiérarchie de l'unité des Mousquetaires qu'il finira par diriger. Il trouvera finalement la mort lors du siège de Maastricht en 1673.

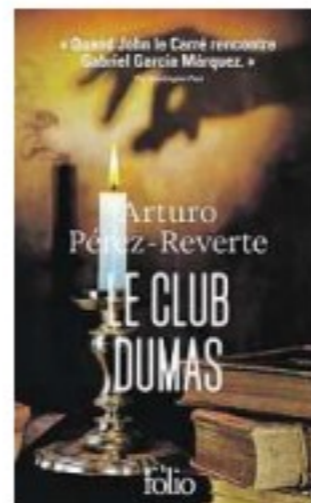
Une Milady sans scrupule

C'est là qu'entre en scène Gatién de Courttilz de Sandras. Né en 1644 ou 1647, il a été, lui aussi mousquetaire puis s'est reconverti dans l'écriture. Gagner sa vie le conduisit à produire vite, des biographies, des ouvrages historiques, à faire courir des rumeurs et à enjoliver ses histoires.

Quand il publie en 1700 les *Mémoires de M. d'Artagnan*, totalement apocryphes, et aujourd'hui réédités chez Bouquins, il invente des complots, des intrigues, met en scène une Milady sans scrupule. Louis XIV s'offusqua de passages « irrévérencieux » pour la famille royale, ce qui lui vaut, raconte



MÉMOIRES DE M. D'ARTAGNAN
De Courttilz de Sandras, Bouquins, « La collection », 1344 p., 36 €.



LE CLUB DUMAS
D'Arturo Pérez-Reverte, traduit de l'espagnol par Jean-Pierre Quijano, Folio, 517 p., 10,50 €.

frais de l'État, pratiquement jusqu'à sa mort». Lorsqu'il découvre ce livre à Marseille, Alexandre Dumas s'en inspire pour écrire *Les Trois Mousquetaires* qu'il publie en 1844.

Lucas Corso, le personnage de « bibliophile mercenaire » de Reverte, confirme que Dumas a trouvé l'essen-



Gravure de Pouget et Beaucé pour *Les Trois Mousquetaires*.

l'écrivain espagnol Arturo Pérez-Reverte dans *Le Club Dumas* (Folio), « d'être arrêté et d'être logé à la Bastille aux

de son génie et lui donne de l'étoffe, mais tout y est déjà ébauché : la bénédiction du père de d'Artagnan, la lettre de Tréville, le défi lancé aux mousquetaires qui, dans le premier texte, sont frères... Milady apparaît elle aussi. Et d'Artagnan ressemble à d'Artagnan comme deux gouttes d'eau. Celui de Courttilz est un peu plus cynique, plus avare, moins loyal. Mais c'est bien lui. » Si l'on aime les histoires de cape et d'épée, on lira les *Mémoires de M. d'Artagnan* préfacé par Alfred de Montesquiou, « héritier » du mousquetaire. Et on relira *Les Trois Mousquetaires* et *Le Club Dumas*. ■

L'autre Alexandre Dumas

Mohammed Aïssaoui

On peut dire qu'Alexandre Dumas est un méconnu et qu'il était général de l'armée française sous la Révolution. Encore un Dumas ! Son vrai nom est Thomas Alexandre Davy de La Pailleterie. Il est né en 1762, à Saint-Domingue, et s'est éteint en 1806 à Villers-Cotterêts. Il reste relativement méconnu et pourtant son destin est exceptionnel et Bonaparte l'admira avant de le bannir. Une existence on ne peut plus romanesque et aventureuse. Normal, il est le père d'un des plus grands écrivains qui porte le même nom que lui : Alexandre Dumas - certaines de ses œuvres auraient été inspirées par le sort de son père.

L'historien Claude Ribbe lui consacre encore une fois une biographie romancée qui a des allures de roman de cape et d'épée, tant la vie de son héros sem-

ble défier les lois du destin. Et quelle vie ! Né esclave, il était le fils d'un marquis normand ruiné et d'une femme réduite à la servitude. Claude Ribbe raconte comment il gravit un à un les échelons jusqu'à devenir général en chef sous la Révolution. Sabre au clair, courageux, parfois inconscient, il traverse les guerres de l'an II, combat dans les Alpes, en Vendée, en Italie ou encore en Égypte. Ses ennemis le surnommèrent « Le Diable noir », qui est le titre du livre. Sa trajectoire croise celle d'un ambitieux officier promis à un destin : Napoléon Bonaparte. Entre admiration, rivalité et ressentiment, Claude Ribbe

décrypte une relation complexe qui précipitera la chute du général. C'est un moment extrêmement fort du récit.

Flamboyant personnage

Ce qui frappe dans ce livre, c'est que l'histoire n'a pas besoin d'être romancée. À partir d'archives inédites et de documents rares, Claude Ribbe ressuscite un personnage flamboyant, mais un peu oublié, son existence si extraordinaire qu'elle paraît plus invraisemblable encore que les fictions d'Alexandre Dumas. Comme si le premier Dumas avait offert au deuxième sa plus belle inspiration.

Les meilleurs récits naissent d'une obsession, c'est ce qui habite Claude Ribbe avec l'objet de son sujet auquel il a consacré plusieurs livres. Depuis des années, il s'attache à sortir de l'ombre cette figure de l'histoire française. Il en est devenu son principal passeur, allant jusqu'à créer l'association des Amis du général Dumas afin de faire connaître cet homme dont l'existence semble avoir été écrite par son propre fils. ■



LE DIABLE NOIR
De Claude Ribbe, Fayard, 448 p., 22,90 €.

Un voyage à Naples fabuleux

Astrid de Larminat

Parmi les innombrables récits qu'Alexandre Dumas rapporta de ses voyages, celui qu'il rédigea après avoir passé un mois à Naples en 1835 est connu pour être l'un des meilleurs. Dans ce livre, intitulé *Le Corricolo*, écrit deux ans après son séjour, il mélange choses vues par lui-même et anecdotes tirées de livres qu'il pille joyeusement. S'il saisit si bien l'essence de cette ville effervescente, bonne vivante, passionnée et lascive, c'est sans doute parce qu'elle lui ressemble... Rappelons que Dumas effectua ce séjour clandestinement : sa réputation d'agitateur républicain lui avait interdit l'accès au royaume des Deux-Siciles. Au diable les frontières, il emprunta le passeport d'un ami.

Fiamma Luzzati a adapté *Le Corricolo* en BD, très librement mais en restant fidèle à son style plein de bonne humeur et à son esprit virevoltant. Elle se met en scène dans Naples au XXI^e siècle et imagine qu'Alexandre Dumas l'aborde à une

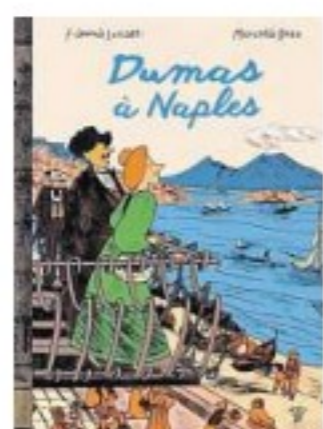
terrasse de café, l'entraînant ensuite dans un tour de la ville qui les renvoie en 1835 : bienvenue à Naples où le surnaturel coule de source. Le lecteur se laisse embarquer dans cette tournée jubilatoire où chaque rencontre est l'occasion pour l'écrivain français de raconter une anecdote pittoresque. Ici, sur l'aristocratie locale ruinée, qui vend ses meubles et se prélassait, sauf lorsqu'elle se bat en duel. Là, sur la rocambolesque affaire du dey d'Alger qui voulait trahir l'un de ses esclaves parce qu'il avait mal surveillé sa favorite volage.

Dans la foule de la strada Toledo, les deux comparses tombent sur le directeur de la Scala, un ancien garçon de café illettré qui déteste Rossini parce que le musicien, invité

à composer un opéra, ne pensait qu'à manger des macaronis et des glaces. Il y a aussi l'histoire de saint Janvier qui tint en respect le Vésuve, celle du comte Giordani et de son épouse, éperdument amoureux, qui furent ensevelis sous la lave à cause du malentendu créé par une lettre du comte à sa sœur chérie échappée en secret d'un couvent.

Trait piquant

On croise aussi l'ombre du « jeteur de sorts » contre lequel les Napolitains se défendent en se bardant de piments. Que font les femmes, demande enfin Fiamma, en digne fille de son siècle lointain ? Elles se coiffent, de mères en filles, répond Dumas : « Le peuple napolitain est celui qui se coiffe le plus au monde ». La journée s'achève à l'Opéra, où l'on ne va pas pour se montrer comme à Paris mais pour « jouer ». La dessinatrice Marcella Onzo accompagne de son trait piquant, stylisé et humoristique cette déambulation dans les rues et les coulisses de la ville où « tout est sublime ou affreux ». À lire avant de partir en week-end à Naples, avec *Le Corricolo* original dans la poche ! ■



DUMAS À NAPLES
De Fiamma Luzzati et Marcella Onzo, Actes Sud BD, 124 p., 18,90 €.



Dans cette adaptation très libre du *Corricolo* d'Alexandre Dumas, Fiamma Luzzati respecte l'esprit virevoltant et enjoué de l'original.

La légende a figé Sissi dans la guimauve. Ici, l'auteur retrace avec nuance la révolte d'une femme romantique.

Alice Develey



Les malheurs de Sissi

Huile sur toile de Franz Xaver Winterhalter (1805-1873). Comme toutes les héroïnes romantiques, Sissi se repaît de sa douleur en écrivant des poèmes.

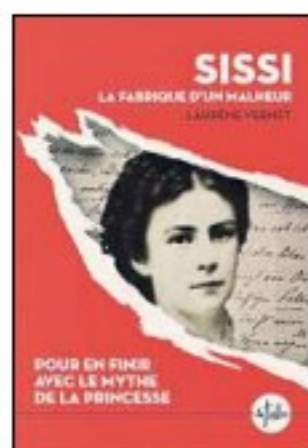
BRIDGEMAN IMAGES

même, à naître avec une dent. Comme Napoléon. L'anecdote semble la promettre à un grand avenir. Pour l'heure, la sauvageonne chérit bien plus son élevage de fourmis que les robes. La gentillesse ne l'intéresse pas, pas plus que l'obéissance. Mais bientôt l'Histoire la rattrape. Au beau milieu du siècle, François-Joseph - son cousin germain du côté de leur mère - hérite de la couronne impériale. Et il lui faut des héritiers. C'est là que Sissi entre malgré elle en jeu...

La moustache qui frétille

Alors que sa sœur Hélène est promise à François-Joseph, ce dernier a la moustache qui frétille devant Sissi. Elle a 15 ans, rêve plus de chevaux que d'un époux. Enfin, la voilà à son bras. Dès lors, le destin s'accomplit, Sissi devient impératrice et «poupée de chiffon». Jamais assez bien pour sa belle-mère, elle est brinquebalée d'une leçon de hongrois à un salon, au lit de son mari. Elle soupire, elle pleure. Trois enfants naissent, une meurt mais heureusement il y a un garçon. L'honneur est sauf. Et Sissi? Elle déperit. On lui prescrit du vent, de la mer, du soleil. Elle va mieux. Elle rentre, retombe et repart.

C'est ce tourbillon qui va dicter ses prochaines décennies. Ça, ces cavalcades sur Lord Byron, quelques bals, une série de deuils et son obsession toujours plus malade pour son corps qu'elle affame. Il y a quelque chose de déchirant à parcourir cette vie ou du moins cette agonie flamboyante. Car, comme toutes les héroïnes romantiques, Sissi se repaît de sa douleur dans sa prose baudelairienne : «Je suis une mouette d'auteur pays, je n'appelle aucun rivage sur ma terre natale...» C'est à la fois tragique et pathétique. Laurène Vernet conclut son livre sur un trop court parallèle avec les comètes Marie-Antoinette et Diana. Peut-être pour mieux rappeler la part de nuit de Sissi, qui semble encore se jouer de nous depuis l'outre-tombe : «Vous m'avez fait venir aujourd'hui / Cependant qu'y a-t-il à voir?» ■



SISSI. LA FABRIQUE D'UN MALHEUR
De Laurène Vernet,
La Tribu,
208 p., 19 €.

Encore aujourd'hui, pour tout le monde et pour l'Histoire, elle est l'impératrice d'Autriche, la reine de Hongrie, cavalière indomptable et beauté froide, sublimée au grand écran sous les boucles brunes de Romy Schneider. Oui, Sissi incarne le faste, la splendeur, la majesté. Mais Laurène Vernet, docteur en histoire contemporaine, se renfrogne aussitôt. «On a construit une Sissi belle, lumineuse, proche du peuple, que la vie aurait malmenée. Une Sissi aimante qui

souffre. La réalité est plus dérangeante.» Sous le mythe, il y a une femme. «Erzsébet», de son prénom hongrois. Pas Elisabeth. Pas Sissi. Une épouse maltraitée par sa marâtre, une mère cassante, égotiste, obsédée par son âge, son poids et ses malheurs, jusqu'à son assassinat, le 10 septembre 1898.

Dans *Sissi, La Fabrique d'un malheur*, l'auteur s'affranchit de la fiction qui a figé Sissi dans le formol du conte de fées. Ce qui l'intéresse ici, c'est la nuance, la complexité d'une âme, la révolte d'une femme romantique que la machine royale a

broyée alors qu'elle n'était qu'une enfant. Alors, l'auteur a la prose galopante, habile, passionnante. Si elle suit la chronologie d'une vie, elle l'entrecroise de poèmes saturniens de Sissi, comme dans un parcours de sauts d'obstacles, comme si l'impératrice n'avait pas fini de cavalier, et d'échapper à ceux qui voudraient l'empêcher d'être libre.

Voilà donc Sissi qui ouvre les yeux le 24 décembre 1837 à la lumière des bougies au palais Herzog-Max de Munich. Elle est la troisième enfant de la famille, la deuxième fille et la première, la seule

Olivier Cadiot, la vie mode d'emploi

Une singulière comédie humaine sur les mésaventures des résidents d'un immeuble parisien.

Alexandre Fillon

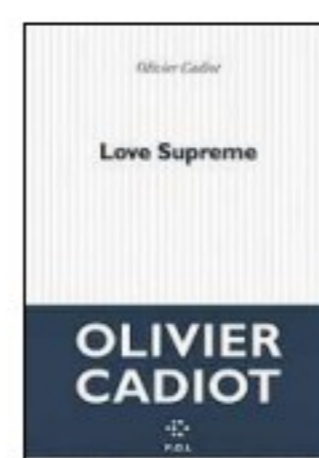
Le décor est un immeuble sur un boulevard parisien. Jusque-là rien d'étonnant. Une fois poussée la porte, il faut s'attendre à bien des surprises. Le narrateur de *Love Supreme* a fraîchement emménagé au dernier étage, le dixième. L'appartement bénéficie d'un accès sur le toit-terrasse inoccupé. On y trouve une pièce à vivre, une grande cuisine, une chambre avec une porte-fenêtre ouvrant sur le balcon. Il n'y est pas seul et partage l'espace avec son ami Maximilien. Un étonnant personnage qui gagne sa vie en analysant les partitions de pianistes célèbres avant les concerts et en donnant des leçons de musique de très haut niveau. Le narrateur semble être quelqu'un de nettement moins ancré. Nous savons qu'il a lu Saint-Simon. Qu'il dit tout exagérer et tordre le réel à sa guise. Aussi avoir l'impression d'évoluer dans un flou perma-

nent et travailler à «être un peu moins inquiet et si possible plus heureux». Pas simple à réaliser quand on sait qu'il s'avoue aussi être hanté par «la consistance de l'être aimé» et le manque de quelqu'un...

Un ton unique

L'ascenseur de l'immeuble en question, où Victor Hugo eut un appartement, a pour habitude d'être en panne. La cour est entretenue par Anita, la gardienne qui a grandi sur une île lointaine et veille sur les nombreuses plantes. Les différents occupants des étages sont tous plus farfelus les uns que les autres. Présentons-les dans l'ordre d'apparition. Docteur en philosophie et en physique quantique, Gustav Winn arbore une combinaison montagnarde, raffole de la varappe et ne crache jamais sur un petit remontant. La voisine du sixième, Francesca, est une analyste à l'air revêche. Non loin, le

colonel en retraite Guy de Laurière a des sabres accrochés au mur de son salon Empire et une canne à pommeau d'ivoire à portée de main. Au cinquième, un vieux lord anglais acariâtre est épaulé par un valet de chambre prénommé Hector. Au huitième étage, voilà Carol Colman. Une



LOVE SUPREME
D'Olivier Cadiot,
P.O.L.,
192 p., 20 €.

jeune comédienne qui a raté le Conservatoire et retrouve de l'énergie en répétant *La Mouette* dans une nouvelle traduction. N'oublions pas de mentionner la présence d'un menuisier au chômage amateur de pâté en croûte.

Tout ce petit monde farfelu est en ébullition. Une réunion extraordinaire de la copropriété a même été organisée. Figurez-vous qu'un nouvel occupant a lancé le vaste projet d'une surélévation de l'immeuble! L'homme a de solides arguments financiers. Il s'agit d'un pianiste, milliardaire grâce à ses concerts-fleuves, qui possède un hôtel particulier niché au milieu de la tour. Faire sécession s'impose... Le roman d'Olivier Cadiot est à la fois une singulière comédie humaine, un conte, une fable et une pièce poétique. On a l'impression d'être plongé dans un étonnant mélange de l'univers virevoltant du cinéma de Wes Anderson et d'un geste surréaliste contemporain. L'auteur de *L'Art poétique* et de *Départs de feu* emballé avec son ton unique. Un savoureux mélange de mélancolie et de fantaisie qui fait merveille d'un bout à l'autre de ce réjouissant et ébouriffant *Love Supreme*. Ne ratez pas la visite. ■

Laurence Varaut : le style est-il de droite ?

Déjà, ce n'est pas évident d'avoir un papa célèbre. Mais un père célèbre pour avoir été l'avocat de l'extrême droite dans les années 1960, pis, de Maurice Papon plus tard, cela vous rend infréquentable au pays de la liberté d'esprit. Allez écrire un roman, avec un handicap pareil : aucun critique soucieux de sa notoriété ne se risquera à en rendre compte, aucun jury de prix littéraire, à le sélectionner.

Non seulement Laurence Varaut ne masque pas son héritage derrière un pseudonyme ou un nom marital, mais, comme souvent les désespérés, elle a fait qu'aggraver son cas. Assistante parlementaire de François Bayrou, elle a été sa chef de cabinet adjointe lorsqu'il est devenu ministre de l'Éducation nationale, puis la secrétaire générale de l'Académie des sciences morales et politiques quand Pierre Messmer

Une femme brillante, solitaire et stoïque depuis la mort de son époux, travaille en tant que plume d'un ministre. Sa bibliothèque est son luxe. Un homme la courtise mais la belle histoire tourne court.

Par Laurence Cossé

en était le secrétaire perpétuel. Et dans son roman *À l'affiche*, elle cantonne le personnage qui lui ressemble au 7^e arrondissement - entre les ministères et le Palais Bourbon -, à la Bretagne et à l'Engadine.

Éviter les thèmes rebattus

Beaucoup, à droite mais aussi à gauche, ont soutenu et soutiennent que la grâce littéraire ne saurait être que de droite (1). Leurs arguments sont séduisants. Les auteurs de droite tiennent à la liberté plus qu'à l'égalité ou à la fraternité, ce qui les pousse à éviter les thèmes rebattus. Ils doutent des actions collectives, et ne traitent pas de sujets tels que les acquis sociaux ou les grèves. Les théories et les systèmes les ennuient. Tout expliciter est pour eux une faute de goût. Ils sont amoraux, portés sur la légèreté. Sceptiques, quand ce n'est pas désabusés, ce qui protège de la naïveté. Individualistes, incités donc à imaginer des personnages et à

fouiller leurs caractères. Irrespectueux, insolents, rétifs aux normes et donc peu enclins aux clichés. Le panache leur plaît; chez eux, quand on souffre, c'est en deux lignes. Ils aiment l'élégance, ils ne dédaignent pas de charmer. Tous ces traits font

la trame d'*À l'affiche*. On est à la fin du siècle passé. Une femme de qualité, solitaire et stoïque depuis la mort de son époux, travaille plus que de raison en tant que plume d'un ministre. Sa bibliothèque est son luxe - ses bibliothèques, puisqu'elle a une pe-

À L'AFFICHE
De Laurence Varaut,
Lis & Parle,
104 p., 14 €.

tite maison dans le Morbihan, outre un deux-pièces loué rue Saint-Simon. Elle connaît comme sa poche la gent politique (de droite, faut-il le préciser?) mais s'étonne encore de sa cruauté.

Un homme beaucoup plus jeune qu'elle la courtise, elle hésite («L'idée de recommencer à créer des liens qui allaient s'effondrer comme tombe d'un toit une masse de neige m'épuisait d'avance») puis se laisse aimer. Un jour - au milieu du roman -, elle s'aperçoit que cet amant lui vole méthodiquement des livres, un autre qu'il a mis la main sur des papiers précieux pour elle, des lettres, des archives, des albums de photos. Avant de prendre une décision, elle cherche à comprendre ce qui le motive, car il allait la rendre heureuse. ■

(1) À gauche, on démolit ce poncif avec non moins d'arguments. Cf. V. Berthelot <https://laviedesidees.fr/Le-style-c-est-la-droite>

Le jour où Todorov a changé de vie

Un roman initiatique plein d'humour, dont le héros, professeur de géographie dans une petite ville de Bulgarie, part sur les routes à la recherche du sens de sa vie.

Astrid de Larminat

C'est par un jour d'octobre éclatant de soleil que commença la nouvelle vie de Todorov, professeur de géographie dans le lycée d'une petite ville du nord-est de la Bulgarie, une région si reculée qu'on dirait que le XXI^e siècle a oublié de l'intégrer dans sa course. Todorov, pourtant, s'était réveillé de mauvaise humeur, sursautant à la voix tonitruante du muezzin qui annonçait la mort d'un vieil homme. Plus tard, tandis qu'il traversait le marché grouillant de monde, humant la bonne odeur de bitume des rues récemment goudronnées, il fut interpellé par une ancienne collègue de sa défunte mère. La vieille femme se désolait qu'à 46 ans, il n'ait toujours ni femme ni enfants. « Dans cette ville on ne peut ni mourir en paix ni vivre en paix », songea Todorov. Le soir, en quittant brutalement le banquet donné en son honneur parce qu'il avait remporté un concours de l'Union européenne, il se dira qu'on ne peut « même pas y vomir en paix » : au moment de prononcer son discours, incapable d'articuler un mot, son estomac s'était rebellé et vidé sur le maire.

Comme dans un film des frères Coen

Accablé de honte et titubant, il est hélé dans la rue par la propriétaire du casino, une femme ordurière mais redoutablement intelligente. À son invitation, il s'affale dans la salle de jeu et découvre, le nigaud ! qu'elle est aussi une maison de plaisir pour les bourgeois de la ville. Lorsque la patronne l'entretient de son père, sévère universitaire, qu'elle a très bien connu, la peur qui paralysait Todorov depuis son enfance le quitte. Ainsi s'achève le prologue de *Caravane pour Corbeaux* d'Eminé Sadk, un roman picaresque extravagant, plein d'ironie et d'humour, mais très ancré dans la réalité historique,



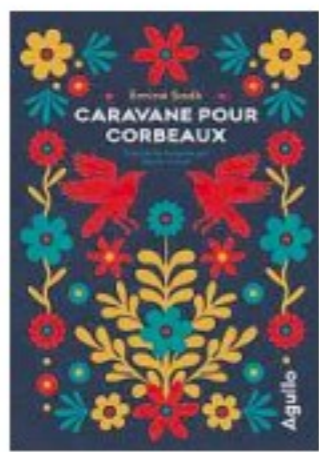
Eminé Sadk signe un roman burlesque et poétique digne des grands conteurs balkaniques. MARINA CHAMURKOVA / EDITIONS AGULL

politique et géographique bulgare. Le lendemain, Todorov fuit son existence atone et se lance sur la route en auto-stop, avec une gueule de bois phénoménale...

Embarqué par un garde champêtre d'une bonté d'ange dont le 4x4 tombe en panne, Todorov atterrit chez un délicieux couple de vieux turco-bulgares dont il découvre qu'ils ont bien connu son père, en juillet 1989, lorsque l'État communiste assimilateur poussa dehors les Bulgares d'origine ottomane, vidant les campagnes. De là, il se retrouve à un mariage tzigane. Dans le beau ciel nocturne, la lune « retroussée comme une moustache française glous-

sait au-dessus de tous ». Pendant le bal, Todorov est foudroyé d'amour... pour la sœur du mafieux local, une beauté pas farouche. Le lendemain, il se réveille ligoté sur des rails... Sauvé in extremis, un intellectuel cinglé qui l'a recueilli dans sa résidence secondaire au cours d'une soirée mondaine sous extasy, lui déclare : « Ta vie est en danger maintenant parce qu'elle a du sens. »

Quelle galerie de personnages, cabossés et grandioses ! On se croirait parfois dans un film des frères Coen. Aux aventures de Todorov se mêlent celles de la jeune Mila, née dans la banlieue de Sofia, qui visite les villages ruraux désertés, repère des objets abandonnés et tente de leur trouver un nouveau propriétaire pour leur donner une deuxième vie. Que faire des traditions et du passé dans un pays qui aspire à la modernité ? Comment forger un sentiment national n'excluant pas les diverses ethnies ? Cette question hante le roman d'Eminé Sadk qui nous entraîne sur des terres où le mélange de fraternité, d'hospitalité et de violence rappelle les récits antiques et tragiques, dans le style burlesque et poétique des grands conteurs balkaniques. ■



CARAVANE POUR CORBEAUX D'Eminé Sadk, traduit du bulgare par Marie Vrinat, Agullo, 280 p., 20,90 €.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Nickolas Butler : ils se sont tant aimés



Par Éric Neuhoff de l'Académie française

Enfin, ils s'embrassent. Charlie aura mis le temps. Quarante ans qu'il voulait retrouver Vivian. Ils avaient été mariés. Le mariage ne dura pas : Charlie avait un problème avec la bouteille. Ils ne se sont pas revus. Il ne l'a jamais oubliée. Trois divorces n'ont pas effacé sa silhouette, son parfum. Le hasard, il n'est pas absurde de le forcer un peu. Alors il revient à Chippewa Falls (Wisconsin), lui donne rendez-vous, sans être sûr du résultat. Assis au bar du coin, il se contente d'une bière ou deux. Elle arrive. Il la trouve inchangée. Les travaux d'approche sont lents. Il s'agit de ne pas brusquer les choses.

Vivian habite avec sa fille et ses deux petites-filles. L'argent ne coule pas à flots. Charlie, lui, est devenu riche. Il a travaillé dans les chemins de fer, mais surtout il a investi dans Apple à ses débuts. Cela s'appelle toucher le jackpot. Il a repris la ferme familiale. Ils réapprennent à se connaître, s'invitent, se téléphonent. Par moments, elle se cabre. Trop de souvenirs. Ils ne sont pas tous idylliques. Il lui offre une juquette. Elle garde un secret. Il est à nouveau amoureux. Il conduit sous la neige pour la rejoindre. Elle lui reproche sa fortune. Il espère une seconde chance, lui jure qu'il n'est plus le même. L'alcoolisme reste une épée de Damoclès. Il suce des bonbons à la menthe pour masquer l'odeur du whisky. Sa cave est bien garnie, Château Mouton Rothschild 1995 et cabernet sauvignon Lokoya Mount Veeder (sur internet, la cuvée 2016 est à 685 euros : on voit par là que le critique est un monsieur sérieux

et que cet article ne sera pas tout à fait inutile).

Les retrouvailles s'effectueront par bribes, avec douceur et délicatesse, dans de rudes paysages. Enfin, ils s'embrassent. La tentation n'est pas mince d'applaudir leur exploit. Charlie n'en revient pas. C'est un romantique. Il croit à une sorte de rédemption. Il lui arrive de parler à la lune. C'est pour lui chanter de la country. Sinon, il fredonne Rocky Raccoon devant des gamines qui ne savent pas qui sont les Beatles et écoute James Taylor à la radio. Autre distraction : regarder *Quand Harry rencontre Sally*, tous blottis sur le canapé.

Vivian dresse la liste des cinq choses qu'elle veut faire dans sa vie. Charlie rêve d'assister à un match des Cubs de Chicago au stade Wrigley Field. Nickolas Butler a du métier, de la sensibilité. Il ne cherche pas Joyce à quatorze heures. On s'installe dans *Un baiser de quarante ans* comme dans un fauteuil devant un feu de bois. Ce livre est une maison. Les invités sont les bienvenus. Prière de la réserver pour l'été. ■



UN BAISER DE QUARANTE ANS De Nickolas Butler, traduit de l'anglais (États-Unis) par Mireille Vignol, Stock, 348 p., 23,90 €.

Joyce Maynard, une vie en toc

La romancière américaine s'empare d'un tragique fait divers pour mieux dénoncer les dérives des réseaux sociaux.

Laurence Caracalla

C'est un phénomène difficile à comprendre pour ceux qui n'ont pas grandi à l'heure des réseaux sociaux. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : de plus en plus de jeunes gens sans talent particulier rêvent de devenir célèbres, voire adulés. Une manière de vivre qui prend chaque jour plus d'ampleur, traverse les frontières, laisse pantois leurs aînés, habitués sans doute à plus de retenue. Joyce Maynard s'est intéressée à ces outils numériques et à ce besoin d'être en permanence scruté, cette génération abreuver d'images, fantasmant sur des vies en or massif. Être riche et suivi par des milliers d'inconnus, voilà le seul et unique projet d'un apprenti influenceur.

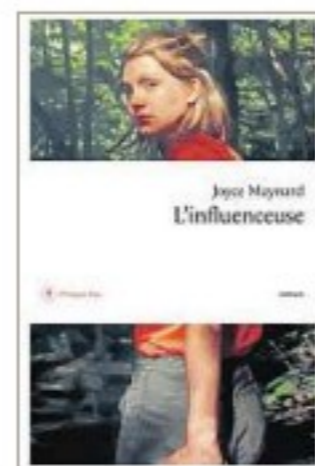
Depuis *Prête à tout*, on connaît le goût de la romancière pour les intrigues ambiguës, l'influence justement d'un individu sur ceux qui l'entourent. Cette fois, et pour mieux éclairer son propos, elle s'inspire d'un fait divers authentique qui a ébranlé l'Amérique. Sa protagoniste, Tammy Partridge, est une jolie fille d'une vingtaine d'années, quelque peu dilettante. Son petit ami, Kevin Kanner, est à peine plus âgé. Tammy a de grandes ambitions pour leur couple. Pourquoi ne pas devenir eux aussi des stars d'Instagram ? Son projet ? Traverser le pays en van, roucouler devant des couchers de soleil, s'arrêter dans les parcs nationaux, donner des conseils de nutrition végans, de bien-être, arrosé de quelques phrases de développement personnel, piochées ici et là dans des livres qu'elle ne lira jamais.

Voyeurisme malsain

C'est parti pour un road trip, encore faut-il savoir vivre à deux. Kevin a bien du mal avec la promiscuité, se goinfre de hamburgers et ne supporte ni le débit incessant de sa dulcinée ni ses velléités de demeurer chaste. Les likes se font attendre, elle compte les clics, il se replie dans le silence. Deux amoureux devant l'objectif de leur téléphone portable, deux étrangers dès qu'il s'éteint. La tension monte, les vexations pleuvent, jusqu'au drame. Pour exister, il faut donc être vu. L'une de leurs rares abonnés, Roxanne, trentenaire frustrée et solitaire,

dont le chien est le seul et attentif interlocuteur, se prend de passion pour le couple et décide de le suivre. Et pas seulement sur les réseaux. Une vie par procuration, un voyeurisme malsain, autre sujet du roman, autre danger.

Dans ce thriller tendu, composé de courts chapitres, les parents respectifs des deux héros et Kevin lui-même racontent leur version de l'affaire. Roxanne la sienne, et elle diffère en tout. Le lecteur, lui, assiste peu à peu à la chute de la fragile Tammy, immature et obstinée. Devant le spectacle navrant de cette aventure toxique, devant ce vide intersidéral, devant enfin la dangerosité de ces miroirs factices et déformants, pourtant maintes fois commentée, les questions se bousculent : comment en est-on arrivé là ? Pourquoi une telle dérive ? Si Joyce Maynard ne donne pas toutes les réponses, elle nous éclaire sur l'intimité de ces narcisses. Et ce qu'elle nous donne à voir est pour le moins inquiétant. ■



L'INFLUENCEUSE De Joyce Maynard, traduit de l'anglais (États-Unis) par Laurence Richard, Philippe Rey, 176 p., 17 €.

On s'installe dans « Un baiser de quarante ans » comme dans un fauteuil devant un feu de bois »



De gauche à droite : l'empereur de Russie Alexandre I^{er}, le premier ministre britannique William Pitt le Jeune, l'homme d'État et diplomate Talleyrand, la romancière et philosophe M^{me} de Staël et le pape Pie VII.

Ils résistèrent à l'ogre Corse



LA CHRONIQUE

Jacques de Saint Victor

Pourquoi un pouvoir glorieux, qui semblait irrésistible, finit par susciter partout ses propres anticorps ? Jusqu'à se mettre à dos un tsar, des rois, un pape et des intellectuels.

Pitt, Metternich, le tsar Alexandre, Pie VII, M^{me} de Staël, les guérilleros espagnols, les patriotes allemands, Talleyrand lui-même... Peu de livres ont eu la bonne idée de regarder Napoléon depuis le camp de ceux qui finirent par l'abattre. C'est pourtant l'angle judicieux choisi par l'historien Michel Kerautret : comprendre pourquoi l'homme qui semblait avoir soumis l'Europe finit par produire partout ses propres ennemis.

Napoléon continue à fasciner la France. Quel autre peuple célèbre encore avec une telle ferveur un homme qui laissa pourtant son pays envahi, amputé, démographiquement saigné et diplomatiquement isolé ? Peu de nations ont réussi à transformer une catastrophe géopolitique en mythe glorieux. Waterloo lui-même finit presque par disparaître dans la lumière romantique de Sainte-Hélène.

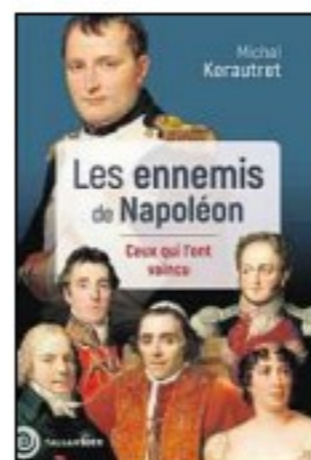
Historien du premier Empire, Michel Kerautret évite heureusement le piège habituel de l'hagiographie impériale, sans tomber dans le réquisitoire idéologique. Son livre cherche moins à juger Napoléon qu'à comprendre pourquoi un pouvoir glorieux, qui semblait irrésistible, finit par susciter partout ses propres anticorps.

Une saignée nationale

Le livre touche ainsi à quelque chose de très profond dans l'histoire française : notre difficulté chronique à distinguer la grandeur du succès. Car, derrière les victoires militaires et les fameuses « masses de granit » - qui ne furent souvent qu'une

adaptation des institutions fondées par la monarchie et détruites par la Révolution -, demeure un fait massif : l'aventure impériale, tout en préservant l'héritage égalitaire de 1789, coûta à la France des centaines de milliers de morts, peut-être près de 1 million, selon certaines estimations. Une véritable saignée nationale. Et un peuple qui sortit plus divisé qu'unifié de cette prodigieuse aventure.

Et pourtant la légende continue de l'emporter sur le bilan. Comment oser critiquer un tel génie ? On ne peut que s'incliner devant le rival d'Alexandre et de César. Seul un de Gaulle avait sans doute la stature suffisante pour parler froidement de Napoléon. Certes, il reconnaissait « l'incroyable prestige dont il couvrit nos armes ». Mais il ajoutait aussitôt que Napoléon avait laissé la France « écrasée, envahie, vidée de sang et de courage, plus petite qu'il ne l'avait prise, condamnée à de mauvaises frontières, exposée à la méfiance de l'Europe ».



LES ENNEMIS DE NAPOLEON
De Michel Kerautret, Tallandier, 432 p., 24,50 €.

Le grand mérite du livre de Michel Kerautret est précisément de montrer comment cet affaiblissement final fut rendu possible. Les Anglais apparaissent

comme les véritables anti-Napoléon par excellence : moins brillants militairement, mais infiniment plus patients. À l'agitation impériale française, Londres oppose la puissance financière, la maîtrise maritime et surtout cette obstination froide des puissances établies qui savent attendre l'usure de leur adversaire. La Russie représente un autre type de résistance : celle de l'espace et de la profondeur géographique. En entrant à Moscou, Napoléon croit atteindre l'apogée de sa puissance ; il commence en réalité à pénétrer dans ce vide russe qui finira par engloutir la Grande Armée.

Querelle avec Rome

Mais le livre montre aussi que l'Empire suscita des résistances plus modernes encore. L'Espagne, avec ses guérilleros, devient le laboratoire d'une guerre populaire contre l'occupation étrangère. Les Espagnols sont à Napoléon ce que la Vendée fut à la Révolution. Bonaparte sut séduire une partie de l'Italie ; il échoua totalement en Espagne et finit par réveiller en Allemagne les premiers ferments du nationalisme moderne, prélude de la fatale guerre de 1870.

Il en alla de même avec les intellectuels. M^{me} de Staël comprend très tôt qu'au-delà des batailles se joue aussi une lutte pour l'indépendance des esprits. Face à l'Europe militaire de Napoléon, elle incarne une autre Europe : libérale, cosmopolite, hostile au césarisme et à la surveillance des consciences. M^{me} de Staël, au fond, théatralise aussi son opposition. Pie VII, lui, résiste sans poser. Le chapitre consacré

au pape est peut-être le plus éclairant du livre. Ce diplomate prudent avait tenté le compromis avec l'Empereur. Mais Napoléon commit une erreur majeure en croyant pouvoir traiter le souverain pontife comme un prince italien ordinaire. En emprisonnant le chef de l'Église, en l'humiliant, il finit par apparaître comme un persécuteur. Chaptal le reconnaît plus tard : aucun conflit n'aliéna davantage l'opinion à Napoléon que sa querelle avec Rome. La fermeté tranquille de Pie VII - résumée dans son célèbre « non possiamo, non dobbiamo, non vogliamo » - contraste alors avec l'agitation fébrile du maître de l'Europe.

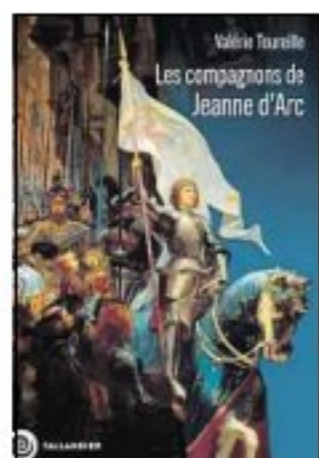
Évidemment, l'opposition à Napoléon suscite parfois un certain dégoût lorsque l'on voit les trahisons qui accélèrent sa chute. Talleyrand reste ce courtisan prêt à servir n'importe quel maître pourvu qu'il demeure au centre du jeu. Son cynisme même révèle pourtant une vérité que Napoléon refusait de voir : depuis Westphalie, aucune puissance ne peut durablement gouverner l'Europe contre ses équilibres profonds.

Napoléon demeure ainsi une tentation française permanente qu'on retrouvait déjà chez Louis XIV : celle de croire que la volonté suffit à vaincre les contraintes géographiques, diplomatiques ou civilisationnelles. Les esprits forts justifient encore cette démesure impériale en affirmant : « Au moins il a tenté. » Jacques Bainville leur avait déjà répondu : « Sauf pour la gloire, sauf pour l'art », il eût probablement mieux valu qu'il n'eût pas existé. ■

Jeanne d'Arc et ses frères d'armes

Ses grands capitaines ont joué un rôle essentiel dans le parcours héroïque, et météorique, de la Pucelle. Un compagnonnage qui mérite d'être mis en lumière.

Frédéric de Monicault



LES COMPAGNONS DE JEANNE D'ARC
De Valérie Toureille, Tallandier, 320 p., 22,50 €.

Et si le meilleur moyen de s'approcher de Jeanne d'Arc était encore celui de s'intéresser à ses compagnons d'armes ? On a tellement lu, tellement exploré autour de la Pucelle que les angles d'attaque viennent à manquer. Les Loré, La Hire, Dunois, Richemont, pour n'en citer que quelques-uns, surgissent donc opportunément pour réactiver un parcours que l'on croyait définitivement jalonné. Spécialiste du Moyen Âge, Valérie Toureille procède non seulement à une complète et instructive galerie de portraits, mais elle éclaire aussi la société militaire de la guerre de Cent Ans, qui sert de sous-bassement à la société tout court. Les temps sont aussi chargés de bravoure qu'ils sont brutaux, sur fond de religiosité omniprésente.

En préambule, l'auteur rappelle que les archives relatives à Jeanne d'Arc font mention d'une centaine d'hommes de guerre avec lesquels elle a combattu : des chevaliers, des écuyers, et même, quoique plus rares, des princes. Ainsi Jean d'Alençon, dont le père fut tué à Azincourt, ce qui ne l'empêcha pas d'être élevé comme un prince de sang, d'être nommé lieutenant-capitaine-général du Dauphin dès l'âge de 14 ans, titre purement honorifique au demeurant, avant de participer à plusieurs opérations militaires au sortir de l'adolescence.

La trajectoire de l'intéressé, surnommé « le beau Duc » par Jeanne, n'est pas à un rebondissement près. Fait prisonnier par les Anglais en 1424, il est libéré trois ans plus tard contre le paiement

d'une partie de sa rançon. Une autre contrepartie, dans l'attente du versement total, prévoyait qu'il ne combatte pas l'ennemi tutélaire. Bref, il n'épaulera la Pucelle les armes à la main qu'un peu plus tard, après s'être acquitté de sa dette. Jean d'Alençon n'est pas la personnalité la plus influente, mais quel meilleur éclairage pour ce monde fait d'alliances et de contre-alliances ! Dont les protagonistes possèdent souvent des domaines, avec des interactions économiques à la clé (ventes, achats, procès, mariages...).

Les férus de stratégie goûteront avec intérêt le travail de Valérie Toureille : si les grandes dates sont connues - Jeanne délivre Orléans en mai 1429, assiste au sacre de Charles VII en juillet, tombe à Compiègne en 1430 -, on mesure mal à quel point le royaume fut dévasté ; secoué par les combats - des escarmouches aussi bien que des sièges ou des batailles

Jeanne d'Arc menant ses hommes tenant l'étendard,
par Arthur C. Michael (XX^e siècle).



rangées - où les adversaires avancent, reculent, échafaudent des assauts, captivent des figures, domptent plus ou moins la géographie. La grande force de Jeanne, c'est qu'elle est non seulement c'est une femme de terrain, mais qu'elle fédère aussi sous sa bannière personnelle. Ses compagnons ont accepté de participer à quelque chose qui les dépassait un peu, tant certains étaient d'abord mus par des fidélités personnelles plus que par une cause ou le service du roi. Rares sont les hommes sans attaches, tel Le Hire, qui « (échappe) à la pesanteur des devoirs », tandis que les autres doivent compter avec « des hiérarchies nobiliaires qui pouvaient parfois se contredire ». Pas facile donc pour Jeanne de transcender le poids des blasons et les enracinements dans des territoires. D'où son mérite encore plus grand d'impulser ce défi collectif.

Discipline accrue

Certains combattants ont fini par mal tourner. Le plus célèbre, Gilles de Rais, prodigieux chef de guerre, meurt exécuté, après une enquête ecclésiastique et de lourdes accusations, en particulier le meurtre de dizaines d'enfants. L'après Jeanne d'Arc est une période lourde de conséquences : la guerre se poursuit pendant que l'armée se réorganise, dans le sens d'une discipline accrue. Valérie Toureille analyse la chute de la vague des grandes capitaines d'aventures, « qui avaient appris à vivre sur le pays, à user de la force et à recourir à la prédation (...) ». Si Jeanne était irrécusable, ses compagnons, et encore plus, les compagnons de ses compagnons l'étaient beaucoup moins. ■

Naples en éruption

Le décor est planté. L'histoire est connue. Nous sommes à Naples durant la fin de l'été 1943, et les habitants, au terme de quatre jours de combat contre les Allemands, les héroïques *Quattro Giornate*, viennent de chasser l'occupant. Puis la 5^e armée américaine arrive, après avoir débarqué à Salerne quelques jours plus tôt. Cette histoire, ces décors, ce sont ceux de *La Peau de Malaparte*, et du *Jour avant le bonheur* d'Erri de Luca. Ainsi que d'un des chefs-d'œuvre du néoréalisme, *Paisà*, de Rossellini, sorti en 1946, sur un scénario cosigné par Klaus Mann, fils de Thomas, et du jeune Federico Fellini.

La romancière Erica Cassano, 28 ans, fait revivre cet épisode dans son premier roman, *La Grande Soif*, en s'inspirant de l'histoire de sa grand-mère. C'est la protagoniste de ce récit ficelé comme un scénario, articulé en 55 chapitres, où nous suivons, jusqu'à l'été 1945, le destin d'Anna, âgée d'une petite vingtaine d'années, et qui lit Dante et Pirandello. Enchaînant chronologiquement tableaux et saynètes, Cassano brosse le portrait de cette jeune femme ambitieuse, courageuse, parmi les siens, parmi ses voisins, dans une Naples dévastée, marquée par les pénuries, le marché noir, la peur, le couvre-feu, et le manque d'eau.

Originnaire de Gênes, débarquée à Naples au début de la guerre, la famille d'Anna s'organise malgré l'adversité, alors que le père, cheminot et partisan, a disparu, on ne sait où, on ne sait comment. Le salut viendra-t-il des Américains, fraîchement débarqués, et pas toujours vus d'un bon œil ? Grâce à ses connaissances en anglais, Anna se fait

La jeune romancière italienne Erica Cassano nous plonge dans l'intimité de la guerre, alors que la ville accueille les soldats américains.

Thierry Clermont



LA GRANDE SOIF
D'Erica Cassano, traduit de l'italien par Anaïs Bouteille-Bokobza, JC Lattès, 428 p., 22,50 €.



Erica Cassano dépeint Naples et ses environs à la fin de l'été 1943, cadre théâtral d'un drame.

SERGII FIGURNYI/STOCK ADOBE

embaucher comme dactylo à la base militaire voisine de Bagnoli, et subvient ainsi aux besoins du foyer, également occupé par sa sœur Felicità et ses deux enfants. Kenneth, un simple soldat dont la mère est d'origine calabraise, la remarque. Ils ne vont plus se quitter. Le couple en formation est rejoint par deux autres secrétaires italiennes, deux sœurs, et un autre soldat américain, formant un groupe.

Rapidement, Kenneth propose à Anna le mariage et une vie prometteuse en Oklahoma. Elle hésite, tergiverse, sous le poids de la famille, s'exalte puis semble renoncer. La réponse est dans les dernières pages.

Un récit vivant

Avec *La Grande Soif*, Erica Cassano nous propose un récit vivant, traversé par de nombreux personnages formant une galerie pittoresque : Carmela, amie d'Anna, qui vit dans le même immeuble, la veuve Coppola, le Dr Pittamiglio et sa compagne Catena, le couple Izzo.

Parallèlement, alors que la guerre est évoquée sous un prisme intimiste, au

rythme du quotidien, Cassano nous propose une peinture de Naples et de ses environs, cadre théâtral d'un drame, à travers l'évocation de la plage de Chiaia, de Montesanto, la via dei Tribunali, la cathédrale Santa Maria Assunta, où sont conservées les reliques du saint patron de la ville, San Gennaro. Sans oublier la piazza Dante, le corso Vittorio Emanuele, le théâtre San Carlo, et le Vésuve qui vient d'entrer en éruption, et où un des personnages trouvera la mort. « *La guerre nous avait habitués à mêler les corps, confie Anna, à additionner les tragédies des autres aux nôtres, mais notre douleur n'était pas un spectacle.* » ■

Un trait d'union entre deux exils

Dans le maquis corse, Julien Donadille suit le parcours d'une jeune Stambouliote contrainte à la fuite et à la recherche de son identité.

Marine Carballat

Dès les premières pages, Julien Donadille plonge le lecteur dans le maquis corse, au cœur du village perché de Nociolo, sur les hauteurs de Saint-Matoure. L'air est doux, la lumière agréable, et le chant des cigales tisse une toile sonore. Les ruelles étroites et abruptes dessinent un labyrinthe de marches entre des maisons de schiste auxquelles s'accrochent figuiers de Barbarie, géraniums et bougainvillées. C'est là que Deniz trouve refuge. La jeune Stambouliote reconnaît moins un village français qu'un pays familier, âpre, méditerranéen. Elle découvre une maison isolée, sans eau ni électricité, et se repasse le fil de sa fuite. « *Est-elle en si peu de temps devenue une apatride, une "réfugiée" ?* »

Son départ d'Istanbul s'est fait dans la précipitation. Accompagnée de Maxime, chargé de veiller sur elle, elle a fui le régime d'Erdogan, qui a fait arrêter son père. Mais l'exil ne date pas d'hier puisqu'« *il y a bien longtemps que la dérive autoritaire de la Turquie l'a fait se sentir étrangère dans son propre pays.* »

Une identité recomposée

Dépossédée de tout, Deniz n'a emporté qu'un vestige de sa vie antérieure : un tableau. « *C'est avec lui qu'elle a traversé la Méditerranée, c'est lui qu'elle serrait encore contre elle lors de leur arrivée à Saint-Matoure.* » Sans valeur marchande - il s'agit d'une copie du *Baptême du sultan* attribué à Zurbaran -, l'objet est chargé d'une portée intime. Il représenterait son aïeule, Deniz Corsa. Peinte sous les traits d'une sainte auréolée, elle a été la



En Corse, lors des razzias menées par les pirates barbaresques, les plus belles filles étaient arrachées à leur famille. BRIDGEMAN IMAGES

première épouse d'Ahmet et mère d'Oman, calife de l'islam.

Loin de sa terre natale, Deniz se tourne vers ses racines. Elle entame, dans son cahier, une conversation imaginaire avec Deniz Corsa. Parallèlement, elle explore les traces du passé à Nociolo, s'attardant sur ses édifices religieux : « *L'église médiévale en ruine de Saint-Matoure, perdue dans le maquis au-dessus de la Marine, la chapelle Saint-Antoine, moderne, à deux pas du port, ou encore l'église Santa Maria Immacolata, d'un baroque discret et émuvant.* » Peu à peu, elle perçoit les liens souterrains entre la Corse et la Turquie. « *Vous savez que Nociolo a été razzé plusieurs fois par les Barbaresques. À chaque fois, ils ont emmené la moitié de la population en esclavage. Les plus belles filles étaient placées dans le harem du sultan, c'est ce*



LA SULTANE CORSE
De Julien Donadille, Éditions du Rocher, 440 p., 19,90 €.

qu'on dit. Il y a beaucoup de gens ici qui ont les yeux bleus et les cheveux blonds. Ça devait plaire », lui confie naïvement George, l'un des habitants du village.

Deniz Corsa semble incarner une identité recomposée. Le destin ancien de cette fille arrachée à sa mère et à sa foi pour rejoindre le sérail résonne avec celui de Deniz, elle-même orpheline de sa mère et en rupture avec le régime confessionnel de la Turquie. Le roman tisse un dialogue entre les époques, où l'intime rejoint l'histoire, et où les frontières géographiques se troublent. À cette quête s'entrelace la dimension symbolique de la nature qui amplifie le cheminement intérieur : l'eau, comme mémoire et origine, le feu, comme rupture et renaissance.

Si l'énigme du tableau ne trouve pas sa résolution entre les mains de Deniz, l'essentiel se joue ailleurs. Car ce qu'elle découvre, au fil de son errance, ce n'est pas seulement une vérité historique, mais une manière d'habiter son propre déracinement. Et dans ce retour inattendu vers la Corse, quatre siècles plus tard, le roman suggère l'idée selon laquelle certaines histoires ne s'effacent jamais vraiment, elles attendent simplement le moment de revenir. ■

Le jardin des délices

Emmanuelle de Boysson évoque avec délicatesse son enfance au Maroc.

Mohammed Aïssaoui

Longtemps, Emma s'est heurtée à cette injonction maternelle : « *Être écrivain, c'est du narcissisme, une perte de temps...* » Il a fallu un accident cardiaque il y a trois ans, quand son cœur s'est arrêté durant une trentaine de minutes, pour s'autoriser enfin à écrire. Cette fragilité l'a poussée à prendre la plume et à retrouver la petite fille qu'elle était, quand elle vivait à Mohammedia, près de Casablanca, entre 6 à 13 ans - « *Quelque chose me dit qu'elle a beaucoup à m'apprendre* », chuchote-t-elle avec douceur. Emmanuelle de Boysson s'empare de l'histoire de cette petite Emma qui lui ressemble pour offrir *Tendre Maroc*.

Il y a une quinzaine d'années déjà, elle était retournée dans la ville de son enfance avec son amie Myriam, elle avait vu ce qui restait de sa maison : c'était la seule à l'abandon. Faut-il écrire un livre sur Mohammedia, sur son enfance ? Elle y a pensé. Souvent. Mais revenaient en boucle les mots cruels de sa mère. Et cette phrase forte qui ouvre le roman : « *Il ne faut jamais revenir sur les lieux de son enfance, de crainte d'en brouiller le souvenir.* » Est-ce une mise en garde ? Au contraire. Ce retour au pays de l'enfance devient son moteur secret. La clé nous est d'ailleurs donnée dans l'exergue que la romancière emprunte à Marguerite Duras : « *Écrire, c'est tenter de sauver quelque chose du temps qui passe, même si l'on sait que tout, un jour, nous échappera.* »

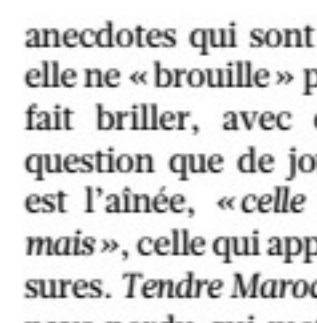
Tout commence vraiment quand la narratrice, Emma, retrouve dans sa maison familiale les anciens agendas de sa mère, mais aussi des papiers, des

clichés, ces « *petits riens qui encombrant nos armoires* » et deviennent de « *précieux témoins* ». Ils ouvrent les portes d'un monde disparu. On s'attend à un voyage géographique - c'en est un, car il y a toute une histoire autour du Maroc d'Hassan II, ses paysages, ses parfums... Mais c'est surtout un voyage intime, avec le père, et la mère, un amoureux, une amie. Oh ! La mère ! Quel personnage fantastique. Voilà une femme, philanthrope, qui aime les autres et si mal les siens. Emmanuelle de Boysson décrypte la relation complexe avec cette mère fascinante mais distante, pour ne pas dire absente.

Le goût du passé

En ouvrant le flacon d'eau de fleur d'oranger de Myriam, c'est comme si elle ouvrait la boîte aux souvenirs, elle a retrouvé le goût du passé, « *mais aussi le parfum de notre jardin, le jardin des délices. Le temps d'une respiration, j'ai entrevu une floppée d'instantanés. C'est ainsi que j'ai eu envie de puiser dans ce réservoir de poésie.* »

Ce roman parlera à tout le monde, parce qu'Emmanuelle de Boysson l'a écrit avec une tendresse infinie. La mémoire n'est jamais chronologique, la romancière procède par petites touches, par des anecdotes qui sont comme des éclats : elle ne « *brouille* » pas le souvenir, elle le fait briller, avec délicatesse. Il n'est question que de jours heureux. Emma est l'aînée, « *celle qui ne se plaint jamais* », celle qui apprend à taire ses blessures. *Tendre Maroc* est l'évocation d'un pays perdu qui met magistralement en scène le pouvoir de l'écriture - c'est-à-dire sauver tout ce qui semblait voué à disparaître. Ainsi a-t-elle érigé « *l'édifice immense du souvenir* », selon les mots de Proust. Une réussite. ■



TENDRE MAROC
D'Emmanuelle de Boysson, Calmann-Lévy, 214 p., 18,50 €.



La guerre vue par Olivier Rolin

Après avoir visité les vestiges du site historique de Troie en Turquie actuelle, au nord-ouest de la péninsule anatolienne, Olivier Rolin s'est interrogé, dans un livre personnel, sur l'histoire de la destruction des villes. Selon le romancier, « la tragédie de la destruction d'une ville n'a cessé d'être réécrite en lettres de feu et de sang, depuis Carthage un siècle et

demi avant notre ère jusqu'à Dresde, Hiroshima, et Marioupol ».

La Guerre éternelle. Souvenirs de Troie paraîtra chez Gallimard, le 20 août.

La hantise de Jean-Philippe Toussaint

Trois ans après l'autobiographique *Échiquier*, Toussaint revient à la fiction, avec un nouvel opus sous forme de roman d'espionnage. Ainsi présenté par son

éditeur : « Le narrateur se retrouve en possession de milliers de données qui compromettent un vaste réseau de corruption international. »

La Hantise paraîtra le 27 août aux Éditions de Minuit.

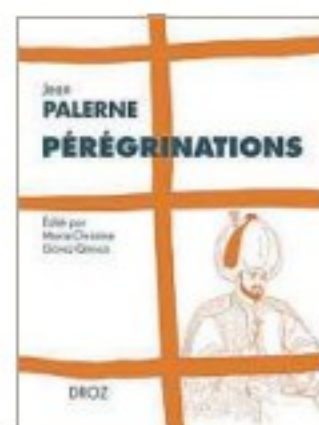
Gary-Seberg : chronique d'un drame annoncé

Myriam Anissimov, déjà auteur d'une biographie de Romain Gary, revient à

son sujet avec un essai centré sur la figure de Jean Seberg, son incroyable destin et sa fin tragique. Assassinat ou suicide ? Après des années d'enquête, l'accès à des archives inédites (correspondances, dossiers de police et de justice, rapports d'autopsie...), Myriam Anissimov donne sa vérité sur l'affaire Seberg, les amours Seberg-Gary. **Jean et Romain paraîtra chez Grasset en septembre.**

À la découverte d'un magnifique récit de voyage écrit par un jeune poète du XVI^e siècle. Il raconte les péripéties de ses voyages de Venise à Jérusalem en passant par les îles grecques. Un chef-d'œuvre inconnu.

Thierry Clermont



PÉRÉGRINATIONS
De Jean Palerne,
Droz,
464 p., 25€.

Après avoir visité l'Angleterre et l'Espagne je me proposai d'aller voir les parties orientales, encore qu'elles soient aujourd'hui assez fréquentées par nos Français. » C'est un jeune homme intrépide et curieux qui parle. Nous sommes en 1581, il a 24 ans, et projette d'effectuer un vaste périple méditerranéen qui le mènera jusqu'à Jérusalem, en passant par les îles grecques, l'Égypte et Constantinople. Il s'appelle Jean Palerne, c'est un poète sans ambition, qui chante les amours légères. Depuis sa mort prématurée, à 35 ans, il est tombé dans l'oubli. Et de sa vie, on ne sait rien ou si peu, sinon que son récit de voyage épique, *Pérégrinations*, a été publié post mortem en 1606, à Lyon. Pour en savoir davantage, il nous faut consulter un corpus de référence, le *Dictionnaire des poètes français de la seconde moitié du XVI^e siècle (1549-1615)*, œuvre de toute une vie composée par Jean Paul Barbier-Mueller, répartie en six volumes publiés chez Droz, maison centenaire sise à Genève. On y apprend notamment que notre voyageur avait été secrétaire de François de Valois, duc d'Alençon, frère d'Henri III, héritier présomptif du trône, puis contrôleur des trésoriers de France.

Sans doute ce qui a poussé Palerne à se lancer dans cet insensé périple fut la mort de sa bien-aimée Magdeleine. Et ce, au moment où la scène littéraire est dominée par Malherbe, Agrippa d'Aubigné et le grand fantaisiste, l'élégant libertin Marc Papillon de Lasphrise.

Ces mêmes Éditions Droz exhument aujourd'hui ses *Pérégrinations*, et nous les présentent dans une édition critique à la graphie modernisée. Disons-le d'emblée, un chef-d'œuvre inconnu, plein de surprises, de saillies, de rebondissement, un récit d'aventure et de découvertes, écrit par un paysagiste hors pair, un fin observateur et commentateur des mœurs, us et coutumes, servi par une belle plume, ici ou là émaillée d'humour ou d'ironie.

Ce livre, que l'on peut d'ores et déjà classer parmi les grands classiques de la littérature de voyage, Palerne l'a composé en 131 chapitres retraçant chronologiquement ses tribulations orientales qui se succèdent sur deux ans. Celles-ci débloquent à Venise, où il embarque en mars 1581, au moment où Montaigne achève son long voyage en Italie. Et c'est un faux



Extrait du *Sûrname de Mourad III*, l'un des plus célèbres manuscrits ottomans sur les festivités de la circoncision en 1583.

WIKICOMMONS

mer Rouge devers austro (« en direction du sud », NDLR), qui nous semblait battre au pied du mont (...) Du côté de tramontane, nous découvrîmes les montagnes de la Terre sainte. Devant Ponant (à l'ouest) se voit une pointe de l'Arabie déserte et l'Égypte; et du Levant, le reste de l'Arabie heureuse déserte et heureuse, où se voit la mer de sablon. »

Autre morceau de bravoure, la Terre sainte. Catholique, soucieux de la foi mais sans excès, Palerne observe les décors et les pèlerins, se recueille, ému, note, souligne, fait des apartés. Avec une singularité qui tranche avec les récits orientaux de la même époque, comme celui de Pierre Belon (*Voyage au Levant*). Et à ce titre, les pages sur Bethléem, ou mieux, sur le Saint-Sépulcre, sont particulièrement édifiantes : « L'on entend que pleurs et voix gémissantes. Chacun déplore ses offenses; et se bat l'estomac de façon qu'il me semblait quasi voir le même saint Jérôme en la vallée de pleurs et de pénitence. Il nous fut dit qu'une fois, un bon père y perdit la vue par trop pleurer. »

Remontant vers le nord, il parvient au mont Liban. « Ce mont est très abondant en blé, froment et de meilleur vin, note-t-il. Ils ont quasi de toutes sortes d'arbres fruitiers et, entre autres, d'oliviers et du bétail en nombre, pour les beaux pâturages qu'y sont. Environ cinq ou six milles plus haut sur le chemin de Damas se voient vingt-trois cèdres, que l'on dit fabuleusement ne se pouvoir nombrer, sous lesquels on va souvent chanter messe à l'honneur de la Vierge, qui fut par David comparée aux cèdres. »

Une « vraie fabrique du monde »

Palerne poursuit ses aventures picaresques, brosse le portrait d'anonymes, de personnages haut en couleur : compagnons de route, religieux pique-assiette, diseurs de bonne aventure, et même un Parisien se faisant passer pour un Turc converti. Et le voilà enfin parvenu à Constantinople, anciennement Byzance, cœur de son périple et centre névralgique de l'Empire ottoman conquérant, alors en prise avec les armées de l'empire perse. Il s'y attarde, et y séjourne trois mois, puisque la capitale « offre le plus beau point de vue de l'univers ». Et là, au printemps 1582, l'histoire l'attend.

À l'occasion de la célébration par la Sublime-Porte de la circoncision du fils de Mourad III, âgé de 16 ans, Mehmet III, futur calife sanguinaire, et 13^e sultan ottoman. De cette cérémonie officielle, Palerne tirera un long reportage de haute volée. Depuis les tribunes de l'hippodrome, il décrit tout le ban des officiels ottomans, vizirs, sultans, les seigneurs et les courtisans, les ambassadeurs des pays chrétiens, les patriarches grec et arménien. Ajoutons les janissaires, le défilé des marchands, des orfèvres, celui des artisans, des jardiniers. Côté spectacle : des musiciens, des bateleurs, des lutteurs, des reconstitutions de combats. Puis place aux éléphants et aux girafes, « un animal qui est beau et des plus paisibles, de douce nature », et aux feux d'artifice. Comme il le dit, une « vraie fabrique du monde ».

En bon chrétien, il ne peut s'empêcher de faire ce commentaire lapidaire, une fois la fête finie : « Mais ce qui apporta plus de regret à tous les Chrétiens de ces choses advenues pendant ce spectacle, ce fut que tous les jours l'on voyait ces misérables Grecs courir par la place pour se faire mahométiser. »

Il redouble alors de défiance et même de défiance vis-à-vis de l'Islam, louant toutefois la piété des musulmans, mais en qualifiant Mahomet de « prophète de chameaux », et le Coran, de livre fait de « plaisantes fables ». Sur le chemin du retour, cette fois sur la terre ferme, Palerne passera par la Thrace, la Macédoine, Sofia avec ses « beaux bazars à la levantine », la Serbie, Gènes dont il loue « la superbité », et Venise. Arrivée à bon port, le 3 février 1583.

En annexe de son captivant récit, Palerne a composé un dictionnaire d'une vingtaine de pages, donnant l'équivalent de centaines de mots en italien, en grec moderne, en turc, en « moresque » et en slave. Et, par facétie ou par défi, un bref index des « Injures des Turcs aux Chrétiens ».

Et c'est ainsi que Palerne est grand. ■

Jean Palerne : cap sur l'Orient enchanteur

départ, puisque naufrage il y a (et il y en aura d'autres), au large de l'Istrie. Qu'à cela ne tienne, Palerne fait demi-tour avant de reprendre son pèlerinage, son périlleux voyage. On le retrouve ensuite au large de Corfou, puis sur l'île ionienne de Zante, contrôlée par la toute-puissante Venise, surnommée « la Fleur du Levant », où il fait une halte. Puis cap sur l'Égypte. Editrice et préfacière de l'ouvrage, Marie-Christine Gomez-Géraud souligne à juste titre : « Le regard du voyageur d'un autre temps ravive les couleurs du monde dans leur incroyable variété; il restaure l'innocence du regard. » Innocence d'autant plus louable que Palerne voyage à titre personnel, sans aucun soutien politique ou diplomatique. Et que, sans le

savoir, il ouvre la voie aux futurs romantiques Chateaubriand (*Itinéraire de Paris à Jérusalem*), Lamartine et Nerval.

Entre l'aventure et l'inventaire

L'Égypte, la Terre sainte qui attire les voyageurs en quête d'absolu, et Constantinople constituent les trois étapes majeures du voyage, effectué dans des conditions particulièrement difficiles, marquées par l'inconfort, la chaleur, les embûches, sans parler des attaques de pillards bédouins, des longs trajets à dos de chameau, de mulet ou de cheval, ou sur des barques de fortune. L'Égypte, il y restera deux mois, au cœur de l'été. C'est là qu'il rencontre pour la première fois des musulmans, qu'il nomme « mahométistes ».

Au gré des pages défilent Alexandrie et Rosette, le Nil, Le Caire et son marché aux esclaves, les pyramides, le mont Sinaï, El-Tor, Suez, lieux aussi violents qu'enchanteurs, évoqués entre l'aventure et l'inventaire. Sur les bords de la mer Rouge, toujours attentifs à la faune exotique et à la flore, il découvre, émerveillé, des « tortues plus grandes que le fond d'un tonneau », des poissons volants et d'autres encore, d'une « merveilleuse grandeur ». Le voyage est transformé en expérience individuelle, le voyageur se met en scène, sans toutefois boucher le paysage. Un pèlerin curieux, qui a lu Homère, Virgile et Ovide. Arpentant le mont Sinaï, il parvient au sommet du mont Sainte-Catherine et note : « Étant au-dessus, nous voyions la